

كنا من الأكل

« Le Monde des livres » : Rencontre avec Nathalie Sarraute

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15



BOURSE

ANNÉE 1993 - N° 14856 - 7 F

VENDREDI 26 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Fin de règne au Canada

ON ne pourra pas reprocher au premier ministre canadien Brian Mulroney, qui a annoncé, mercredi 24 février, son intention de démissionner, d'avoir manqué de courage tout au long de ses huit années au pouvoir. Celui qui a battu dès 1988, deux ans après sa première et éclatante victoire, tous les records d'impopularité de l'histoire canadienne avait réussi en 1988 à remonter spectaculairement la pente et à obtenir un second mandat.

Un tel miracle eût été fort improbable cette année. Devenu un handicap pour le Parti conservateur qu'il avait largement contribué à revitaliser, M. Mulroney a reconnu que « seule une nouvelle direction pourrait ramener l'enthousiasme » au sein des militants de son parti. Le dix-huitième premier ministre du Canada a evoqué qu'il s'était rendu à cette évidence depuis un certain temps, mais que le débat constitutionnel l'avait incité à rester aux commandes.

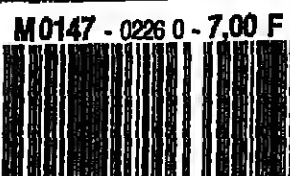
SA deuxième et dernière tentative de réforme la Loi fondamentale du pays (statut de « société distincte » pour le Québec, refonte des institutions fédérales et nouvelle répartition des pouvoirs entre Ottawa et les provinces) a été clairement repoussée : 54,8 % des Canadiens et 56,6 % des Québécois l'ont rejeté lors du référendum du 28 octobre 1992. M. Mulroney, qui avait promis en 1985 de redonner au Québec, sa province natale, « sa juste place » au sein de la fédération, y a vu à juste titre un échec personnel.

L'histoire sera peut-être moins sévère envers le « tigre » de Baie Comeau au moment prochain que ne le sont actuellement ses concitoyens. Il a pesé de tout son poids dans la signature, en 1987, de l'accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada. Son pays n'avait d'autre choix que d'ouvrir plus largement ses frontières à son puissant voisin du sud - et plus important partenaire commercial - ne serait-ce que pour se protéger de mesures protectionnistes arbitraires dont il avait déjà largement pâti. De même, il ne pouvait rester à l'écart d'un traité similaire négocié entre les États-Unis et le Mexique.

DÉMÉNAGEMENTS d'entreprises vers le sud, restructurations à coups de licenciements : les Canadiens n'ont vu jusqu'à présent que les conséquences négatives de l'accord de libre-échange canado-américain entré en vigueur en 1989, mais l'accord a pourtant déjà contribué à augmenter la compétitivité des entreprises canadiennes. Avec les coupes effectuées dans l'énorme machine étatique et l'indispensable réforme fiscale imposée au plus fort de la récession, en janvier 1991 (autant de mesures éminemment impopulaires), le Canada est maintenant mieux armé pour renouer avec la croissance, timidement annoncée pour cette année.

Pour espérer sortir victorieux des élections de cet automne, le Parti conservateur devra se trouver en juin un candidat parfaitement bilingue (judgement devenu incontournable depuis l'ère Trudeau) et suffisamment ouvert aux revendications autonomistes du Québec. La chance de l'intéressé, quel qu'il soit, sera d'éviter en face de lui deux adversaires, M. Chrétien, chef du Parti libéral, et M. Mulroney, chef du Parti néo-démocrate, dont les personnalités ne suscitent pas l'enthousiasme, tant chez les anglophones que chez les francophones.

Lire page 6 les articles de MARTINE JACOT et CATHERINE LEGONTE



Avec un recul du produit intérieur brut au quatrième trimestre 1992

Les signes de récession se multiplient en France

Selon les comptes de l'INSEE, publiés mercredi 24 février, la France a enregistré un recul de 0,5 % du produit intérieur brut marchand (- 2 % en rythme annuel) au quatrième trimestre 1992. Les exportations et les investissements ont diminué tandis que la consommation des ménages a encore progressé. Ce

Le constat est net : la France glisse irrésistiblement dans la récession. Selon les comptes trimestriels de l'INSEE, publiés mercredi 24 février, le produit intérieur brut (PIB) marchand a reculé de 0,5 % au quatrième trimestre 1992 - alors que l'Institut s'attendait en décembre à une baisse de 0,1 %, - ce qui donnerait une croissance de 1,6 % pour l'année écoulée, et de 1,8 % si l'on considère le PIB total. En d'autres termes, et suivant une méchante expression, la France est bien entrée dans

une période de croissance négative. Aucun signe de reprise ne se profilant, il y a fort à craindre que la stagnation annoncée par l'INSEE pour le premier trimestre 1993 ne se transforme en un nouveau recul du PIB marchand.

Voilà une nouvelle qui tombe fort mal pour le gouvernement, engagé dans une campagne électorale perdue d'avance et confronté à un malaise social diffus et caractérisé par toute une série de grognements corporatistes, des agriculteurs aux

marins-pêcheurs. Le discours sur la relative bonne santé de l'économie, à partir du constat que les « fondamentaux » (inflation, commerce extérieur, et, dans une bien moindre mesure, déficit public) de l'économie française sont bons ou du moins meilleurs que ceux de nos voisins européens, perd de sa crédibilité.

MICHEL NOBLECOURT

Lire la suite et nos informations page 18

Un entretien avec le secrétaire au Foreign Office

« Le plan de paix Vance-Owen pour la Bosnie n'est pas parfait, mais c'est le meilleur espoir », nous déclare M. Douglas Hurd

Lors de sa visite à Paris, le 24 février, au cours de laquelle il a notamment rencontré M. Mitterrand, M. Dumas et plusieurs dirigeants de l'opposition, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a accordé « Le Monde » un entretien, dans lequel il évoque la crise yougoslave, l'avenir de l'Europe et les relations franco-britanniques.

« Comment l'Europe peut-elle trouver une solution durable à la guerre dans l'ex-Yougoslavie ?

« Face à cette guerre, nous éprouvons tous un sentiment de frustration et de colère. Cela n'a jamais été réaliste de croire que l'Europe - ni que ce soit - pourrait de l'extérieur imposer une solution dans l'ex-Yougoslavie. En Bosnie, les analyses française et britannique sont identiques. Nous

savons ce qu'il n'est pas sage de faire là-bas. Mais si nous rejetons ce qui n'est pas sage, nous devons faire ce qui est sage avec énergie. Ce qui est sage, c'est le processus de paix. Car au bout du compte, les conflits dans l'ex-Yougoslavie ne seront pas réglés par la force.

Propos recueillis par ALAIN DESBOVE et JEAN-PIERRE LANGELLIER Lire la suite page 4

Les actes de violence raciste ont diminué l'an dernier

Le nombre de menaces et actes de violence raciste a diminué, en 1992, selon des statistiques policières publiées, jeudi 25 février, par la Commission nationale consultative des droits de l'homme. Ce document remis au premier ministre explique l'apaisement des manifestations de racisme violent par l'intensification de la répression pénale et par l'action préventive des associations et de l'école. Cette tendance rassurante masque cependant la banalisation d'un racisme « social » attisé par la crise économique et la crispation identitaire.

Lire page 12 l'article de PHILIPPE BERNARD

L'Elysée s'opposerait à la création d'une armée de métier

Le gouvernement a mis solennellement en garde, mercredi 24 février, ceux qui, en France, voudraient remettre en question l'organisation actuelle du service national, aussi bien dans sa forme militaire que dans ses options civiles. « Le service national est au cœur de nos choix de défense », a fait savoir le conseil des ministres, mercredi 24 février, après une communication du secrétaire d'Etat à la défense. Officiellement, nul n'est visé dans cette mise en garde. Mais on sait que la thèse de l'armée de métier rassemble de plus en plus d'adeptes dans l'actuelle opposition.

Lire page 9 l'article de JACQUES ISNARD

Les manifestations antioccidentales en Somalie



Lire nos informations page 6 Le sommaire complet se trouve page 24

Le plaisir discret d'Edouard Balladur

L'ancien ministre de l'économie et des finances a pris goût, à sa manière, réservée, aux exercices obligés d'une campagne électorale

par Annick Cojean

On l'irritera sans doute, car on va tout gâcher. Tant pis. Le secret n'a que trop duré. L'image, en effet, est trompeuse : cette pripière nomenclature, cette lippe circospecte, ce sourcil enroulé... Pourtant la vérité s'impose : à la campagne électorale, ses déplacements, ses servitudes, M. Edouard Balladur a pris goût. On a bien lu : goût. Du verbe goûter : apprécier la saveur ; éprouver du plaisir. Un plaisir certain.

Il faut avoir capté son demi-sourire quand, entouré d'un halo de lumière, orné par les photographes et les caméras de télévision, et sur un rock bruyant, il a fait, vendredi 19 février, une entrée triomphale dans le nouveau parc des expositions de Chalon-sur-Saône où l'attendaient deux mille cinq cents personnes, pour savoir que l'ancien ministre des finances jubilait. Qui jubilait. A sa manière, c'est-à-dire tranquillement. Sérénement.

Il faut l'avoir vu d'une impassibilité souriante - autant dire consentante - devant l'insistance du sénateur UDF, M. Marcel Lucotte, à lui donner à table du « Monsieur le premier ministre »

pour saisir tout le prix qu'il met à ce titre-là. Et il faut, un soir de journée-marathon épuisante en Bourgogne, avoir croisé dans son regard malicieux des éclairs de vraie gourmandise pour croire en sa sincérité quand il a déclaré, royal, trouver « très agréable ce déplacement, vraiment, très sympathique et très joyeux », ajoutant un « Je suis très content » de majesté tandis qu'on le réservait

abondamment de crème anglaise pour « finir » ses crêpes à la neige.

Oui, M. Balladur a pris goût aux exercices obligés de la politique. Là encore à sa manière. Discrètement, presque secrètement. Sans rien concéder de son style, sans adapter son « look » - ah ! ce loden gris dont il prend tant de soin, ces vestes un peu cintrées et ces nœuds de cravate décidément trop épais, - encore moins son langage. Le timbre de la voix, un tantinet british, est plus subtil que jamais. Mais c'est ainsi : furieusement décalé par rapport aux bateleurs de la politique, comme égaré dans un jeu conçu pour d'autres, et le moindre effort pour forcer sa nature, M. Balladur plaît, et trouve cela plaisant.

Aucune fermière de Carrez, de Bretagne ou du Languedoc ne pourra se vanter d'avoir été embrassée comme du bon pain par M. Balladur ! Et alors ? « Il garde ses distances, c'est sûr ! observe une viticultrice de Bourgogne, mais au moins il ne fait pas de cinéma ». Une pause. « Et c'est un homme ! » Ah ! dans les temps qui courent, le jugement est flatteur ! Et l'adjectif maintes fois évoqué s'en trouve lesté de consonances multiples.

Lire la suite page 8

PIERRE BOURDIEU



La cité, l'école, l'usine, le bureau, la famille, autant d'espaces sociaux où s'engendrent des souffrances dites, ici, par ceux-là mêmes qui les vivent. Ces petites nouvelles vraies livrent le secret d'existences à la fois familières et inconnues.

Collection Libre examen.

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 3 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne-Madrid, 8 P ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 S ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 2,75 F. ; Portugal, 170 ESC ; République, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Législatives

Pour une responsabilité politique individuelle des ministres devant le Parlement

par François Lamoureux

Le cadre tracé par le chef de l'Etat pour la révision constitutionnelle vise à consacrer l'originalité du régime de la V^e République — c'est-à-dire son caractère semi-présidentiel — tout en valorisant le rôle du Parlement.

Nul besoin d'être grand clerc pour deviner que, si le régime de l'Etat pour la révision constitutionnelle vise à consacrer l'originalité du régime de la V^e République — c'est-à-dire son caractère semi-présidentiel — tout en valorisant le rôle du Parlement.

En effet, on voit bien comment le renforcement des pouvoirs du Parlement — en particulier la limitation de l'usage de l'article 49 paragraphe 3 et l'extension du domaine de la loi — peut affaiblir l'efficacité et la cohérence de l'action gouvernementale. A l'inverse, on voit mal quelle rédaction mirifique de la Constitution mettrait fin à la toute-puissance présidentielle, remarquablement déguisée par Maurice Duverger dans l'*«Echec au Roi»*, après le tournant de l'élection présidentielle de 1974, bien avant qu'elle ne soit diabolisée par Jean-François Revel dans l'*«Absolutisme inefficace»*.

Est-il possible, par une révision constitutionnelle, d'endiguer cette longue dérive présidentielle par laquelle le président ne se contente plus de définir les orientations au d'intervenir dans les grandes décisions ? Comment éviter cette passion qui l'entraîne à être mêlé directement, ou par personne interposée, à la gestion de l'action gouvernementale dont le premier ministre a souvent bien du mal à assurer une responsabilité entre-que-celle d'en être la porte-parole auprès du Parlement ? S'il faut contribuer à chercher une solution dans les textes, c'est sans doute ailleurs que dans la modification de l'article 20 (*«Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation...»*), qui est d'une clarté diaphane mais dont le seul défaut est sa désuétude en dehors des périodes de cohabitation.

Une des caractéristiques majeures du déclinisme de la V^e République est moins la responsabilité pleine, constante et individuelle des ministres devant le président que son corollaire : une responsabilité excessive, exceptionnelle et collective du gouvernement devant le Parlement. C'est auprès du président — qui les « fait » — que les ministres se croient obligés de solliciter d'abord des directives puis de rendre des comptes. L'union et la sanction sont présidentielles.

Il y a quelque chose de paradoxal à laisser perdurer cette pratique, alors même que les moments les plus chauds de l'ac-

tualité politique et institutionnelle ont révélé la lacune de l'irresponsabilité politique des ministres devant le Parlement. Les deux palatins récents sont disproportionnés, qu'il s'agisse de sanctions administratives pour les collaborateurs des ministres lorsque l'effaçon n'est pas trop grave, ou de la mise en cause de la responsabilité pénale du ministre devant la Haute Cour lorsque l'opinion publique réclame des têtes. Il s'agit d'un curieux retour aux sources de la démocratie parlementaire. Il a fallu tout le XIX^e siècle pour faire le chemin inverse, c'est-à-dire pour que la responsabilité politique des ministres devant le Parlement devienne, d'une part, leur responsabilité pénale en raison de ses risques d'abus et, d'autre part, la responsabilité personnelle de leurs collaborateurs en raison de l'insuffisance de la sanction.

La responsabilité politique des ministres devant le président ayant laminé, depuis 1958, leur responsabilité devant le Parlement, la pratique redécouvre les soupapes de sûreté de la Restauration pour rétablir de façon indirecte et édulcorée la responsabilité parlementaire. Dans ce contexte, il n'est guère surprenant que la chef de l'Etat lui-même, dans son mandat de réflexion au comité consultatif constitutionnel, ouvre la voie à un renforcement du contrôle parlementaire sur les ministres. Ce n'est pas à dire qu'il s'agit d'assurer un contrôle plus étroit de l'activité gouvernementale, en chargeant chacune des commissions permanentes de chaque Assemblée de préparer un rapport d'ensemble sur l'activité des ministres pendant les deux années présidentielles. Ces rapports donneraient lieu à des discussions publiques.

Les temps sont mûrs

Nous ne sommes plus très loin du droit d'adresse et du droit d'interpellation qui furent les vecteurs de la responsabilité politique des ministres sous la Restauration, la monarchie de Juillet et l'Empire libéral, c'est-à-dire chaque fois que le développement du contrôle parlementaire s'est heurté à l'impossibilité juridique de mettre en cause directement la responsabilité du « monarque ».

Pourquoi, dans ces conditions, ne pas aller jusqu'au bout du raisonnement d'un contrôle parlementaire renforcé et, donc, d'une rationalisation du semi-présidentielisme par la possibilité d'une mise en cause de la responsabilité politique individuelle des ministres ?

Un tel système de censure individuelle se pratique par exemple aux Pays-Bas. Le gouvernement est d'abord solidairement responsable, comme en France, devant le Parlement, mais ce dernier peut provoquer la démission d'un

ministre à partir du moment où le premier ministre décide de ne pas opposer à la censure individuelle la responsabilité collective du gouvernement. On a vu récemment la deuxième chambre censurer le ministre de l'Agriculture pour avoir tué une fraude aux quintes européennes de pêche, puis faire démissionner un ministre qui avait excédé son mandat de négociation dans un conseil de la Communauté européenne. Le premier ministre néerlandais, dans les deux cas, n'a pas jugé opportun d'affirmer la solidarité de son équipe avec un de ses membres qui avait commis une erreur politique dans l'exercice de fonctions bien précises.

On rétorquera qu'un tel système transposé en France n'y est pas praticable et contribuerait à diminuer l'autorité du premier ministre sur son gouvernement. Rien n'est moins sûr.

Sur le plan politique, les temps sont mûrs. La France n'est-elle pas entrée dans une phase de recomposition politique qui ouvre la voie à des gouvernements de coalition de partis qui s'accommodent mal d'une solidarité gouvernementale à toute épreuve pour couvrir la défaillance d'un seul ministre ?

Sur le plan juridique, rendre le gouvernement responsable de tous les actes de tous les ministres dans le régime semi-présidentiel est surréaliste. Comme l'analyse Pierre Avril : « L'organigramme réel ne correspond plus de tout aux attributions constitutionnelles... à la limite ceux qui prennent en fait les décisions ne sont pas ceux qui en répondent en droit (1) ». Le premier ministre et donc l'ensemble des ministres par solidarité gouvernementale ne peuvent être systématiquement tenus pour responsables des actes des faits et gestes de chaque ministre dans, au moins, trois domaines.

Le fameux domaine réservé, tout d'abord : affaires étrangères et défense. Certes, il n'y a plus l'ampleur et l'autonomie des débuts de la V^e République. Le premier ministre est réellement associé aux grandes orientations. Ce qui pose problème, c'est un résidu de ce domaine réservé, c'est-à-dire la persistance d'une gestion directe et subalterne d'affaires délicates par l'Elysée et les ministères concernés, en dehors des circuits normaux de décision.

Ensuite, le nouveau « domaine isolé », tant de l'Elysée que de Matignon, caractérisé par l'instabilité de la décision économique et monétaire. On peut, certes, toujours enlever à un docteur Faurel, à Bercy, échappant au contrôle de ses experts, bloque, par exemple, toutes les décisions d'investissement des entreprises par l'annonce inféodée d'un nouveau régime fiscal d'amortissement. Mais défendra le franc contre la spéculation, intervenir sur le

marché monétaire, décider d'engager en quelques minutes des dizaines de milliards de francs de réserves, supposent une compétence et une rapidité d'exécution qui se prêtent mal à la concertation interministérielle, même téléphonique. L'isolement de ce domaine, pour des raisons techniques et non politiques, passe cependant un problème de démocratie accountability (analogue à celui que pose demain le Sénat central européen indépendant), qui ne peut se résoudre par la mise en jeu de la responsabilité collective du gouvernement dans les termes des articles 49 et 50 de la Constitution.

Une autorité renforcée

Enfin, le domaine de la gestion des départements ministériels, qui relève de la responsabilité directe du ministre, échappe par subsidiarité à la compétence du chef du gouvernement. C'est au ministre d'apprécier si la décision de rembourser un médicament, d'infirmer un réseau de trafiquants, de déplacer des compagnies de CRS ou encore d'agréer une association relève de la simple gestion ou comporte une dimension politique dont il doit, au préalable, saisir le chef du gouvernement.

Autrement dit, chaque fois que le premier ministre n'a pu, pour des raisons politiques ou techniques, imposer, endosser ou arbitrer une décision, c'est la responsabilité individuelle du ministre qui devrait pouvoir être mise en cause directement par le Parlement. A charge pour le premier ministre d'apprécier si la responsabilité de son ministre est ou non détachable de l'action gouvernementale ou s'il entend le couvrir, pour des raisons politiques, en mettant en jeu la responsabilité gouvernementale.

Si le premier ministre avait, dans ses mains, le cours de la responsabilité individuelle ou collective, nul doute que son autorité serait renforcée, tant vis-à-vis du gouvernement que du Parlement. Chaque ministre, conscient du risque, même minime, d'être lâché pour ses erreurs de gestion, s'impliquerait davantage dans le contrôle de l'action de son département et chercherait moins à jouer, pour assurer sa carrière, de l'Elysée contre Matignon. Une telle réforme n'altérerait pas la nature du régime semi-présidentiel, la ministre continuerait de procéder du président, mais il abaisserait au premier ministre et réduirait de son action au Parlement.

(1) *Le Monde des débats*, décembre 1992.

► François Lamoureux est docteur en droit.

Des saint-cyriens en gants verts ?

par Maurice Duverger

LES élections de mars 1993 vont-elles installer au palais Bourbon un nouveau parti qui trouverait peut-être l'occasion de montrer sa capacité à stimuler la modernisation de notre vie politique ? On peut le penser en voyant l'impressionnante montée des écologistes dans les sondages depuis qu'ils ont établi, dans un délai record, l'unité de candidatures dans toutes les circonscriptions. Les citoyens ont immédiatement récompensé cette union des Verts et de Génération Ecologie en portant de 15 à 19 % les intentions de vote en leur faveur. Mais il ne suffit pas au trin Lalonde-Waechter-Boynet de conserver la confiance ainsi reçue. Il faut aussi l'utiliser pour tirer le maximum de profit lors des scrutins.

On dit bien des scrutins, et non du scrutin. Car l'essentiel se jouera au second tour. Tant que leur influence restait marginale, les écologistes détestaient le système majoritaire et réclamaient la proportionnelle, qui leur eût permis un premier bond en avant lors des élections régionales de l'an dernier. Mais le désordre qui règne dans beaucoup de ces conseils montre les catastrophes que la proportionnelle provoquerait sur le plan national. Sur la base du sondage qu'on vient de citer, elle donnerait environ 230 sièges à la droite, 115 aux socialistes, 105 aux écologistes, 60 au Front national, 45 aux communistes. Avec une telle assemblée, la V^e République retomberait dans l'impuissance des III^e et IV^e, en leurs dernières années. La République italienne d'aujourd'hui montre où peut conduire une telle folie.

La renaissance de la gauche

En approchant les 20 % de suffrages probables, les écologistes n'ont plus besoin de réclamer une réforme électorale aux intérêts du pays. Avec un tel score, pour qu'ils continueraient-ils à vouloir qu'on jette le bébé avec l'eau du bain, alors qu'ils pourraient obtenir d'excellents résultats électoraux en appliquant simplement les règles du scrutin en vigueur ? Leurs dirigeants et beaucoup de leurs militants peuvent comprendre que la volonté initiale de maintenir tous les candidats verts en second tour serait désormais suicidaire. Ils pourraient méditer à cet égard l'exemple saisissant que la gauche a expérimenté voilà trente-cinq ans quand, au retour du scrutin majoritaire, elle avait oublié les règles d'un système appliqué pour la dernière fois en 1936. Les résultats de 1936, corrigés en 1962, ont été le point de départ d'une renaissance dans les décennies suivantes. Aux élections de 1958, socialistes et communistes n'avaient réuni ensemble que 34 % des suffrages, d'où ils ne repurent que 52 sièges. Aux élections de 1962, ils n'ont pas pu attirer plus de voix. Mais avec les mêmes 34 %, ils ont plus que doublé leurs sièges, faisant entrer 108 députés à l'Assemblée nationale.

Aucun miracle dans cette extraordinaire croissance. Uniquement la soumission à la règle fondamentale du scrutin majoritaire à deux tours : le désistement, mutuel au second tour, entre partis qui ont plus de points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées. Il suffit que les électeurs perceptifs comprennent la nécessité d'un tel rapprochement pour empêcher un succès trop écrasant des partis opposés. A l'époque, l'union de la gauche était inconcevable. Guy Mollet disait des communistes : « Ils ne sont pas à gauche, mais à l'est. » En conséquence, eux-mêmes et les socialistes s'étaient partout maintenus au scrutin de ballottage de 1958. Devant l'ampleur du désastre ainsi provoqué, ils firent le contraire des points communs entre eux qu'avec les autres rivaux. Cela peut se faire sans alliance formelle, sans accord préalable, même si les inimitiés sont profondes et les pratiques différenciées.

ÉTRANGER

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Washington indique que les parachutages de vivres profiteront à toutes les communautés

Sous la pression des Russes, les menaces des Serbes et les « conseils » de l'ONU, notamment des commandants de la FORPRONU, le projet américain de parachutage de vivres au-dessus de l'ex-Yougoslavie a changé de nature : au départ présenté comme devant apporter un peu de baume aux Musulmans de Bosnie, il s'est transformé en opération neutre, devant profiter à toutes les parties en conflit.

WASHINGTON et NEW-YORK
de nos correspondants

Il y aura des largages pour tout le monde, « pour les Musulmans, comme pour les Serbes et les Croates, à égalité de traitement », a précisé, mercredi 24 février, un responsable du Pentagone. « C'est un projet non partisan, l'administration envisage d'aider tous ceux qui en ont besoin dans la région », a ajouté M. Dee Dee Myers, la porte-parole de la Maison Blanche. Un peu en retrait, M. George Stephanopoulos, le chef de la communication de la Maison Blanche, a affirmé que l'objectif prioritaire était « les Bosniaques », mais qu'il y aurait des « débordements dans des zones où il y a aussi des Serbes ».

Il n'y a pas si longtemps, les mêmes responsables affirmèrent que l'administration entendait venir à l'aide des quelque 200 000

Musulmans de l'est de la Bosnie assiégés depuis deux semaines par les milices serbes qui refusent de laisser passer les convois d'assistance humanitaire. L'idée sous-jacente, expliquait-on de même source, était de faire un geste en faveur du régime bosniaque afin d'inciter son chef, le président Alija Izetbegovic, à revenir à la table de négociation.

Cela était conforme au sonci manifesté par M. Bill Clinton, avant comme après son entrée à la Maison Blanche, de voir les Etats-Unis intervenir de façon plus décisive en faveur de la partie qu'il considère comme l'agressé et la victime dans ce conflit : les Musulmans de Bosnie.

Soutien prudent
de M. John Major

A en croire une très bonne source, le dernier évènement du projet américain serait dû à l'intervention des Russes, qui, en l'espèce, se sont faits les porte-parole de leurs traditionnels alliés dans les Balkans, les Serbes. Ils désignent récemment M. Reginald Ratholomew comme ambassadeur américain aux négociations de paix pour l'ex-Yougoslavie, l'administration démocrate avait fait part de son désir d'impliquer davantage les Russes dans le règlement de ce conflit.

Proches des Russes, les Serbes, qu'il s'agisse du régime de Belgrade ou des milices de Bosnie-Herzégovine, n'ont cessé de dénoncer le projet de parachutage de vivres, le qualifiant d'intervention partisane

dans le conflit. Les commandants de la force des Nations unies sur place (FORPRONU) - dont les troupes sont majoritairement britanniques et françaises - tout comme le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, n'étaient pas non plus enthousiastes.

L'administration a, apparemment, cédé à cet ensemble de pressions et recalibré son projet de manière à ce qu'il offense le moins de monde possible. L'objectif est moins de manifester la sympathie des Etats-Unis pour les Musulmans de Bosnie que de ne provoquer aucun des camps qui, pour une raison ou une autre, pourraient vouloir s'en prendre aux avions-cargos américains. Tardivement, l'administration a obtenu le prudent soutien du premier ministre britannique, M. John Major, qui, reçu mercredi à la Maison Blanche, a déclaré : « Je pense que c'est une initiative humanitaire qui est la bienvenue et qui aura notre soutien ».

Effets positifs
sur le terrain

Quelque peu sibyllin, M. Clinton a indiqué qu'il avait toujours l'espoir que « d'autres pays pourraient être impliqués » dans l'opération américaine, dont le date n'a pas encore été fixée. Lors d'une conférence de presse conjointe, le président Clinton et M. Major ont encore évoqué la possibilité d'un renforcement des sanctions économiques imposées à la république

de Yougoslavie. Dans une lettre rédigée en août, le secrétaire général de l'ONU mettait en doute la réalisation pratique des parachutages de vivres - technique qu'il jugeait la « plus coûteuse » et qu'il qualifiait « d'incroyable extravagance ».

Il reste que les Etats-Unis, avec cette initiative, s'engagent un peu plus avant dans l'affaire yougoslave, et que leur geste paraît avoir déjà eu un impact sur le terrain. M. Boutros-Ghali observait, mercredi, que « les convois recommencent à circuler dans l'est de la Bosnie » et que « la situation s'est beaucoup améliorée ».

De son côté, le Conseil de sécurité a adopté une déclaration appelant tous les belligérants à reprendre « immédiatement » les pourparlers interrompus à New-York le 11 février. Les représentants des parties en conflit devraient, en principe, se retrouver, lundi, au siège de l'ONU. Sous le coup de poursuites judiciaires intentées par plusieurs organisations américaines de défense des droits de l'homme, un des chefs des milices serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, devrait bénéficier d'une immunité pour se rendre à New-York (voir l'article de Florence Hartmann). « Nous pensons qu'il devrait être autorisé à participer » aux négociations, a indiqué la Maison Blanche.

AFSANE BASSIR POUR
et ALAIN FRACHON

M. Karadzic est bien décidé à se rendre à New-York pour les négociations de paix

BELGRADE

de notre correspondante

« J'irai à New-York en dépit des menaces américaines d'entamer une action en justice contre ma personne. M'accuser d'avoir ordonné le viol de trois femmes musulmanes est ridicule ! » Le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a assuré, mercredi 24 février, au Monde qu'il participerait aux négociations de paix qui doivent se poursuivre sous les auspices de l'ONU en fin de semaine, même si Washington refuse de lui accorder l'immunité.

M. Karadzic, qui figure sur une liste de personnes présumées coupables de crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie, établie en novembre dernier par le département d'Etat américain, vient d'être accusé par deux organisations américaines de défense des droits de la femme d'être responsable du viol de deux jeunes filles bosniaques musulmanes. Ces mouvements ont intenté une action en justice contre M. Karadzic. « Je ne suis pas inquiet car je pense que les Etats-Unis n'ont pas l'intention de se ridiculiser en me jugeant sur des accusations absurdes », a-t-il conclu en soulignant que « toute cette affaire de viol est une farce ».

Dans son hôtel belgradoise, le leader des Serbes de Bosnie a par ailleurs estimé « inutile et injustifiée »

la décision du président américain Bill Clinton de parachuter de l'aide humanitaire aux populations assiégées de l'est de la Bosnie-Herzégovine. « Des centaines de convois ont été autorisés à passer, et dans l'avenir ils pourront continuer à traverser nos territoires. Si nous ne pouvons pas assurer leur sécurité en raison des combats, nous proposerons un autre itinéraire pour que les convois parviennent à destination », nous a expliqué M. Karadzic.

Dans la journée, le convoi du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) destiné à l'enclave musulmane de Gornje, dans l'est de la Bosnie, restait toutefois bloqué dans la localité sous contrôle serbe de Podromanja, à une trentaine de kilomètres au nord-est de la ville. Plutôt opposé à ces opérations de largage qui constituent « un premier pas vers une intervention militaire », M. Karadzic considère que celle-ci pourrait provoquer une escalade des conflits dans les Balkans et « même une troisième guerre mondiale ».

Affirmant que les Serbes « ne tirent jamais sur un avion américain ou sur tout autre avion étranger », il se déclare convaincu que les Musulmans bosniaques le feront « car c'est la seule chance que leur reste de provoquer une intervention militaire étrangère en Bosnie ».

FLORENCE HARTMANN

Président de la nouvelle Yougoslavie

M. Cosic rêve d'une Europe « sans Kouchner, Finkelkraut et Bernard-Henri Lévy »

M. Dobrica Cosic, président de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), non reconquis par la communauté internationale, attaquant violemment, dans un entretien à Paris-Match du jeudi 25 février, son homologue tchèque, Vaclav Havel, Bernard Kouchner, et les intellectuels français Alain Finkelkraut et Bernard-Henri Lévy.

A propos de Vaclav Havel, favorable à une intervention militaire en Bosnie-Herzégovine, il déclare : « Ce n'est pas quelqu'un que je peux considérer comme un homme politique sérieux et encore moins comme un humaniste et un partisan de la paix. Il est tout simplement un millionnaire cosmopolite, déclare Dobrica Cosic : c'est un scandale intellectuel et moral que l'esprit guerrier de M. Havel qui se drapait dans sa « révolution de velours ».

M. Cosic souhaite également vivre dans un continent européen « sans Bernard Kouchner », ministre français de la santé et de l'action humanitaire, et certains intellectuels qui ont fait campagne contre les exactions serbes en Bosnie.

« Si je pouvais choisir un continent où il n'y aurait pas de Finkelkraut, de Bernard-Henri Lévy, de Kouchner, de journalistes allemands, de CNN... », poursuit Dobrica Cosic. « De la pensée de Descartes, je pense donc je suis, ils ont fait je ne pense pas donc je suis » M. Cosic reproche d'autre part à la communauté européenne et aux Etats-Unis d'avoir reconnu les anciennes Républiques yougoslaves de Croatie, de Bosnie et de Serbie « sans qu'aucune consultation ait eu lieu » et « sur des frontières tronquées créées de toutes pièces par Tito ».

Un général suédois à la tête de la FORPRONU

Le général indien Satish Namhiar achèvera le 2 mars prochain son mandat à la tête de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) ex-Yougoslavie et sera remplacé à ce poste par le général suédois Lars-Eric Wahlgren, a annoncé mercredi 24 février le quartier général de la FORPRONU à Zagreb.

Agé de soixante-sept ans, le général Wahlgren fait partie des

forces de l'ONU depuis cinq ans et a participé à plusieurs missions de paix, notamment au sud du Liban de 1988 à 1992, selon le ministère suédois de la défense. Il a participé à l'enquête menée par l'ONU à Sarajevo sur l'assassinat le 8 janvier dernier du vice-premier ministre bosniaque Hasko Turajlic par un milicien serbe alors qu'il était escorté par des casques bleus. (AFP)

Submergée par les réfugiés

La Dalmatie nostalgique... du tourisme

MOSTAR

de notre envoyé spécial

A la nuit tombée, Ivan Ujevic a du mal à reconnaître les rues bordées de minarets. Mostar, son centre, n'est qu'un champ de ruines et de maisons éventrées calcinées. Une cité fantôme qu'éclairaient difficilement les ampoules de fortune. Les soldats, ici, ont investi la vieille ville. Affaîrés, deux d'entre eux véhiculent des sacs de ciment sur une civière d'une rive à l'autre de la Neretva.

Ils passent à la hâte devant les éboules des vieilles boutiques où se vendaient, se souvient Ivan, « de si jolis chaussons et des tapis magnifiques ». Car, de tous les ponts de la cité qui enjambe le fleuve, seul le vieux pont piétonnier de 1586 n'est pas tombé. Deux puissants projecteurs l'éclairaient et lui redonnent curieusement l'illusion d'un haut lieu touristique.

Pour rien au monde, même pour 2 000 deutschemarks (8 800 F) - comme le lui a proposé une association d'aide humanitaire au plus fort des combats - Ivan Ujevic, un guide croate, n'aurait accepté il y a encore quelques semaines d'aller à Mostar, en Herzégovine occidentale, dans cette région de Bosnie essentiellement peuplée de Croates. « La vie n'a pas de prix », dit-il, même à soixante-huit ans. Mais Ivan est curieux. Il aime ce pays. Et la tension a baissé.

Alors, cet ancien officier de la marine yougoslave reconvenu au tourisme a cédé à la tentation. Malgré les bombardements de l'éventuelle, malgré l'attaque au mortier, quinze jours auparavant, d'un convoi humanitaire qui a fait un mort et un blessé grave, 150 marks, finalement, sont toujours bons à prendre pour améliorer l'ordinaire d'une retraite mensuelle qui ne dépasse pas les 100 marks.

Il regarde, anxieux, la route qui mène - à 120 kilomètres plus loin - à Sarajevo. La saison d'été, l'accompagne un groupe de retraités français, son car est assuré une rafale de mitrailleuse. C'était le début de la guerre en Bosnie-Herzégovine.

Comme la centaine de guides que compte la ville de Split, Ivan n'a plus vu l'ombre d'un touriste en Croatie ou en Bosnie depuis



de longs mois. En Dalmatie, où le tourisme constituait la principale activité économique (un million de personnes transitaient chaque année par l'aéroport de Split), les agences de voyage sont certes encore ouvertes, mais leur personnel n'est plus payé qu'à moitié. 10 000 personnes vivaient directement de l'industrie hôtelière avant la guerre. Et 120 000 places d'hébergement (hôtels et logements chez l'habitant) étaient alors disponibles de Sibbenik à Dubrovnik.

« Une charge terrible »

Aujourd'hui, les agences n'assurent plus que la billetterie des lignes aériennes et la location de voitures, avec tarif élevé, pour les rares étrangers présents dans le pays. C'est la Croatie, seule, la compagnie aérienne nationale croate maintient une liaison entre Zagreb et Split. Les voies ferroviaires reliant les deux villes sont coupées par les zones de combats.

La route côtière, qui longe la ligne de front de la Krajina, permet aux cars de relier en huit ou dix heures le nord au sud : les ferrys, eux, conduisent sans problème leurs rotations entre Rijeka et Split. Sur la côte dalmate et

les îles, jadis très fréquentées par les Allemands et les ressortissants de l'ex-Yougoslavie (Serbes et Bosniaques notamment), les hôtels ont tous été réquisitionnés pour l'accueil des personnes déplacées (Croates exilés des zones actuellement sous contrôle serbe) et des réfugiés de Bosnie. Dans la seule région de Split, 60 000 réfugiés ont été recensés. Mais, avec le temps, leur présence est de plus en plus mal ressentie.

« C'est une charge terrible pour nous », explique M. Dubravko Vuckovic, directeur d'un complexe hôtelier à Kastela, qui, entre camping et hôtels, accueille 3 500 réfugiés. « Nous devons faire face à des problèmes sanitaires, car nous dépassons toujours les limites autorisées, mais aussi et surtout financiers : l'Etat croate donne en compensation environ 17 francs par réfugié et par jour pour l'hébergement et la nourriture. C'est bien peu en regard des produits d'une saison touristique normale, et surtout nous sommes toujours payés avec deux mois de retard, ce qui est catastrophique avec l'inflation. » Aussi, les hôtels libèrent-ils progressivement un petit nombre de lits pour héberger, au prix fort et en devises, des étrangers

(« casques bleus » et membres d'associations d'aide humanitaire essentiellement). L'argent récupéré peut, dans le meilleur des cas, servir à la rénovation des établissements.

En dépit des combats qui ont repris en janvier dans la région de Zadar, qui fut un haut-lieu du tourisme dalmate, à quelque 150 kilomètres au nord-est de Split, le gouvernement croate ne désespère pas de relancer l'industrie touristique.

Les chantiers
de Medjugorje

« Nous partons de presque rien », explique M. Tomislav Ciolek, président de la chambre régionale de commerce de Split. Avant la guerre, toutes les devises rapatriées venaient de Belgrade. Nous n'avons donc aucun fonds de départ pour relancer une activité que la guerre a totalement anéantie. Notre premier effort portera sur l'information. Nous devons être en mesure d'ouvrir un tiers de notre capacité hôtelière au tourisme pour la prochaine saison, soit 25 000 places, sans compter les possibilités chez l'habitant.

Pour l'instant, en Bosnie-Herzégovine, seule la « tourisme religieux » a maintenu une activité continue - même infiniment réduite - malgré la guerre. A Medjugorje, où les « apparitions » de la Vierge faisaient déplacer les pèlerins par milliers au milieu des années 1980, on peut apercevoir en permanence deux ou trois cars devant l'église, côtoyant des véhicules d'associations d'aide humanitaire, notamment italiennes. Par charters spéciaux, des petits groupes d'une vingtaine de pèlerins ténébreux d'Allemagne, des Pays-Bas et d'Irlande sont encore attendus ces jours-ci.

Là, si les sœurs franciscaines ont dû démissionner pour cause de couvent bombardé et incendié, et si quelques boutiques ont dû fermer pour cause de manque d'affluence, les habitants, eux, n'ont manifestement pas perdu le sens des affaires. Entourant la nouvelle église du village, les chantiers des futures écoles ou logements chez l'habitant n'ont cessé de se multiplier.

JEAN-MICHEL DUMAY

Il y a six jours, un homme a été tué par une explosion, au bord d'une route, dans le nord du Wisconsin...

Paul Auster
LÉVIATHAN

(TRADUIT PAR CHRISTINE DE WILLY)

UN GRAND ROMAN AMÉRICAIN
CONSACRÉ PAR LA CRITIQUE
ET PASSIONNÉMENT COMMENTÉ
PAR SES LECTEURS

ACTES SUD

EUROPE

GÉORGIE : tension croissante entre Moscou et Tbilissi

Les soldats russes sont autorisés à « tirer pour tuer »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Tout est dans la manière : même si ce n'est pas la première fois que les autorités militaires russes permettent à leurs troupes stationnées dans des zones de conflit de faire usage de leurs armes pour se défendre contre les agressions dont elles sont victimes, la déclaration, mardi 23 février, du ministre russe de la Défense, M. Pavel Gratchev, autorisant les soldats russes cantonnés en Géorgie à « tirer pour tuer », a été ressentie à Tbilissi, la capitale géorgienne, comme une véritable provocation.

Le Parlement a ainsi dénoncé « l'ingérence des forces réactionnaires de Russie dans les affaires intérieures de la Géorgie » et lancé un appel à la communauté internationale pour que « cesse l'agression militaire russe », floute de quoi la Géorgie risquerait de devenir « un deuxième Afghanistan ». Le ministre de la Défense, M. Tengiz Kitovani, a, pour sa part, qualifié les propos de M. Gratchev de « véritable déclaration de guerre ».

L'attaque récente par un avion russe de Soukhouï, la capitale de l'Abkhazie, tenue par les Géorgiens, avait déjà provoqué en début de semaine un tollé à Tbilissi, le président géorgien, M. Eduard Chevardnadze, ayant menacé de décréter la « mobilisation générale » si de tels faits se reproduisaient. En fait, l'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, qui a toujours proclamé sa volonté de privilégier une solution diplomatique dans le conflit

de l'Abkhazie, une province « sécessionniste » dans l'ouest du pays, se trouve dans une position de plus en plus délicate.

Pourrait-il ainsi donner le feu vert à la reprise de négociations avec la Russie, qui devait avoir lieu le 1er mars, alors que de nombreux parlementaires souhaitent maintenant une rupture plus radicale avec Moscou ? Les Russes se sentent directement concernés par le conflit abkhaze, du fait de la présence dans cette région d'une forte minorité russe, mais aussi parce qu'ils ont besoin d'un accès à la mer Noire. « La présence de troupes russes en Géorgie est d'une importance stratégique pour la Russie », a ainsi reconnu M. Gratchev.

Dans ces conditions, faut-il craindre une réelle accentuation des combats ? Ce n'est pas la première fois que le ton monte ainsi, ni que les responsables géorgiens se livrent à de telles escalades verbales. N'avait-on pas annoncé à Tbilissi, il y a quelques mois, une « opération d'envergure » destinée à reconquérir le terrain perdu en Abkhazie ? Or, pour le moment, la situation militaire semble s'être stabilisée, aucun des deux camps ne parvenant réellement à prendre le dessus. Les « sécessionnistes » abkhazes sont toujours maîtres du nord-ouest de la région et tiennent quelques autres positions dans le Sud. Des missions internationales devaient se rendre sur place pour tenter de faire respecter un cessez-le-feu signé en septembre, mais qui n'a jamais été suivi d'effet.

JOSÉ-ALAIN FRALON

ITALIE

M. Amato demande la confiance au Parlement

Le Parlement italien devait se prononcer, jeudi 25 février, sur la question de confiance posée par le président socialiste du conseil italien, M. Giuliano Amato. À l'issue du débat entamé mercredi sur le remaniement ministériel auquel il vient de procéder après la démission de deux de ses principaux ministres, impliqués dans des affaires judiciaires (le Monde du 23 février), M. Amato, confronté à la grégné au sein de sa propre majorité – notamment dans la Démocratie chrétienne, mécontente des conditions du remaniement, et chez les socialistes – entendait donc lever « l'incertitude permanente » qui pèse selon lui sur son gouvernement. « Si le Parlement est en mesure d'en susciter un autre, je serai le premier à en prendre acte. Si ce n'est pas le cas, qu'il vote la confiance ou le gouvernement actuel et qu'on le laisse travailler », a-t-il déclaré mercredi.

M. Amato a également averti à l'ouverture du débat à la Chambre des députés que « le temps imparti pour redonner confiance est réellement en train de s'épuiser ». « Les jours que nous vivons pourraient être considérés (...) comme les plus dramatiques et les plus difficiles pour la République et les institutions démocratiques », a-t-il ajouté. (AFP)

FINLANDE

Le président du Parti social-démocrate est contraint à la démission

Les scandales financiers qui colatent désormais à son nom ont eu raison de la carrière politique du dirigeant social-démocrate finlandais, M. Ulf Sundqvist. Mercredi 24 février, il a annoncé sa décision de démissionner en mars. L'enquête sur la Banque d'épargne des travailleurs (STI) – qu'il avait dirigée de 1982 à 1991 et qui avait fusionné avec la Kansallis Osake Pankki après avoir enregistré des pertes sur crédit considérables – le met en effet personnellement en cause, pour le prêt de plusieurs millions de marks finlandais accordé à une société dont son frère était co-propriétaire.

Elu en novembre 1991, à quarante-six ans, à la tête du parti, M. Sundqvist apparaissait alors à beaucoup comme celui qui ramènerait les sociaux-démocrates au pouvoir. En prenant la tête du parti, M. Sundqvist avait toutefois tenu à rester directeur de la STI, cumulant ainsi deux salaires. Il avait quitté avec une enveloppe de 200 000 marks finlandais (environ 185 000 francs), juste avant la faillite qui allait entraîner plusieurs centaines de licenciements. M. Sundqvist avait dû restituer la somme. Sa crédibilité politique n'a ensuite cessé de se détériorer, au fil des révélations sur la gestion barbare de la banque. (Correspondant)

EN BREF

○ **POLOGNE** : mort d'une ancienne résistante juive du ghetto de Varsovie. Une ancienne résistante du ghetto de Varsovie, Adina Blady Szewajger, est décédée d'un cancer le 19 février à Lodz, à l'âge de soixante-quinze ans, a annoncé l'un des anciens chefs de l'insurrection du ghetto, M. Marek Edelman. Adina Szewajger, pédiatre dans le ghetto, avait été agent de liaison de l'Organisation juive de combat. Elle avait quitté le ghetto en janvier en février de 1943, à la veille de l'insurrection. (AFP)

○ **RUSSE** : élection du grand rabbin. Les organisations juives russes ont élu, mercredi 24 février, à leur tête le rabbin moscovite Adolf Shayeveitch lors de leur premier congrès, au cours duquel ils ont demandé à l'Eglise orthodoxe de mettre un terme à la propagande antisémite répandue par « certains individus ». Les 150 délégués ont demandé au patriarche Alexei II, chef de l'Eglise russe orthodoxe, de prendre des mesures pour empêcher la diffusion de l'antisémitisme par certains responsables orthodoxes. Ils ont notamment condamné le métropolitain Ioann de Saint-Petersbourg et Ladoga qui avait qualifié dans un journal « Le Protocole des sages de Sion » de « document intéressant ». (AFP)

○ **RECTIFICATIF**. – Dans le Monde du 24 février il était indiqué, à tort, que « M. Brunner est la candidate officielle du PS pour diriger la diplomatie ». M. Christiane Brunner a effectivement été désignée par le Parti socialiste suisse pour succéder à M. René Felber au Conseil fédéral (gouvernement), mais la répartition des compétences est du ressort de ce conseil, qui y procédera, une fois complet, le 3 mars.

DIPLOMATIE

Un entretien avec le secrétaire au Foreign Office

Suite de la première page

« Nous avons lancé un processus de paix qui a débouché sur un plan. Le plan de paix Vance-Owen n'est pas parfait, il n'est pas accepté par tout le monde, mais c'est le meilleur espoir. Nous devons donc le soutenir. Ensuite nous devons exercer des pressions, au moyen de sanctions. Ce n'est pas une formule magique. Nous le savons. Mais cela peut s'avérer efficace. Troisième point, nous devons mener une action humanitaire, et les Européens la mènent. En Bosnie, nous avons maintenant en vie des gens qui, sinon, seraient morts cet hiver. Les Américains veulent maintenant nous aider grâce à des parachutes. Leur aide est tout à fait bienvenue. »

« Enfin, il y a la question de la justice, qui n'est pas facile à régler. Nous avons accueilli favorablement l'initiative française qui a abouti à la résolution du Conseil de sécurité décidant de la création d'un tribunal pour juger les crimes de guerre. Voilà quatre domaines où Français et Britanniques travaillent ensemble. Et je crois que nous y remporterons des succès. »

« N'avez-vous pas le sentiment que les Américains en ce moment prennent les Européens pour des petits enfants ? »

« Quand une nouvelle équipe arrive au pouvoir à Washington, elle s'engage à être plus énergique, plus active que la précédente. Elle se repose toutes les questions, réexamine tout depuis le début. C'est très bien. C'est normal. Les Américains avaient écarté les choix que nous, Européens, avions toujours mis en avant. Mais aujourd'hui, ils pensent que ce n'est pas sage d'essayer d'imposer une solution par la force ou d'armer un camp contre l'autre. Il est donc excellent qu'ils soient arrivés aux mêmes conclusions que nous, Britanniques et Français. Les Américains soutiennent désormais le processus de paix, avec certaines réserves sur les détails. Ils approuvent les sanctions et l'effort humanitaire. Nous devons nous en réjouir. »

« Pourquoi avez-vous exclu que la Royal Air Force participe aux opérations de parachutage ? »

« Parce que, nous, comme vous, nous sommes déjà efficacement sur le terrain. Les troupes britanniques ont jusqu'à présent contribué à acheminer 20 000 tonnes de vivres et de médicaments en Bosnie centrale. C'est la part que nous prenons à l'action. Nous nous réjouissons de ce que les Américains vont faire, mais nous continuerons à faire ce que nous faisons déjà. Et nous pensons que la position de la France est identique. »

« N'est-ce pas aussi parce que vous jugez que les opérations de parachutage risquent d'échouer, que les largages seront trop imprécis ou qu'ils risquent d'entraîner une escalade militaire ? »

« Non. Je n'ai aucune réserve sur les parachutages. Simplement, à chacun son effort. »

« Ces parachutages doivent-ils être menés sous l'autorité, sous le commandement des Nations unies ? »

« Sous l'autorité, certainement. Sous le commandement, je ne sais pas. M. Boutros-Ghali est satisfait. Il est très important qu'il y ait une coordination, que l'effort soit cohérent. »

« Y a-t-il des différences d'approche à l'égard de la Bosnie entre Américains et Européens. »

« Ce danger a existé. Mais je pense qu'il a disparu. Et cela est appréciable, car un désaccord entre Occidentaux dans cette affaire n'aurait été qu'un désastre. Nous devons maintenant être en mesure de pousser dans la même direction avec les Américains, mais aussi avec la Russie. Les Russes ont joué un rôle très constructif jusqu'à maintenant. C'est important de les garder à bord avec nous. »

« Aux Communes, mardi dernier, vous avez critiqué sévèrement la presse américaine, en lui reprochant son ignorance de la situation sur le terrain ? »

« En effet. Un éditorial du New York Times laissait entendre que nous, Européens, ne faisons rien, et que les Américains allaient pour la première fois nous montrer la voie de l'effort humanitaire. Voilà de l'ignorance. »

« On n'entend pas un feu en mettant de l'essence dessus ? »

« Ne craignez-vous pas que l'opération américaine ne soit qu'un show très démodé et totalement médiatique ? »

« Non. Ils ont tout à fait raison de souligner que les convois de l'ONU n'ont pas pu ravitailler certaines localités de Bosnie orientale. Leur analyse est parfaitement correcte. S'ils peuvent le faire par des parachutes, tant mieux. »

« Pourquoi refusez-vous toujours de lever, même partiellement, l'embargo sur les livraisons d'armes aux belligérants de Bosnie ? »

« On ne doit pas envisager d'étendre un feu en mettant de l'essence dessus. Ce n'est pas une bonne technique. »

« Le maintien de l'embargo est pourtant essentiel comme injonction à l'égard des Musulmans. »

« C'est vrai. Ce sentiment existe avec une certaine force, même en Angleterre. Mais quand on regarde l'état réel des combats, la confusion qui règne sur le terrain, d'une vallée à l'autre, d'un village à l'autre, l'idée même d'une levée partielle de l'embargo, de livrer avec précision des armes à ceux que l'on aime, et de continuer à priver d'armes ceux que l'on n'aime pas, cette idée est irrationnelle. »

« Maastricht est essentiel ? »

« Les amis des Musulmans arment les Musulmans, les amis des Serbes arment les Serbes. Ce serait faire vraiment le choix de la guerre alors que celui auquel nous nous sommes tenus jusqu'ici, c'est le choix de la paix. Nous faisons tout notre possible pour stopper les combats, pas pour les prolonger. Au sein du conseil des ministres des Douze, nous en avons souvent discuté, et l'opinion très largement dominante a toujours été hostile à une levée de l'embargo. »

« Pourquoi la Grande-Bretagne s'est-elle toujours opposée à l'idée d'une intervention militaire dans l'ex-Yougoslavie ? »

« Tout simplement parce qu'on ne peut pas imposer une solution politique par la force, à moins d'être prêt à lancer une campagne massive et de créer un protectorat impérial. Au demeurant, personne ne suggère cela sérieusement, donc nous n'avons pas à nous y opposer vraiment. »

« La procédure de ratification de Maastricht par la Grande-Bretagne est lente. Respecterez-vous le calendrier prévu ? »

« Nous gardons en tête le même calendrier. La procédure aux Communes devrait intervenir à peu près au moment du référendum au Danemark, qui se tiendra le 18 mai. »

« Avant, ou après ce référendum ? »

« A peu près au même moment. Elle se poursuivra à la Chambre des lords et s'achèvera – si possible – à la fin de juillet. Je dis si possible, parce que nous avons un chemin difficile. Chaque jour est un champ de bataille, mais l'autorité du premier ministre et du gouvernement est en jeu. Nous avons l'intention de gagner. »

« Le traité de Maastricht est-il encore vivant ? »

« Maastricht est essentiel parce qu'il est la base du travail de la



Communauté pour les six ou sept ans à venir. Sans un tel accord, nous savons tous que la Communauté sombrerait dans la confusion et la mauvaise humeur. Nous avons besoin de Maastricht, pas parce qu'il est parfait, ou magique, mais parce que c'est une plate-forme sur laquelle nous sommes tombés, d'accord, fût-ce avec quelques réserves. Il y a tant à faire en Europe, tant à faire à l'Est – élargir la Communauté, continuer nos efforts en Yougoslavie, montrer aux Américains que l'Europe n'est pas seulement protectionniste ou égoïste, que nous sommes actifs. Il y a tant de choses à faire que nous ne pourrions pas les faire si nous passons notre temps à continuer à discuter de nos arrangements internes. »

« Le chapitre social reste pourtant un sujet de discussion qui n'est pas réglé en Grande-Bretagne ? »

« Il y aura toujours des débats à ce sujet. Sur le chapitre social, je veux souligner deux choses. Premièrement, chaque pays a son système de sécurité sociale. Avant de choisir de s'implanter quelque part, les compagnies prennent en compte de nombreux facteurs. Les différences de systèmes sociaux sont un facteur parmi d'autres, mais généralement pas le facteur décisif. Et puis si Hoover a décidé de quitter Dijon, Caterpillar a quitté Glasgow pour s'installer à Grenoble. »

« Deuxièmement, et plus important : les Européens sont de moins

en moins compétitifs. Nous ne prenons pas garde aux « tigres » de l'Asie. Nous perdons notre part du commerce mondial. On parlait autrefois du défi asiatique, maintenant c'est le défi asiatique que nous devons relever. Il faut nous réveiller. »

« La nouvelle administration américaine semble plutôt protectionniste... »

« Nous ne savons pas encore. Certains signaux – c'est vrai – ne sont pas positifs. Cette nouvelle administration veut mieux réussir aussi dans le domaine commercial. Certaines décisions ont été prises dans cet esprit. Mais je ne crois pas qu'elle ait choisi, par principe, de mener une politique protectionniste. Les prochaines semaines seront à cet égard très importantes. Nous devons être très clairs avec les Américains, sur le fait par exemple qu'ils doivent honorer l'accord conclu en juillet dernier sur Airbus. Il y a aussi un accord sur l'agriculture, l'accord de Blair House, conclu également l'an dernier. Nous devons faire très attention – des deux côtés de l'Atlantique – car si nous commençons à décrier de tels accords, nous allons aggraver les risques d'une guerre commerciale. »

« Salman Rushdie sera-t-il bientôt à 10, Downing Street ? »

« Où en sont les relations franco-britanniques ? »

« Je veux insister sur un point qu'a d'ailleurs souligné aussi Pierre Joxe le 6 février dernier à Munich. La France et la Grande-Bretagne ont l'habitude de se lancer les choses à la figure en public. Notre presse s'en mêle, peut-être d'ailleurs plus que la vôtre. Les élections en France approchent, et nous devenons parfois une cible dans la campagne. Tout cela est normal entre la France et la Grande-Bretagne. »

« Derrière ce hachage, nous avons certaines différences sur les questions commerciales, le GATT, l'agriculture. Mais dans des domaines immenses – la sécurité, les Nations unies, l'attitude envers la Yougoslavie, envers l'Irak, et à propos de nombreux dossiers qui passent sur mon bureau chaque jour – il y a un travail en commun beaucoup plus intime entre Britanniques et Français qu'il n'y en a jamais eu. Cela n'est pas fondé sur des déclarations, mais sur le travail quotidien, sur les analyses partagées, sur nos intérêts, nos opinions. »

« La Bosnie en est un exemple classique. Il y a pas de traité entre nous à ce sujet, ni de communication. Mais cela fonctionne. Je tiens à dire cela publiquement, parce que ce n'est pas très bien compris. C'est l'un des développements les plus significatifs dans mon travail depuis deux ans. »

« Quand Salman Rushdie sera-t-il reçu au 10, Downing Street ? »

« Très bientôt, je pense. J'aurais espéré que les Français se rendraient compte que l'encouragement à tuer quelqu'un parce que cette personne a écrit un livre n'est pas une position tenable dans le monde moderne et que de bons musulmans ou pouvaient accepter cela. Mais ils ont persisté. C'est donc une question de principe. Et je suis heureux que d'autres pays en fassent aussi une question de principe. Il n'est pas possible pour nous d'entretenir une amitié normale avec l'Irak, qui est un pays impitoyable, aussi longtemps qu'il maintiendra sa menace de tuer un citoyen britannique. »

Propos recueillis par ALAIN DEBOVE et JEAN-PIERRE LANGELIER

Le voyage de M. Major aux Etats-Unis

Entre Washington et Londres la continuité l'emporte sur les divergences

WASHINGTON

de notre correspondant

Malgré certaines divergences de vue entre Londres et Washington, la relation entre les deux pays est encore « suffisamment spéciale » pour que le premier ministre britannique, M. John Major, ait été, mercredi 24 février, le premier chef de gouvernement européen reçu par M. Bill Clinton.

L'esprit de continuité l'a donc emporté sur les différences politiques, et les deux hommes sont tombés d'accord sur tous les sujets abordés : pour faire aboutir le GATT, manifester publiquement leur soutien au président russe Boris Eltsine – « le meilleur espoir des Russes » – à peu près d'accord aussi sur le conflit dans l'ex-Yougoslavie, enfin sur la nécessité d'harmoniser les politiques de

croissance au sein du G7, le groupe des sept pays les plus industrialisés. Au cours d'un dîner de travail privé à la Maison Blanche, M. Major a, d'autre part, apparemment convaincu M. Clinton de renoncer à l'idée, un temps caressée à Washington, d'envoyer un médiateur américain en Ulster.

Sans la nature particulière des relations unissant ces deux pays (le Monde du 25 février), une pareille unanimité n'aurait pu réunir deux hommes qui, comme le rappelait l'hebdomadaire The Economist à la mi-décembre, sont de sensibilité pour le moins différente : l'Américain est fasciné par les modèles de politique industrielle à la française ou à l'allemande, son bête britannique défend une ligne libérale classique ; le premier n'a pas de tabou quant au développement du couple franco-allemand en matière de défense européenne, le second

est, paradoxalement, très attaché à la conception traditionnelle de l'OTAN ; l'équipe Clinton s'est prononcée pour une modification de la composition du Conseil de sécurité de l'ONU, M. Major y est hostile.

Al. Fr.

○ **La République tchèque entre à l'UNESCO**. – La République tchèque est devenue, mardi 23 février, le 172^e Etat membre de l'UNESCO. La République slovaque avait adhéré à l'acte constitutif de l'Organisation le 9 février dernier. Le président tchèque, M. Vaclav Havel, est l'un des membres du « Forum de réflexion » appelé à se pencher sur le rôle futur de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. (AFP)

Le ministre allemand des affaires étrangères critique la position française sur le GATT

M. Klaus Kinkel, le ministre allemand des affaires étrangères, s'est montré particulièrement critique à l'égard de la position française sur le GATT, dans un entretien paru, jeudi 25 février, dans le journal Die Welt. « Notre conception ne coïncide plus avec celle de la France », a déclaré M. Kinkel, précisant que Bonn avait fermement soutenu les positions françaises. Selon lui, « il revient maintenant à la France de faire preuve de solidarité à l'égard de l'Allemagne, particulièrement dépendante d'un commerce international libre ». La France doit renoncer à « des mesures qui pourraient conduire la CEE à un conflit commercial avec les Etats-Unis », a-t-il ajouté.

Il y a quelques jours, M. Pierre Bérégovoy avait écrit au président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, pour lui indiquer que la France opposerait son veto, lors de la réunion du 8 mars, à un vote éventuel des ministres sur l'accord agricole CEE-Etats-Unis.

كتاب الفصل

ASIE

INDE : pour contrer une manifestation hindouiste New-Delhi a été placée en état de siège

Des heurts entre policiers et manifestants hindouistes ont éclaté, jeudi matin 25 février, à New-Delhi. Des sympathisants du Parti du peuple indien (BJP), brandissant des drapeaux et criant « Vive le Seigneur Ram ! » (divinité du panthéon hindou), ont chargé les forces de l'ordre, avant de battre en retraite sous les bombes lacrymogènes et les coups de matraque. Le président de la formation hindouiste, M. M. Joshi, a été légèrement blessé.

Toutes les routes menant à la capitale ont été coupées pour prévenir l'arrivée massive de sympathisants du BJP. Les hindouistes étaient convoqués au Boat Club, devant le palais présidentiel. Toute circulation était interdite au centre-ville. Les principales intersections étaient bordées de barricades et de barbelés. Les avenues étaient gardées - tout comme les abords des milieux de policiers. L'armée était en état d'alerte. De nombreux militants du BJP - 200 000, selon le parti - ont été arrêtés. Mais nom-

bre d'autres se sont glissés dans la capitale, elle-même favorable au BJP. Un tel dispositif est sans précédent depuis l'indépendance, en 1947.

Le premier ministre et président du Parti du Congrès a interdit toute manifestation pour trois mois après la destruction, le 6 décembre, de la mosquée d'Ayodhya par des fanatiques hindous. Les chefs du BJP ont pourtant assuré que leur démonstration aurait lieu « à tout prix ». Le parti hindouiste veut ainsi appuyer son exigence d'élections anticipées. Il entend, d'autre part, obtenir qu'un temple soit construit sur les ruines de l'édifice islamique. M. Rao a expliqué sa décision d'interdire la manifestation par « des raisons de sécurité ». Les autorités craignent de voir dégénérer une manifestation qui, selon le BJP, devait rassembler un million de personnes. Le climat est, en effet, très tendu entre communautés hindoue et musulmane depuis l'affaire d'Ayodhya. Près de 2 000 personnes, en majorité des musulmans, ont péri dans des émeutes. - (AFP, AP.)

PROCHE-ORIENT

A l'issue d'une première tournée dans la région

M. Warren Christopher admet que des « obstacles » entravent la reprise des pourparlers de paix

Le secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, a quitté Israël, jeudi 25 février, au terme d'une tournée dans plusieurs capitales du Proche-Orient dont les résultats sont plutôt maigres. « Je quitte le Proche-Orient avec de l'espoir, mais aussi la conscience qu'il reste des obstacles à franchir », a-t-il déclaré lors d'une conférence

de presse conjointe, mercredi soir, avec le premier ministre israélien. Le principal « obstacle » est l'affaire des quatre cents Palestiniens expulsés par Israël en décembre dernier.

« Sans pouvoir établir de calendrier, je peux vous dire que nous allons étudier le problème [des expulsés] dans les jours et les semaines à venir, et j'espère que les pourparlers [de paix] reprendront bientôt », a ajouté M. Christopher, après avoir rencontré séparément, pour la deuxième fois en deux jours, une délégation palestinienne des territoires occupés et M. Itzhak Rabin. En ce qui concerne l'affaire des expulsés, « il ne s'agit pas pour nous de faire pression sur Israël », a précisé le secrétaire d'Etat, qui a réaffirmé que Washington « jouera désormais un rôle actif dans les négociations de paix à condition que celles-ci reprennent ».

Les entretiens de M. Christopher ne semblent pas avoir été totalement stériles pour autant. Les Palestiniens, qui avaient affirmé qu'ils ne reprendraient pas la négociation avant le règlement du problème des expulsés, ont fait état de relatifs progrès. La discussion a été « très sérieuse et détaillée », a déclaré la porte-parole de la délégation palestinienne, M^{me} Hanane Achraoui. « Plusieurs idées ont connu une évolution durant cette rencontre et nous devons en discuter avec notre direction à Tunis et avec d'autres personnes ici », a-t-elle ajouté. - (AFP, Reuters.)

□ Une ONG réclame la réforme du système carcéral égyptien. - Dans un rapport rédigé après une visite dans six prisons égyptiennes, une association américaine de défense des droits de l'homme, Middle East Watch, a demandé, mercredi 24 février, la réforme immédiate du système carcéral égyptien, dénonçant la surpopulation des prisons, les conditions d'hygiène déplorables et le manque de soins médicaux. La torture n'est pas systématique, mais les châtiments corporels sont pratiqués couramment, notamment « l'utilisation de matras électriques et de foudres en cuir auxquels sont accrochés des morceaux de métal ». - (Reuters.)

□ IRAK : le demi-frère du président irakien devient son conseiller. - Le président irakien, M. Saddam Hussein, a nommé son demi-frère, M. Barzan Ibrahim El Takriti, jusqu'à présent représentant de l'Irak auprès de l'ONU à Genève, au poste de conseiller politique à la présidence de la république, « avec rang de ministre », a annoncé la presse, mercredi 24 février. - (AFP.)

Océanie

□ PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : huit soldats tués dans une embuscade sur l'île de Bougainville. - Huit militaires papous ont trouvé la mort dans une embuscade tendue, mercredi 24 février, par les rebelles sur l'île de Bougainville, a annoncé, jeudi, à Port Moresby, le ministre de la Défense, M. Paul Tohian. Deux autres soldats ont été blessés, mais on ne signale pas de victimes du côté des assaillants. Ce sont les pertes les plus sévères annoncées depuis le début de l'activité des sécessionnistes de Bougainville en 1988. - (AFP.)

CORÉE DU SUD : nouveau chef de l'Etat

Le président Kim Young-sam se dit prêt à rencontrer M. Kim Il-sung « n'importe quand, n'importe où »

M. Kim Young-sam a pris ses fonctions de président de la République sud-coréenne, jeudi 25 février. Premier civil à être chef de l'Etat depuis trente ans, il a, dans son discours d'investiture, appelé à la « réconciliation », à la fois en Corée du Sud et entre Séoul et Pyongyang. « Une nouvelle ère de démocratie sous un gouvernement civil s'ouvre, nous l'avons attendue pendant trente ans, a-t-il déclaré. Au fond de mon cœur, j'ai une vision d'une « nouvelle Corée » qui sera une société démocratique plus libre et plus saine. » Après avoir appelé ses compatriotes à combattre le « mal coréen », cette porte de confiance, « ce défi de l'intérieur » face aux difficultés économiques, M. Kim s'est adressé au président nord-coréen Kim Il-sung : « Nous devons être sincèrement désireux de coopérer (...). Nous pouvons nous rencontrer n'importe quand, n'importe où pour discuter de notre rêve (...) de réconciliation et d'unification », lui a-t-il lancé.

TOKYO

de notre correspondant

L'arrivée au pouvoir d'un homme qui, il y a une dizaine d'années, était considéré comme un symbole de la Corée du Sud, a été saluée par les médias internationaux. L'élection de M. Kim Young-sam, le 13 décembre, dénote aussi un réflexe frileux, la crainte du changement plus radical que représentait son adversaire, M. Kim Dae-jung, qui n'incarnait l'opposition aux dictatures pendant près de trente

ans. Opposant certes, M. Kim Young-sam a fait preuve cependant, ces dernières années, d'une souplesse que beaucoup ont qualifiée d'opportunisme, notamment lorsqu'en 1991 il rallia le parti gouvernemental. Une stratégie qui s'est révélée payante puisqu'il succède aujourd'hui au président Roh Tae-woo, ancien général puis chef de la démocratie du pays. Ce dernier quitte la présidence avec un taux de popularité faible. L'inquiétude suscitée par les difficultés économiques, les scandales, et ce qui a été perçu comme un manque de fermeté de sa part - ce qui n'était pas forcément un point négatif dans un pays qui n'en a que trop connu - ont contribué à ternir son image.

Elu avec 42 % des suffrages, le nouveau président, qui dispose, selon la Constitution, de vastes pouvoirs, bénéficie d'une majorité au Parlement qui lui assure une bonne marge de manœuvre. Il est, en outre, servi par l'atmosphère prévisible de la vie politique.

Le retrait du « vieux lion »

Le retrait de la scène du « vieux lion », M. Kim Dae-jung, conjugué au renouveau de la politique de M. Chang Ju-yong, le vote du premier groupe industriel coréen, Hyundai, qui, malgré ses soixante-dix-sept ans, s'est lancé dans la course à la présidence, laisse le champ libre à la nouvelle équipe. Le « Ross Perot coréen », malgré le soutien de sa fortune, n'avait obtenu que 10 % des voix. Outre cette défaite, les poursuites engagées à son encontre pour fraude électorale semblent avoir été un élément décisif dans sa décision de retourner à la gestion de ses affaires. Il est peu probable que son Parti national pour l'unification ait un avenir.

En ce qui concerne le Parti démocrate de M. Kim Dae-jung, un congrès se réunira, en mars, pour choisir son nouveau président. Deux candidats sont en lice. Mais aucun n'a le charisme de M. Kim, dont le retrait laisse l'op-

position orpheline et crée un vide dans la vie politique.

Les premières batailles qu'aura à livrer le nouveau président seront essentiellement économiques. La stabilité et la reprise économique sont les deux grandes aspirations des électeurs. L'abaissement des taux d'intérêt (déjà commencé), la dérégulation du système financier et, sujet épineux, la réduction du poids des conglomérats industriels sont les priorités auxquelles il devra s'attaquer. Les avis sont partagés sur l'amplitude des réformes qu'il entreprendra. On s'attend qu'elles soient moins radicales qu'il ne l'avait promis au cours de sa campagne. Son programme était pourtant le plus « mesuré » de ceux des trois grands candidats.

M. Roh laisse à son successeur le dossier des « grands projets », en particulier celui du TGV. Contrairement aux autres candidats, M. Kim Young-sam n'y était pas hostile. La décision de principe a été prise. Restait à faire le choix du partenaire étranger (allemand, français ou japonais). Une offre in extremis des Allemands a conduit à réexaminer le dossier et à ajourner une décision qui aurait dû être prise par M. Roh.

L'autre grande question laissée ouverte est celle de la politique envers la Corée du Nord. Les relations entre Pyongyang et Séoul sont actuellement au plus bas : le dialogue « historique » entre les premiers ministres du Nord et du Sud, qui a permis la signature, en décembre 1991, d'un accord-cadre de non-agression et de coopération, reste bloqué sur la question de l'inspection internationale des installations nucléaires nord-coréennes, que refuse Pyongyang.

PHILIPPE PONS

□ HONGKONG : vers une reprise des négociations avec Pékin ? - Les autorités de la colonie britannique de Hongkong ont répondu le 24 février au Conseil législatif (Legco) sur les réformes démocratiques proposées par le gouverneur Chris Patten, dans l'espoir de pouvoir engager des négociations avec la Chine. Pékin, qui s'est opposé avec vigueur à ces réformes, avait, en effet, proposé une reprise des contacts. Cependant, au des responsables de la colonie, M. Michael Sze, a déclaré, mercredi 24 février, que si les conversations avec la Chine ne reprennent pas « de façon imminente », Hongkong n'aurait pas d'autre choix que de mettre ces réformes en application.

□ INDONÉSIE : Djakarta accusé de bafouer les droits de l'homme. - La torture est répandue en Indonésie et le système judiciaire est contrôlé par le gouvernement, a déclaré, jeudi 25 février, l'organisation américaine Comité des avocats pour les droits de l'homme, selon laquelle « la structure politique de l'Etat est l'obstacle principal à la prévention de la torture et à l'accès à des réparations en Indonésie ». - (Reuters.)

Visant la Chine et la Corée du Nord

Washington s'inquiète du développement d'armes bactériologiques et nucléaires

Les services de renseignement américains s'inquiètent d'une relance du programme d'armes bactériologiques chinois, en violation de la signature par Pékin d'un accord international sur la production de telles armes, a indiqué le Washington Post, mercredi 24 février. Selon ces sources, l'un des deux centres civils - mais sous contrôle militaire - de recherches biologiques a été agrandi en 1991. Taiwan pourrait également poursuivre des recherches bactériologiques engagées dans les années '70. D'autre part, dans un rapport au Congrès, les services de renseignement américains ont exprimé leur « préoccupation persistante » à

l'égard de l'aide apportée par la Chine au développement du programme d'armement nucléaire du Pakistan.

Par ailleurs, selon le nouveau directeur de la CIA, la Corée du Nord - accusée par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) de dissimuler son potentiel nucléaire à ses inspecteurs - disposerait déjà d'un stock de plutonium suffisant pour fabriquer au moins une arme atomique. Selon M. James Woolsey, Pyongyang aurait aussi accepté de vendre des missiles balistiques à la Libye et a fourni à la Syrie et à l'Iran des versions modifiées du Scud soviétique.

A TRAVERS LE MONDE

IRAQ

Bagdad a menacé d'abattre un hélicoptère de l'ONU

La présidence de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak a confirmé, mercredi 24 février, des révélations du New York Times selon lesquelles des canons antiaériens irakiens avaient été pointés sur un hélicoptère de l'ONU, lors d'une opération d'inspection, lundi 22 février, à l'ouest de Bagdad. A deux reprises, les Irakiens ont clairement menacé d'abattre l'hélicoptère s'il ne faisait pas demi-tour, a indiqué M. Rolf Ekau.

Convoqué par la présidence du Conseil, le représentant de Bagdad auprès de l'ONU, M. Nizar Hamdoun, a expliqué qu'il ne s'agissait que d'un « incident isolé » et que l'hélicoptère avait tenté de survoler un « bâtiment appartenant au gouvernement », alors qu'il n'y avait pas été autorisé. - (AFP.)

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le référendum devrait avoir lieu avant la fin de l'année

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU sont parvenus, mercredi 24 février, à un accord pour fixer un délai de trois mois aux négociations entre la Maroc et le Front Polisario, en vue d'organiser un référendum d'autodétermination au Sahara occidental avant la fin de l'année.

Un projet de résolution approuvé par les Cinq invite le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, à intensifier ses efforts diplomatiques, en particulier pour résoudre les difficultés concernant les critères d'identification des électeurs. M. Boutros-Ghali devra présenter, « au plus tard », en mai, un rapport au Conseil à ce sujet. Il est également invité à entreprendre « rapidement » les préparatifs nécessaires pour l'organisation du référendum. - (AFP.)

ZAIRE

Des centaines de militaires ont encerclé le siège du Parlement provisoire

Des centaines de soldats ont encerclé, mercredi 24 février, à Kinshasa, le bâtiment où siègeait le Haut Conseil pour la République (HCR), qui fait office de Parlement provisoire.

Cette manifestation, qui n'a donné lieu à aucun acte de violence, visait à ce que le HCR reconnaisse publiquement la validité des billets de 5 millions de zaires (monnaie locale), que le premier ministre a déclaré sans valeur et que les Zaïrois boycottent. Quelques heures auparavant, dans un communiqué adressé aux dignitaires de l'Eglise, le haut commandement des forces armées avait dénoncé la Constitution élaborée par la Conférence nationale et réaffirmé sa volonté de « défendre les institutions légalement établies ». - (Reuters.)



ALFA 155 TROFEO SÉRIE LIMITÉE, 300 EXEMPLAIRES DE SPORTIVITÉ.

300 exemplaires c'est peu et c'est beaucoup à la fois. Peu parce qu'il n'y aura que 300 privilégiés. Beaucoup parce que les Alfa 155 Trofeo sont suréquipées. Moteur Twin Spark 1.8 de 129 ch. Jantes alliage. Becquet. Phares antibrouillard. Fermeture centralisée des portes. Volant réglable en hauteur. Vitres électriques avant. Direction assistée. Et ce qui est rare n'est pas forcément cher :

111 500 Francs.

Modèle présenté : Alfa 155 Trofeo. Année modèle 93. Conversions :
URAF : 6.6 l à 90 km/h, 8.5 l à 120 km/h, 9.6 l en cycle urbain. Prix
des en option en 02/02/93. Alfa Romeo présente 1993

VOTRE CONCESSIONNAIRE AU 36 15 ALFA ROMEO.

AFRIQUE

SÉNÉGAL : selon les premiers résultats

M. Abdou Diouf arrive largement en tête de l'élection présidentielle

DAKAR

de notre envoyée spéciale

Le président sortant, M. Abdou Diouf, arrive largement en tête de l'élection présidentielle du dimanche 21 février, selon les premiers résultats partiels, rendus publics mercredi soir. Selon ces résultats, qui portent sur près du quart des inscrits, M. Diouf obtient quelque 60 % des suffrages et son rival, M. Abdoulaye Wade, environ 28 %. La participation étant inférieure à 45 %.

Quelques heures avant la publication de ces résultats, le Parti démocratique sénégalais (PDS) de M. Wade avait démenti des rumeurs, au cours d'une conférence de presse. Le PDS s'insurge, entre autres, contre « la distribution de 100 000 à 300 000 francs » (des dérogations permettant à des personnes non inscrites de voter). La formation de M. Wade a, notamment, produit un constat d'huissier, selon lequel, le jour du scrutin, M. Robert Sagna, ministre de l'équipement et

maire de Ziguinchor, capitale de la province de Casamance, a « distribué aux militants du parti socialiste » des imprimés « d'ordonnance vierges ». Une bataille juridique pourrait donc être engagée par le PDS.

D'autre part, une nouvelle attaque a eu lieu en Casamance, dans la nuit de mardi à mercredi, dans le village de Baghaga, à une vingtaine de kilomètres de Ziguinchor. Des hommes armés, soupçonnés d'être des séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), ont tué l'imam du village. Selon des témoignages, qui n'ont pas été confirmés, dix-huit personnes auraient trouvé la mort lors de cette attaque. D'après le chef du village, les indépendantistes, hostiles à l'élection présidentielle, auraient attaqué Baghaga pour « punir » les habitants qui ont pris part au scrutin. La veille et le jour même du scrutin, trente personnes avaient été tuées dans cette même région, en proie à des troubles depuis dix ans.

MARIE-PIERRE SUBTIL

SOMALIE : à Mogadiscio

Les manifestations anti-occidentales auraient fait cinq morts parmi les émeutiers

Les violentes manifestations anti-occidentales, organisées, mardi 23 et mercredi 24 février, à Mogadiscio, par les partisans du général Mohamed Farah Aïdîd (le *Mandé* du 25 février) auraient fait plusieurs tués parmi les émeutiers, sans que l'on sache encore qui, des attaquants ou des attaqués, est responsable de ces morts. Jeudi matin, le haut commandement américain (qui dirige la force multinationale en Somalie) affirmait « ne disposer d'aucune information » permettant de dire que des Somaliens avaient été tués par les soldats de la coalition.

« Les forces de la coalition n'ont tué personne », a insisté, mercredi soir, le commandant Ken Roberts, porte-parole adjoint des forces américaines en Somalie. Deux membres

de la police locale, qui « participaient à l'escorte de convois de secours », ont été abattus « par des inconnus », un troisième policier somalien étant « grièvement blessé », lors de ce même incident, a-t-il ajouté. Une des radios locales, contrôlée par les hommes du général Aïdîd, a assuré, mercredi soir, qu'au moins cinq Somaliens avaient été tués par l'armée américaine. Outre l'ambassade des États-Unis, l'ambassade de France et le siège de l'Action humanitaire France (AHF) ont été pris pour cible — ces incidents ne faisant aucune victime, a précisé, mercredi à Paris, le ministère des affaires étrangères. L'ambassade d'Égypte a, en revanche, été complètement pillée. — (AFP, Reuters).

AMÉRIQUES

CANADA : usé par la crise économique et l'échec du référendum constitutionnel

M. Brian Mulroney va abandonner son poste de premier ministre

Après huit ans et demi au pouvoir, M. Brian Mulroney a

annoncé, mercredi 24 février, son intention de renoncer à ses fonctions de premier ministre du Canada et de chef du Parti conservateur. M. Mulroney restera au poste jusqu'à ce que son parti lui désigne un successeur, lors d'un congrès qui aura vraisemblablement lieu en juin.

Le nouveau dirigeant, qui deviendra automatiquement le dix-neuvième premier ministre canadien, n'aura que quelques mois pour asseoir sa crédibilité et définir son programme avant d'organiser des élections générales, qui doivent avoir lieu au plus tard en novembre prochain.

MONTREAL

de notre correspondante

Les rumeurs sur la démission de M. Mulroney courent avec insistance depuis que les Canadiens eurent rejeté par référendum, en octobre dernier, son projet de réforme constitutionnelle dite « entente de Charlottetown ». Mais jusqu'à la semaine dernière, le premier ministre disait d'un ton guilleret qu'il était prêt à mener son parti à une troisième victoire électorale consécutive.

Combattif jusqu'au bout, il a affirmé mercredi qu'il se croyait toujours capable de cet exploit mais qu'il estimait après dix ans à la tête du Parti conservateur, « le moment venu pour moi de partir ». Ce qu'il aurait fait dès l'automne 1990, a-t-il révélé, si l'échec de la ratification de sa première tentative de réforme constitutionnelle, dite « accord du lac Meech », ne

l'avait alors contraint à reporter son départ.

M. Mulroney a expliqué qu'il souhaitait emprunter au Parti libéral une « tradition » qui a historiquement permis à ce dernier de se maintenir au pouvoir avec beaucoup plus de succès que le Parti conservateur. La recette — que les conservateurs n'ont jamais su appliquer — consiste, pour le chef du parti, à passer la main pendant qu'il est encore au pouvoir et non après une défaite électorale qui a rejeté son parti dans l'opposition.

Les plus récents sondages ne créditent le Parti conservateur que de 21 % des intentions de vote, loin derrière le Parti libéral de M. Jean Chrétien (49 %) et précèdent le Parti néo-démocrate de M. Audrey McLaughlin (16 %). Mais un quart des électeurs sont indécis, et les chefs du Parti conservateur sont, comme l'a fait remarquer M. Mulroney, bien garnis.

Du soulagement à l'effacement

« J'ai fait de mon mieux pour mon pays et mon parti », a-t-il déclaré après avoir fait part de sa décision aux députés conservateurs. Et, de l'avis unanime des observateurs, le départ de M. Mulroney rend un ultime service à son parti. Car, ces dernières années, l'impopularité des politiques économiques et sociales de son gouvernement s'est largement cristallisée, dans l'électorat anglophone, en une véritable aversion pour sa personne.

A travers le pays, les réactions recueillies dans les milieux syndicaux, parmi les nombreux groupes de pression toujours violemment opposés aux deux accords de libre-échange signés par M. Mulroney avec les États-Unis puis, le Mexi-

que, ou tout simplement dans la rue, allaient du soulagement à l'effacement.

Après une nervosité initiale, les marchés financiers ont bien réagi, eux aussi, à la nouvelle. Le dollar canadien a décollé en hausse, de même que les Bourses de Toronto et Montréal, où les opérateurs calculent que le départ de M. Mulroney accroît les chances des conservateurs de se maintenir au pouvoir et donc de poursuivre les efforts de contrôle de l'inflation et de réduction du déficit budgétaire.

A la Chambre des communes, M. Chrétien et M. McLaughlin ont participé à la pluie d'éloges qui a salué le départ du premier ministre, manifestant leur « respect » pour « son courage » et « les efforts qu'il a faits pour son pays ». Mais devant les caméras, les deux opposants ont déjà leur principal argument électoral : quel que soit le futur chef conservateur, il devra assumer la responsabilité des très impopulaires politiques de gouvernement Mulroney.

En effet, les nombreux prétendants à la succession de M. Mulroney sont tous ministres de longue date dans son cabinet. Aucun ne s'est ouvertement déclaré candidat mercredi, journée qui « appartenait à M. Mulroney », selon l'expression employée par plusieurs d'entre eux. Le calendrier électoral les obligera cependant à dévoiler rapidement leur jeu.

Parmi les candidats possibles, le ministre de la défense, M. Kim Campbell, député de Colombie-Britannique, aurait le faveur du public et le soutien de l'Ouest du pays. Mais elle aurait peu d'appui parmi les députés conservateurs, notamment dans l'aire droite du parti où les projets de loi pour l'avortement et le contrôle des armes à feu qu'elle a défendus

quand elle avait le portefeuille de la justice ont déplu.

Le ministre des communications, M. Perrin Beatty, député depuis vingt et un ans, a une longue liste d'appuis dans le parti, une équipe électorale déjà bien organisée et le soutien des milieux d'affaires de Toronto. Mais ce soutien pourrait se diviser au profit de deux autres candidats potentiels, le ministre du commerce et ex-ministre des finances, M. Michael Wilson, et le ministre des affaires extérieures, M. Barbara McDougall.

Le jeune (trente-quatre ans) ministre de l'environnement, M. Jean Charest, serait le seul Québécois susceptible d'entrer en lice, ce qui peut être à la fois un avantage et un handicap. On prête aussi de solides appuis régionaux au ministre de l'immigration, M. Bernard Valcourt, un francophone du Nouveau-Brunswick. Enfin, une candidature du ministre des affaires constitutionnelles, M. Joe Clark, ancien premier ministre (de février 1979 à mai 1980) très populaire si l'on en croit les sondages d'opinion, n'est pas totalement écartée, même si l'intéressé a annoncé samedi dernier qu'il quitterait la vie politique après les prochaines élections.

M. Mulroney n'affiche aucune préférence, et a affirmé qu'il ne sera « impliqué d'aucune façon » dans la campagne pour la désignation du nouveau chef du parti. Après les élections, il dit avoir l'intention de retourner à Montréal et de « reprendre le collier » d'éleveur pour faire vivre ses quatre jeunes enfants. La rumeur veut qu'un poste important lui ait été proposé par American Express.

CATHERINE LECONTE

Le mal-aimé

« Le Canada est un pays extrêmement difficile à gouverner, en raison de son immense territoire, de la faible densité de sa population et des tensions ancestrales entre francophones et anglophones », reconnaissait récemment M. Brian Mulroney, dans un demi-aveu d'impuissance. Le mal-aimé de la politique canadienne, qui battait depuis longtemps tous les records d'impopularité, aura quand même tenu les rênes du pouvoir pendant plus de huit années, marquées par l'une des pires récessions que le Canada ait connues.

Son retrait, à cinquante-trois ans, est étonnant. M. Mulroney renonce à braver un troisième mandat à la tête des troupes du Parti conservateur et annonce sa démission de son poste de premier ministre sans avoir réalisé ses deux grandes ambitions : réconcilier le Québec avec le reste du Canada et redresser des finances publiques qu'il avait trouvées en bien piètre état.

Comparaisons desobligeantes

Senectoné d'abord et avant tout pour la crise économique dans laquelle le Canada est plongé depuis avril 1990, M. Mulroney n'aura pas étendu les fruits (trop hypothétiques ?) de la reprise actuelle qui eussent amoindri le bilan de son gouvernement. Force est de constater aujourd'hui que le taux de chômage (11,3 % de la population active en 1992) est pratiquement le même qu'à son arrivée à Ottawa en 1984. En huit ans, la dette publique du pays a tant grossi que son seul service absorbe un tiers des revenus nationaux, et le déficit budgétaire n'a pu être ramené que de 32 à

28 milliards de dollars canadiens. Les seuls progrès spectaculaires enregistrés l'ont été sur le plan de l'inflation, revenue à 1,5 % en 1992.

La première des handicaps de M. Mulroney fut de succéder à un monstre sacré, il est vrai, le départ, à souffrir de comparaisons désobligeantes avec le libéral Pierre Elliott Trudeau, personnalité aussi imposante qu'extravagante, dont le pays se sent encore un peu orphelin. Les deux hommes, Québécois d'origine, n'avaient, pour tout point commun, que la même volonté de garder la Canada uni, sans s'accorder du tout sur la manière d'y parvenir. Avec beaucoup d'assurance et quelque panache, M. Trudeau a appliqué la méthode forte pour tenter de faire rentrer le Québec sécessionniste dans le rang (en échange d'un bilinguisme imposé sans grand succès à toute la fonction publique fédérale).

Avec beaucoup plus de modestie et de discrétion, M. Mulroney a épuisé tous ses talents de conciliateur pour aboutir au même échec, sanctionné par le « non » retentissant du Québec et de la majorité des autres provinces canadiennes lors du référendum du 26 octobre sur la réforme constitutionnelle.

Alore qu'ils avaient, en 1984, choisi, dans un bel élan, un premier ministre conservateur charismatique et issu du peuple pour rompre avec un patriarcat dont la sufféance leur était devenue insupportable, les Canadiens ont vite reproché à M. Mulroney son « manque de classe, de culture, de vision ou de charisme ». Certes, le « p'tit gars de Baie-Comeau » (localité isolée de la côte nord du Québec où M. Mulroney,

d'ascendance catholique irlandaise, est né en 1939) n'eût pas été formé sur les bancs de la Sorbonne ou d'Oxford comme ses prédécesseurs. Avec ses modestes diplômes en sciences politiques de la petite université



d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et de droit de l'université Laval de Québec, ce fils d'électricien finit par éprouver une sorte de complexe.

Contenter tout le monde

Les efforts de son épouse Mila pour donner de lui une image plus positive ne furent pas toujours suffisants. Son capital de confiance s'est vite érodé, lorsqu'il est revenu sur sa promesse de ne pas déseindexer les pensions de vieillesse ou lorsqu'il a trop tardé à légiférer sur des règles d'éthique spectaculairement bafouées par plusieurs membres de son gouvernement.

MARTINE JACOT

Parfaitement bilingue, aussi à l'aise dans la culture anglophone que francophone, M. Mulroney avait su mettre en avant ses origines québécoises pour s'imposer au sein du Parti conservateur, une formation quasiment inexistante dans la Belle Province tout au long des années 60 à 70 parce que trop anglophone. Bon orateur et bon organisateur, il a su y gagner les indispensables appuis (auprès du Parti québécois prêt à tout pour barrer la route au libéralisme notamment) pour parvenir au pouvoir en 1984 et pour s'y maintenir en 1988.

Sa rupture, peu après, avec l'un des témoins des nationalistes québécois, M. Lucien Bouchard (ancien ambassadeur du Canada à Paris), a inauguré une longue série de défections. En tant que satisfaisant des aspirations antinomiques — celles du Québec pour plus d'autonomie et celles des provinces anglophones attachées à un fédéralisme centralisé et respectueux de l'égalité de ses membres — le gouvernement de M. Mulroney n'a trouvé que des solutions susceptibles de mécontenter tout le monde, que ce soit dans le cadre de l'accord du lac Meech (rejeté en 1990) ou de celui de Charlottetown, repoussé à l'issue du dernier référendum. M. Mulroney a bûché sa carrière sur la volonté de trouver un compromis entre les deux peuples fondateurs du Canada. Il avait, dans la même logique, cherché à faire participer activement son pays aussi bien aux instances de la francophonie qu'à celles du Commonwealth.

plein économique, qui prévoit une hausse des impôts, est approuvé dans la même proportion. — (Reuters).

■ PÉROU : M. Fujimori et les droits de l'homme. — Le président Alberto Fujimori a affirmé, mercredi 24 février à Lima, que « deux mille militants et dirigeants du Sentier lumineux et du Tupac Amaru (MRTA) ont été capturés depuis avril 1992, sans violation des droits de l'homme ». Le président Fujimori a toutefois reconnu qu'il y avait 4 000 cas

nou élucidés de personnes disparues depuis 1980. De son côté, la Coordination nationale des droits de l'homme a estimé qu'il y avait eu 114 exécutions sommaires en 1992, contre 99 l'année précédente et que le nombre de disparus était passé de 178 à 300. Selon le même organisme, le Sentier lumineux a tué « de sang froid » 946 personnes en 1992, contre 842 l'année précédente. — (AFP, Reuters).

COURRIER INTERNATIONAL
A LIRE COTE SEMAINE

Chômage pour tous
The Economist
El País

Les paysans cultivent un nouveau marketing
Financial Times

La "Bubette" française
Die Zeit

Chaque jeudi, l'essentiel de la presse mondiale en français - 15 FF

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 3615 Cnd A3T, puis OSP

Vie s/saisie Pal. Just. PONTAISE (93) Jeudi 11 MARS 1993 à 14 h
PROPRIÉTÉ à SAGY (95450)
25, rue N.-Audouard, très belle demeure de 177 m²
M. à Px. : 1 500 000 F
Consign. 90 000 F - Rens. M. M. BUISSON, avocat à PONTAISE (93000), 29, rue Pierre-Bailly. Tél. : 30-32-31-62.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
LE JEUDI 11 MARS à 14 HEURES 30
à PARIS 5^e - 12, RUE DESCARTES
2 LOCAUX COMMERCIAUX
au rez-de-chaussée et 1^{er} sous-sol - CAFE
Mise à Prix : 455 000 F
S'adr. M. LEOPOLD-COUTURIER, avocat à PARIS (17^e)
12, rue Théodore-Ribot - Tél. : 47-66-59-89 S'il vous plaît visiter.

VENTE s/subrogation et saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS,
le JEUDI 11 MARS 1993 à 14 h 30
CINQ LOCAUX COMMERCIAUX
au rez-de-chaussée et 1^{er} sous-sol
17 à 21, AV. D'ITALIE - PARIS (13^e)
MISE A PRIX : 600 000 F
S'adr. M. GANNASSIA, avocat à PARIS (16^e), 35, av. d'Eylau,
Tél. : 45-53-45-13 - VIS. s/pl. le 2 MARS, de 14 h 30 à 17 h 30

مكثان الأصل

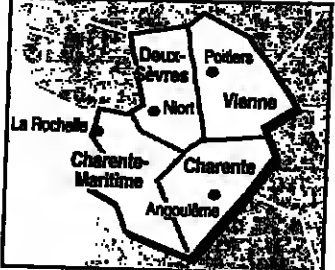
POLITIQUE

La préparation des élections législatives

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Poitou-Charentes : M. Monory règle ses comptes

Offensé par le RPR dans son fief de la Vienne, le président du Sénat prend le risque de brouiller son image de conciliateur pour affirmer son autorité



POITIERS
de notre envoyée spéciale

M. René Monory est candidat aux élections législatives dans la Vienne. Enfin presque. Tel est en tout cas le sentiment que donne le très curieuse campagne électorale qui s'est ouverte dans ce département. Dans la circonscription de Châtelleraut, abandonnée par M^{me} Edith Cresson, comme dans celle de Montmorillon, tenue par le député RPR M. Arnaud Lepere, les électeurs seront appelés dans quelques semaines à se prononcer pour ou contre M. Monory. Du résultat des 21 et 28 mars dans ces deux circonscriptions le président du Sénat fait une affaire personnelle, une sorte de référendum sur son image et l'étendue de son pouvoir.

Car c'est lui, et personne d'autre, que l'on est venu défier à Châtelleraut, en opposant un candidat RPR, M. Philippe Rabit, à son dauphin du CDS, M. Jean-Pierre Abelin. Ce jour-là, M. Monory a pris une «gifle» et a vécu, selon ses propres termes, «la plus grande déception de sa carrière». Or, on ne gifle pas impunément le «deuxième personnage de l'Etat». Depuis qu'il préside aux destinées du Palais du Luxembourg, M. Monory ne manque pas une occasion de rappeler la place que lui accorde désormais la République et son protocole. Ce n'est pas seulement l'homme fort du département, le président du conseil général de la Vienne qui est, ainsi, attaqué, c'est le potentiel président de la République par intérim. «En devenant président du Sénat, M. Monory est entré dans le club des très grands, estime l'un des observateurs politiques les plus avisés du département, et, en le provoquant sur ses propres terres, on lui fait un coup majeur, nul ne songerait contre M. Jacques Chirac ne songerait contre M. Jacques Chirac».

M. Monory se contente, lui, de marteler à chacun de ses interlocuteurs qu'il y a eu dans cette affaire «manquement à la parole donnée» et qu'une telle transgression est «grave». Agresseur publiquement désigné, le RPR, Agresseur officiellement nommé, M. Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine, qui se vengeait ainsi de sa douloureuse défaite contre M. Monory à la présidence du Sénat le 2 octobre dernier. La réplique ne s'est pas fait attendre : on le provoque à Châtelleraut, il se venge à Montmorillon, en soutenant un candidat centriste, M. Alain Fouché, contre le député sortant RPR.

Le «commercial» et l'héritier

Le territoire offrait pourtant un partage équilibré aux formations de droite : aux termes des accords nationaux, les deux députés sortants RPR de la Vienne, MM. Jean-Yves Charnard et Arnaud Lepere, voyaient leur investiture reconduite, et l'UDF, pour sa part, se réservait les deux circonscriptions tenues par le PS, celle de M. Jacques Santrot à Poitiers et celle de M^{me} Cresson à Châtelleraut. Mais le retrait de l'ancien premier ministre de la course électorale a aiguisé les appétits. Abandonnée à son suppléant, M. Guy Monjalou (PS), cette circonscription est en effet susceptible de basculer à droite en mars prochain.

Député de 1978 à 1981, puis de 1986 à 1988, adversaire quasi institutionnel de M^{me} Cresson, M. Abelin

lin pouvait légitimement prétendre à la candidature unique de l'opposition. Les élections cantonales de mars 1992 sont venues bousculer cet ordre trop bien établi : M^{me} Cresson, maire de Châtelleraut, a été sérieusement menacée par M. Rabit, qui ne lui a concédé que 174 voix d'écart aux deuxièmes tours. Ce bon score, obtenu contre un premier ministre en exercice, a gonflé d'ambition le candidat RPR qui, depuis, se présente comme le seul candidat crédible de la droite.

Tout le distingue de M. Abelin : à l'heure polémique, un peu indolente, de ce centriste qui a trouvé la politique en héritage, son père, Pierre Abelin, aujourd'hui décédé, ancien maire de Châtelleraut et plusieurs fois ministre, est resté un des grands noms de la Vienne. M. Rabit oppose l'activisme forcené du militant. Terriblement agaçant, mais redoutablement efficace. Cadre commercial, il se vend comme un produit de grande consommation : photos couleurs avec madame et enfants, avec chien et souris, label «nouveau» en guise de programme et porte-à-porte. Entré en campagne depuis cinq mois, il affirme tenir, d'ici au 21 mars, le pari de servir la main de vingt-cinq mille personnes et de visiter les cent dix-huit communes de la circonscription. Il n'a d'ailleurs guère d'autre choix pour rivaliser avec M. Abelin. Car, dans ce département où M. Monory règne en parain, les notables hésitent à s'aligner avec le candidat gaulliste venant si insolitement braver le dauphin du président du conseil général. Surtout lorsque, comme de nombreux maires de petites communes, on est en attente d'une subvention de l'assemblée départementale pour sa piscine ou son gymnase.

Dans les deux circonscriptions, la «primaire» s'annonce pourtant sérieuse, et il faudra bien tout le poids de M. Monory pour permettre aux deux candidats centristes d'arriver en tête au premier tour. A Châtelleraut, dans le climat actuel de rejet violent d'un succès d'estime auprès d'électeurs de droite, qui reprochent à M. Abelin son centrisme trop tranquille. Quant à M. Lepere, il a beau jeu de se présenter, à Montmorillon, en victime d'une rivalité totalement exotique à sa circonscription. D'autant que son adversaire centriste d'aujourd'hui, M. Fouché, est son suppléant d'hier. Maire apprécié de Chauvigny, ce dernier peut se prévaloir de son dynamisme dans cette partie sinistrée du département, face à l'image un peu usée du député sortant, mais dans le milieu rural encore influent du sud, M. Lepere bénéficie d'une excellente implantation et d'un électoral fidèle.

En outre, si M. Chirac a semblé se tenir à l'écart de la primaire de Châtelleraut, laissant à MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin la responsabilité de venir soutenir M. Rabit, il n'en va pas de même dans la circonscription de Montmorillon, à l'égard de laquelle le président du RPR se sent «personnellement engagé». Pour preuve, il a promis à M. Lepere de venir animer une réunion publique à Chauvigny le 11 mars.

Pour M. Monory, la partie n'est

doce pas sans risque. Personnalité unanimement respectée dans la circonscription de M. Boucheron, où pas moins de onze candidats se sont déclarés (lire encadré), parmi lesquels deux adjoints au maire d'Angoulême, MM. Jean Mardikian (CDS) et Bernard Vergès (RPR).

La droite entend bien, aussi, faire basculer dans son camp la circonscription de M. Jérôme Lambert (PS). Petit-neveu du président de la République, élu depuis 1986, réélu avec plus de 58 % des voix, en 1988, M. Lambert bénéficie d'une bonne image personnelle dans ce réservoir historique de la gauche, qui s'était prononcé à 61 % en faveur de M. Mitterrand à l'élection présidentielle de 1988. Mais l'effet désastreux des affaires liées à M. Boucheron, via le décès de M. Lambert a pourtant très vite et publiquement marqué ses distances, risque de peser bien lourd au moment du vote.

A droite, la concurrence est sévère entre MM. Henri de Richemont (RPR), maire d'Etagnac, conseiller régional, et Michel Hamand, conseiller général et maire de Mazières, rallié pour la circonstance à l'UDF. Ce dernier part avec un léger avantage, pour avoir battu M. Lambert aux élections cantonales.

Concurrence en Charente

Le président du conseil général est leur principal atout. Il deviendra, du même coup, le vrai porteur de ces élections si ses deux dauphins ne se montrent pas à la hauteur. Or, on ne manque pas de souligner que dans son propre fief de Loudun une légère alerte a été donnée lors du référendum sur la ratification des accords de Maastricht où, en dépit d'une forte campagne de M. Monory en faveur du «oui», le «non» l'avait emporté du 20 septembre. A la fin du scrutin des urnes, d'aucuns pourraient être tentés de donner un avertissement à l'homme fort du département, sans pour autant prendre le risque de servir une gauche trop affaiblie.

Dans les trois autres départements de la région Poitou-Charentes, on suit en tout cas avec attention le combat de M. Monory. Le président du Sénat fait d'ailleurs partie des personnalités les plus sollicitées par les réunions publiques. On revendique son parrainage et on est fier de s'aligner à ses côtés sur les tracts de campagne. C'est particulièrement vrai dans la Charente voisine, où le climat traditionnellement froid entre le RPR et l'UDF s'est encore rafraîchi ces derniers mois. Réinvesties sans contestation, les deux personnalités du département, MM. Pierre-Rémy Houssin (RPR), président du conseil général, et Georges Chavanes (CDS), maire d'Angoulême, devraient voir leur mandat reconduire, mais les deux hommes se livrent une lutte d'influence par candidat interposé dans les deux autres circonscriptions de la Charente, tenues par le PS.

Dans ce département où l'image du Parti socialiste est attachée au nom de M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulême et député sortant d'Angoulême, en fuite en Argentine après avoir été inculpé dans diverses affaires de malversations financières, les fiefs de gauche sont particulièrement menacés et sus-

citent de nombreuses vocations. Cela va même jusqu'à la caricature dans la circonscription de M. Boucheron, où pas moins de onze candidats se sont déclarés (lire encadré), parmi lesquels deux adjoints au maire d'Angoulême, MM. Jean Mardikian (CDS) et Bernard Vergès (RPR).

La droite entend bien, aussi, faire basculer dans son camp la circonscription de M. Jérôme Lambert (PS). Petit-neveu du président de la République, élu depuis 1986, réélu avec plus de 58 % des voix, en 1988, M. Lambert bénéficie d'une bonne image personnelle dans ce réservoir historique de la gauche, qui s'était prononcé à 61 % en faveur de M. Mitterrand à l'élection présidentielle de 1988. Mais l'effet désastreux des affaires liées à M. Boucheron, via le décès de M. Lambert a pourtant très vite et publiquement marqué ses distances, risque de peser bien lourd au moment du vote.

A droite, la concurrence est sévère entre MM. Henri de Richemont (RPR), maire d'Etagnac, conseiller régional, et Michel Hamand, conseiller général et maire de Mazières, rallié pour la circonstance à l'UDF. Ce dernier part avec un léger avantage, pour avoir battu M. Lambert aux élections cantonales.

L'UDF et le RPR vont aussi s'affronter dans les Deux-Sèvres, fief d'avoir organisé à temps la succession de deux députés sortants qui ne se représentent pas. «Parachoté» en 1986 dans le département, M. Jean de Gaulle (RPR), réélu en 1988 dans la circonscription de Parthenay, s'est vu offrir cet automne par les instances de son parti un cadeau de taille : l'investiture dans le deuxième arrondissement de Paris, où il devrait succéder à M. Pierre de Bénouville. Quant sans regret les Deux-Sèvres, M. de Gaulle n'a pas cherché à désigner de «dauphin», et cette circonscription ancrée à droite va échapper au RPR pour tomber, selon toute probabilité, dans l'escarcelle du candidat UDF, M. Jean-Marie Morisset.

Quatre places fortes de gauche

Du coup, le mouvement gaulliste tente sa chance dans l'autre circonscription tenue par la droite, celle de Bressuire-Thouars, où M. Albert Brochard (UDF) ne se représente pas, provoquant ainsi une «primaire» inattendue entre M. Dominique Pailhé (CDS), dauphin et suppléant de M. Brochard, et M^{me} Arnette Guinebertière (RPR). Là encore, les personnalités nationales et régionales sont mises à contribution : M^{me} Guinebertière recueille MM. Chirac et Juppé, M. Pailhé invite MM. Chavanes, Jean-Pierre Raffarin, président (UDF) du conseil régional, ou encore François Bayrou, et s'affiche, comme il se doit, aux côtés de M. Monory dans son journal de campagne.

L'union de l'opposition s'est faite, en revanche, là où, sans doute, on l'attendait le moins, en Charente-Maritime. Les susceptibilités exacerbées lors des élections cantonales et régio-

nales, qui avaient conduit à une multitude de candidatures, se sont apaisées. Un temps contesté par la jeune garde du RPR, M. Jean de Lipkowski, député sortant (RPR) de Royan, a vu son investiture renouvelée, tout comme son collègue (UDF) de Rochefort, M. Jean-Guy Branger. Contrairement au mouvement gaulliste, dont le deuxième candidat a très peu de chances de l'emporter face à M. Michel Crépeau (MRQ) à La Rochelle, l'UDF pourrait bien enlever au PS les deux autres circonscriptions du département, celle de M. Roland Beix et celle de M. Pierre-Jean Daviaud, suppléant de M. Philippe Marchand, ancien ministre de l'intérieur qui ne se représente pas.

Le retrait de M. Marchand, qui bénéficiait d'un fort crédit de voix personnel, met la victoire à portée de main pour son traditionnel adversaire, M. Dominique Bussereau (UDF-PR), député de 1986 à 1988. La partie devrait être plus difficile pour M. Xavier de Roux, conseiller général, avocat de M. Chailier dans l'affaire Carrefour du développement, qui trouve face à lui un député socialiste apprécié pour son travail de terrain, mais le mécontentement des agriculteurs, nombreux sur la circonscription de Saint-Jean-d'Angély, risque de peser lourd dans la bataille.

La droite, qui tient déjà le conseil régional et les quatre conseils généraux de Poitou-Charentes, a donc de grandes chances de voir son influence renforcée après les élections législatives. Seuls quatre sièges socialistes ou apparentés devraient être reconquis sans trop de difficultés : M. Bernard Bellet, maire (PS) de Niort, qui succède au député sortant, M. André-Clerf, dans une circonscription marquée par la culture de gauche, de la capitale des moulins ; à La Rochelle, M^{me} Crépeau, qui, en plus de son image personnelle, bénéficie des divisions des écologistes, très présents sur la côte ; M^{me} Séguine Royal dans les Deux-Sèvres, qui a obtenu un joli score aux élections cantonales de mars dernier et a évité la déroute de la liste socialiste aux régionales. En cinq ans, le ministre de l'environnement, qui agit autant qu'elle séduit, semble avoir réussi son implantation dans une circonscription pourtant très rurale. Enfin, statue du commandeur socialiste dans le département, M. Jacques Santrot, maire de Poitiers, a, lui aussi, de bonnes chances d'être réélu, en dépit des efforts du président de région, M. Raffarin, qui soutient très activement la candidature de son directeur de cabinet, M. Eric Duboc (UDF).

PASCALE ROBERT-DIARD

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans le Limousin, en Alsace, en Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne, en Corse, en Haute-Normandie et en Basse-Normandie (le Monde des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 18, 19, 22 et 24 février).

Onze candidats à Angoulême pour le siège de M. Boucheron

ANGOULÊME
de notre envoyée spéciale

M. Jean-Claude Beauchaud cumule tous les handicaps. 8 est socialiste. Il est, pour quelques semaines encore, le suppléant du député démissionnaire, M. Jean-Michel Boucheron. Il est, pourtant, candidat dans sa circonscription. M. Beauchaud n'a rien d'un masochiste, d'une victime sacrificielle, d'un provocateur ou d'un inconscient.

Il est entré en campagne tranquillement, sereinement, après avoir obtenu l'investiture des militants contre M^{me} Sylvie François, membre du secrétariat national du PS, parachuté dans le département en 1981 pour «faire oublier Boucheron». A cette image neuve de la gauche en Charente, les militants ont préféré celle, familière, du maire de Gond-Pontouvre, professeur de mathématiques au retraité et ancien maître-nageur qui a, dit-il, éprouvé la brasse et les rudiments du plongeon à plusieurs centaines d'électeurs de cette circonscription.

Da l'ancien maire d'Angoulême, bien sûr, il accepte de parler. Sans timidité particulière et comme si, pour lui, la page était tournée depuis longtemps. On pressent, d'ailleurs, qu'entre les deux hommes, l'alliance n'était pas plus loin que l'intérêt électoral bien comprise de M. Boucheron. Réélu dans sa commune avec 70 % des voix au premier tour, en 1989, M. Beauchaud veut croire que les électeurs de la quatrième circonscription de la Charente auront encore à cœur, malgré M. Boucheron et malgré les suppressions d'emplois qui touchent fortement ce secteur ouvrier, de rester majoritairement fidèles à la gauche.

Au printemps dernier, ces mêmes électeurs l'avaient, pourtant, partiellement démenti en donnant le canton d'Angoulême-Nord au candidat RPR, M. Bernard Vergès. Ce dernier, adjoint au maire d'Angoulême, M. Georges Chavanes (CDS), fait

d'ailleurs partie des onze candidats déclarés de cette circonscription. Il devra affronter, au premier tour, un autre adjoint au maire, M. Jean Mardikian (CDS), très soutenu par M. Chavanes. Si M. Vergès apparaît plus dynamique que le candidat centriste, il a, toutefois, moins de chances de rassembler sur son nom, au second tour, un électoral modéré.

M. Dominici en quête de récompense

Cette division affaiblit une droite qui doit déjà compter avec un éparpillement imprévisible de ses voix premier tour entre un candidat Front national, un dissident CDS, un ancien journaliste de la télévision, M. Alain Schmit, et, surtout, M. Marcel Dominici, le «tombeur» de M. Boucheron. Revenu de sa liaison avec le Front national aux élections législatives de 1988, où il avait obtenu un peu plus de 6 % des voix, M. Dominici se présente sans étiquette, cette fois, mais avec une légitimité renforcée. Il n'a vu son échecement justifié puis que ce sont bien souvent les plaintes qu'il a déposées au nom de non Comité de chômeurs de la Charente qui ont permis l'ouverture d'informations judiciaires contre l'ancien maire socialiste d'Angoulême. Les habitants d'Angoulême pourraient bien lui savoir gré de son combat et lui accorder quelques points de plus qu'en 1988.

A gauche, M. Beauchaud devra partager son capital de voix entre un candidat communiste orthodoxe, un «réformateur» et un militant de Lutte ouvrière (trotskiste), et contenir l'influence du représentant écologiste, M. Pierre Debien (Génération Ecologie). Après avoir laissé se vider l'image du PS charentais et national en miettes, M. Boucheron tire définitivement sa révérence en rendant sa circonscription ingérable.

P. R.-D.

LES TRAVAIX PUBLICS & L'AMÉNAGEMENT

PAPEETE 5950 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.

On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et après les lagons éblouissants et le vertige des fonds coralliens, dîner d'une langouste sur une terrasse où bruissent les palmes, vous coûtera à peine plus cher que votre cabas en peau d'autruche.*

* La Polynésie avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 7 950 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE
TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Les socialistes se félicitent de l'initiative de M. Rocard

M. Pierre Bérégovoy a participé, mercredi 24 février, à la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du PS, devant lequel il s'est félicité du « nouvel élan » et de « l'effet positif » donné à la campagne socialiste par les propositions de M. Michel Rocard, formulées le 17 février à Montlouis-sur-Loire, pour une recomposition de la gauche. M. Laurent Fabius a affirmé, de son côté, que les socialistes « doivent être au coude à coude dans cette campagne, dans l'unité du parti et dans la perspective de sa rénovation », a indiqué le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne.

Si, comme l'a dit M. Queyranne, il n'y a eu « aucune intervention négative » au sujet de l'appel de M. Rocard, M. Gérard Collomb, proche de M. Pierre Mauroy, s'est étonné de la rapidité du ralliement de certains socialistes aux positions de l'ancien premier ministre et de l'entraîneur avec lequel ils décident, selon lui, l'enterrement du PS. M. Mauroy lui-même s'est félicité de « l'analyse » de M. Rocard, mais, comme plusieurs partici-

pants, il a mis l'accent sur la nécessité de donner la parole, dans le processus de rénovation, aux militants, qui restent « le terrain socialiste ». M. Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, a comparé — pour s'en féliciter — la démarche de M. Rocard à celle de M. François Mitterrand en 1967, lorsqu'il avait créé la Fédération de la gauche démocrate et socialiste avec le Parti socialiste SFIO d'alors, sa propre Convention des institutions républicaines et le Parti radical. M. Lionel Jospin a déclaré que l'initiative de M. Rocard va dans le bon sens, étant entendu qu'elle ne doit pas aboutir à un présidentialisme renouvelé.

Interrogé, d'autre part, au « Grand Débat » de Radio-Shalom, M. Max Gallo, président du Mouvement des citoyens qu'a lancé M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré que « si le projet de M. Rocard, c'est de constituer un rassemblement qu'il chevauche et entraîne pour conquérir le pouvoir, c'est du mitterrandisme vingt ans après ».

Après les déclarations de M. Lalonde

M. Waechter estime qu'il faudra « des années » pour que le PS et les écologistes deviennent des partenaires

L'acceptation de la « main tendue » de M. Michel Rocard par M. Brice Lalonde (voir l'entretien de ce dernier sur *Le Monde* du 25 février) a été jugée comme un geste « très positif » par le premier ministre, invité, mercredi 24 février, sur TF1. « Il est important de rassembler les femmes et les hommes de progrès dans une alliance d'un type nouveau », a affirmé M. Pierre Bérégovoy, avant de souligner : « Avec nos amis les Verts, et avec beaucoup d'autres, nous avons la même conception du développement économique autour du partage du travail ».

« Après nous avoir méprisés pendant dix ans, le Parti socialiste nous fait la cour depuis dix mois », lui a répondu le porte-parole des Verts, M. Antoine Waechter. Ce dernier a reconnu que le PS pouvait être « un partenaire possible » pour les écologistes, mais, a-t-il ajouté, « il faudra sans doute des années pour que ce partenariat se réalise ».

A Marignies (Bouches-du-Rhône), le même jour, M. Waechter a indiqué, en réaction aux propos du président de Génération Écologie, qu'il ne souhaite pas « dissoudre l'écologie dans un grand parti démocrate, où les gens se retrouveraient simplement parce qu'ils veulent voter ».

Électoralement plus lourd. Il ne juge pas, cependant, que la prise de position de M. Lalonde soit de nature à remettre en cause l'accord passé entre les Verts et Génération Écologie. M. Waechter a encore rappelé que les candidats écologistes se maintiendront, quand ils le pourront, au second tour des élections législatives, « sauf dans des cas très particuliers, qui n'entrent absolument pas dans une stratégie d'accord avec le PS ou qui ne se soit d'autre ». Sur France 3, lors de « La marche du siècle », M. Lalonde a lui-même précisé que sa réponse au discours de Montlouis-sur-Loire de M. Rocard ne visait pas l'ensemble des socialistes. « Rocard, oui, les socialistes, non ! a-t-il dit. Le bang, oui, le gang, non ! ».

A l'issue de la réunion du bureau exécutif du Parti socialiste, M. Christian Piret, directeur de campagne, s'est félicité des déclarations de M. Lalonde, en jugeant qu'« c'est une évolution qui va dans le bon sens ». Mais, a-t-il ajouté, « nous verrons bien quelles conséquences les formations écologistes tireront de cette évolution d'un de leurs leaders en ce qui concerne leur attitude après le premier tour des élections législatives ».

La cote de popularité du pouvoir est au plus bas

Jamais, depuis l'accession de M. François Mitterrand à l'Élysée en 1981, la cote de popularité du pouvoir n'a été aussi faible à un mois d'une consultation électorale. Tel est la constatation faite par l'institut BVA dans son dernier « tableau de bord » mensuel pour Paris-Moët (daté 3 mars). M. François Mitterrand recueille sur son nom 60 % de mécontentes (58 % avant les régionales de 1992, 31 % avant les européennes de 1989, 47 % avant les législatives de 1986, 51 % avant les européennes de 1984 et 33 % avant les municipales de 1983). Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, passe à 52 % de mécontentes contre 45 % en janvier. Ce sondage a été réalisé du 15 au 19 février auprès de 989 per-

sonnes. Selon un sondage Louis Harris pour *l'Express* (daté 25 février-3 mars), 36 % des Français approuvent l'action du président de la République et 53 % la désapprouvent. Ils étaient 58 % en janvier. La cote de popularité du chef du gouvernement suit une évolution de 3 points avec 39 % de satisfaits contre 46 % de mécontentes. Cette enquête a été effectuée les 19 et 20 février auprès de 1 005 personnes.

Le « baromètre des législatives » réalisé par BVA auprès de 1 962 personnes (15 au 19 février) donne les intentions de vote suivantes : 41,5 % pour le RPR et l'UDF, 20 % pour le PS et le MRG, 15 % pour l'entente Verts-Génération écologie, 12 % pour le Front national et 8 % pour le PC.

M. Bérégovoy souhaite rendre publique la liste des objets donnés en remboursement du prêt de Roger-Patrice Pelt. — M. Pierre Bérégovoy a annoncé, mercredi 24 février, sur TF1, qu'il va demander à la veuve de l'industriel Roger-Patrice Pelt de communiquer la liste des « livres et meubles anciens » ayant servi à rembourser la moitié du prêt de 1 million de francs que son époux avait consenti au premier ministre en 1986. Interrogé sur les modalités de remboursement de ce prêt, dont le solde a été réglé par chèque en novembre 1992, M. Bérégovoy a précisé qu'il avait donné des « livres et meubles anciens » à titre de premier acompte en 1988, à l'époque où il était redevenu ministre des finances.

Réunion du conseil national du RPR. — Réuni mercredi soir 24 février à Paris, le conseil national du RPR a adopté, à main levée et à l'unanimité des présents, le rapport de synthèse présenté par M. Alain Juppé, secrétaire général du mouvement. Cette réunion statutaire précédait les assises nationales, prévues pour le 7 mars au Bourget. M. Juppé a affirmé que, depuis les assises de 1990, sommet de la fronde de M. Charles Pasqua et Philippe Seguin, le RPR « s'est renforcé et a su préserver son unité ». Espérant la victoire législative de l'opposition « la plus large possible », le secrétaire général a souhaité que le parti chiraquien « redéfinisse majoritairement la prochaine majorité ».

Le plaisir discret d'Edouard Balladur

Suite de la première page

Honnête ? « Pas du genre à piquer dans la caisse, si vous voyez ce que je veux dire... » (un commencement de Beugnot). Honnête ? « Dans le sens raisonnable, modéré, pas hystérique quand il parle des socialistes, et pas dégoûtant de promesses » (un menuisier en retraite). Honnête ? « Oui, loyal, sincère, le contraire du roublard. S'il se présente, c'est vraiment qu'il pense être utile à la France » (un vicaire de Mâcon). Le grand chambellan du gouvernement Chirac du temps de la cotélation en roulaient sûrement, ravi d'apprendre que les réflexions en question, recueillies à l'issue de réunions publiques, proviennent d'électeurs... UDF.

C'est comme cela : la période est délicieusement favorable à M. Balladur. « L'heure n'est plus aux envolées lyriques ni aux grandes imprécisions, assure-t-il d'une voix égale. Les gens ont une soif de sérieux, de précision, et n'attendent pas qu'un fasse le pire à la télévision. » Le pire ? Non, il en serait bien incapable, et les grandes envolées ne conviennent pas à son genre de beauté. Les journalistes anglosaxons, affrétés par ses performances de « premier ministre », ne cachent d'ailleurs pas leur déception après l'avoir rencontré : « Agréable, mais un peu terne », notait le *Financial Times* au mois de janvier tandis que le *Wall Street Journal* se montrait encore plus sévère : « Moins que brillant, prononcé avec peu de panache et peu d'humour mais typique de l'homme ; attaché aux faits, sérieux et pessimiste. » Le costume est étroit.

Le travail et l'effort

Curieusement, c'est en province que la magie Balladur opère le mieux. C'est dans des salles de fêtes endimanchées, des assemblées de paysans inquiètes ou des banquets d'hôte rieurs que l'on perçoit les mystères. Une journée-type ? Vendredi 19 février était de celles-là. Direction : la Bourgogne.

En avion. Plus coûteux puisqu'il faut l'affréter mais plus commode. Une dizaine de places occupées par deux proches collaborateurs du cabinet installé boulevard Saint-Germain, une équipe de France 3, deux journalistes de presse écrite et le président très discret du CNL, M. Jean-Antoine Giansily, venant soutenir le premier candidat visité mais auquel M. Balladur ne prêtait qu'une attention polie. Enmitoufflé dans le fameux loden gris, l'écharpe noire autour du cou, le gant de cuir noir uniquement pour éblouir un bonbon offert par l'hôteesse — « Vous avez des caramels ? J'adore les caramels... et le gâteau au chocolat », le fondateur de l'Association pour le

libéralisme populaire tente d'échapper à la grippe, mais devise joyeusement. TF1, apprend-on, lui a proposé pour cette semaine une émission de dialogue avec des Français réunis en plateau. Mais il a refusé. Il ne voudrait pas avoir l'air de riposter au président. Tout de même, s'étonne-t-on, une grande émission... « Un homme politique de trente-cinq ans aurait sûrement dû. Question de génération. » M. Nicolas Sarkozy ? M. Balladur rit : « Il aurait bondi ! »

« Comment va FR 3 ? » s'enquiert-il soudain auprès du journaliste de la 3. Il parait que M. Bourges n'a pas aimé que le digne n'apprécie le service public qu'à condition que cela reste le service public. Le ministre de la privatisation de la Une aurait-il des propositions dans ce domaine ? « Il faut libérer le service public de la tyrannie de l'audiovisuel, mais pour le reste, de grâces, pas de changement ! » Vrai de vrai ? Pas de chasse aux sorcières ? « Ce sont des débats moyennement. Les antennes me paraissent relativement objectives, et je ne serai jamais responsable d'une télévision dans le mouve- » L'Etat ? La journée nous prouvera que « la base » militante n'est pas de cet avis.

Dijon. Accueil à la descente de la passerelle par le sénateur CNL de la Côte-d'Or, M. Bernard Barbier, aussi rond qu'un petit tonneau de vin dont il fait le négocio, et M. Lucien Brout, candidat CNL. Salutations rapides. Cortège de voitures. Cap sur Chevigny-Saint-Sauveur. Il est 11 h 30. Une salle des fêtes moderne, un grand viticole, des gradins archaïques. Premier discours de M. Balladur, qui reçoit la médaille de la ville. « Rarement élection législative, dit-il, aura été aussi importante. » Dix minutes du coussin main. Un mot sur le chômage, deux sur l'agriculture, trois sur l'affaire Hoover, qui permet d'évoquer « une autre conception » de l'Europe. Un appel à l'espérance et une seule promesse : « Le renouveau sera rapide. Tout sera difficile. Nous ne ferons pas de miracle. Ce qui nous attend, c'est le travail et l'effort. » Acclamations, photos, adieux. Tant pis pour le vin d'honneur. Il est midi et quart.

La pluie sur l'autoroute. 150 kilomètres à l'heure. Il faut accélérer si l'on veut respecter les horaires. Beaune, 12 h 45. Déjeuner-débat sous la grande halle où ont pris place quatre cents convives bruyants. Repas à 180 francs. La table des personnalités est surélevée et fait face à la salle. Y ont pris place MM. Robert Poujade, maire de Dijon, Henri Moine, maire de UDF, Bernard Barbier et Dominique Perben, député (RPR) maire de Chalon-sur-Saône. Discours intro-

ductifs. La salle pour Edouard Balladur et les yeux de Chirac, et Edouard Balladur assume, un tantinet monarque sur cette estrade étrange, la pose affectée mais la prunelle souriante.

TF1, RTL et France 3 profitent d'une pause pour évoquer le « big bang » de M. Michel Rocard. La réaction est assassine. « Dans son désarroi, il restait encore au Parti socialiste à subir une dernière épreuve. C'est M. Rocard qui lui inflige. Quelle étrange manière de convaincre les Français que la politique est autre chose que le choc d'ambitions individuelles... » Retour à la tribune. Discours. « Depuis que nous sommes sortis de la guerre, nous n'avons jamais été dans une situation aussi grave... Il va falloir de gros efforts, beaucoup de courage et une grande cohésion. Nous ne sommes pas des démagogues. C'est cela, notre faiblesse. »

« Est-ce que j'ai l'air de m'enfuir ? »

16 h 30. Salle des fêtes de Vitry-Maccon (Saône-et-Loire). Les viticulteurs entourent des tables en U où reposent deux tonneaux. France 3 a juste le temps de se demander si M. Balladur apprécie ce type de rencontre. « Mois bien sûr, s'exclame-t-il. Tout cela est fort utile, fort instructif, et pourquoi ne pas le dire, fort sympathique. Mais pourquoi me pose-t-on toujours cette question ? Est-ce que j'ai l'air de m'enfuir ? » Non, juste un peu, étranger. Mais qu'importe puisque cela ne lui saute pas aux yeux et qu'il trouve cela « fort agréable ».

M. Balladur montre un nouvel entrain en confessant un souvenir très doux : « C'est à une quinzaine de kilomètres d'ici, à Saint-Amour, que je me suis marié. » Un ange passe dans la salle. Mais M. Balladur peut faire mieux. « Je connais bien vos problèmes de viticulteurs. Car j'ai eu moi aussi, autrefois, une petite exploitation agricole en Indivision. Nous étions quatre sur 6 hectares. Rarissimes sont les allusions de M. Balladur à une vie privée protégée avec pudeur.

Le temps de tremper les lèvres poliment dans un verre de vin blanc, le cortège est parti, envolé. Rendez-vous à Sennecey-lès-Mâcon en suivant « la grappe » comme indique une pancarte. Discours. « Jamais, depuis quarante ans, le pays n'avait connu pareille situation. Il faudra faire de grandes lois. Mais n'attendez pas de miracle... » L'assistance est debout. « Enfin, des propos clairs, courageux, sans haine ni démagogie », dit une dame.

19 h 30. Le timing est parfait. M. Balladur a même le temps de se retirer un quart d'heure pour se relaxer et téléphoner, comme il le fait chaque jour, à sa femme, invitée au dîner qui doit précéder le grand meeting du soir, les élus UDF de Saône-et-Loire s'empressent autour de lui. Ils se moquent d'un collègue « qui a dû sa carrière aux cartes de sympathie qu'il envoyait systématiquement » aux électeurs aux diverses occasions de leur vie. « Je le fais également pour les naissances, les mariages et les enterre-

ments de ma circonscription », annonce tranquillement M. Balladur. Silence stupéfait. « Je suis très consciencieux, vous savez. » On change de sujet. Et ce pauvre M. Rocard ? Et la réforme constitutionnelle ? Et les préfets-giroettes qui sentent tourner le vent ?...

M. Balladur parti, les élus sont sous le charme : c'est, disent-ils, le premier ministre idéal. « C'est le plus sécurisant », affirme M. René Beaumont, député UDF. « Le plus tolérant », assure M. Lucotte. « De loin le plus solide », tranche M. Jean-Marc Nesme, député (UDF).

Cinquième discours de la journée, celui de Chalon est le plus étoffé, de loin le plus ardent. M. Balladur, comme prévu, se taille un franc succès. « Il est prêt pour Bercy », dit sa collaboratrice en pensant à la salle, et non au ministère. Mais bien avant que le pare des expositions ne soit vidé, le « premier ministre » avait déjà filé. Direction Chamonix. Un sac avec des vêtements chauds, la biographie de Crouwell, l'histoire du pouvoir monarchique en France, peut-être aussi les *Pensées* de Pascal, l'avait rejoint sur la banquette arrière de la voiture. Au bras d'un collaborateur, le loden gris repartait en avion pour Paris.

ANNICK COJEAN

Passe d'armes entre M. Chirac et M. Marchais

Les déplacements qu'effectue, ces jours-ci, M. Jacques Chirac dans la banlieue parisienne pour soutenir les candidats de l'opposition aux élections législatives ont donné l'occasion au président du RPR d'évoquer un « dialogue » convenu, à distance, avec M. Georges Marchais. A Villiers ou à l'encouragement, Daniel Richard (RPR), mercredi 24 février, M. Chirac a fustigé le député (PC) de la onzième circonscription du Val-de-Marne, qualifié de « dernier représentant d'un parti politique stalinien, alors que, partout dans le monde, la système et le parti ont été condamnés en raison de leur aspect profondément inhumain ».

Une telle attention a inspiré au secrétaire général du PCF un communiqué dans lequel il affirme ne pas être « surpris de la violence des propos » de M. Chirac. « Au fur et à mesure que le jour du vote approche et, avec lui, celui de sa revanche, qu'elle attend depuis si longtemps, la droite devient plus arrogante et ne peut plus se rattraper de sa montrer telle qu'elle est », ajoute M. Marchais.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, mercredi 24 février, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié. En voici les principaux extraits.

• Convention internationale. Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale de l'Organisation

mentaire permet de décompter pour une durée inférieure à leur durée réelle les périodes d'attente, de simple présence ou de disponibilité passées par les salariés à la disposition de l'employeur.

Il avait été décidé, à l'occasion du conseil des ministres du 15 juillet 1992, de supprimer graduellement ces règles d'équivalence et de compter les heures passées à disposition de l'employeur comme temps de travail effectif. Une première étape de cette suppression a été franchie avec un décret du 3 août 1992.

En l'absence d'accord nouveau

Mouvement préfectoral

Wallis-et-Futuna : M. Legrix

M. Philippe Legrix, sous-préfet de Roanne, est nommé préfet, administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna, en remplacement de M. Robert Pommes, nommé préfet du Territoire de Belfort le 20 janvier 1993.

(Né le 30 avril 1938, à Rozan (Seine-Maritime), ancien élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, M. Philippe Legrix est, en 1960, officier de l'armée active. En 1977, détaché en qualité de sous-préfet, il devient directeur du cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne. En 1978, il est titularisé dans le corps des sous-préfets. En 1980, il est secrétaire général des Hautes-Pyrénées. Classé administrateur civil en 1984, il devient chef de bureau de la formation et de l'accueil à la direction générale de l'administration au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation. Secrétaire général de la préfecture de Guadeloupe en 1986, il est nommé sous-préfet de Roanne (Loire) en 1990.)

Mayotte : M. Debacq

M. Jean-Jacques Debacq, directeur de cabinet du ministre des DOM-TOM, est nommé préfet, représentant du gouvernement à Mayotte, en remplacement de M. Jean-Paul Coste, préfet, nommé directeur des affaires économiques, sociales et culturelles au ministère des DOM-TOM. (Né le 2 novembre 1952, à Nantes (Loire-Atlantique), titulaire d'un DEA de droit public et d'un DEA de sciences politiques, M. Jean-Jacques Debacq est assistant à la faculté de droit de Nantes de 1977 à 1981. Chef de cabinet du ministre de la mer, M. Louis Le Pen, puis du secrétaire d'Etat chargé de la mer, M. Guy Le Gorgeu, de 1981 à 1984, M. Debacq devient secrétaire général du Crédit maritime mutuel de 1983 à 1988. Conseiller spécial auprès de M. Le Pen de 1988 à 1990, puis directeur adjoint du cabinet du ministre des DOM-TOM, M. Debacq était directeur de ce cabinet depuis 1992.)

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA MAITRISE DES DÉPENSES DE SANTÉ

Envoyer 80 F (moins à 250 F ou chèque) à : ARIEN-DEMAR, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier désiré sous 180 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économies), ou donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

هكمان الناصر

POLITIQUE

Après la mise en garde du gouvernement

Le service national pourrait devenir une pomme de discorde de la cohabitation

Le service national pourrait devenir une pomme de discorde entre le président de la République et une future majorité de droite, dont certains des dirigeants penchent, aujourd'hui, en faveur d'une armée de métier assortie, au besoin, d'un temps de service beaucoup plus court, selon des formules qui restent à déterminer. La communication du secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, au conseil des ministres, mercredi 24 février, apparaît comme une mise en garde (lire ci-dessous).

Une nouvelle cohabitation serait-elle marquée, entre M. François Mitterrand, chef des armées selon la Constitution, et le premier ministre désigné par lui, responsable de la politique de défense au titre du même texte, un divorce fondamental sur la façon de constituer les effectifs militaires en France? La question vient tout naturellement à l'esprit, après la communication faite par M. Mellick, mercredi, au conseil

des ministres. Le fait que le gouvernement ait annoncé, à cette occasion, qu'il avait retenu le principe de la création d'un service national de solidarité, qui s'ajouterait aux cinq formules (coopération, aide technique, police, sécurité civile et objection de conscience) existantes de service civil à côté du traditionnel service militaire, n'est pas, en soi, une nouveauté qui justifierait, à elle seule, cette communication à quelques semaines de l'échéance électorale.

Le 8 avril dernier, lors de la déclaration de politique générale au Palais-Bourbon, le premier ministre avait déjà évoqué cette hypothèse d'un temps de service consacré à des missions d'intérêt général.

Un contre-feu préventif

Le 21 janvier, encore, M. Pierre Bérégovoy avait lancé le projet d'un service national de solidarité, auquel le secrétaire d'Etat dit aujourd'hui que son principe vient d'être retenu.

Il faut donc chercher ailleurs ce qui motive la déclaration gouvernementale du 24 février. Sans doute l'explication tient-elle à l'introduc-

tion de la communication, puis à sa conclusion. « A l'heure où certains, a reconnu d'entrée de jeu M. Mellick, contestent l'utilité de cette grande institution républicaine qu'est le service national et seraient tentés de l'abolir, le gouvernement réaffirme solennellement son attachement au maintien de la conscription. » Et le secrétaire d'Etat à la défense, après avoir cité MM. Bérégovoy et Joxe, a conclu : « Le service national est une institution bien vivante. Le gouvernement est fondamentalement attaché à sa pérennité. »

Il est difficile de ne pas voir dans ces propos officiels une pierre jetée dans le jardin de l'actuelle opposition, comme la prévision de la cohabitation à laquelle il serait confronté, le chef de l'Etat cherchant d'ores et déjà à prendre ses marques ou à prendre date dans le cas où une nouvelle majorité modifierait les bases sur lesquelles est fondée l'organisation des armées françaises. Nul n'ignore, en effet, que de nombreux responsables de la droite se sont prononcés récemment pour une professionnalisation accrue de l'institution de défense, voire, pour les plus radicaux, en faveur de la mise sur pied d'une force de volontaires.

Par la voix du conseil des ministres

qu'il préside, M. Mitterrand a, en quelque sorte, délimité ses choix en la matière et il a lancé un avertissement en direction de ceux auxquels - sait-on jamais? - il prendrait l'envie de s'élever de l'épave ainsi tracée, quitte à ouvrir un *casus belli* avec lui.

Loin d'être aussi innocente qu'elle le paraît à première vue, la déclaration du gouvernement est, à sa manière, une dissuasion, un contre-feu préventif dressé contre ceux des responsables de l'opposition actuelle qui précéderaient d'un appel aux citoyens pour trancher, au moyen d'un référendum, entre le maintien de la conscription et la constitution d'une armée de métier. Elle a le tort, cependant, de vouloir clore le débat trop tôt et trop vite, avec un argument qui se voudrait impératif et qui tend à faire croire que seul le service national est une institution de la République. C'est sans doute plus un postulat qu'un principe, sauf à considérer que les armées de métier, comme il en existe aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, sont une menace pour la vie démocratique.

JACQUES ISNARD

POINT DE VUE

Consulter le pays

par Jacques Boyon

Le problème du service militaire ne peut plus être évité. Son examen au fond ne pourra être différé par la prochaine législature. A peine un garçon sur deux revêt l'uniforme. Du fait des exigences prédominantes du service militaire, c'est tout le service national, qui avec ses exemptions et ses dispenses, est devenu gravement légalitaire. Le service militaire est plus discriminatoire encore : de moins en moins d'étudiants, pratiquement aucun d'élèves de grande école ou futur cadre du pays ne connaît l'armée car ils sont en fait détournés vers les autres formes de service national (scientifique du contingent, informatique, service en entreprise, coopération, aide technique).

Notre tradition est viscéralement celle de l'armée de la nation : depuis Vercingète, depuis Camot, jusqu'au poush des généraux d'Alger, seule l'armée de conscription est considérée comme une armée démocratique, soumise au tout au pouvoir législatif.

En outre, le service militaire passe encore aujourd'hui, malgré l'évolution de notre société, de nos écoles, de nos jeunes, comme l'ou-

til du brassage social et régional, comme le ferment du civisme et de l'esprit de défense, comme la garantie de l'union entre la nation et son armée. Ces idées sont solides et, il faut le reconnaître, réparties sur tout l'horizon politique. Beaucoup ont encore la crainte d'une armée coupée de la nation et exposée aux aventures prétoiriques.

Cela détermine, aujourd'hui, l'urgence de l'avis, sur le moment où la France se trouve, pour la première fois depuis plus de trente ans, sans programmation militaire, c'est-à-dire au moment où nos armées sont sans perspective.

Pour dépassionner un peu, rappelons que deux de nos armées ont disparu : la marine et l'armée de l'air. La marine n'a plus aujourd'hui que 30% de ses effectifs militaires qui sont fournis par le service national et l'armée de l'air 35%, contre 60% pour l'armée de terre.

L'armée de terre doit aujourd'hui s'engager dans la même évolution si elle veut retrouver son efficacité, sa pugnacité, son moral. Cela implique une réduction importante de son effectif. Certains officiers et sous-officiers paraissent craindre

que la professionnalisation de l'armée ne s'accompagne d'une réduction de leurs effectifs et d'un dégauchissement des cadres. C'est en fait l'évolution dans laquelle, avec le plan « Armée 2000 », l'armée de terre est déjà et inéluctablement engagée, malgré le maintien actuel du service militaire, et sans doute à cause de ce maintien.

Mais, les partisans de la professionnalisation ne sont en rien inquiétés par un soudain fléchissement de la conscription. C'est une armée plus efficace, plus disponible, plus mobile. Les affectifs professionnels ne sont donc pas directement en cause.

La formation et le civisme des jeunes

Il est vrai qu'une armée professionnelle coûte plus cher qu'une armée de conscription. Il convient de bien en mesurer l'impact, mais pas à l'effet d'effacement de l'armée professionnelle aura moins d'hommes. Il est vraisemblable que, par rapport au budget total de la défense, le surcoût est supportable et même souhaitable au regard de l'accroissement de l'efficacité qui sera obtenu.

Certes, la suppression du service militaire serait mieux acceptée s'il n'y avait déjà tant de jeunes chômeurs. Le service national est, bien en effet aujourd'hui un des « perks » qui évitent à des jeunes sans emploi d'être recensés comme chômeurs.

Il est vrai aussi que l'armée, par le service militaire, joue un rôle éducatif et de formation en faveur du civisme des jeunes. Mais est-ce bien la mission de l'armée de corriger les défaillances de l'école, même si les militaires accomplissent avec hauteur de vue et conviction ces missions? Est-il normal de l'imputer sur le budget de la défense?

Enfin, les partisans du service militaire craignent qu'on ne trouve pas assez d'engagés volontaires pour répondre aux besoins de l'armée : la mauvaise conjoncture ici sert la cause de la professionnalisation car il est plus facile de trouver des engagés avec 3 millions de chômeurs qu'un régime de plein emploi. Il y a en outre assez de jeunes qui aiment l'aventure, le patriotisme et l'égalitarisme que représente aujourd'hui encore la caserne militaire. Pour aller au Liban, dans le Golfe, en Somalie, l'armée a trouvé plus d'appelés volontaires qu'elle n'en avait besoin.

La solution ne réside pas dans une réduction progressive de la durée du service militaire : plus il sera court, plus il sera source de désordre dans la vie professionnelle des jeunes comme dans le fonctionnement des armées. Une formation militaire générale réduite à quelques mois, même si elle est généralisée à tous, n'est en ce sens qu'une médiocratie. Mieux vaut introduire enfin à l'école, pour tous et dès le plus jeune âge, une vraie formation à l'esprit de défense, à travers l'his-

toire, la culture et l'instruction civique.

Il faut donc aller plus loin et remettre en cause le principe même de la conscription. Le service national mérite d'être conservé si l'Etat peut en assurer le coût, mais il ne doit plus être essentiellement le service militaire. Il pourra être alors plus universel et devra ne plus relever ni dans sa gestion ni dans son financement, du ministère de la défense.

L'idée de demander aux jeunes de donner, gratuitement ou presque, au pays un an de leur vie est belle et noble, mais il faut l'imposer à tous, aux filles comme aux garçons, et renoncer aux dispenses et aux exemptions : pourrait-on continuer d'exempter de service national civil des jeunes parce qu'ils n'ont pas l'état physique qui requiert le service militaire? Mais il faut alors examiner si le pays est en mesure de supporter financièrement le coût d'un service national civil vraiment universel.

L'armée, pour sa part, pourrait sans doute continuer d'y trouver certains apports (gendarmérie, scientifiques du contingent, voire de recrues cholestériques pour exercer leur emploi civil). Elle devra surtout se tourner vers des volontaires, du type « volontaire service long » qu'on trouvera parmi les jeunes épris de vie active et d'aventure ou désireux d'y trouver une voie d'accès vers l'armée professionnelle.

Ce passage à l'armée professionnelle est techniquement difficile : il demandera du temps pour achever les études et mettre au point un calendrier. Mais multiplier les étapes de transition ne facilitera rien. Bien au contraire, ce serait cause de désordres, de coûts et d'incertitudes dans nos armées.

Le débat au fond ne peut être acquis d'avantage. On voit mal comment la France pourrait s'engager dans une nouvelle programmation et une nouvelle politique de défense sans que la question ait été explicitement posée, débattue et tranchée.

S'agissant d'un débat qui concerne tout à la fois l'efficacité de l'outil militaire et un principe traditionnel de notre philosophie sociale et politique, cette réflexion doit être menée conjointement par les militaires et par les civils au sein d'une grande commission d'étude, du type de celle qui fut mise en place pour traiter du code de la nationalité.

De toute manière, le débat ouvert ne peut se terminer que par un large consensus parlementaire. A défaut, la chose entre armée de conscription et armée professionnelle devrait être laissée directement aux citoyens.

► Jacques Boyon est député (RPR) de l'Ain et ancien secrétaire d'Etat à la défense dans le gouvernement de M. Chirac de 1986 à 1988.

CLAUDE SARRAUTE

HERVÉ BAZIN

Fernand Braudel

La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II

Le LIVRE de POCHE

La Pochothèque

NAGUIB MAHFOUZ TRILOGIE (l'impression des Deux-Palais, Le Palais du désir, Le jardin du passé)

Littérature générale

HERVÉ BAZIN L'école des pères

CLAUDE SARRAUTE Mademoiselle, si vous plaît

YVES SIMON La Dérive des sentiments

MARIE SEURAT Un si proche Orient

ALVIN TOFFLER Les Nouveaux Pouvoirs

ALVIN MINC Français, si vous osiez...

TRACY CHAMOUN Au nom du père

WOLF SOYINKA Aké, les années d'enfance

WOLF SOYINKA Une saison d'anémie

PAULINE GEDGE Le Tombeau de Sagarah

BERNARD ADLER La Migrants

VIVIANE FORRESTER Ce soir après la guerre

JACQUELINE HARPMAN La Plage d'été

FRANK ACKERMAN Le Livre des sens

DOMINIQUE LAPIERRE Ramène en vente La Cité de la joie

Classique

GUSTAVE FLAUBERT La Première Éducation sentimentale

Bibliothèque / romans

JEAN COCTEAU La Difficulté d'être

HERMANN HESSE Souvenirs d'un Européen

Bibliothèque / essais

RENÉ GIRARD Shakespeare, les feux de l'enfer

MICHEL MEYER Questions de rhétorique, Langage, Raison et Séduction

Le Livre de Poche / Références

FERNAND BRAUDEL La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II (3 tomes)

JEAN MEYER Histoire de France La France moderne (de 1515 à 1789)

JEAN TULARD Les Révolutions (de 1789 à 1851)

Thrillers

MARY HIGGINS CLARK Le Fantôme de Lady Margaret

ROBERT DALEY Le Prince de New York

Science-Fiction

PHILIP JOSE FARMER Le Noir Dessin

Les langues modernes

BILBAU Der Anstifter Amok

JOSEPH CONRAD An Outpost of Progress Un avant-poste du progrès de 1896 à 1902

des ministres

au profit de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, pour contribuer aux charges dues à l'augmentation du nombre de retraités.

Le service national Le secrétaire d'Etat à la défense a présenté une communication sur le service national.

Le service national est le gage de l'engagement de l'esprit de défense et de l'esprit de solidarité dans la nation. Le gouvernement est attaché à sa pérennité.

1. Le service national est l'un des fondements de notre défense. Les 360 000 jeunes qui font chaque année leur service militaire tiennent une place essentielle dans l'organisation et le fonctionnement des armées. Ils en représentent la moitié des effectifs. Sans eux, les armées ne pourraient pas remplir l'ensemble de leurs missions, notamment les missions de maintien de la paix organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations unies, auxquelles ont participé trois mille appelés en 1992.

2. Le service national contribue aussi à la sécurité des personnes et des biens avec la présence dans la police nationale et la gendarmerie de 16 500 appelés et l'affectation en 1993 de 2 200 appelés dans les corps de sapeurs-pompiers.

3. Le service national concourt à certaines actions de solidarité nationale. L'aide aux personnes dépendantes, les actions de lutte contre le chômage de longue durée, l'animation des quartiers urbains défavorisés et l'aide aux établissements scolaires situés dans les zones d'éducation prioritaire bénéficient de la participation de près de trois mille appelés.

Afin de mieux organiser cette contribution, le principe de la création d'un service national de solidarité a été arrêté.

4. Le service national sert aussi le rayonnement international de la France sous la forme du service de la coopération et de l'aide technique.

Le ministre de la santé et de l'action humanitaire a rappelé que le programme « Globus » permet à des jeunes disposant d'une qualification technique de faire leur service national en participant à la réalisation d'un projet humanitaire conduit par une organisation non gouvernementale.

o Mesures d'ordre individuel. - Sur proposition du ministre de l'équipement, du logement et des transports, M. Jacques Fournier, conseiller d'Etat, est renouvelé dans les fonctions de président du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français ; sur proposition du ministre de l'industrie et du commerce extérieur, M. Jean-Pierre Auber est nommé inspecteur général de l'industrie et du commerce ; sur proposition du ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Jean-Paul Costa, préfet, représentant du gouvernement à Mayotte, est nommé directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer ; sur proposition du ministre de la jeunesse et des sports, M. Jean-Pierre Pradic, professeur agrégé, est nommé directeur des sports.

communiqué du

JUSTICE

En attendant la décision de la cour d'appel dans l'affaire du sang contaminé

Un sursis à statuer est requis dans le litige entre la FNTS et ses assureurs

Le représentant du parquet a demandé, mercredi 24 février, aux juges de la première chambre civile de Paris, de ne pas se prononcer dans le litige qui oppose la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNTS) à ses assureurs, tant que la cour d'appel de Paris n'aura pas statué sur le sort des responsables du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), condamnés le 23 octobre 1992 par la 16^e chambre du tribunal correctionnel dans l'affaire de la contamination des hémophiles par le virus du sida.

« Ils savaient, ils n'ont rien dit, ils n'ont rien fait. » Cette accusation sera décidément le leitmotiv des conflits nés de l'affaire du sang contaminé par le virus du sida. « Ils », c'étaient les responsables du CNTS, jugés en octobre 1992. Ce furent, et ce seront peut-être, des hommes politiques, toujours passibles de la Haute Cour de justice. Aujourd'hui, « ils », ce sont les responsables de la FNTS - bénéficiaire du CNTS, - et l'accusation est, cette fois, lancée par les assurances. Car savoir, et ne pas dire à un assureur, que le risque couvert s'est aggravé depuis la signature du contrat est une cause de nullité. Le cas est prévu par l'article L.113-8 du code

des assurances, et, en faisant ce procès, le groupe Azur, le Gan, les Mutuelles du Mans et l'UAP attendent bien se décharger d'une responsabilité qu'elles affirment ne pas avoir pu mesurer.

Débat technique où les arguments de droit pur s'appuyaient cependant sur des éléments évoqués dans une autre expertise : celle de la 16^e chambre correctionnelle, où le docteur Michel Garretta a comparu avec le professeur Jacques Roux et les docteurs Jean-Pierre Allain et Robert Ninter. M^{re} Dominique Crescoaux, pour le groupe Azur-Gan, Jacques Elkaïm, pour l'UAP, Olivier Leclère, pour les Mutuelles du Mans, ont donc énuméré chaque pièce, chaque rapport, qui, à leurs yeux, démontrerait que le CNTS savait mais n'avait rien dit. Les courriers de Michel Garretta sont accablants, selon les avocats, et notamment celui adressé en juin 1985 aux centres régionaux de transfusion sanguine pour les prier de « porter une attention toute particulière à leur police d'assurance responsabilité civile, afin de l'adapter à l'aggravation des risques ».

Dossier
« confidentiel »

Pour M^{re} Elkaïm, les responsables du CNTS ont donc fait « une fausse déclaration » en omettant de prévenir les assurances en temps utile, et M^{re} Leclère va plus loin : « Le mot qui s'imposera est celui de fraude ».

Garretta et le CNTS ont trompé tout le monde.

« Ils savaient, ils n'ont rien dit, ils n'ont rien fait. » M^{re} Bernard Grelon a retourné l'accusation vers les compagnies d'assurances. Le 7 janvier 1988, une réunion avait été organisée avec les assureurs, et un dossier « confidentiel » leur avait été remis, devant leur permettre d'avoir la même appréciation que le docteur Garretta sur la situation des produits sanguins. En outre, les assurances n'ont-elles pas continué à percevoir des primes alors qu'elles pouvaient évaluer le risque ? Cette circonstance entraînerait la prescription de l'action des assureurs puisqu'ils auraient mis trois ans à réagir alors que, dans le cas précis, le délai de prescription est de deux ans.

L'argument a été partiellement repris par M^{re} Jean-Claude Lautre sous forme de questions au tribunal, mais, surtout, le substitut du procureur de la République a estimé qu'il serait « de bonne administration de la justice » d'attendre que la cour d'appel se prononce sur les recours formés contre la décision des juges correctionnels. Selon le magistrat, « la vérité judiciaire », actuellement basée sur le jugement de la 16^e chambre correctionnelle, pourrait se trouver modifiée « notamment pour les éléments de datation », ce qui rendrait une instance sur les arguments développés devant le tribunal civil.

Jugement le 7 avril.

MAURICE PEYROT

L'annulation d'un jugement du tribunal de Marseille

Vice idéologique

La treizième chambre de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a annulé un jugement du tribunal correctionnel de Marseille dans une affaire d'objection de conscience après avoir considéré que les motifs exposés par le jugement rendu en première instance affichaient « des opinions partiales, des convictions religieuses et une idéologie politique ».

Il y a près d'un an, le président de la chambre correctionnelle chargée des affaires militaires de Marseille s'était rendu célèbre en égratignant l'un de ses jugements de commentaires très personnels sur Amnesty International et la Convention européenne des droits de l'homme (le Monde du 10 juin 1992). Invité à se prononcer sur le cas d'un objet de conscience qui avait quitté le service civil au bout d'un an, soit un an avant la fin de son temps, le tribunal présidé par M. Jean Tron avait estimé qu'Amnesty International était un « mouvement étranger de fondement ou d'obédience maçonnique révélateur d'un courant « anti-France » signifiant de prétendues violations de droit et préchant une Convention européenne des droits de l'homme athée ».

Au détour de ses attendus, le tribunal s'était ensuite lancé dans une analyse fort peu républicaine

de la loi contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie de 1990 : « Le conseil du prévenu, notait le jugement, se garde bien en sa démonstration de dénoncer l'iniquité manifeste et la contradiction d'une loi interne du 13 juillet 1990, loi de circonstance creusant plus avant le divorce entre le pays légal et le pays réel à raison de l'apartheid créé dans son esprit comme dans sa lettre, discriminatoire s'il en était, pour être combattue, en bonne logique cardennaise, par la Déclaration de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, nul ne pouvant être inquis à raison de ses opinions ».

« Opinions partiales »

Lorsque ce jugement avait été rendu public par le *Canard enchaîné*, le monde judiciaire s'était ému et la présidence de la Ligue des droits de l'homme, M^{re} Madeleine Rebérioux, s'était interrogée dans une lettre adressée au garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, sur l'« immunité » des juges. Interrogé par le président du tribunal de Marseille, M. Tron avait reconnu avoir rédigé les attendus en l'absence de ses deux assesseurs, révoqués par les termes du jugement, l'objet de conscience condamné pour désertion et le parquet avait fait appel et le dossier avait été confié aux magistrats de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

La treizième chambre correction-

nelle de la cour d'appel a finalement choisi d'annuler le jugement rédigé à Marseille par M. Tron. Dans un arrêt rendu le 2 février, les magistrats, qui constatent que les motifs du jugement affichaient « des opinions partiales, des convictions religieuses et une idéologie politique », notent qu'il a « de manière inadmissible et purement gratuite (...) gravement mis en cause une association internationale de défense des droits de l'homme, Amnesty International, mondialement reconnue et dont la section française est « d'utilité publique », « qualifiée d'athée » et dénoncé « comme manifestation nique le loi du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe ». Une telle motivation exprimée au moyen d'un excès de pouvoir ne saurait être tolérée dans une décision de justice, concluent les magistrats de la cour d'appel. Elle entache le jugement entrepris d'un vice intrinsèque qui en commande l'annulation. Le jugement annulé, la cour d'appel a rejugé l'affaire. L'objet de conscience qui avait été condamné en première instance à huit mois d'emprisonnement avec sursis pour « désertion à l'intérieur en temps de paix » a vu sa peine réduite à six mois d'emprisonnement avec sursis.

ANNE CHEMIN

TOXICOMANIE

Une action sur le terrain à Paris

Eau de Javel préventive

L'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance (IREP) vient de remettre à l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) les résultats d'une étude de terrain qui conclut à une situation d'indigence sanitaire chez les toxicomanes et à l'urgence d'une campagne nationale de prévention.

Plus de la moitié d'entre eux n'ont ni adresse personnelle ni couverture sociale. Dans la capitale, ils vivent à Pigalle, à la Goutte-d'Or ou à Belleville, dans des squatts et ailleurs. Ils ont vingt-six ans en moyenne et la dépendance en commun. Une équipe de sociologues et trois travailleurs de rue sont allés à leur rencontre, un an durant. Ils leur ont parlé du sida, des modes de transmission de la maladie, des risques « évitables ».

Le docteur François-Rodolphe Ingold, directeur de l'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance (IREP) et M. Mohamed Toussaint, sociologue à l'IREP, souhaitent mesurer les changements possibles de pratiques des toxicomanes qui utilisent la drogue par injection. Ils ont envoyé trois collaborateurs, Marc Perret, Mohamed Rabhi et Henri Bouchir, battre le pavé parisien avec des fioles d'eau de Javel pleines des poches, un mode d'emploi et des questionnaires à remplir, pour tenter de « créer un produit, un besoin, une mode » autour du fameux

désinfectant. Dans leur rapport d'étude, l'eau de Javel est qualifiée, littérature scientifique à l'appui (1), de « produit d'utilité publique ».

Pour éviter la réutilisation de la seringue, vecteur majeur de la transmission du virus du sida chez les usagers de drogue par voie intraveineuse, les chercheurs ont établi le contact petit à petit avec ces toxicomanes. Entre janvier 1992 et janvier 1993, ils ont rencontré « au moins quinze cent personnes ». Parmi elles, note le rapport d'étude, « des consommateurs de drogue par voie orale ou nasale, de très jeunes toxicomanes n'ayant pas recouru à l'injection, mais qui peuvent changer de mode de consommation, les partenaires sexuels de toxicomanes, les ravendeurs de drogues ayant de multiples contacts sexuels avec des toxicomanes, les délinquants en contact avec la milieu de la drogue ».

La légende du jus de citron

Des petites bouteilles d'eau de Javel ont pu être déposées chez certains dealers qui ont accepté de participer à cette action de prévention. Les prostituées, hommes et femmes, des quartiers visités se sont eux-mêmes révélés de précieux intermédiaires. Le dialogue avec l'entourage des toxicomanes a permis aux intervenants d'élargir le champ de leur action d'éducation au « risque sexuel », à l'écologie des soins et au dépistage. Au total, 478 toxicomanes ont rempli un

questionnaire. Il résulte du dépouillement des réponses une grande méconnaissance, dans cette population marginale, des procédés de désinfection de seringue. Leur réutilisation est identifiée comme une « pratique courante ». Lors d'une « phase d'écoute » liminaire, de nombreuses fausses informations ont été démenties, notamment « cette idée selon laquelle le jus de citron est un bon désinfectant ».

« Il est certain que la mesure de libéralisation de la vente des seringues, intervenue en mai 1987, reste encore la colonne vertébrale de la prévention de la contamination par le virus HIV en milieu toxicomane », estiment les auteurs de cette étude. Ils ajoutent cependant que manquent toujours « les mesures de complément et d'accompagnement qui auraient dû majorer son impact ».

Ce choix d'une communication de proximité semble en tout cas bien adapté. « Tout indique que le message est passé, qu'il a été compris », concluent les responsables de l'IREP. Ceux-ci essaieront « qu'un tel message ne concerne évidemment pas que la ville-tourisme strasbourgeoise de Paris » et qu'il est désormais « une nécessité pour l'ensemble des usagers de drogue, et sur tout le territoire français ».

LAURENCE FOLLÉE

(1) J. A. Newmeyer : « Why bleach? Fighting Aids Contagion Among Intravenous Drug Users : the San Francisco Experience », in *Journal Psychoactive Drugs*, 1988.

Après les accusations de MM. Dumas et Mauroy

Le garde des sceaux prend la défense des juges d'instruction

Le ministre de la justice, M. Michel Vauzelle, s'est élevé, mercredi matin 24 février sur RTL, contre les attaques visant les juges lancées ces derniers jours par MM. Roland Dumas et Pierre Mauroy (le Monde du 23 et du 25 février). « Je n'admets pas que l'on s'en prenne aux magistrats dans leur ensemble, ni aux magistrats en particulier », a déclaré M. Vauzelle. Le garde des sceaux a toutefois ajouté qu'« il faut que tous les juges de France respectent la loi. Un juge qui sort du cadre de la loi doit être naturellement réplacé dans le cadre de la loi ». Citant à ce propos le cas de M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction au Mans, M. Vauzelle a estimé que celui-ci « fait de la politique ».

Expulsé de France pour ses liens présumés avec la Mafia

M. Giacomo Pagano ne serait pas inquiété par la justice italienne

Expulsé du territoire français samedi 20 février, M. Giacomo Pagano, un Italien présent comme un membre influent de la Mafia par le rapport de la commission parlementaire menée par MM. François d'Aubert (UDF) et Bernard Gallo (PS), a regagné la Sicile sans être inquiété par la justice, selon une enquête publiée jeudi 25 février par le *Dauphiné libéré*. « Il paraît établi qu'il [Pagano] n'a pas été conduit devant un magistrat spécialisé dans les dossiers traitant des activités de la Cosa Nostra », écrit le quotidien, en précisant que M. Pagano est libre de ses mouvements dans sa ville natale. Son avocat va présenter un recours en annulation de cette expulsion pour obtenir le retour en France de M. Pagano.

La dénonciation de M. Pagano dans le rapport parlementaire avait donné lieu à une polémique entre les deux députés et le procureur général de la cour d'appel de Grenoble, M. Mielon Albarède (le Monde du 5 février). Celui-ci avait estimé que les parlementaires avaient porté atteinte à la présomption d'innocence et il avait décidé de suspendre les investigations policières concernant plusieurs « familles » résidant à Grenoble et suspectées d'appartenir à la Mafia.

Un inspecteur de la police de l'air et des frontières de Nice inculpé de corruption passive.

Chargé de l'accueil des personnalités au salon d'honneur de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur, un inspecteur de la police de l'air et des frontières, M. Georges Martinez, a été récemment inculpé de corruption passive par M^{re} Elisabeth Seron, juge d'instruction à Grenoble (Isère). Il est suspecté d'avoir reçu des libéralités de la part de personnes à qui il facilitait l'accès à un salon réservé à des boîtes de marque, ministres ou hommes politiques, leur permettant ainsi d'éviter les contrôles douaniers.

L'enquête sur l'assassinat de Chacour Bakhtiar : perquisition dans une société iranienne. - Menant l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre du shah d'Iran, Chacour Bakhtiar, le 6 août 1981, dans sa villa des Hauts-de-Seine, la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne a opéré, mercredi 24 février à Paris, une perquisition au siège de la société iranienne IRIB (Islamic Republic of Iran Broadcasting). Cette société, liée à la télévision iranienne, est soupçonnée d'avoir facilité l'obtention des visas accordés aux deux assassins présumés, Ali Rad Yalili et Mohamed Azadi (le Monde du 26 octobre 1991), pour leur venue en France.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5985

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Travail de maître. - II. Des jeunes, elle peut être assimilée à la coqueluche. Parfois blanc pour un délinquant. - III. Pays pour un poète. Symbols. - IV. Qui peut faire son trou. - V. Cité, au Nigéria. Un soul d'autrefois. - VI. Les uns et les autres. Jaune, dans les marais. - VII. Mis en lumière. Un drame. - VIII. Choisir comme un domoile. - IX. Partie de partie. Peut servir à faire des bières brunes. - X. Céleste, en Chine, autrefois. Évoque de très belles

affaires. - XI. Comme parfois un propriétaire. Fait comme un rat.

VERTICALEMENT

1. Ses conseils sont dédaignés par les adversaires du régime. - 2. Utile en hiver. Pas indifférent. - 3. Qui marche mal. - 4. Éclairage public. On peut rougir quand il frappe. - 5. Adverbe. Souci quotidien pour le scout. Comme un penseur qui ne croit pas. - 6. Évidemment pas branchées. - 7. Un gâcheur qui peut être du tonnerre. Pronom. - 8. Ce n'est pas un moyen. Créateur, pour les gnostiques. - 9. Endroit où il vaut mieux ne pas mettre les pieds. Est ce qu'il est, pour celui qui regarde. Terme musical.

Solution du problème n° 5984

Horizontalement

I. Dorothea. - II. Idéal. Ath. - III. Gel. Tatou. - IV. Nuit. Tapi. - V. Ira. Net. - VI. Un. Loué. - VII. Arroseurs. - VIII. Io. Tu. Is. - IX. Rude. Plus. - X. Eternelle. - XI. Es. Ordes.

Verticalement

1. Dignitaire. - 2. Odeur. Route. - 3. Releur. Dés. - 4. Te. Noter. - 5. Oit. Su. Nô. - 6. Atble. Pet. - 7. Ratzouille. - 8. Stop. Ursule. - 9. Hules. Ses.

GUY BROUTY

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

SÉLECTION 4 P.

St-Marc, asc. 2 290 000

Censier, asc. 2 250 000

Pierre de 150e, 43-38-17-38

11^e arrdt

OPERA BASTILLE, superbe

volume Poutre 18, grande

hauteur, 110 m², 1 chambre,

possibilité 2, petite veranda.

Tel : 42-67-79-79.

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris préf.

5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

PAIE COMPTANT chez notaire

48-73-49-07, même le soir.

viagers

70 m² occupé, 1 litr homme

490 000 F + rente 2 800 F

7. 41. sci. shverdan

700 000 F + rente

Tel : 43-06-60-67.

locations non meublées

offres

Paris

M. BOISSIERE Grand stand

24, 40, 1 chambre, 120 m²1^e étage, petit neu

14 500 F + ch. 42-23-27-87

GRUY-MOQUEY, 5 P. 110 m²5^e étg, asc. 2 gts balc. Park.

6 000 H.C. 39-55-06-24

LUXEMBOURG, 30 STAND

SUPERBE 8 P. 17 000 H.C.

PARTENA, 40-07-88-80

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

COMMUNICATIONS

41 tous services 43-65-17-80

maisons individuelles

R.E.-DE-RE, ST-MARTIN-DE-RE

Part. vd maison ancienne

Prie : 880 000 F

Tel : (18) 35-70-45.

Le Monde

EDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945

William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

مكتبة النهر

**Découvrez
un nouveau
terrain
d'opportunités
touristiques.**



Depuis le jour où les pionniers firent leurs premières incursions dans le Rio de la Plata et baptisèrent l'Argentine "pays de l'argent", elle est terre d'opportunités pour les voyageurs des quatre coins du monde.

Depuis quelques années, ces opportunités se sont multipliées, à la fois pour les touristes et pour ceux qui investissent dans le tourisme.

Aujourd'hui, l'Argentine attire plus de visiteurs par an que tout autre pays d'Amérique du Sud. Depuis dix ans, le nombre d'étrangers se

rendant en Argentine a doublé. Le tourisme représente actuellement environ 14% du total des revenus d'exportation, dans une économie qui a augmenté de 8,5% en 1991 et de 9% en 1992.

Quand on considère la formidable variété qu'offre le tourisme en Argentine, on comprend facilement les raisons d'une croissance aussi spectaculaire. Vie trépidante et cosmopolite à Buenos Aires, ski dans les Andes, tourisme écologique dans la Péninsule Valdés, séjours dans les

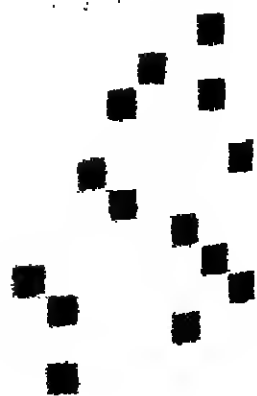
ranchos de la Pampa et plages de la côte atlantique - l'Argentine offre toutes les formules de vacances sous tous les climats.

Découvrez cette nouvelle terre de voyages et de tourisme. Et faites des affaires en or au "pays de l'argent".

Pour en savoir plus sur les opportunités d'investissement ou sur les formules de voyages ou touristiques que l'Argentine vous propose actuellement, contactez l'Ambassade d'Argentine, 6 rue Camarosa, 75116 Paris, France. Tél: (33 1) 45 53 31 56. Fax: (33 1) 45 53 46 33.

L'ARGENTINE

MOIS CROISE



NIPPON

SOCIÉTÉ

Selon le rapport de la Commission des droits de l'homme

La violence raciste a diminué en France l'an dernier

Le nombre des manifestations de racisme et de xénophobie a diminué en France en 1992 selon le rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme qui devait être remis, jeudi 25 février, au premier ministre. Cet épaissement des tenebres, constaté à travers les statistiques policières et judiciaires, n'empêche pas le maintien à un niveau élevé des opinions xénophobes. Sur cent Français, vingt peuvent être considérés comme des « racistes convaincus » et plus de trente autres semblent « tentés par le racisme », selon le sondage annexé au rapport.

La fièvre raciste serait-elle proportionnelle au degré d'exacerbation du débat politique sur l'immigration ? Alors que 1991, année des « charters » de M. Cresson, des « odeurs » de M. Chirac, de « l'invasion » de M. Giscard d'Estaing, et des « 50 propositions » de M. Le Pen, avait correspondu à une nette recrudescence des actes de racisme, l'année 1992, marquée par l'apaisement des joutes publiques sur les étrangers, semble avoir été plus calme aussi sur le front de la xénophobie. Alors que 31 actions de violence raciste (attentats, agressions physiques) avaient été enregistrées en 1991, 28 l'ont été l'an passé. La diminution du nombre des menaces (inscriptions, tracts, injures) a été plus sensible encore : 111 en 1992 contre 317 l'année précédente.

Ces statistiques du ministère de l'intérieur ne reflètent que les actes estampillés « racistes » par la police et la gendarmerie. Le rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (1) qui les publie pour la troisième année consécutive, en tire d'ailleurs des conclusions prudentes. Il constate un « affaiblissement des mau-

ments activistes d'extrême droite et des groupes skinheads ». Quant aux violences antisémites, qui restent concentrées en Ile-de-France et dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, elles ont éboulé en 1992 après le paroxysme de 1991.

Si la France est loin de la situation allemande de violences innombrables contre les demandeurs d'asile et les immigrés, cela tient, selon la Commission des droits de l'homme, au rôle préventif du mouvement associatif et à l'accentuation de la répression, marquée par la multiplication des peines prononcées par les tribunaux et leur sévérité accrue. Si la tentation du racisme se confirme dans une large frange de la population, les passages à l'acte restent rares. L'analyse des affaires étudiées indique que « le plus souvent, la violence raciste est perpétrée sans réelle préméditation, par des individus isolés ».

D'inquiétantes tendances

Ce tableau relativement rassurant ne doit cependant pas masquer d'inquiétantes tendances de fond. La commission note un abaissement de l'âge des auteurs d'actes racistes poursuivis. Ce rajeunissement est confirmé par les résultats du sondage réalisé spécifiquement pour le rapport, qui reflète l'anergie de la tentation raciste chez des jeunes et des sympathisants de gauche. Les Maghrébins continuent de constituer les cibles principales des actes racistes. 1992 a vu la diffusion à grande échelle (par photocopie) de deux tracts particulièrement orduriers à leur égard ; des tracts antisémites et pro-nazis circulent également. A l'inverse, la commission relève, pour la première fois, des manifestations de « racisme anti-européen », notamment « de nombreuses agressions de militaires français de la part de Maghrébins » dans la région de Toulouse. Elle note aussi l'utilisation du racisme, par les

jeunes issus de l'immigration, comme alibi à la délinquance.

Parmi les manifestations de racisme et d'antisémitisme, la profanation de cimetières semble se banaliser avec la dégradation de huit cimetières – six juifs et deux musulmans – en 1992. Il est vrai qu'une quarantaine de cimetières catholiques et protestants ont subi des dégradations pendant la même période. Parallèlement, la publication constante d'écrits « négationnistes » (niant le génocide juif) est attestée par les poursuites engagées sur la base de la loi de 1990 réprimant la contestation de crimes contre l'humanité, qui a abouti, en 1992, à quelques condamnations judiciaires.

Au-delà des prurits racistes qui peuvent agiter quelques groupuscules spécialisés, le rapport décrit la banalisation continue d'une xénophobie nourrie par le chômage et la crispation identitaire. Ce « nouveau racisme », né des conséquences de la crise économique plus que d'une idéologie de haine de l'autre, apparaît plus difficile à combattre. « Le sentiment d'insécurité, l'inquiétude face à des menaces plus ou moins réelles, l'impression d'être soi-même dévalorisé, voire victime d'injustice, peuvent susciter des réactions de rejet justifiées par une sorte d'autodéfense », analyse la commission. Une forte minorité des Français considère même l'immigré comme « un problème, aussi bien pour l'attribution des logements que face à la justice ».

Ces « bonnes raisons » d'être raciste peuvent aller de pair avec une volonté générale de lutte contre le racisme, fléau dont l'étranger est aisément tenu pour responsable. Nombre de partisans d'une expulsion systématique des étrangers en situation irrégulière ou délinquants approuvent également la répression accrue du racisme et les mesures favorables à l'intégration des immigrés.

La commission avait déjà souligné l'an passé la nécessité de restituer l'antiracisme dans le combat

général contre les discriminations et les exclusions (2). Son dernier rapport dresse un bilan des discriminations dans les domaines de l'école, de la justice, du logement et s'efforce d'analyser les conséquences de l'irruption de l'islam dans la société laïque. Le rôle fondamental de l'école et de la justice dans l'enseignement de la tolérance et du respect des droits est souligné : « Le bon fonctionnement des institutions devient un levier prioritaire de l'action antiraciste. » Mais

la Commission met en garde contre « la tentation du répressif à tout prix, les invectives unilatérales ou les discours moralisateurs plaqués sur une réalité complexe et souvent douloureuse ». La mise au point s'adresse, à l'évidence, à tous les antiracistes.

PHILIPPE BERNARD

(1) La Lutte contre le racisme et la xénophobie, 1992. Exclusion et droits de l'homme. A paraître en mars à la Documentation française, 603 pages, 180 F.

Des sentiments contradictoires

Le racisme se porte bien dans l'esprit des Français, selon le sondage annexé au rapport 1992 de la Commission des droits de l'homme (1). 40 % des personnes interrogées se déclarent « plutôt » ou « un peu » racistes (41 % en 1991) alors que 57 % se disent « pas très » ou « pas du tout » racistes. L'analyse systématique des sondages réalisés depuis 1990 conduit M. Roland Cayrol, directeur de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques, à dresser une typologie des comportements racistes. Selon lui, 21 % des Français peuvent être qualifiés de « racistes convaincus » et près de 34 % seraient « tentés par le racisme ». A l'inverse, 23,5 % sont des « racistes convaincus » et près de 9 % des « racistes titides ». Enfin, 7 % n'ont « pas d'opinion » sur le sujet.

Les travailleurs immigrés sont de plus en plus perçus comme « une charge pour l'économie française » (63 % en 1992 contre 54 % en 1990), ce qui n'empêche pas 69 % des personnes interrogées d'approuver l'opinion selon laquelle « les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française », et 42 % de voir

dans les immigrés « une source d'enrichissement culturel et intellectuel ».

La tolérance gagne timidement quelques points : la construction de mosquées est mieux acceptée, le rôle de l'école dans l'intégration des étrangers est apprécié par 74 % des personnes interrogées (69 % en 1991). La présence des Maghrébins est moins mal tolérée : en 1992, près de deux personnes interrogées sur trois estimaient qu'il y a « trop d'Arabes », contre plus des trois quarts deux ans plus tôt.

Les idées généreuses s'arrêtent cependant dès que l'on se sent individuellement concerné : les trois quarts des personnes interrogées désapprouvent l'exclusion de l'école des enfants d'immigrés par un maire, mais les deux tiers soutiennent des résolutions à envoyer leur enfant dans une école dont les élèves seraient majoritairement immigrés. De même, 50 % des personnes interrogées trouvent « normale » la construction de mosquées (42 % en 1991), mais 51 % n'en veulent pas dans leur quartier.

(1) Sondage CSA réalisé sur un échantillon national représentatif de 1 017 personnes du 9 au 14 novembre 1992.

EN BREF

o Total publie le rapport sur l'explosion de La Mède. – La commission d'enquête chargée par le groupe Total de déterminer les causes de l'explosion qui, le 9 novembre 1992, a tué six employés de la raffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône), a rendu son rapport mercredi 24 février. Les enquêteurs confirment que la première explosion a été provoquée par la déflagration d'un nuage de gaz échappé d'un craqueur catalytique. La fuite, qui n'était due à aucune manipulation particulière, pourrait avoir été provoquée par une corrosion de la tuyauterie.

o Décès d'un adolescent blessé par un coup de feu dans un bar de Dijon. – Grèvement blessé par un tireur non identifié qui avait ouvert le feu à travers la vitre d'un bar de Dijon (Côte-d'Or), un jeune homme de dix-sept ans est décédé mercredi 24 février des suites de ses blessures. L'adolescent se trouvait à l'intérieur du bar, dans la nuit de dimanche 21 à lundi 22 février, jouant aux échecs au fond d'une salle quand il a été atteint à la tête par une balle tirée de la rue par l'occupant d'une voiture. Quelques instants plus tard, des coups de feu avaient été tirés, sans faire de victime, contre un foyer d'accueil pour travailleurs migrants situé dans le même quartier de Dijon.

Pourquoi Devenir Membre Du Programme Frequent Flyer De Delta Air Lines.

Il est fort probable que vous ayez, depuis quelques mois, reçu de nombreuses informations sur les programmes de fidélité offerts par des compagnies aériennes.

Peut-être même adhérez-vous à l'un de ceux-ci. Cependant, si vous avez prévu de voyager pour affaires ou dans le cadre de vos loisirs, voici les raisons pour lesquelles vous devriez devenir membre du programme "Frequent Flyer" de Delta.

Aucune Autre Compagnie Aérienne Ne Récompense Votre Fidélité Aussi Bien Que Delta Air Lines.

Tout d'abord, dès que vous adhérez au programme "Frequent Flyer" de Delta, vous recevez automatiquement un bonus de 5.000 miles.*

Aucune autre compagnie ne vous en offre plus d'entrée de jeu. Ensuite, chaque fois que vous voyagez avec Delta, vous bénéficiez d'un crédit équivalent à la distance que vous parcourez, avec toujours au minimum un crédit de 1000 miles.

*Le bonus d'inscription valable jusqu'au 31/12/93 pour les résidents de l'Europe.

même si vous parcourez moins de 1.000 miles.

Si vous voyagez en Classe Affaires, vous bénéficiez d'une augmentation de 50 % des kilomètres parcourus, et de 100 % si vous optez pour la Première Classe.

Avec des vols desservant plus de 300 villes, partout aux Etats-Unis et dans le monde, vous pouvez voyager avec Delta où bon vous semble, en augmentant toujours votre crédit de kilométrage.

Miles**	Conversion Des Miles Acquis Sur Delta
30.000	1 billet intra-Europe gratuit en Classe Economique* (ex: Paris - Tel-Aviv).
40.000	1 billet transatlantique gratuit en Classe Economique*.
40.000	1 billet transatlantique avec surclassement de 1 classe Economique en Classe Affaires.
60.000	1 billet transatlantique gratuit en Classe Economique* pour 1 billet d'affaire.
70.000	2 billets transatlantiques gratuits en Classe Economique*.
90.000	1 billet transatlantique gratuit en Classe Affaires.
150.000	1 billet transatlantique gratuit en Première Classe.

*Le voyage de et vers l'Europe avant le 30 avril 1993.

** 1 mile = 1,609 km.

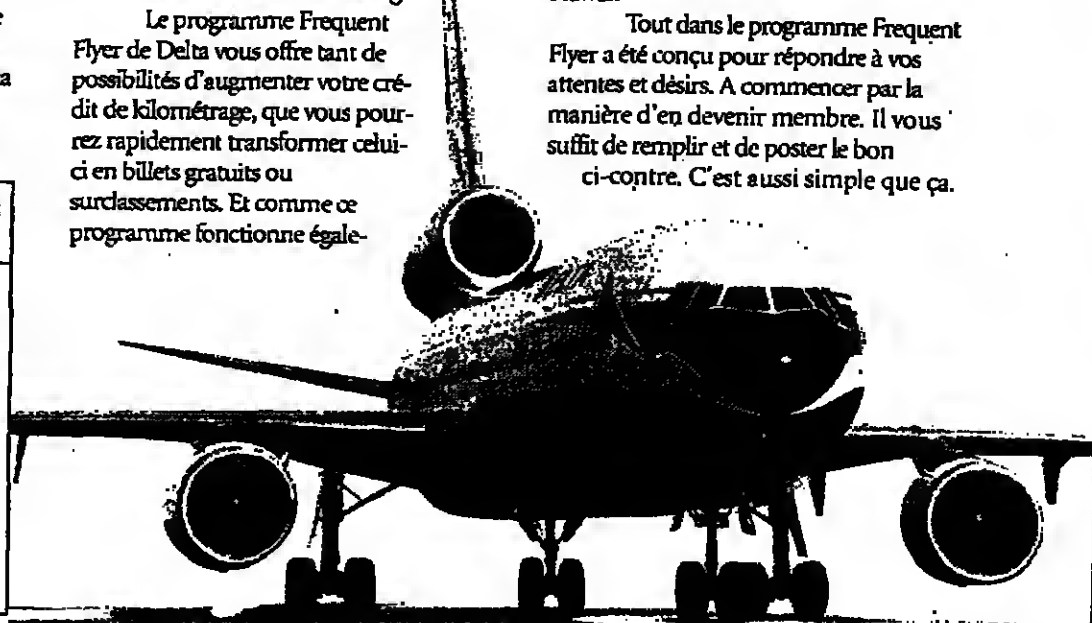
Chaque fois que vous louerez une voiture ou séjournez à l'hôtel chez un de nos partenaires, vous gagnerez 1000 miles supplémentaires.

Plus De Moyens De Transformer Votre Crédit En Avantages.

Le programme Frequent Flyer de Delta vous offre tant de possibilités d'augmenter votre crédit de kilométrage, que vous pourrez rapidement transformer celui-ci en billets gratuits ou surclassements. Et comme ce programme fonctionne égale-

ment avec Swissair, vous pouvez convertir vos kilométrages en billets gratuits sur les 75 destinations Swissair vers l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, en plus des destinations vacances de Delta telles que la Floride, les Caraïbes, la Californie et Hawaï.

Tout dans le programme Frequent Flyer a été conçu pour répondre à vos attentes et désirs. A commencer par la manière d'en devenir membre. Il vous suffit de remplir et de poster le bon ci-contre. C'est aussi simple que ça.



© 1993 Delta Air Lines, Inc.

هكذا من السفر

SOCIÉTÉ

Un rapport de M^{me} Marie-Thérèse Chéroutre sur l'application de la loi de 1901

Le Conseil économique et social s'inquiète de certaines dérives de la vie associative

Le secteur associatif s'épanouit depuis une dizaine d'années. Non sans débordements. A un point tel que le Conseil économique et social (CES), saisi par le gouvernement pour rédiger un rapport et formuler un avis sur l'exercice et le développement de la vie associative dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 1901, s'en inquiète.

Présentant à M. René Teulade, ministre des affaires sociales, mercredi 24 février, les travaux de la commission cadre et vie, le rapporteur, M^{me} Marie-Thérèse Chéroutre, a déploré l'utilisation intempestive de la loi de 1901, tant par les collectivités publiques qui contournent ainsi le droit administratif, que par les associations qui veulent déroger aux contraintes du marché et à la fiscalité commerciale.

Ces dérives jettent la suspicion sur l'ensemble du monde associatif et il est urgent d'y remédier. Le Conseil économique et social recommande donc d'accélérer la réforme des procédures administratives et comptables de la fonction publique. Il souhaite une applica-

tion plus stricte de la circulaire du ministre du budget du 1^{er} février 1988 demandant l'intégration des associations para-administratives dans l'administration et le retrait de toute aide de l'Etat en cas de dérive d'une association. Pour celles qui sont chargées, par la puissance publique, de la collecte et de la gestion de fonds importants émanant de la collectivité, et qui fonctionnent sous statut privé, le CES préconise un contrôle plus sévère à partir de règles déontologiques et comptables précises.

De nouveaux critères d'exonération fiscale

Pour ce qui concerne les associations ayant des activités commerciales, M^{me} Chéroutre rappelle qu'elles ont l'obligation d'appliquer les principes et les règles des entreprises comparables et auraient intérêt, passé un certain volume d'actes, à créer des filiales commerciales. Elle plaide également pour une meilleure reconnaissance des associations d'intérêt général qui

paillent les insuffisances des pouvoirs publics au moment où se multiplient les phénomènes d'exclusion.

Ces associations ne doivent plus dépendre d'un financement précaire et de versements à des dates hypothétiques, mais doivent bénéficier de financements contractuels, inscrits dans des lignes budgétaires spécifiques, tenant compte des charges réelles supportées pour leur action.

Enfin, le rapporteur souhaite une clarification des critères d'exonération fiscale accordée aux associations d'intérêt général. Actuellement, leur « utilité sociale » est appréciée par les administrations fiscales sur des bases qui varient d'un lieu à l'autre. Le conseil propose donc que le ministère de tutelle de l'association, qui attribue l'agrément ou l'habilitation, ait lui aussi son mot à dire. Il estime surtout qu'il « appartient au législateur de définir les critères d'exonération dans une loi de portée fiscale ».

CHRISTIANE CHOMBEAU

NOMINATIONS

M. Bernard Challe chef du service central de prévention de la corruption

M. Bernard Challe, procureur général près la cour d'appel de Rouen, a été nommé chef du service central de prévention de la corruption par décret du 22 février paru au *Journal officiel* du 24 février. M. Pierre-Antoine Lorenzi, chef de cabinet du garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, a été nommé secrétaire général de ce service. Institué par la loi du 29 janvier 1993 relative à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, le service central de prévention de la corruption devra établir chaque année un rapport d'activité. Les avis du service pourront notam-

ment être sollicités par les ministres, les préfets, mais aussi par le président du conseil de la concurrence, les inspecteurs-payeurs généraux, ou les présidents de conseils généraux.

(Né le 22 juillet 1939 à Clermont-Ferrand, M. Bernard Challe a commencé sa carrière dans la magistrature en tant que substitut au tribunal de Tours en 1969. Nommé premier substitut à Versailles en 1976, il est devenu, en 1981, premier substitut au parquet de Nanterre. Il a rejoint, en 1987, la cour d'appel de Versailles en tant que substitut général, avant d'être nommé avocat général de cette même cour d'appel en 1990. M. Challe était procureur général de la cour d'appel de Rouen depuis 1992.)

M. Jean-Yves Le Drian inspecteur général de l'éducation nationale

M. Jean-Yves Le Drian, ancien secrétaire d'Etat à la mer, a été nommé, mercredi 24 février, en conseil des ministres, inspecteur général de l'éducation nationale, sur proposition du ministre de l'éducation nationale et de la culture.

(Né le 30 juin 1947 à Locrient, agrégé d'histoire contemporaine, M. Jean-Yves Le Drian est député socialiste du Morbihan depuis 1978, maire de Locrient depuis 1981. Dans le gouvernement de M^{me} Edith Cresson, il a été secrétaire d'Etat chargé de la mer auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace de mai 1991 à avril 1992.)

SPORTS

FOOTBALL : la mort du défenseur anglais

Bobby Moore, capitaine de légende

Bobby Moore, l'ancien défenseur et capitaine de l'équipe d'Angleterre victorieuse de la Coupe du monde 1966 de football, est décédé, mercredi 24 février à Londres, d'un cancer du foie et du colon, à l'âge de cinquante et un ans.

Né le 12 avril 1941 près de Londres, Bobby Moore était l'un des joueurs les plus souvent sélectionnés de l'histoire (il avait joué 108 fois dans l'équipe anglaise). Il avait accompli toute sa carrière dans des clubs de la capitale britannique, à Fulham et surtout à West-Ham.

En quinze ans au sein de ce club, pour lequel il a joué 344 matches et marqué 22 buts, Bobby Moore a gagné une Coupe d'Angleterre en 1964, et l'année suivante une Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe. Parti à Fulham en 1973, il y disputera même une finale de la Cup contre son ancien club en 1975.

Mais le sommet de sa carrière restera la victoire en Coupe du monde de l'équipe d'Angleterre - composée notamment des frères Charlton et de Gordon Banks - en 1966, devant le public anglais, dans le légendaire stade de Wembley. Capitaine de cette formation, Bobby Moore s'était mis en évidence par l'élégance de son jeu et sa correction, qui faisaient dire à Pelé qu'il était « le meilleur défenseur qu'il ait jamais affronté sur un terrain ». L'image du joueur brandissait le trophée après la finale gagnée contre l'Allemagne, 4-2, avait fait de Bobby Moore l'un des footballeurs anglais les plus prestigieux. Un héros national, qualifié de « gentleman du football », dont la popularité dépassait largement les limites des terrains.

Après avoir abandonné le football en 1977, au terme d'une carrière de dix-neuf années et de près de mille matches, il s'était lancé dans les affaires, avant de revenir dans son milieu de prédilection comme manager à mi-temps d'Oxford, puis directeur du club de Southend United.

REPÈRES

FAITS DIVERS

Le maire de Saint-Denis se porte partie civile après une saisie de cannabis

Après la saisie record de cannabis effectuée à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), et en particulier dans la cité des Francs-Moisins (le Monde du 25 février), le maire, M. Patrick Bracouze (PC, refofon-tur et candidat aux prochaines législatives), a décidé, en tant que premier magistrat et au nom de la commune, de se porter partie civile « pour obtenir réparation pour la collectivité ». Considérant que Saint-Denis et sa population ont subi « un préjudice considérable » tant matériel que moral - « atteinte à l'image de toute une cité qui refuse d'être dans sa globalité assimilée aux trafiquants de drogue », - l'élu réclame des dommages et intérêts sur ces « profits criminels », qui seront, a-t-il précisé, affectés à des actions de prévention. M. Bracouze souhaite, par cette action de justice, « faire jurisprudence et contribuer ainsi à une approche plus efficace vers le règlement de ce fléau ». (Corresp.)

INTEMPÉRIES

Mises en garde de la sécurité civile

En raison de la vague de froid et des chutes de neige attendues dans les prochains jours, la direction de la sécurité civile du ministère de l'Intérieur a rappelé, jeudi 25 février, quelques conseils de prudence aux automobilistes (1,6 million de véhicules de vacances sont attendus sur les routes en fin de semaine) : « Éviter tout déplacement inutile, notamment de nuit. Circuler à vitesse réduite, feux de croisement allumés. Respecter les distances entre les véhi-

cules. Éviter tout freinage ou ralentissement intempestif. Concentrer l'attention sur la signalisation et sur les traces laissées par les véhicules précédents. Circuler avec un réservoir plein de carburant. Utiliser si possible des pneus neige. »

En cas de panne, il est rappelé qu'il faut « gérer le véhicule de sorte qu'il ne puisse être une gêne pour la circulation, allumer les feux de détresse ou les veilleuses, utiliser le triangle de présignalisation, éviter de quitter un véhicule, notamment en cas d'éloignement d'une agglomération. La sécurité civile recommande aux automobilistes « de se munir de vêtements chauds et de couvertures pour les passagers et de prévoir de quoi alimenter et désaltérer les enfants ».

LOGEMENT

L'abbé Pierre interpelle les candidats aux élections législatives

L'abbé Pierre demande aux candidats aux élections législatives de s'engager à défendre une politique en faveur des mal-logés, qui, selon la Fondation qui porte son nom, seraient près de cinq millions en France. Il leur propose, à tous, sauf aux représentants du Front national - qui n'ont pas été sollicités, - de signer un manifeste dans lequel ils promettent de « faire reconnaître comme priorité nationale le droit au logement, mais surtout agir au sein de leur groupe politique pour que soit préparée une loi-programme en faveur de la réhabilitation et de la construction de logements à vocation sociale ». Les élus doivent également promettre de s'opposer à toute expulsion sans logement préalable et de décider la création, dans leur circonscription, de relogements d'urgence, comme des hôtels sociaux et des foyers d'accueil familiaux.



Pourquoi Le Devenir Tout De Suite?

Dès Maintenant, Gagnez Jusqu'à 15.000 Miles De Bonus.

Jour après jour, le programme "Frequent Flyer" de Delta reste l'un des plus généreux. Mais pour une période limitée, nous l'avons rendu irrésistible. Chaque fois que vous effectuerez un vol Delta aller-retour en Classe Economique à destination de New York (aéroport JFK) entre le 15 février et le 30 avril 1993, vous recevrez un bonus supplémentaire de 5.000 miles. Faites un aller-retour en Classe Affaires et vous obtiendrez un bonus de 10.000 miles. Un aller-retour en Première Classe vous permettra d'ajouter un bonus de 15.000 miles à votre compte.

Exemple De Cumul Des Bonus Kilométriques Paris - San Francisco (Via JFK), en Classe Affaires.

5.000 miles Bonus d'adhésion
10.902 miles 150% du kilométrage de l'aller-retour Paris - New York (JFK)
10.000 miles Bonus sur un billet aller-retour pour voyage en Classe Affaires
7.764 miles 150% du kilométrage de l'aller-retour New York (JFK) - San Francisco
1.000 miles Bonus dans un hôtel partenaire
1.000 miles Location d'une voiture dans une société partenaire

Total de 35.666 miles gagnés en un seul voyage !*

*Kilométrage basé sur la route aérienne et le type d'appareil prévus à la date de parution.

Mais, pour bénéficier de ces généreux bonus et les convertir en avantages tels que des surclassements ou des voyages gratuits, vous devez être membre du programme "Frequent Flyer" de Delta. Alors adhérez dès maintenant.

C'est rapide et facile. Il vous faut simplement remplir le formulaire et renvoyer le coupon. Nous vous ferons parvenir votre numéro d'adhésion, ainsi qu'une brochure présentant tous les détails de ce programme.

Coupon d'Adhésion

Remplissez ce coupon (un coupon individuel par adhésion).

Nom (Mme, Mlle, M.)* : _____
Prénom : _____
Adresse (domicile / lieu de travail)* : _____
Rue : _____
Ville : _____
Code postal : _____
Pays : _____
Société : _____
Tél. (domicile) : _____ (professionnel) : _____
* rayez la ou les mentions inutiles

Coupon à retourner à :
Delta Frequent Flyer Program
Dept. 5536, Herndon Road
Sunderland, SR9 9XZ, Grande-Bretagne



L'Amour Du Mètre Nous Donne Des Ailes.

Offre valable selon les conditions suivantes :
- Les crédits du programme "Frequent Flyer" ne s'appliquent que sur les billets payants.
- Certains détails du programme peuvent être sujets à des changements.
- Offres de bonus de kilométrage valables uniquement pour les résidents en Europe.
- Toutes les autres règles générales du programme "Frequent Flyer" restent applicables.
- Offre valable sous réserve d'approbation gouvernementale.

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. et jours fériés de 14 h à 18 h. L'ART EN JEU. Atelier des enfants. Jusqu'au 28 mars.
COOP HUMBELBLAU. 1^{er} sous-sol petite salle. Jusqu'au 12 avril.
DANIEL DEZEUZE. La vie émueuse de deux plantes. Salle d'art graphique, 4^{es} étages. Jusqu'au 4 avril.
EXPÉRIENCE NIMES. Galerie du CCI. Jusqu'au 10 mai.
ANDRÉ FÉREAU. Poèmes, chant d'ombre. Galerie de la BPI. Jusqu'au 17 mars.
HENRI MATISSE (1869-1954). Musée national d'art moderne, grande galerie. Du 25 février au 21 juin.
PHOTOGRAPHES D'AMÉRIQUE LATINE DANS LES COLLECTIONS NATIONALES. Galerie du forum. Jusqu'au 28 mars.

Musée d'Orsay

Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-De-Montfort (40-43-48-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45.
1893 L'EUROPE DES PEINTRES. Entrée : 35 F. Billet journal musée-exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.
1893 : WAGNER ET LA FRANCE. Exposition-dossier. Jusqu'au 30 mai.

Palais du Louvre

Porte Majesté - côté jardin des Tuileries (40-20-61-11). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Notamment un lun. sur deux et le mar. jusqu'à 21 h 15.
DESSEINS FRANÇAIS DU XVI^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES. Français. Pavillon de Flore. Entrée : 35 F (hors d'entrée du musée). Jusqu'au 28 avril.
LES NOCES DE CANA, DE VERONESE. Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'au 28 mars.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 30, dim. jusqu'à 20 h 30, sam. et dim. jusqu'à 18 h.
ARSAISON. Collages. Jusqu'au 14 mars.
FIGURES DU MODERNE. L'expressionnisme en Allemagne de 1906 à 1914. Entrée : 40 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 14 mars.
GOMINQUE GONZALEZ-FOETER. Numéro bleu. Jusqu'au 14 mars.
JEAN-JACQUES RULLIER. Jusqu'au 14 mars.
XAVIER VEILHAN. Jusqu'au 14 mars.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni (40-70-11-10). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
GROUPE 109. 6^e biennale. Galeries nationales (42-56-45-07). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 7 mars.
JACQUES-HEINRICH LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU. (42-56-45-07). T.J. et mar. et mer. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 avril.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam. et dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30.
MARTIN BARRE. Les années 80. Galerie nationale du Jeu de paume. Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 avril.
DAVID RABINOVITCH. Galerie nationale du Jeu de paume. Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 avril.

MUSÉES

APOLLINAIRE. CRITIQUE D'ART. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 9 mars.
AU PARADIS DES DAMES. Nouveautés, modes et confections 1810-1870. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1^{er}-de-Serbie (47-20-53-23). T.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 avril.
BEYROUT CENTRE-VILLE. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 12 avril.
BUQUX DES RÉGIONS DE FRANCE. Musée du Luxembourg, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.J. et mar. de 11 h à 18 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 7 mars.
DANIEL BOUDINET. Mission du patrimoine photographique. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson.

PARIS EN VISITES

« Les passages couverts du Sentier où se réalisait la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés (à deux heures parcourez), 10 h 30, 3, rue de Valenciennes (Paris souterrain). »
« L'impressionnisme », 10 h 30, parvis du Musée d'Orsay, l'éclatant (M^e Cazeau).

VENDREDI 26 FÉVRIER

« Histoire et fonctionnement de l'hôtel de ville de Paris. Drouot, 14 h 30 et 16 h 30, sortie maître Richelieu-Drouot, sous la grande horloge, en face du Crédit du Nord (Commissariat d'Etat et d'ailleurs). »
« Le grand Louvre, du donjon à la Pyramide. Nouveaux aménagements et découverte archéologique », 14 h 30, place du Palais-Royal, devant le portail (Commissariat d'Etat et d'ailleurs).

CONFÉRENCES

Salle Laennec, 60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 15 : « Grosse et babbale » (Institut gnostique d'anthropologie). Tél. : 43-57-29-81.

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. et jours fériés de 14 h à 18 h. L'ART EN JEU. Atelier des enfants. Jusqu'au 28 mars.
COOP HUMBELBLAU. 1^{er} sous-sol petite salle. Jusqu'au 12 avril.
DANIEL DEZEUZE. La vie émueuse de deux plantes. Salle d'art graphique, 4^{es} étages. Jusqu'au 4 avril.
EXPÉRIENCE NIMES. Galerie du CCI. Jusqu'au 10 mai.
ANDRÉ FÉREAU. Poèmes, chant d'ombre. Galerie de la BPI. Jusqu'au 17 mars.
HENRI MATISSE (1869-1954). Musée national d'art moderne, grande galerie. Du 25 février au 21 juin.
PHOTOGRAPHES D'AMÉRIQUE LATINE DANS LES COLLECTIONS NATIONALES. Galerie du forum. Jusqu'au 28 mars.

Musée d'Orsay

Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-De-Montfort (40-43-48-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45.
1893 L'EUROPE DES PEINTRES. Entrée : 35 F. Billet journal musée-exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai.
1893 : WAGNER ET LA FRANCE. Exposition-dossier. Jusqu'au 30 mai.

Palais du Louvre

Porte Majesté - côté jardin des Tuileries (40-20-61-11). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Notamment un lun. sur deux et le mar. jusqu'à 21 h 15.
DESSEINS FRANÇAIS DU XVI^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES. Français. Pavillon de Flore. Entrée : 35 F (hors d'entrée du musée). Jusqu'au 28 avril.
LES NOCES DE CANA, DE VERONESE. Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'au 28 mars.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 30, dim. jusqu'à 20 h 30, sam. et dim. jusqu'à 18 h.
ARSAISON. Collages. Jusqu'au 14 mars.
FIGURES DU MODERNE. L'expressionnisme en Allemagne de 1906 à 1914. Entrée : 40 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 14 mars.
GOMINQUE GONZALEZ-FOETER. Numéro bleu. Jusqu'au 14 mars.
JEAN-JACQUES RULLIER. Jusqu'au 14 mars.
XAVIER VEILHAN. Jusqu'au 14 mars.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni (40-70-11-10). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 11 h à 19 h.
GROUPE 109. 6^e biennale. Galeries nationales (42-56-45-07). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 7 mars.
JACQUES-HEINRICH LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU. (42-56-45-07). T.J. et mar. et mer. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 avril.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam. et dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30.
MARTIN BARRE. Les années 80. Galerie nationale du Jeu de paume. Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 avril.
DAVID RABINOVITCH. Galerie nationale du Jeu de paume. Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 avril.

MUSÉES

APOLLINAIRE. CRITIQUE D'ART. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 9 mars.
AU PARADIS DES DAMES. Nouveautés, modes et confections 1810-1870. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1^{er}-de-Serbie (47-20-53-23). T.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 avril.
BEYROUT CENTRE-VILLE. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 12 avril.
BUQUX DES RÉGIONS DE FRANCE. Musée du Luxembourg, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.J. et mar. de 11 h à 18 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 7 mars.
DANIEL BOUDINET. Mission du patrimoine photographique. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson.

PARIS EN VISITES

« Les passages couverts du Sentier où se réalisait la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés (à deux heures parcourez), 10 h 30, 3, rue de Valenciennes (Paris souterrain). »
« L'impressionnisme », 10 h 30, parvis du Musée d'Orsay, l'éclatant (M^e Cazeau).

VENDREDI 26 FÉVRIER

« Histoire et fonctionnement de l'hôtel de ville de Paris. Drouot, 14 h 30 et 16 h 30, sortie maître Richelieu-Drouot, sous la grande horloge, en face du Crédit du Nord (Commissariat d'Etat et d'ailleurs). »
« Le grand Louvre, du donjon à la Pyramide. Nouveaux aménagements et découverte archéologique », 14 h 30, place du Palais-Royal, devant le portail (Commissariat d'Etat et d'ailleurs).

CONFÉRENCES

Salle Laennec, 60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 15 : « Grosse et babbale » (Institut gnostique d'anthropologie). Tél. : 43-57-29-81.

Nous publions le *jeudi* (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

GALERIES

HÉLÈNE AGOFRON. Galerie Soudain Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-72-09-10). Jusqu'au 5 mars.
PAP AGUT. Terrains à vendre. Galerie des Archives, 4, impasse Beaubourg (42-78-05-77). Jusqu'au 27 février.
ARTHUR. Galerie Samy Klags, 64, rue de Verneuil (42-61-19-07). Jusqu'au 27 février.
GLEN BAXTER. Galerie Samy Klags, 64, rue de Verneuil (42-61-19-07). Jusqu'au 27 février.
PASCAL BAZILE. La monde fanfare. Galerie de l'Éclat, 22, rue d'Ulm-d'Ulm (40-67-72-66). Jusqu'au 15 mars.
SIDORND. COMBAS. DADD. DUFUR. FASSIANOS. KLOSSOWSKI. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-78-05-77). Jusqu'au 27 février.
CHRISTOPHE BOUTIN. Loop the Loop. Galerie Christine et Isy Brachot, 33, rue Guénégaud (43-26-11-71). Jusqu'au 27 février.
JEAN-FRANÇOIS BRIANT. Galerie Di Mac, 9, rue des Beaux-Arts (43-54-10-88). Jusqu'au 3 avril.
CABARET MOSNER. Galerie Lila Vincy, 47, rue de Seine (43-26-72-51). Jusqu'au 26 février.

PATRICKO CARRERA. GERARDO DELGADO. JUAN USLE. Galerie Paradoxe-Cat, 77, rue des Archives (42-78-08-59). Jusqu'au 27 février.
LE COMBAS DANS L'ŒIL DE JACQUES HERIPRET. Galerie Mostini, 18, rue de Valenciennes (42-35-32-18). Jusqu'au 27 février.
CHRISTIANE ROBERT. MARIE-JÉSUS DOLCE. Galerie Véronique Smaghe, 24, rue Charlot (42-72-63-40). Jusqu'au 8 mars.
CHRISTOPHE CUZIN. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 25 mars.
LOUISE DAHL-WOLFE. Galerie Agathe Gellard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-78-08-59). Jusqu'au 30 mars.
OLIVIER DEBRE. Anatomie du sourire. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (42-65-22-32). Jusqu'au 27 mars.
MONIQUE OHEAIS. PATRICIA CARANCA. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 25 mars.
OLIVIER DEBRE. Anatomie du sourire. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (42-65-22-32). Jusqu'au 27 mars.

ANTONIO CARRELLI. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-54-75-55). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
FABIAN CERREDO. Paris Art Center, 38, rue Falguère (42-22-39-47). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
COLLECTION RINACO MOSCOU. Cases des dépôts et consignations, 56, rue Jacob (40-49-84-63). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
MANUEL DE FALLA. Compositeur et musicien. Centre d'art contemporain, 121, rue de Valenciennes (42-70-83-45). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
SAUBA DOUAHY. Peintures. Institut du monde arabe, galerie d'art et d'essai, 1, rue de Valenciennes (42-54-75-55). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.

FRAGMENTS D'ARCHITECTURE EN MILO-PYRÉNÉES. Maison de l'architecture, 121, rue de Valenciennes (42-70-83-45). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
ARLETTE GINOUX. MAURICE-MARTIN. Fondation Taylor, 1, rue de la Bruyère (42-54-75-55). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
HEINER GEBELS. La brute et l'octave. Galerie Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-52-30). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
HATTI. Espace Hattat, 8, rue de la Harpe (42-59-86-51). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.

YVES KLEIN. UNE ZONE DE SENSIBILITÉ. Centre d'art contemporain, 121, rue de Valenciennes (42-70-83-45). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
LOUC MONON. Nord Belgique. Centre d'art contemporain, 121, rue de Valenciennes (42-70-83-45). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
ANOREAS MAHL. Espace photographique, 121, rue de Valenciennes (42-70-83-45). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
FLORENCE MARTEL. Centre culturel de Chaillet, 28, av. George-V (42-70-71-50). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
LE MÉCANAT DU DUC D'ORLÉANS. Musée d'Orléans, 18-20, rue des Beaux-Arts. T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.

LE MUSÉE HISTORIQUE DE GOTTLAND. Centre culturel suédois, hôtel de Marie, 11, rue de Valenciennes (42-70-83-45). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.
MUSICAL BOX. Photographies de Pierre Terrasson. Franc, Forum des Halles, réveur (40-41-40-00). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 9 mars.
JACQUES NOL. Décor et costumes de théâtre. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, nouvelle salle, 22, rue Mabius (42-74-44-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 mars.
ZHANG PELL. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt (42-56-60-70). T.J. et mar. de 12 h à 20 h, dim. et lun. de 12 h à 18 h et jusqu'à 22 h les soirées de représentation. Jusqu'au 7 mars.
TANGIER. REGARDS CHENS. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 mars.

SARAH WYAME. La Maison du Don Saint-Antoine, 21, rue Crozier (43-44-32-33). Mar., ven., dim. de 8 h à 18 h, mar. jeu. de 8 h à 18 h, sam. de 8 h à 12 h 30. Jusqu'au 17 mars.
PHILIPPE ET MARCEL WOLFERS. De l'art nouveau à l'art déco. Centre Vialon-Brunelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.J. et mar. et jours fériés de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 février.

PAUL FACCHETTI. La Maison des amis des livres, 7, rue de l'Odéon (42-33-82-50). Jusqu'au 26 février.
BERNARD FAUCON. Galerie Yvan Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Du 27 février au 6 avril.
NATHALIE FAYRE. Galerie Nathalie Obadia, 6, rue de Normandie (42-74-67-66). Jusqu'au 17 mars.
PHILIPPE FRANCHINI. Galerie Sellini, 28 bis, bd Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 27 mars.
CAULIM FRAGER. Voyages. Galerie Lemaire-Battelli, 27, rue Charonne (42-70-88-18). Jusqu'au 20 mars.
ALBERTO GIACOMETTI. Dessins. Galerie Lalong, 13, rue de Téhéran (42-54-75-55). Jusqu'au 20 mars.
ROSALIE GRUET. Probable. Galerie Spayer, 6, rue Jacques-Caillet (42-54-75-55). Jusqu'au 6 mars.
MARQUES IMAGES. KRUM DE KONING. MARTINE MEDAM. Le Sous-sol, 12, rue du Petit-Louvre (42-72-46-72). Jusqu'au 27 mars.

YVES GUÉRIN. Signes brulés. Galerie Gastaud & Cailland, 8, rue Debeffoy (42-74-22-58). Jusqu'au 27 février.
MICHEL GUILLET. Probable. Galerie Lahutière, 88, bd de Courcelles (42-53-02-66). Jusqu'au 27 février.
OLLE HANSPERS. Galerie Michèle Broutin, 31, rue des Berges (42-53-02-66). Jusqu'au 20 mars.
CAROLINE HAWKINS. ALEXANDRA VASSILIKIAN. Galerie Lise et Henri de Mambour, 4, rue du Perche (42-72-62-06). Jusqu'au 12 mars.
DICK HIGGINS. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (42-00-10-84). Du 2 mars au 27 mars.
COTTRIED HONGERER. Galerie Gilbert Broemstroff et Cie, 8 et 15, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 27 février.

AXEL HUTTE. Galerie Lesage-Solomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 27 février.
HYUN SOO CHOI. Pan-déla le noir. Galerie Philippe Gravier, 7, rue Froissart (42-71-05-01). Jusqu'au 3 mars.
MARK INHERST. RICHARD PETTIBONE. Galerie Montigny, 31, rue Mazurine (43-54-85-30). Jusqu'au 27 février.
EUGÈNE IONESCO. Œuvres sur papier. Galerie La Haye Brunner, 14, rue de l'Académie (43-54-85-30). Jusqu'au 27 février.
JAUNE ET BLEU. Les peintures aux couleurs de l'Europe. Galerie François Paillet, 91, rue Guénégaud (42-71-84-15). Jusqu'au 12 mars.
CHRISTINE JEAN. Galerie Arca, 10, rue de Picardie (42-72-68-68). Jusqu'au 27 février.
YVES JOLIVET. Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (43-54-59-78). Jusqu'au 13 mars.
KNEE HOP FLASHERS. ROSEMARIE CASTRO. TARTOYER. CARL ANDRE. Galerie Arnaud Lafabre, 30, rue Mazurine (43-54-85-30). Du 2 mars au 27 mars.
JANNIS KOUNELLIS. Fumo di pietra. Galerie Lalong, 13, rue de Téhéran (42-54-75-55). Jusqu'au 26 février.

PIERRE LAFOUCHIERE. Galerie Lila Vincy, 47, rue de Seine (43-26-72-51). Jusqu'au 26 février.
BERNARD LALLEMAND. Galerie Gilles Peyronnet, 7, rue Debeffoy (42-74-22-58). Jusqu'au 20 mars.
CLAUDE LEPOITTEVIN. Galerie Alessandro Vives, 12, rue Bouchardon (42-38-63-12). Jusqu'au 27 février.

LA LISEUSE, FRÉDÉRIC BRANDON ET SOPHIE CHAUVEAU. Le Cabinet d'armes, 11, rue de Valenciennes (42-65-43-62). Jusqu'au 28 février.

STEPHAN LUPINO. Galerie Michèle Chomene, 24, rue Beaubourg (42-78-05-77). Jusqu'au 20 mars.
ERIC MAILLET. Galerie Sylviane Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 27 février.
LA MAISON HUBIN DE GAETANO PESCE. Galerie Catherine et Stéphane de Bayre, 10, rue Charlot (42-74-47-27). Jusqu'au 30 mars.

MATTHEO OU TONCO. Télémaque. Kanner, Kochi, Banerjee. Galerie Claude Larnaud, 16, rue Littré (45-49-28-96). Jusqu'au 27 février.
STÉPHANE MANOELBAUM. Galerie Arca, 10, rue de Picardie (42-72-68-68). Du 28 février au 8 mars.
LA MANUFACTURE DNSTP. Daniel Nedaud, Nancy Sotomont, Pierre Tilmant. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Voies (42-77-16-77). Jusqu'au 27 février.
DIDIER MARCEL. Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-78-03-50). Jusqu'au 27 février.

MARTI. Galerie Isy Brachot, 33, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 27 février.
JEROME MESNAGER. Galerie Loft, 3 bis, rue des Beaux-Arts (48-33-18-90). Jusqu'au 27 février. / Lescaux. Galerie Edienne Sassi, 14, rue Malignon (42-25-59-28). Jusqu'au 27 février.
MARCELLO MONDAZZI. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 27 mars.
FRANÇOIS MOULLET. Belles-herbes & co. Galerie Gérard-Dessart, 28, rue de Lappe (48-06-82-23). Jusqu'au 6 mars.

NIKOLAUS MOSER. Galerie Franz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 27 février.
LEONEL MOURA. Galerie Claude Fain, 14, rue Debeffoy (42-72-08-17). Jusqu'au 27 février.
ISMAEL MUNDARAY. Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-67-60-65). Jusqu'au 4 avril.
PATRICIA NOBLET. L'eau, la terre, la terre. Galerie Duesyres, 29, rue Guénégaud (48-33-79-74). Jusqu'au 8 mars.
L'ŒIL ET POINTE. Galerie de l'Eschoud, 11, rue de l'Eschoud (43-25-20-21). Jusqu'au 6 mars.

ANTOINETTE PERROT. Galerie Barbato et Cie, 74, rue Guénégaud (42-72-57-38). Jusqu'au 27 février.
JAUME PLENSA. Galerie de France, 62, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 6 mars.
JEAN PONS. Galerie Alain Oudin, 47, rue Guénégaud (42-71-83-65). Jusqu'au 27 février.
PORTRAITS D'ARTISTES. Galerie Gabrielle Maubrie, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-78-03-87). Jusqu'au 6 mars.

JEAN PROUVÉ. Galerie Josselin-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-36). Jusqu'au 20 mars.
QU'ATTENDEZ-VOUS D'UNE GALERIE. ALJOUDDHUI ? Galerie Arnaud Lafabre, 30, rue Mazurine (43-54-85-30). Jusqu'au 27 février.
MAN RAY ET LES FEMMES. Galerie 15, 15, rue Guénégaud (43-25-13-14). Jusqu'au 27 mars.
MARC REBOLLO. Galerie Gérard Delat & Laurent, 18, rue Charlot (48-37-41-63). Jusqu'au 5 mars.

EMMANUELLE RENARD. Galerie Vidal-Saint Phelie, 10, rue du Trésor (42-76-06-06). Jusqu'au 18 mars.
FRANÇOIS ROUAM. Galerie Templeton, 4, avenue Marceau (47-20-15-02). Jusqu'au 27 février.
SAINT-LOUIS LIGHTS. Galerie Sadock et Uzzon, 11, rue de Thorigny (44-59-83-00). Jusqu'au 6 mars.
MICHEL SAUER. Œuvres 1985-1993. Galerie Philippe Castin, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 27 février.

HARRY SHUNK. Projects : Pier 18. New-York, 1971. Galerie Montaigne, 35, avenue Marmagne (47-23-32-35). Jusqu'au 27 février.
SOWETO 1982-1992. Par Marie-Laure de Gecker et Bongani Mnguni. Franc Montparnasse, auditorium, 136, rue de Rennes (43-44-39-72). Du 2 mars au 24 avril.
UGARTE. Galerie Alain Biondolo, 50, rue du Temple (42-71-85-85). Jusqu'au 27 février.

JP VAN LIESHOUT. Galerie Roger Pailhes, 38, rue Guénégaud (48-04-71-31). Jusqu'au 27 février.
MICHEL VAN VELDE. Œuvre gravé. Galerie Meaght, hôtel Le Rabours, 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Jusqu'au 27 février.
VRAIMENT PEINTRES. Galerie Ziercher, 56, rue Chapon (42-72-82-20). Du 2 mars au 3 avril.
MARTHE WERY. Galerie Claire Surris, 17, rue de Lappe (43-55-38-50). Du 27 février au 17 avril.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

A FLEUR DE MER. Film portugais de João César Monteiro, v.o. : Letitia, 4 (42-78-47-50).
MALCOLM X. Film américain de Spike Lee, v.o. : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-28-12-12) ; 14 Juliet Odéon, 6 (43-28-59-53) ; Gaumont Haute-faillie, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; George V, 9 (46-62-41-46) ; 36-65-70-74) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; 38-65-70-74) ; 1^{er} (43-43-01-58) ; 38-65-70-74) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-85) ; 38-65-70-74) ; Métrol, 14 (38-65-70-41) ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22).
UNE BRÈVE HISTOIRE OU TEMPS. Film anglo-américain d'Errol Morris, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) ; La Pagode, 7 (47-08-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; 38-65-70-74).

PÉRIPHÉRIE

ANTONY. Isère. Bibliothèque d'Antony, 20, rue Maurice-Labrousse (40-86-17-17). Mar. jeu. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, ven. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, ven. de 14 h à 19 h, sam. de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Du 2 mars au 13 mars.

AUSEVILLERS. Aragon et les photographes. Espace Jean Renaudie, 30, rue Lopez et Jules-Martin (48-34-41-68). T.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 avril. Jean-Paul Gilly. Espace Jean Renaudie, 30, rue Lopez et Jules-Martin (48-34-42-50). T.J. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 février.

SIÈVRES. Héry. La photographie à l'avenir-présent. Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (68-41-10

PARAÎT LE 10 DE CHAQUE MOIS

FÉVRIER 1993

Le Monde

PUBLICATIONS PERIODIQUES - LE BULLEIN SAISONNIER DES TRAVAILLES RURAUX

ÉDITORIAL

Rappel de quelques chiffres avancés avec toute la prudence nécessaire. Les combats entre Serbes et Croates ont fait quelque 10 000 morts ; ceux qui se sont déroulés en Bosnie-Herzégovine, plusieurs dizaines de milliers (le président bosniaque parle de 200 000), dont plus de 8 000 à Sarajevo. Sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, on estime à 2 millions le nombre des réfugiés et des victimes du nettoyage ethnique ; 26 e casques bleus y ont été tués ; parmi eux,

11. Français.
Depuis plus d'un an et demi, l'Europe se trouve face à la guerre: guerre — ce n'est pas la seule — qui se développe aux confins immédiats de la Communauté et que celle-ci, même avec l'aide de l'ONU, s'est montrée, jusqu'à ce jour, incapable d'éteindre.
Cette impuissance a des implications politiques, anciennes et plus récentes. Elle illustre surtout l'aspect de désarroi dans lequel la guerre et la question de savoir si s'est finie et si l'on peut répondre à la guerre par la guerre placent nos concitoyens d'Occidentaux.

[illegible]

M2104 - 5 - 30.00 F

L'Europe face à la guerre

ppp. 2 à 6

pages 3 et 9 **La Russie de l'an II**

**Baisser
les taux
d'intérêt**

pages 14 & 16 **Art**
contemporain :
création
ou imposture

La Communauté européenne se montre incapable depuis près de deux ans de rétablir la paix dans l'ancienne Yougoslavie. Comment s'explique cette impuissance ? L'analyse du général Jean SALVAN.

Les Européens sont-ils condamnés à suivre les Américains, à n'envisager d'actions militaires qu'à l'intérieur de l'OTAN ? Peut-on concevoir une armée européenne dont les Allemands seraient définitivement exclus ? Les réponses des experts : le Français Pascal BONIFACE, l'Allemand Lothar RUEHL.

Peut-on imaginer une guerre qui ne ferait aucun mort du côté des intervenants ? A-t-on le droit de tuer des innocents pour en sauver d'autres ? Les réflexions du général Claude LE BORGNE, du philosophe Marcel CONCHE, du psychanalyste Daniel SIBONY.

Un an après la fin de l'URSS, la Russie cherche encore sa voie et a du mal à s'alléger de ses anciennes lourdeurs. Un entretien entre l'historienne Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, le diplomate russe Youri ROUBINSKI et notre spécialiste Michel TATU.

La diminution du prix du crédit paraît s'imposer pour relancer l'économie. Mesure nécessaire : est-elle suffisante ?
Les points de vue de deux économistes : Christian DE BOISSIEU et Maurice BASLÉ.

Les excès des avant-gardes ont-ils définitivement ruiné la réputation des artistes d'aujourd'hui ? Jean-Philippe DOMECQUE et Philippe DAGEN, deux critiques d'art, vident leur querelle, Olivier SALVATORI raconte l'histoire de cette nouvelle bataille des Anciens et des Modernes.

EN VENTE EN KIOSQUE

LE 10 DE CHAQUE MOIS / 30F

ABONNEZ-VOUS 1 AN (11 NUMÉROS) : 270 F, SOIT 18 % de RÉDUCTION

Oui, je m'abonne au Monde des débats pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18 % de réduction.

Nom Prénom

Adresse Code postal [][][][] Ville

Vous trouverez ci-joint mon règlement :

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n°

☐ Carte Amex nº

Expire fin 11 11

Expire fin 11/11

Date et signature obligatoires :

Bon à renvoyer à :

« Le Monde des débats », service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex / SUR MINTEL 3615, LEMONDE code ABO

CULTURE

CINÉMA

Le trésor de la « Cerisaie » portugaise

Il y a six ans, Monteiro inventait un conte de soleil et de nuit porté par le souffle du mythe

A FLEUR DE MER
de João César Monteiro

Ouverture *moderato*, avec une roquette d'assommoir du loup de mer, qui recommande la simplicité. En toute simplicité, Monteiro dispose et expose ses lieux — une grande maison, la mer proche, — et ses personnages : trois femmes, singulières et pourtant unies de tendresse et de complicité, trois presque-sœurs d'âge différent. C'est une chronique intimiste. Mais c'est aussi un film d'aventure, quand débarras sur la plage voisine un beau naufragé en fuite, et un thriller politique, puis qu'avec insistance la radio parle de l'assassinat, à Lisbonne, du dirigeant palestinien Issam Sartawi (le film date de 1986), et que toutes les polices sont aux trousses des tueurs.

Bien sûr l'ironie et le burlesque mettront leur grain de sel. La simplicité ? Elle demeure, comme une grâce, jamais le cinéaste ne se laisse entraîner par l'effet, ne capitalise les innombrables références et associations qui parsèment son film. Il se tient « à fleur de mer », effectivement, au niveau d'un conte délicat et sensuel, servi par les splendides images du grand chef opérateur Acacio de Almeida. Sous cette surface troublée de moments de terreur ou grincement des spectres de l'ancienne dictature, insérée de moments de bonheur épicurien, s'agitent d'étranges monstres aquatiques, au gré d'imprévisibles courants.

Dans les profondeurs du film, le fantôme de Virgile tient la main de Pessoa, Hemingway tringue avec Tchekhov à la santé de Stevenson, du *Hollandais-Volant* débarras (Ulysse accueilli par une Nausicaa des *Mille et une Nuits*, ou est-ce celle du chasseur ?). Les contrebandiers de Moonfleet trafiquent du Botocollé à la sauvette, tout cela parle toutes les langues, en un carnaval joyeux de traductions et de trahisons sur lequel



Laura Morante

pèse une malédiction tragique, discrète comme un songe. On vient de rééditer, chez POL, *Un début dans la vie*, de Balzac, précédé d'un passionnant petit texte de Pierre Michon qui note à propos de César Monteiro et de Pierrot le Fou : « Si la culture a un sens, elle est ce salut fraternel aux mânes des grands morts. » Monteiro fait mieux que les saluer, il joue avec eux, en toute révérence et accoutance.

Par quel sortilège sont invoqués ainsi ces apparitions ? Par la beauté d'abord, surabondante, mythique. La beauté des lieux et des choses, des fruits et des sons, des lumières diurnes et nocturnes. Et par la beauté des personnages et de leurs interprètes (Laura Morante, Philip Spinelli, Manuela de Freitas, Teresa Villaverde), filmés avec une justesse qui doit plus à la qualité du regard qu'à celle de la technique.

Mais, surtout, par l'ironie souveraine de Monteiro, qui fait merveille.

Ce griot-expert sait ralentir le rythme du récit pour laisser espérer et craindre, il sait fuir son public quand le chemin des évidences menace de s'ouvrir, dire au lieu de montrer quand guette l'artifice spectaculaire. Et soudain, en un tournemain, relire les fils éparés, harmoniser les mélodies aux tonalités dispersées.

Le 27 février 1991, une onde de choc commençait de se propager à fleur de cinéphilie (française). Depuis ce jour, qui vit la sortie du superbe *Souvenirs de la maison jaune*, la nouvelle se propage doucement, sans clapotis ni remous, que là-bas, en bas de l'Europe, sévit un cinéaste unique et précieux : le Portugais João César Monteiro. Confirmé l'automne dernier par l'apparition de *Silvestre*, ce lent et irrésistible mouvement ne pourra que s'amplifier grâce à l'impression d'A fleur de mer.

JEAN-MICHEL FRODON

Les suites du rapport Cluzel

M. Lang présente une quinzaine de mesures en faveur du cinéma

M. Jack Lang a présenté, mercredi 24 février, au cours d'une conférence de presse, une quinzaine de mesures visant à soutenir et développer l'industrie cinématographique. Ces dispositions font suite aux conclusions du rapport commandé en juin dernier par le ministre de l'Éducation nationale, et de la culture à M. Jean Cluzel, sénateur centriste de l'Allier, et rendus publics en décembre (le Monde du 17 décembre).

L'une des principales innovations consiste en une modification de la base de calcul des subventions que les pouvoirs publics accordent au cinéma, par le biais du Compte de soutien au cinéma (953 millions de francs en 1993) — auquel contribueront à partir du 1^{er} juillet 1993 les éditeurs vidéo — et du budget général de l'État (434,4 millions de francs en 1993). Cette aide à la production tiendra désormais davantage compte des résultats en salle (80 % au lieu de 65 %) que des droits de diffusion télévisuelle (20 % au lieu de 35 %).

M. Lang a, d'autre part, émis le souhait que ces derniers soient

indexés sur les résultats en salle. Les recettes provenant de la diffusion des films en salle seront également prises en compte pour l'établissement d'un taux de soutien majoré dans l'aide à la distribution.

Autre volet, l'aide au développement des longs-métrages, d'un montant annuel de 10 millions de francs et jusqu'à présent attribué film par film, sera fournie sous la forme d'une enveloppe globale remise à certaines entreprises de production, pour soutenir des ensembles de projets évalués sur deux ou trois ans. Cette décision bénéficiera notamment à quelque vingt-cinq entreprises de taille moyenne.

Une série d'autres mesures concerne l'aide à la diffusion des films français et européens. Les chaînes hertziennes, auxquelles obligation est faite de consacrer 1 % de leur chiffre d'affaires au développement de la production d'œuvres cinématographiques originales françaises, seront autorisées à fournir, au sein de cette enveloppe, 0,5 % de leur chiffre d'affaires à

des coproductions cinématographiques européennes réalisées en version originale non française. La part des crédits affectés au tirage des copies consacrées aux films européens passera, quant à elle, de 50 % à 65 %.

Obligation de contrats écrits

Une opération de doublage de films français (jusqu'à présent sous-titrés) distribués aux États-Unis devrait intervenir cet été en Floride sous l'égide d'Unifrance, tandis qu'est prévue une restructuration du GIE France Cinéma Distribution, organisme destiné à soutenir l'exportation de films français, auquel est confiée une action prioritaire au Brésil, au Mexique et en Inde. Une incitation aux tournages en France pourrait également voir le jour, sous la forme d'une majoration du « soutien automatique » des films en fonction du nombre de journées de tournage effectuées sur le territoire métropolitain.

M. Lang a également annoncé la suppression de l'obligation mini-

La salle modulable de la Bastille devrait ouvrir en 1996

Le ministre de la culture et de l'éducation nationale s'est expliqué, mardi 23 février, devant la presse, sur l'« impératif » que constitue à ses yeux la construction de la salle modulable de la Bastille. Il a rappelé que cette construction avait d'abord paru prioritaire au moment de la définition du projet, mais que la priorité avait été inversée au profit de la grande salle.

Une étude architecturale a finalement été demandée l'an dernier et une maquette réalisée par M. Séban. Cette maquette était exposée mardi 23 février dans la salle de réunion du ministère.

Elle montre que la « modulabi-

lité » de la future deuxième salle sera relative : la disposition frontale restera obligatoire, mais on pourra escamoter les gradins et disposer ainsi, selon les publics et les productions, de 400, 600, 800 ou 1 200 places. Les plafonds et les murs seront modifiables, par un jeu de passerelles. « La Bastille disposera d'un laboratoire du passé et de l'avenir », a indiqué M. Lang (l'opéra baroque cohabitera avec le

théâtre lyrique contemporain). Des commandes seront ainsi passées à des créateurs vivants. La programmation prévue par Jean-Marie Blanchard pour la saison à venir (le Monde du 14-15 février) tiendra compte de l'espace tel qu'il est.

C'est l'équipe en place qui prendra la direction des opérations : Pierre Bergé à la présidence, Jean-Paul Cluzel à la direction générale, Jean-Marie Blanchard et Brigitte Lefebvre à l'administration générale de la Bastille et Garnier. L'établissement public de l'Opéra-Bastille (EPOB) disparaîtra de ce fait. La salle modulable devrait ouvrir en 1996, soit trente mois après l'achèvement des études préparatoires. Son coût de construction se situera, selon le ministère, entre 200 et 250 millions de francs.

Les travaux vont se poursuivre également à Garnier. Après la rénovation de la bibliothèque et des loges des danseurs, après la création d'une librairie, il est prévu que le restaurant sera rénové en 1993, ainsi que la rotonde Zambelli et les statues. Un plan de

quatre ans (coût total : 100 millions de francs) sera lancé pour la restauration des façades et commencera par le nettoyage de la façade principale (coût : 8 millions de francs).

M. Lang a enfin rappelé qu'un rapport avait été demandé à l'Inspection générale de l'Administration de l'Opéra de Paris après l'accident de Séville l'été dernier. Une commission avait été constituée.

Dans ses conclusions, déposées le 7 janvier, elle suggère que les règles de sécurité des décors soient consignées dans un memento, qu'un conseil national de la scénographie soit constitué et que soit élaboré avant juillet 1993 un cahier des charges et des conventions types sur ces questions. Les mesures de sécurité ont été renforcées à la Bastille (création d'un bureau de contrôle, etc.). Pour les victimes de l'accident de Séville, a été prévu un mode d'indemnisation qui couvrira tous les frais que n'assurait pas le régime ordinaire de la Sécurité sociale.

A. R.

DANSE

La volupté de la mort, selon Pina Bausch

La confrontation du préclassicisme allemand et d'une chorégraphe incarnant la modernité de l'Allemagne

ORPHÉE ET EURYDICE
au Palais Garnier

Le dernier tableau est véritablement sublime. Non, ce n'est pas le triomphe de l'Amour, dans l'allégresse générale, lorsque le petit dieu juvénile a ressuscité Eurydice tuée par le regard interdit de son époux. Ce happy end n'était pas dans le registre de Pina Bausch : elle l'a coupé. Orphée meurt près de sa bien-aimée, et les chorégraphes reprennent la grande lamentation du début... L'ouvrage est redoublé en quatre tableaux : *Deuil, Violence, Paix et Mort*.

En 1974, à peine installée avec sa nouvelle troupe à Wuppertal, Pina Bausch monte son premier « opéra dansé » sur la musique de Gluck : *Iphigénie en Tauride*, qu'on a pu voir au Palais Garnier il y a deux ans (le Monde du 23 février 1991). Elle récidive dès l'année suivante avec *Orphée et Eurydice* du même Gluck, qui disparaît bientôt de son répertoire et qu'elle n'a repris que récemment. Est-ce la toile de des souvenirs, est-ce la dramaturgie différente des deux ouvrages ? Jusqu'au tableau final, *Orphée* nous a paru moins puissant, moins captivant qu'*Iphigénie*. Cependant, que d'images frappantes, quelle leçon de simplicité ! Le dépouillement de la scénographie et des costumes de Rolf Borzik (quasi-nudité pour les hommes, lingeries robes pour les femmes), aux antipodes de la pompe du XVIII^e siècle, nous rapproche de la tragédie grecque.

Premier tableau : une grande hénite de gris, approfondie par une sorte d'alcôve, un arbre mort est couché, armé avec ses racines ; au fond, une cage de verre enferme un petit tumulus. Épingle comme un papillon, très haut dans

une encoignure, Eurydice assiste à sa propre dégradation, dans son immense robe de mariée-linceul, des roses rouges sur les genoux. Apportant les ordres de Jupiter, Amour trace à la crête une longue ligne sur le plateau : la frontière de l'interdit ? A l'acte II, la caverne de Cerbère (un Cerbère à trois têtes : trois danseurs nus sous un tablier de cuir) n'est plus qu'un frêle mur de rideaux bas dans le gouffre ténébreux du plateau de l'Opéra. A droite, une forêt de chaises aux pieds déchaussés, entre lesquelles errent de livides fantômes. On distingue des corps allongés sous des suaires, les Cerbères se passent et se repassent un cadavre. Amour lui-même porte un corbeau noir au poignet... Les Champs Élysées ?

« Asile aimable et tranquille par le bonheur habité, riant séjour de la félicité », comme chaotico les chorégraphes ? Pénombré sinistre, canapés de terre glaise — mais gracieuses jeunes femmes en mousseline rose. Poignante confiance du geste d'Eurydice, mettant sa main dans celle de son époux qui lui tourne le dos... Trois chanteuses et leurs doubles

La chorégraphe a dédoublé les personnages principaux comme l'avait fait, Béart dans sa *Damnation de Faust* au Palais Garnier, en 1964. Créé par un castrat, chanté par un ténor dans la version de Paris, le rôle d'Orphée est le plus souvent confié aujourd'hui à une contralto. Amour était traditionnellement féminin : les trois chanteuses, donc, vêtues de noir, évoluent sur le plateau, proches ou éloignées de leurs doubles dansants. Annette Jahns est la plus belle, Orphée aux attitudes aussi

émouvantes que sa voix. Situés dans la fosse, les choristes viennent de Wuppertal, comme les solistes, l'orchestre et le chef Peter Gülke : on ne voit que du bien à en dire.

Dominique Merrey et Malou Aimard, piliers de la troupe de Pina Bausch, reprennent les rôles d'Orphée et d'Eurydice qu'ils avaient créés il y a dix-huit ans. Lui, visage impassible, exprimant sa douleur par chaque muscle, chaque fibre de son corps ; elle, plus « dramatique » au sens habituel du terme. Dans le tableau final plus haut célébré, Merrey reste prostré sur le sol tandis que son double chante *J'ai perdu mon Eurydice* (en allemand) : mieux valait sans doute éviter de danser sur ce « tube ».

Pour les chorégraphes dansants comme pour les solistes, Pina Bausch a réglé une chorégraphie très fluide, enchaînée sans solution de continuité, utilisant de souples torsions des bustes et de magnifiques mouvements des bras. La « dame de Wuppertal » se montre encore ici fille de l'expressionnisme allemand (elle a étudié chez Kurt Jooss) et de la moderne danse américaine (elle a passé douze ans aux États-Unis). Aussi tôt après *Orphée*, puis la saison suivante, en 1976, elle se soumet encore à une partition intégrale et à un livret non conçus par elle, avec le *Sacré du printemps* et les *Sept Péchés capitaux*. Mais dès 1977 surgit le terrible *Barbe-Bleue*, qu'on a pu voir ou revoir, dimanche dernier, dans la soirée thématique consacrée par ARTE à Pina Bausch. Un génie naissait alors, qui n'allait plus rien devoir à personne.

SYLVIE DE NUSSAC

Palais Garnier, les 25, 26 et 27 février, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 380 F.

MUSIQUES

Un « Fidelio » à la mer

Un orchestre hongrois, un jeune chef brésilien pour l'unique opéra de Beethoven

FIDELIO
aux Champs-Élysées

L'orchestre semble sur pilotage automatique. Ce sont les musiciens hongrois. Ces gens-là donnent 288 représentations par an — la Bastille n'en souhaiterait pas tant dans ses rêves les plus fous de « montée en puissance ». Au rythme approximatif d'un *Fidelio* par semaine, on sent bien que rien de mieux ne peut leur arriver dans l'unique opéra de Beethoven. Les notes y sont, dans tous les cas.

L'impulsion, l'interprétation, c'est le rôle du chef. Mais nos Hongrois n'ont pas eu que des Klemperer ou des Fricas à leur tête. Ils ont appris à se débrouiller avec les moyens du bord, surtout ces dernières années. C'est ce qu'ils font, mardi 23 février, au Théâtre des Champs-Élysées.

L'humour de la situation, c'est que ce *Fidelio* a été commandité par un bureau de concert brésilien pour faire découvrir au public parisien l'immense talent d'un chef d'orchestre de vingt-trois ans né à Rio-de-Jacinto, au pedigree impressionnant sur le papier (début à cinq ans, première décision réglementaire prise en vertu d'une loi de 1957, se soumettre, dans leurs relations, à l'obligation de contrats écrits).

Un autre point épineux touchant l'exploitation de salles cocoonne « les trois grands » circuits. Gaumont et Pathé, qui ont connu, il y a un an, un important échecage d'actes portant sur Paris, et UGC. Pour atténuer les effets de programmation préjudiciables aux « petits » distributeurs indépendants (difficulté pour certaines salles d'obtenir des films face aux trois circuits, difficulté pour certains films d'accéder aux salles Gaumont, Pathé ou UGC), une solution d'ensemble est préconisée. Après une réforme de la commission de la diffusion (qui avait connu remous et démissions), le problème sera placé, en accord avec le ministère des Finances, Michel Sapin, sous la tutelle du Conseil de la coexistence, dont l'avis sera déterminant et pourra déboucher sur des « sanctions graduées ». Cela concerne Gaumont-Pathé, mais aussi, et c'est une nouveauté, UGC.

M. Lang a enfin annoncé la création à La Cité d'une Maison des scénaristes et des auteurs dramatiques. Ce centre, dont l'ouverture est prévue pour janvier 1994, sera installé dans l'ancienne demeure de Michel Simon, une « bastille du dix-huitième siècle construite sur un terrain de 12 hectares en bord de mer ».

En revanche, deux des mesures que préconise le rapport Cluzel n'ont pas été retenues par le ministre de la culture : la réduction du délai de commercialisation d'un film en vidéocassette et l'augmentation du nombre de films diffusés à la télévision.

J.-B. de M.



Le Monde

ANNE REY

Il Solt quitte le Festival de Pâques de Salzbourg. — Sir Georg Solti quitte à sa demande la direction artistique du Festival de Pâques de Salzbourg. Agé de quatre-vingts ans, le chef britannique d'origine hongroise souhaite désormais « se consacrer entièrement à la musique dans sa forme créative ». Il a demandé à la direction du festival de le relever de ses fonctions à la fin de cette saison. Sir Georg Solti avait repris cette direction en catastrophe, après la mort de Karajan, le 16 juillet 1989. Ce dernier avait créé le Festival de Pâques en 1967 pour y diriger des productions avec la Philharmonie de Berlin dont il était le chef à vie (le Festival d'été repose sur la Philharmonie de Vienne). Le nouveau patron de la Philharmonie de Berlin n'étant pas Georg Solti mais Claudio Abbado, des rivalités s'étaient fait jour entre les deux chefs à propos des manifestations pascals.

Le Monde

sans visa

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Andreas Mahl le technicien

Une rétrospective d'un coloriste kitsch

Manifestement, Andreas Mahl est un photographe poli, raffiné, délicat. Il aime les jolies couleurs, les fesses de garçons et de filles, les fleurs, les torsos nus et les poupées. Et Delphine Seyrig, dont il a suivi la carrière depuis la Bête dans la jungle (1981), virtuose de la manipulation, il se joue des solarsations, découpages, tressages, grattages, colorages, décollages d'images sous l'eau...

Surmonté «le cinglé des cimetières», il réalise à la fin des années 70 une série sur les statues du Père-Lachaise, qu'il colorie. «C'est une façon de les faire revivre par les couleurs kitsch, sophistiquées», explique Andreas Mahl dans une vidéo qui accompagne l'exposition de l'Espace photo des Hautes.

Voulant avant tout «créer ses propres images», Andreas Mahl trouve dans le Polaroid un matériau idéal pour «travailler les fleurs» et rendre les photos plus «picturales»: on le voit, à la fin de la vidéo, élimer au scalpel la matière photographique encore fraîche. Le fond devient blanc, seule la fleur reste intacte. Avec la chambre Polaroid 50x60 - «il en existe une seule en Europe, trois dans le monde» - il a ensuite réalisé une série sur les poupées de collection et quelques natures mortes.

Les fesses de technique essaient de percer le secret des élites. D'autres trouveront ses images décoratives. Les nostalgiques des années 70 se souviendront que le photographe touchait à la couleur - et à l'image - à une époque où peu en France s'y risquaient. Mais Andreas Mahl est-il à sa place dans cet espace de qualité? Car, il ne faut pas le dissimuler, ses allégories sont lourdes - ou plutôt prégnantes entre les jambes d'un garçon - et les poses stéréotypées.

MICHEL GUERRIN

► Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Hautes, 4-8, Grande Galerie, place Carnot, 75001, Paris. Tél.: 40-26-87-12. Jusqu'au 14 mars. Catalogue, 68 pages, 250 francs.

LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD
de MARIVAUX
par la compagnie AUTREMENT DIT
mise en scène Jean-Marc MONTEL
mars 2, jeudi 4, vendredi 5 à 19h et 21h
mardi 3 à 21h
BENS, 48 68 00 22

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaud, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Gaud
directeur de la gestion
Marcel Lucbert
secrétaire général
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Amelin
Thomas Ferec
Philippe Herremann
Jacques-François Simon
Daniel Varner
(directeur des relations internationales)
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1988)
Jacques Fauvet (1988-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : 41 40 55 25-26
Télécopieur : 40 55 25 39
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : 41 40 55 25
Télécopieur : 49 60 30 10

Le Monde
sans visa

ART

Beauté matérielle, béatitude spirituelle

L'art contemporain et la religion chrétienne ont renoué depuis le début du XX^e siècle, pour le meilleur et pour le pire

LE TEMPS DES CHANTIERS DU DÉSIR DE SPIRITUALITÉ DANS L'ART CONTEMPORAIN à Boulogne-Billancourt

La chapelle Saint-Symphorien, sans doute le plus ancien lieu de culte chrétien à Paris, vient de rouvrir ses portes après une campagne de fouilles archéologiques et un réaménagement. L'état d'origine de cette annexe de Saint-Germain-des-Près, détruite, reconstruite, remaniée, abandonnée, modifiée, reprise, est à jamais inconnu. Aussi la Ville de Paris a-t-elle demandé à un artiste contemporain, Pierre Buraglio, d'intervenir dans ce lieu.

Le travail minimaliste de Pierre Buraglio, un moment proche du mouvement Supports/Surfaces, s'accorde parfaitement avec l'austérité, la nudité de ces murs, dont les vestiges les plus anciens remontent au VI^e siècle. Une grande croix métallique se détache sous une arcature, au chevet de l'édifice. A l'intérieur de l'arc, on distingue les restes d'une fresque médiévale. L'autel, dessiné par Serge Landois est éclairé par la lumière tombant d'un vitrail traité en grisaille bleu outremer.

Le chemin de croix est constitué de seize plaques carrées (12x12 cm) de tôle émaillée où sont évoqués, par quelques traits, les instruments de la Passion du Christ. Sur le mur sud, une vierge du XVI^e siècle se profile sur un rectangle de plâtre gris. «J'ai besoin de me sentir dans la peau

d'un peintre occidental qui s'inscrit dans une certaine tradition», explique Buraglio.

Une tradition reprise entre les deux guerres, avec la volonté de l'Eglise de renouer avec l'art de son temps. Mais sortir de l'ornière supposait qu'elle s'était enfoncée était une tâche difficile. Une exposition qui se tient à Boulogne, sur deux sites différents, a l'ambition de nous faire parcourir ce chemin. Hélas! l'exigence des lieux, l'abandon d'un troisième pôle (à Meudon) où le visiteur devait découvrir les années 50 et 60 - les plus riches - amoindrisse singulièrement le propos de ses organisateurs. Reste un catalogue assez complet, qui comble les lacunes de cet ensemble disparité et touffu.

Avec plus ou moins de bonheur

Les salles du Musée de Boulogne ne sont pas bien grandes. Pourquoi avoir entassé ici tant d'images pieuses dont bien peu sont convaincantes? Le pompiérisme d'est pas mort en 1914 et, longtemps encore, les commandes ecclésiastiques se contentaient du plus mauvais Maurice Denis. Paul Landowski fait figure de titan au milieu de ces artistes, qui o'ont retenu du cubisme et de l'expressionnisme que des recettes sommairement appliquées. Rescapées de tant de médiocrité, quelques œuvres de Bourdelle, dont celle qui devait orner l'église du Rajcoy conçue par Auguste Perret. La prolifération aidant, il a été impossible de montrer l'évolution de l'architecture religieuse,

qui, elle, à la même époque, est passionnante. La construction de la basilique Notre-Dame-de-la-Trinité à Blois, des églises du Saint-Esprit et Sainte-Odile, à Paris, ou Saint-Pierre, à Roye, indiquent le soul de formes nouvelles qui anime une partie du clergé français et qui se concrétisera, après la guerre, dans des réussites signées Le Corbusier (Ronchamps, Tonnet, Firminy), Novvicia (plateau d'Assy), ou Gillel (Royan).

Le père Couturier (1877-1954) fut la cheville ouvrière de ce renouveau. Grâce à lui, des artistes aussi différents que Matisse, Léger, Germaine Richier, Braque, Bazine, Manessier, Lipchitz, ou Chagall, participèrent à la décoration d'églises nouvelles ou anciennes. Ce mouvement se poursuit, aujourd'hui, avec plus ou moins de bonheur. On peut en voir quelques exemples au Centre culturel de Boulogne, avec les œuvres de François Rouan, Louis Cane, Jean-Michel Alherola, Gérard Garouste ou Geneviève Assé.

EMMANUEL DE ROUX

► «Le temps des chantiers (1920-1940)», Musée municipal de Boulogne, 26, avenue Morizet. Tél.: 47-12-77-39. Fermé le mardi. Jusqu'au 31 mars. Entrée 15 F.

► «Du désir de spiritualité dans l'art contemporain», Centre culturel de Boulogne, 22, rue de la Belle-Feuille. Jusqu'au 31 mars. Entrée libre.

► Catalogue: «L'art sacré au XX^e siècle en France», sous la direction de Bruno Foucart, 312 pages, 450 F.

THEATRE
DU MER. 3 AU SAM. 27 MARS A 20H30 • DIM 14, 21 15H
JACKETS
ou la main secrète
EDWARD BOND
mise en scène Bruno Boëglin
musique Khedid
du Japon du XVIII^e siècle
à l'Angleterre d'aujourd'hui,
l'innocence manipulée...
rire et larmes... calme et frénésie...
2 PL. DU CHATEL • LOC. 42 74 22 77

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 94, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 65.
LUNDI 1^{er} MARS
S. 1 - 14 h 15. Bijoux. Objets de vrinne. Miniatures des XVIII^e et XIX^e. M^{rs} ADER, TAJAN, MM. Décham, Stetten et de Sevin, experts. Expo. le 27-02 11 h/18 h.
S. 5 - Dessins anciens. ARCOLE (M^{rs} OGER, DUMONT).
S. 15 - Tapis d'Orient. - M^{rs} ROGEON.
MERCREDI 3 MARS
S. 1 - 14 h 15. Objets d'art. Bel assemblage des XVIII^e et XIX^e. M^{rs} ADER, TAJAN, MM. O. Le Fuet et R. de l'Espée, M. Th. Samuel-Weis (Marsaille), experts.
Expo. le 2 mars 11 h/18 h.
S. 5 et 6 - Tableaux anciens et contemporains. - M^{rs} LOUDMER.
S. 7 - Archives d'un visionnaire Abel GANCE. Collection Nelly CAPLAN. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 15 - 13 h 30. Bijoux. Timbres. Tableaux. Objets de vitrine. Mob. Tapis. - M^{rs} MILLON, ROBERT.
S. 16 - Gravures. Tableaux. Métal argenté. Poupées. Linge de maison. Mobilier. - M^{rs} DELORME.
JEUDI 4 MARS
S. 8 - Vins. - M^{rs} BONDU.
VENDREDI 5 MARS
S. 1 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{rs} ADER, TAJAN. Expo. le 4 mars 11 h/18 h.
S. 3 - Meubles. Objets mobiliers. Bijoux. Argenterie. - M^{rs} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 4 - Tableaux. Bibelots. Meubles. - M^{rs} BOISGIRARD.
S. 12 - Fourures. - M^{rs} MILLON, ROBERT.
S. 16 - Bons meubles. - M^{rs} LOUDMER.
ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75003), 42-61-80-07.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-50-50.
MILLON, ROBERT, 19, rue Grange-Baudet (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-05.

PHILATÉLIE

Jeux méditerranéens 1993

La Poste mettra en vente générale, lundi 15 mars, un timbre à 2,50 F pour annoncer les prochains Jeux méditerranéens, qui se dérouleront du 16 au 27 juin 1993 en Languedoc-Roussillon.



Un milliard de francs a été investi pour ces XII^e Jeux méditerranéens qui auront pour cadre dix-neuf villes et mettront aux prises trois mille cinq cents sportifs d'une vingtaine de pays pour mille cinq cents épreuves réparties en vingt-quatre disciplines.

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné par René

Fallon, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante.

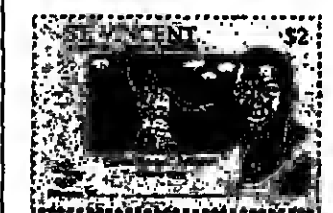
A noter que la République de Saint-Martin a déjà émis, le 29 janvier, un timbre à 1 300 liras sur ce sujet, dans le cadre d'une série consacrée aux événements sportifs de 1993.

P. J.
► Vente anticipée à Montpellier (Hérault), les 13 et 14 mars, de 9 à 18 heures, au bureau de poste temporaire «premier jour» ouvert à l'Espace République, 20, rue de la République; le 13 mars, de 8 à 12 heures, à Montpellier-Rocade, principale (boîte aux lettres spéciale).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex; téléphone: (1) 49-60-33-28; télécopie: (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

► «Magic» Johnson, Charles Barkley, Michael Jordan et les autres. - La poste de Saint-Vincent a mis en vente, le 22 décembre 1992, deux feuilles de six timbres chacune sur le Dream Team américain, qui a remporté le tournoi olympique de basket aux Jeux olympiques de Barcelone. Chaque timbre, d'une valeur de 2 dollars, est à l'effigie d'un joueur: Pippen, «Magic» Johnson, Bird, Laettner, Malone, Robinson, Jordan, Barkley, Stockton, Mullin, Draxler et Ewing.



► Poste aux armées. - Les points-philatélie, de la poste aux armées changent d'adresse: Point-philatélie des forces françaises en Allemagne: BPM 507, SP 69410, 00500 Armées; point-philatélie du Pacifique, BPM 701, SP 91701, 00200 Armées; point-philatélie de la poste aux armées: BPM Paris-Armées 01, 00481 Armées.

► Carnet Médiamétrie. - La Poste a mis en vente générale, le 22 février, dans tous les bureaux de poste de Paris et des Hauts-de-Seine, un carnet de dix timbres d'usage courant Marianne à 2,50 F autocollante - c'est une première - avec couverture publicitaire Médiamé-

trie. Le dernier carnet publicitaire (M & M's) classique remontait à février 1992. La diffusion localisée - innovation là aussi - contraindra les philatélistes désireux de se procurer ce carnet à s'adresser au Service philatélique de La Poste, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15. Attention: tirage limité à 500 000 exemplaires.

► Le SNTF au SAGA. - Le Service national des timbres-poste (SNTF) participe au Salon de l'estampe contemporaine (SAGA), du 3 au 8 mars au Grand Palais à Paris (stand A2). Plusieurs œuvres originales ayant servi de modèle pour des timbres seront exposées sur le stand: celles d'Alberto Burri, de Tàpies, d'Olivier Dabry, de Niki de Saint-Phalle, ainsi que les créations signées Alechinsky, Blais, Garouste et Raysses, pour le bicentenaire de la République. Claude Jumelet et Jacky Larrière, graveurs de l'imprimerie de Périgueux, réaliseront un poinçon devant les visiteurs.

► Souvenirs de Fréjus. - Après l'émission du timbre Mémorial des guerres en Indochine (Le Monde du 12 février), la délégation à la mémoire et à l'information historique propose des souvenirs philatéliques: enveloppe «premier jour» (17 F) et ancart (40 F). Commandes: secrétariat d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre, délégation à la mémoire et à l'information historique, 37, rue de Bellechasse, 75700 Paris 07 SP (tél.: (1) 48-76-11-35, poste 25-34).

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN SÉJOUR A L'ÎLE MAURICE
pour deux personnes avec **Jet-tours**

36.15 LE MONDE
Tapez JEUX

«A MES BEAUX YEUX»
AUTO-PORTRAITS CONTEMPORAINS
ELAC. 29 JANVIER 30 AVRIL
Espace Lyonnais d'Art Contemporain
Centre d'échanges de Perrache
4^e niveau - LYON
78-42-27-39
ts les jours, 10 h-20 h (gratuit)

UN FILM D'EMIR KUSTURICA
Arizona Dream
JOHNNY DEPP JERRY LEWIS FAYE DUNAWAY
VINCENT GALLO LILI TAYLOR
OURS D'ARGENT PRIX SPÉCIAL DU JURY FESTIVAL DE BERLIN 1993
UGC

ÉCONOMIE

BILLET

Famille et emploi

Fierté nationale, la politique familiale distribue chaque année 200 milliards de francs. Mais cette belle machine tourne à vide. Les travaux publiés mercredi 24 février par le Centre d'étude des revenus et des coûts (Documents du CERC n°104) viennent opportunément préciser ce constat qui appelle un changement radical d'orientation.

Certes, il n'a fait pas de doute que la relative bonne tenue du taux de fécondité en France par rapport aux autres pays de la Communauté tient en partie aux importants moyens consacrés à la politique familiale. Contrairement à la plupart des pays voisins, celle-ci poursuit des objectifs ouvertement natalistes même si la compensation des charges familiales est moins assurée en 1990 qu'elle ne l'était en 1980 et que, souligne le CERC, « le niveau de vie a baissé lorsque le nombre des enfants s'accroît, en particulier à l'arrivée du premier et du deuxième ».

Pourtant, le rapport coût-efficacité démographique de cet édifice paraît bien modeste. L'un de ses effets pervers est d'amoindrir l'intérêt financier d'un second salaire alors que les femmes revendiquent de plus en plus de pouvoir mener de front travail et éducation des enfants. Le taux d'activité des mères ayant trois enfants ou plus n'a-t-il pas doublé en trente ans ? Il faut donc se rendre à l'évidence : la politique familiale, fondée sur le principe implicite de la femme au foyer, va à l'encontre des évolutions sociologiques profondes en écartant les mères du marché du travail. « Peut-être pourrait-on soutenir efficacement la natalité (...) en s'appliquant, au contraire, à aider la plus possible les femmes à concilier leur fonction maternelle avec une carrière professionnelle aussi continue que possible », suggère le CERC.

Plutôt que de se donner bonne conscience en pratiquant le saupoudrage qui consiste à distribuer à l'aveuglette des prestations d'une incroyable complexité et dont certaines ne tiennent pas compte du niveau de revenus des bénéficiaires, mieux vaudrait sans doute privilégier la réalisation d'équipements collectifs (crèches, par exemple) ou le développement d'activités de formation. Cela permettrait de faciliter l'activité des femmes et, au passage, de créer des emplois dans les services. Toutefois, concède le CERC, le niveau actuel du chômage représente un handicap de taille à la mise en œuvre de tels objectifs.

JEAN-MICHEL NORMAND

MONNAIES

L'agitation sur le marché des changes

La livre et la lire atteignent leur plus bas niveau historique vis-à-vis du mark

La livre sterling et la lire italienne, qui ont toutes deux quitté le système monétaire européen (SME) en septembre, ne cessent de s'enfoncer sur le marché des changes. Mercredi 24 février, elles ont toutes deux franchi de nouveaux plus bas cours historiques vis-à-vis du mark. A Londres, la livre sterling valait 2,32 DM, et à Milan, il fallait 985 lire pour 1 mark. Depuis le mois de septembre, les deux monnaies ont chacune perdu plus de 20 % par rapport aux devises du SME. Mercredi, l'ancien banquier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson (qui avait démissionné en 1989) a déclaré que la sortie du SME constituait une « humiliation pour la Grande-Bretagne ». Selon lui, les conditions de l'entrée de la

livre dans le mécanisme de change, en octobre 1990, avaient été mal négociées avec l'Allemagne. La livre souffre toujours des hésitations de la politique économique britannique cinq mois après la sortie du SME. Quant à la lire, elle subit les conséquences de la grave crise politique à Rome.

La livre et la lire ne sont pas les seules à être l'objet de mouvements de ventes. La peseta espagnole est toujours affaiblie, et la Banque d'Espagne est de nouveau intervenue sur les marchés mercredi. Quant au franc français, il a subi l'annonce d'une contraction de 0,5 % du PIB au quatrième trimestre, le mark repassant au-dessus de 3,39 francs.

Selon les comptes de l'INSEE

Le recul des exportations et des investissements a fait baisser le PIB au quatrième trimestre 1992

Les chiffres viennent de confirmer ce que les enquêtes de conjoncture laissent pressentir : la production nationale a nettement baissé en France à la fin de l'année dernière.

Exprimé en termes de PIB marchand (produit intérieur brut) (1), le recul a été de 0,5 % au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre, selon les comptes de l'INSEE publiés mercredi 24 février. Pour l'ensemble de 1992, la croissance économique n'a été que de 1,6 % alors qu'un taux de 2,2 % avait été prévu fin 1991 par le gouvernement.

Le mauvais résultat du quatrième trimestre 1992 s'explique notamment par les exportations, les investissements et les stocks. Les premières, qui avaient fortement augmenté depuis le deuxième trimestre 1991, ont diminué de 1,4 % au quatrième trimestre 1992, ce qui correspond à un recul de 5,6 % au rythme annuel. Les investissements ont continué de se réduire fortement, au rythme de 4,4 % en fin d'année. Enfin, les stocks se sont fortement contractés.

« Plus de croissance que le reste de l'Europe »

En progressant assez rapidement (+0,7 %, soit presque 3 % en rythme annuel), la consommation des ménages qui avait déjà fortement augmenté au troisième trimestre, a limité le recul de la demande et finalement de la production intérieure. Il faudra attendre les résultats du premier trimestre 1993 pour savoir si l'économie française connaît une récession, c'est-à-dire deux trimestres consécutifs de baisse.

Dans un communiqué, M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, en se basant sur le PIB total (2) utilisé pour les comparaisons internationales, qui a progressé de 1,8 % en 1992 malgré une baisse de 0,3 % au quatrième trimestre, a affirmé, mercredi 24 février, que « la

France a eu deux fois plus de croissance que le reste de l'Europe ».

Pour M. Sapin, « c'est la conséquence de nos bons résultats en matière d'inflation et donc de notre politique de stabilité monétaire ».

M. Sapin ajoute : « Il ne faut cependant pas se bercer d'illusions. Même avec une bonne politique économique, un pays ne peut pas espérer échapper tout seul au ralentissement économique mondial ».

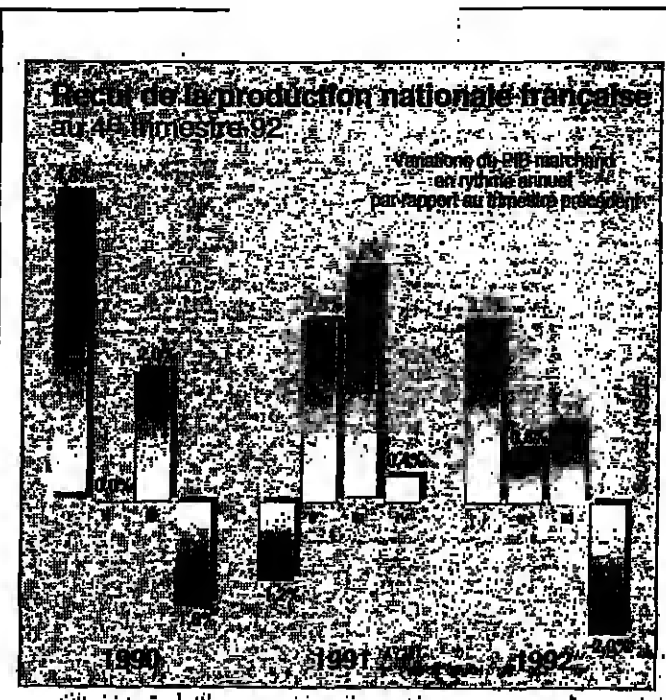
C'est pourquoi, au-delà des mesures purement nationales que nous avons décidées, la France a été très active pour promouvoir une initiative européenne de croissance. C'est le renforcement de la coopération internationale qui per-

mettra à la croissance de s'accroître, pas les politiques du chacun pour soi ».

Selon la Direction de la prévision du ministère des finances, la croissance du PIB en 1992 dans les pays du G7 a atteint 2,1 % aux États-Unis, 1,8 % en France, 1,6 % au Japon (estimation), 1 % au Canada, 0,8 % dans la CEE hors France (estimation), 1,1 % en Italie (estimation), 1 % en Allemagne de l'Ouest et -0,5 % au Royaume-Uni.

(1) Le PIB marchand mesure l'ensemble de la production marchande (industrie, services, agriculture).

(2) Le PIB total inclut les services fournis gratuitement (ou quasi gratuitement) par les administrations.



Le recul du PIB marchand de 0,5 % au quatrième trimestre de 1992 correspond à une baisse en rythme annuel de 2 %, soit la plus importante enregistrée au cours des dernières années.

AFFAIRES

Première défaillance bancaire liée à la crise de l'immobilier

Le Comptoir des entrepreneurs condamné à trouver un repreneur

La force de prédire une défaillance majeure liée à la crise de l'immobilier, les mauvais augures du système bancaire français ont fini par avoir raison. Mais contrairement aux hypothèses, l'incident de place, c'est-à-dire l'impossibilité pour un établissement de faire face à ses engagements à court terme, n'est pas venu d'une petite banque mais d'une des quatre grandes institutions financières spécialisées, le Comptoir des entrepreneurs (CDE).

« Le temps presse, il faut maintenant trouver vite une solution », affirme un banquier. « Non seulement parce que les créances non remboursées ont été gelées par la commission bancaire, mais aussi parce que la crise est de nature à jeter la suspicion sur de nombreuses autres signatures et à porter atteinte au fonctionnement même de la place financière française », ajoute-t-il. Car le CDE a notamment fait défaut sur le paiement de titres de créances à court terme à des sociétés moûtées.

Certes, les sommes en jeu sont faibles et peu de siccus semblent concernés, mais leur vocation les condamne à une liquidité quasi totale.

La solution miracle pour un renouveau du CDE semble en tout cas difficile à trouver. Les pouvoirs publics cherchent manifestement à faire pression sur les actionnaires du CDE, à commencer par le premier d'entre eux, avec plus de 20 % du capital, les AGF. L'assureur, candidat à une privatisation prochaine, cherche à éviter de reprendre seul un établissement « dont le métier n'a rien à voir avec le nôtre », explique-t-on Rue de Richelieu. Compte tenu du statut particulier du CDE, dont le président est nommé en conseil des ministres et dont deux administrateurs sont des représentants de l'État, les AGF considèrent implicite-

ment que le sauvetage du CDE peut-être considéré comme une affaire de place. Mais ils s'opposent pas à une part de la recapitalisation.

Le montage à l'étude impliquerait d'entraîner actionnaires comme l'UAP et le GAN ainsi que le Crédit foncier de France (CFF), une des quatre autres institutions financières spécialisées avec le CEPME et le Crédit national. Du coup, le cours de Bourse de l'action CFF a chuté mercredi 24 février de 4,7 % et celui du titre AGF de 2 %. Les analystes considèrent en effet que pour porter ses provisions à un niveau « raisonnable », le CDE aurait besoin d'un moins 1,5 milliard de francs.

Dans cette affaire, la COB (Commission des opérations de Bourse) aura finalement été la première, avant la Commission bancaire chargée pourtant d'encadrer le contrôle des établissements de crédit, à tirer le signal d'alarme. La cotation de l'action Comptoir des entrepreneurs est ainsi suspendue depuis le 8 février et la COB a ouvert une enquête sur des ventes d'actifs l'an dernier. L'agence de notation financière Standard and Poor's lui a emboîté en retraçant à deux reprises les émissions du CDE.

Quant à M. Jean-Jacques Piette, le président du Comptoir des entrepreneurs, il semble avoir largement sous-estimé les risques et réalisé peu de provisions par rapport à ses créances. Il se retrouve également victime du statut du CDE qui en fait le seul établissement de crédit de taille moyenne à ne pas être adossé à un grand groupe. Du coup, c'est la question même de l'avenir et de la vocation du CDE qui est posée.

ERIC LESER

Les signes de récession se multiplient en France

Suite de la première page

Aujourd'hui, M. Michel Sapin, ministre de l'économie, se garde bien de chanter les louanges de la « désinflation compétitive » et se contente d'observer « la meilleure résistance de l'économie française », grâce à « la politique de soutien sélectif de l'activité » menée par le gouvernement.

Le problème est que le gouvernement a trop longtemps sous-estimé la gravité de la situation économique et a donc tardé à réagir. Et le décalage s'accroît entre la perception de la réalité par les salariés et les chefs d'entreprise et la publication de statistiques qui présentent une photographie déjà dépassée de trois à six mois. Il n'est pas nécessaire d'attendre la publication, sans doute le 1^{er} mars, de statistiques du ministère du travail indiquant, selon toute probabilité, que la France n'atteint le seuil des trois millions de demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières, pour observer la montée continue du chômage et de l'exclusion sociale. Ce constat existe déjà.

Indicateurs en rouge

De même, pour la plupart des industries, la récession est déjà là, même si formellement elle se définit par deux trimestres consécutifs de baisse du PIB. Comme le note le dernier bulletin de l'UITM (patronat de la métallurgie), les industriels, « au vu de leurs carnets de commandes de plus en plus dégaris et de leurs trésoreries souvent exsangues, surtout dans les PME, constatent que non seulement l'activité se tasse de plus en plus, mais que les perspectives à moyen terme s'assombrissent, notamment avec la récession qui se profile dans l'ex-RFA ».

Il est vrai que beaucoup d'indicateurs passent au rouge, et de plus en plus d'industriels redoutent que la France soit même entrée dans « un processus déflationniste ». Les comptes de l'INSEE font apparaître une baisse de la production manufacturière de 2,1 % au quatrième trimestre 1992. Et la direction des études économiques et financières du Crédit lyonnais, dans ses prévisions d'activité pour 1993, envisage « un recul de la production dans vingt-huit branches, seules dix (dont la pharmacie, les cosmétiques et, dans

une moindre mesure, l'agroalimentaire) pouvant espérer tirer leur épingle du jeu ».

Les exportations, qui avaient tiré la croissance en 1992, ont diminué de 3,6 % en rythme annuel au quatrième trimestre, continuant à subir l'effet des dévaluations des monnaies faibles du SME et du ralentissement de l'activité en Allemagne. La chute de l'investissement est continue depuis huit trimestres, même si la baisse semble désormais de moindre ampleur. Une situation qui entretient le doute sur l'effet d'une baisse des taux d'intérêt pour doper une hypothétique reprise. Il sera difficile de faire repartir l'activité si les carnets de commandes des entreprises restent désespérément plats.

En attendant la consommation

Le seul espoir pour 1993 réside dans une éventuelle reprise de la consommation, qu'un homme ampleur. Une situation qui voit pas avant deux ou trois ans. Déjà, au quatrième trimestre de 1992, elle a augmenté plus rapidement que prévu, limitant ainsi les dégâts. Dans sa dernière analyse de conjoncture, la Société générale estime que, en 1993, « deux types de facteurs permettront un renforcement de la consommation des ménages : une amélioration du pouvoir d'achat et une stabilisation, voire un léger repli, du taux d'épargne ». Dans la dernière période, et depuis deux ans, les ménages ont marqué une certaine préférence pour l'épargne de précaution - nourrie par l'inquiétude née de la montée du chômage - et ont commencé à se désendetter, ce qui a limité la consommation. Un regain est-il possible ? La aussi, certains industriels se montrent sceptiques en parlant sur un ralentissement des salaires et une augmentation des prélèvements sociaux.

Quoi qu'il en soit, l'année 1993 s'annonce fort sombre, et certains observateurs redoutent que la France soit même entrée dans « un processus déflationniste ». Les comptes de l'INSEE font apparaître une baisse de la production manufacturière de 2,1 % au quatrième trimestre 1992. Et la direction des études économiques et financières du Crédit lyonnais, dans ses prévisions d'activité pour 1993, envisage « un recul de la production dans vingt-huit branches, seules dix (dont la pharmacie, les cosmétiques et, dans

MICHEL NOBLECOURT

Le groupe allemand en « surcapacité »

Grundig renforce sa collaboration avec Philips

Pour faire face aux défis issus des problèmes du marché de l'électronique, le groupe allemand Grundig va collaborer plus étroitement avec Philips. Ce dernier, qui détient 31,6 % du capital de Grundig, l'intégrera rétroactivement dans ses comptes au 1^{er} janvier 1992. Malgré ses difficultés - mises en lumière en France par l'éventuelle fermeture de l'usine de Creutzfeld - l'autonomie de la marque allemande n'est officiellement pas menacée.

FRANCFORT

de notre correspondant

« Nous souffrons comme tous nos concurrents du secteur de l'électronique de l'Est », au siège de Grundig, à Fürth près de Nuremberg, on ne cache pas que les résultats sont très décevants. Sur l'année comptable précédente, close le 31 mars 1992, Grundig a vu son chiffre d'affaires rétrograder de 7 % et ses effectifs de 6 % à 20 500 salariés dans le monde. Cette année (avril 1992 à fin mars 1993), les ventes auront fléchi à nouveau de 10 % et le nombre de salariés aura été ramené à 17 000. Mais le groupe reste « en surcapacité », explique son porte-parole, qui refuse de chiffrer les départs encore nécessaires. Plus directs, certains analystes évaluent l'excédent en tiers des capacités de production existantes.

L'en dernier (1991-1992), les pertes ont été de 19 millions de marks. Elles atteindront 200 millions cette année (670 millions de francs), tant les espoirs ont été déçus. Grundig se voit que la conjoncture en Allemagne comme à l'étranger, serait difficile et que le secteur connaîtrait de surcroît une guerre des prix conduite par les concurrents du Sud-Est asiatique. Mais il comptait néanmoins mener « une politique agressive de gain de parts de marché » et ainsi stabiliser son chiffre d'affaires

(4 243 millions de marks en 1991-1992). Tel n'aura pas été le cas.

Grundig, qui a failli être repris par Thomson en 1983, est entré à ce moment-là dans la glorieuse de Philips en affirmant, alors, garder toute son autonomie. « La baisse des ventes et le rétrocessionnement des marges ont une exploitation optimale des économies d'échelle », indique aujourd'hui Grundig, en précisant que les coûts de production des deux groupes ont pourtant été vraiment réduits qu'avec la suppression de tous les doubles emplois, notamment dans la recherche-développement et la fabrication, à l'image de la coopération qui existe dans les magnétoscopes et le téléphone sans fil.

La consolidation des comptes de Grundig dans ceux de Philips encourage ce « processus de rationalisation », tout en prenant en compte, selon la firme allemande, « la responsabilité financière » du géant néerlandais à son égard. Ces décisions ne remettraient pas en question l'autonomie de Grundig et l'avenir de la marque ne serait pas menacé. Ces explications n'ont pas suffi aux représentants du personnel au conseil de surveillance, qui se sont prononcés contre des décisions correspondant, selon eux, à une mise sous tutelle de la société allemande.

Grundig, malgré ses difficultés, a investi 322 millions de marks en 1991-1992 pour moderniser ses usines dont celle de Creutzfeld. Les dépenses de recherche-développement atteignent 3,5 % du chiffre d'affaires. Le groupe n'a que peu suivi les engagements européens en faveur de la télévision D2-Mac, misant plutôt sur le PAL-Plus, une norme qui améliore simplement le système actuel en Allemagne et parallèlement sur le tout numérique. Un choix qui, compte tenu de l'échec des normes D2-Mac, devrait finalement se révéler judicieux et intéresser Philips, centrée jusqu'alors sur la norme européenne.

E. L. B.

ÉCONOMIE

Tandis que les marins-pêcheurs sont appelés à manifester à Bruxelles Les directeurs européens de la pêche se mettent d'accord sur le principe de prix minima

Les directeurs européens de la pêche se sont mis d'accord, jeudi 25 février, sur le principe d'un prix minimum à l'importation pour le cabillaud, l'aiglefin, le lieu noir, le merlu et la lotte dans la CEE. Les modalités d'application de cette mesure, proposée jusqu'au 30 juin 1993, doivent être précisées par la commission.

Le comité de survie de la pêche avait appelé les marins-pêcheurs à participer, jeudi 25 février à Bruxelles, à une manifestation « pacifique ».

En France, M. Jacques Chirac, en tournée

électorale à Villejuif (Val-de-Marne), a vivement critiqué « la toute-puissante et irresponsable Commission de Bruxelles (...) qui n'a pas été capable de gérer nos affaires et d'être porteuse de nos intérêts ». De son côté, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a souhaité que la Commission « mette en œuvre des quotas, des prix garantis et des mécanismes de protection monétaires ». Préchant la compréhension vis-à-vis des pêcheurs, il a indiqué que « les poursuites continueront » contre les contrevenants. Sur le terrain, le comité local des pêches

de Cherbourg (Manche) a demandé au directeur du port de « prévenir les différentes compagnies maritimes trans-Manche de suspendre le transport de cargaisons de produits de la mer d'origine étrangère dans les jours qui viennent ».

Jeudi, une cinquantaine de pêcheurs des Sables-d'Olonne (Vendée) bloquaient l'accès au port de commerce.

En outre, une vingtaine de chalutiers des ports du Sud-Ouest ont occupé en mer, mercredi 24 février, la zone de tir du centre d'essais des Landes.

« A quoi bon aller en mer ? »

GUILVINEC (Finistère)

de notre envoyée spéciale

On n'avait jamais vu cela. Il y avait bien eu des mauvaises saisons comme on dit, voire des années de peste; un naufrage par exemple pour rappeler cruellement que la mer n'est ni allée ni aimable; des séries d'avarices, des coques s'écroulent, des moteurs et des filets qui cassent; l'effondrement des marchés, la terrible crise de la sardine, la raréfaction d'espèces et, depuis peu, la guérilla en mer... La vie de pêcheur avec ses accros et ses drames. Mais jamais le pays bigouden n'avait connu pareille révolte.

Cela les épate d'ailleurs, ces pêcheurs bigoudens, de se sentir si unis, si braves. « Regardez les dans, disait Gwenael Le Cleach, l'un d'eux, mercredi soir, en désignant les quelque cinq cents volontaires qui attendaient, dans la nuit glaciale de Pont-Abbé, d'embarquer dans des cars affrétés pour Bruxelles. Il n'y a plus ni syndicats ni militants politiques qui comptent, plus de polémiques entre caseyeurs, polangiers ou chalutiers. Il n'y a plus ici que des marins qui sont une même famille, qui sont même un pays. »

« Solidarité rage, survie... »

La fièvre et la fatigue les rendent grandiloquents. Et certains mots les dardent : « Solidarité, rage, survie... » N'ont-ils pas fait de ce dernier l'enjeu - et le nom - de leur rassemblement ? « Il fallait une structure rassembleuse qui n'ait pas d'autre étiquette que celle de notre profession et travaille dans l'urgence », raconte André Le Berre, le patron de l'An Yridig, leader bonhomme et chaleureux. « Samedi 13 février, on créait donc le comité de survie. » Douarnenez, Brest, Paimpol, Audierne, Cancale, adhérents au mouvement. Et puis l'île d'Yeu, Le Croisic, Saint-Brieuc, Les Sables-d'Olonne.

Le littoral allait s'enflammer et les marins pêcheurs passer à l'action. Lundi 15 février, déversement de déchets de poisson sur la piste de l'aéroport de Quimper, retardement d'un TGV en gare de Brest, blocage de la circulation à l'entrée de Saint-Brieuc. Mardi 16, nouvelles actions à Brest, Douarnenez, Saint-Malo, Cancale et sur le pont de Plougastel. Mercredi 17, distribution de poisson dans les rues de Quimper, inspection des supermarchés.

Et puis les séquestrations du film vont s'emballer. Un commando, dimanche, contraindra le ferry venant de Plymouth avec 300 tonnes de poisson à préférer Cherbourg à Roscoff. Les installations d'uo grossiste mareyeur seront saccagées et la cargaison d'un camion danois sabotée. Lundi sera journée morte à Douarnenez, Cancale et à Guilvinec. Avant la folle équipée vers Rungis.

Communauté-passeiro

Ils en parlent sans détour. Ils assument. Même si André Le Berre, gardé treize heures en garde à vue et serti en héros, assure avoir aperçu « des casseurs de banquette » qui n'avaient rien à voir avec les pêcheurs. « Le spectacle à Rungis avait de quoi rendre fou de rage », explique Gwenael Le Cleach. Dans une boîte étiquetée Scottish Salmon (saumon écossais) j'ai découvert des marins. Oui, des marins avec un tampon russe !... Il existe des filières et camions loués pour contourner frontières et quotas. La Communauté est une vraie passeiro.

Rungis a confirmé leurs présomptions : « Il y avait des hamards du Canada, de la morue d'Islande, des cornettes d'Inde, des coquilles Saint-Jacques de Norvège alors que la nôtre ne se vend pas... » Les étiquettes leur ont donné le vertige : « Cuba, CEI, Montréal, Calcutta des rougets du Sénégal. J'en aurais pleuré. Alors j'ai ren-

versé tout, saccagé peut-être. Comment s'arrêter après cela ? Chaque jour qui passe aggrave la situation des plus démunis. Les cours sont au plus bas. Des exemples ? La langoustine à 21 francs le kilo au lieu de 35 l'an passé. La « royale » à 42 francs, son prix de retrait alors qu'elle se vendait 100, la lotte est à 22 francs au lieu de 30/35. La limande-filet tombe entre 15 et 20 francs au lieu de 40.

« A quoi bon aller en mer, dit un petit patron. Après quinze jours de mer, je ne conserve même pas mes frais ! » Les paies ont été, ces derniers mois, divisées par deux, représentant des sommes ridicules pour le plus jeune matelot (1 000 francs parfois pour une marée de treize jours), largement insuffisantes pour permettre au patron artisan de rembourser ses dettes.

Les salaires sur salaire sont de plus en plus nombreux. Les retards incommensurables pour le paiement des impôts, des fournisseurs et des charges sociales. Réunis à Saint-Gatenoil il y a quelques semaines, les cotrepreneurs de la région liés aux activités de la pêche ont évalué à 20 millions de francs les retards de paiements des affectés. Et sur le port de Guilvinec, pas une activité aujourd'hui qui ne soit en danger. A un emploi en mer correspond, dit-on, cinq, à terre, Mécaniciens, forgerons, électriciens, aviateurs vivent à l'usure.

Paysans et pêcheurs même combat

La maintenance des bateaux est moins bien assurée. On ne les peint plus qu'une fois par an et la rouille triomphe. « C'est simple, grogne un marin, si on applique strictement la loi, la malédiction des bateaux de Guilvinec ne quitterait pas le port. Combien d'entre eux ont payé l'assurance ? »

Mais quels slogans choisir pour crier la révolte ? Ils sont embarrassés. Ils hésitent, balaient un peu.

« SOS nous coulent ! » est un peu pathétique. « Les Bigoudens dans la tourmente » se limite au constat. « Exiger du poisson breton ! » a des accents régionalistes. « Halte aux importations ! » est trop systématique. Il faudrait préciser « importations extra-communautaires », estime André Le Berre.

« Nous sommes européens, ajoute-t-il, et la plupart de nos voisins affrontent les mêmes problèmes. L'idéal serait de constituer avec eux un front commun pour faire pression sur Bruxelles. » Le comité de survie a donc écrit aux organisations professionnelles des différents pays de la Communauté pour les « sensibiliser » à la question, effectuée une petite mise au point - « la destruction du marché de poissons de Rungis ne va pas la production des pays de la Communauté » - et souhaité leur présence et soutien à Bruxelles le 25 février. « On peut rêver », ont dit quelques pêcheurs lors de la réunion où se trouvaient, mercredi après-midi, quelque 600 d'entre eux.

Les marins débattent donc on plutôt s'organisent pour intensifier le mouvement et maintenir la pression.

Le Plejaka, mercredi, a donc repris la mer - « En mer dans l'âme, l'esprit à terre » - comme une dizaine d'autres hauturiers, ces bateaux de haute mer dans les mers font une quinzaine de jours. « Attention, hein ! C'est en plein accord avec le comité. On n'est pas des briseurs de grèves. »

L'affaire est entendue. Tadiis qu'un homme de chaque équipage soutiendra à terre le mouvement, les bateaux continueront d'approvisionner les mareyeurs, qui risqueraient, sinon, de se fournir à l'étranger, et assurément une rotation normale du port, seule façon d'éviter son encombrement, le simultané des retards et un nouvel effondrement des cours.

ANNICK COJEAN

ÉTRANGER

IBM licencie

IBM va licencier, pour la première fois de son histoire, le géant américain, qui jusqu'à présent avait refusé à remplir ses objectifs de réductions d'effectifs en jouant sur les départs volontaires, les mutations internes et les non-remplacements, a confirmé mercredi 24 février qu'il allait recourir à des mesures plus drastiques. C'est

Armonk, le siège même de la société, qui a été touché. IBM avait prévu d'y supprimer 500 emplois dans le cadre des 25 000 suppressions d'emploi programmées dans l'ensemble du groupe pour 1993. « Des licenciements seront nécessaires », a averti un communiqué du groupe, sans en préciser toutefois l'importance.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE concernant le renouvellement de l'autorisation de la centrale nucléaire de CREYS-MALVILLE (Isère) équipée d'un réacteur à neutrons rapides.

ARTICLE 1^{er} - Par arrêté interpréfectoral du 15 février 1993, une enquête publique a été prescrite concernant la demande présentée par la société NERSA en vue du renouvellement de l'autorisation de la centrale nucléaire de CREYS-MALVILLE.

ARTICLE 2 - L'enquête sera ouverte à compter du 30 mars 1993 et jusqu'au 30 avril 1993 inclus.

ARTICLE 3 - La commission d'enquête est composée de MM. Jean PRONOST, expert près la cour d'appel de Paris; Maurice EISENSTEIN, ingénieur de l'environnement; Francis CHASSIN, ingénieur en chef du génie rural en retraite; Lucien PEJU, ingénieur divisionnaire des travaux publics en retraite; M. AUBOUDIN, chef de la section de radio protection du CENG honoraire; ainsi que M. Jean CHIAVERINA, ingénieur EPP et ISP en qualité de membre suppléant.

Elle sera présidée par M. Jean PRONOST.

ARTICLE 4 - Le dossier d'enquête sera déposé à la préfecture de l'Isère, à la préfecture de l'Ain, à la sous-préfecture de LA TOUR-DU-PIN (Isère), à la sous-préfecture de BELLEVILLE (Ain) et dans les mairies citées ci-après pendant un délai de 1 mois du 30 mars au 30 avril 1993 inclus.

Toute personne pourra en prendre connaissance sur place, dans les lieux précités, aux jours et heures habituels d'ouverture au public indiqués ci-dessous.

Pour le département de l'Isère :

• Préfecture de GRENOBLE, du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h.

• Sous-préfecture de LA TOUR-DU-PIN, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h.

• CREYS-MERIEUX :

• LUNDI, de 8 h 30 à 11 h et de 14 h à 17 h; MARDI, de 14 h à 17 h; MERCREDI, de 8 h 30 à 11 h; JEUDI, de 14 h à 17 h; VENDREDI, de 8 h 30 à 11 h.

• BOUVESSE-QUIRIEU :

• LUNDI, de 14 h à 18 h; MARDI, de 14 h à 18 h; MERCREDI, de 14 h à 18 h; JEUDI, de 14 h à 18 h; VENDREDI, de 14 h à 18 h.

• SAINT-VICTOR-DE-MORESTRE :

• MARDI, de 10 h à 11 h 30 et de 17 h 30 à 19 h; VENDREDI, de 15 h à 19 h; samedi, de 10 h à 11 h 30.

• ARANDON :

• MARDI, de 16 h à 19 h; MERCREDI, de 16 h à 19 h; samedi, de 9 h à 11 h.

• COURTENAY :

• LUNDI, de 15 h à 19 h; MERCREDI, de 15 h à 19 h; samedi, de 8 h à 11 h.

Pour le département de l'Ain :

• Préfecture de BOURG-EN-BRESSE, du lundi au vendredi inclus : de 9 h 30 à 11 h 45 et de 14 h à 16 h.

• Sous-préfecture de BELLEVILLE, du lundi au vendredi inclus : de 9 h à 11 h 45 et de 13 h 45 à 16 h 30.

• Mairie de BRIORD :

• MARDI, de 8 h 45 à 12 h et de 14 h à 18 h; JEUDI, de 8 h 45 à 12 h et de 14 h à 18 h; samedi, de 9 h à 12 h.

• Mairie de MONTAGNEAU :

• MARDI, de 14 h à 17 h; JEUDI, de 14 h à 17 h; samedi, de 9 h à 12 h.

• Mairie de SERRIERES-DE-BRIORD :

• LUNDI, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30; MARDI, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30; MERCREDI, de 8 h 30 à 11 h 30; JEUDI, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30; VENDREDI, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30; samedi, de 8 h 30 à 11 h 30.

• Mairie de LHUIS :

• MARDI, de 8 h 30 à 16 h 30; MERCREDI, de 8 h 30 à 16 h 30; VENDREDI, de 8 h 30 à 16 h 30; samedi, de 9 h à 12 h.

• Mairie de MARCHAMP :

• MARDI, de 14 h 30 à 16 h 30; VENDREDI, de 14 h 30 à 16 h 30.

• Mairie de SEILLONNAZ :

• MARDI, de 9 h à 11 h; VENDREDI, de 9 h à 11 h.

• Mairie de LOMPAZ :

• MARDI, de 13 h 30 à 15 h 30; VENDREDI, de 13 h 30 à 15 h 30.

Le dossier d'enquête sera également à la disposition de quiconque désirant en prendre connaissance aux jours et heures suivants, dans les lieux indiqués ci-dessous :

• Mairie de CREYS-MERIEUX : le 3 avril, de 9 h à 12 h.

• Sous-préfecture de LA TOUR-DU-PIN, le 3 avril, de 9 h à 12 h.

• Préfecture de BOURG : le 10 avril, de 9 h à 12 h.

• Préfecture de GRENOBLE : le 17 avril, de 9 h à 12 h.

• Sous-préfecture de BELLEVILLE, le 17 avril, de 9 h à 12 h.

ARTICLE 5 - Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur les registres ouverts à cet effet, établis sur feuilles non mobiles, cotées et paraphées par l'un des membres de la commission d'enquête ou les adresser par écrit à : M. le Président de la commission d'enquête pour la centrale de CREYS-MALVILLE, BP 50 - 38352 LA TOUR-DU-PIN, qui les verra et les annexera à ces registres.

ARTICLE 6 - Le président ou l'un des membres de la commission d'enquête se tiendra à la disposition des personnes ou des représentants d'associations qui demanderont à être entendus aux lieux, jours et heures suivants :

• Mairie de CREYS-MERIEUX : le 3 avril, de 9 h à 12 h.

• Sous-préfecture de LA TOUR-DU-PIN, le 3 avril, de 9 h à 12 h.

• Préfecture de GRENOBLE : le 17 avril, de 9 h à 12 h.

• Sous-préfecture de BELLEVILLE, le 17 avril, de 9 h à 12 h.

• Mairie de BOUVESSE-QUIRIEU, le 21 avril, de 9 h à 12 h.

• Mairie de LHUIS, le 28 avril, de 9 h à 12 h.

ARTICLE 7 - Copie du rapport et des conclusions motivées du président de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public dans les préfectures des départements de l'Isère et de l'Ain, dans les sous-préfectures de LA TOUR-DU-PIN (Isère) et de BELLEVILLE (Ain) et dans les mairies visées à l'article 4, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

CEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

La répartition des subventions des Fonds structurels dans la CEE

La carte des régions pauvres s'élargit

La carte de la prospérité relative, dans la Communauté, a quelque peu évolué au cours des cinq dernières années : la liste des régions en retard, qui bénéficient de plus des deux tiers des crédits répartis par la CEE au titre des Fonds structurels, compte dix noms supplémentaires.

BRUXELLES
(communauté européenne)
de notre correspondant

Principaux responsables de cette inflation, les cinq Länder de l'ex-RDA, ainsi que Berlin-Est. Mais la tache du sous-équipement s'élargit en Espagne, où la Cantabrique rejoint le gros peloton des dix régions dont le PIB est inférieur à 75 % de la moyenne communautaire. Elle gagne également au Royaume-Uni, où l'Ecosse des Highlands et des îles, ainsi que le Merseyside, rejoignent l'Irlande du Nord. Elle apparaît, avec le Haïnaut, dans ce qu'on croyait être la riche Belgique, illustrant la cassure, entre le nord du pays, flamand et riche, et le sud, francophone.

Une région italienne, les Abruzzes, est retirée de la liste pour cause de net enrichissement. Il a fallu arriver la même mésaventure, si l'on ose dire, à la Molise, autre province de la péninsule.

La France compte toujours deux régions, les DOM et la Corse, cette

dernière un peu par protection, puisque son PIB se situe à 79,3 % de la moyenne communautaire. Au cours de la période 1989-1993, la France aura reçu 888 millions d'euros (2,5 % du total), mais 1 227 millions d'euros au titre de « l'objectif 2 », qui concerne l'actif en faveur des régions industrielles en déclin (18,3 %) et 960 millions d'euros au titre de « l'objectif 5b » qui vise la modernisation rurale (36,8 % du total distribué).

Des crédits considérables

La Commission a approuvé mercredi ses propositions concernant le fonctionnement des Fonds structurels (Fonds régional, Fonds social, Fonds agricole auquel s'ajoutent désormais le Fonds de cohésion, réservé, lui, aux quatre pays les moins prospères de la CEE, à savoir l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal) au cours de la période 1994-1999.

C'est un dossier que les gouvernements vont suivre avec attention, vu l'importance de plus en plus considérable des crédits ainsi redistribués par l'intermédiaire du budget européen : 21 milliards d'euros en 1993, 30 milliards en 1999. Les subventions accordées aux quatre pays les moins prospères doubleront ainsi au cours de la période.

PHILIPPE LEMAÎTRE

SOCIAL

Importante manifestation unitaire en Moselle

Contre « la casse » industrielle

Pour la première fois en Moselle, toutes les organisations syndicales de salariés appelleront à se manifester mercredi 24 février pour réclamer la fin de la casse industrielle dans le département. Une manifestation unitaire, à Metz, réunissait en début d'après-midi de 10 000 à 15 000 personnes, selon les sources. Dans le cortège conduit par les sidérurgistes, se succédaient les mineurs du bassin houiller, ceux des mines de fer et d'acier, les employés des pompes et des éoliennes. La marche était fermée par une délégation de 300 à 400 salariés de l'usine Grundig de Creutzwald.

Tout le jour, les bassins sidérurgiques et houillers ont été paralysés par des grèves. La gare d'Hagondange a été bloquée et le train Luxembourg-Paris a été retenu pendant trois heures dans la matinée. Entre Luxembourg et Metz, dans les deux sens, le trafic a également été interrompu sur l'autoroute A 31.

Une action unitaire de cette ampleur ne s'était pas vue depuis 1984. L'objectif de la journée était d'exprimer la solidarité de tous les secteurs d'activité touchés par la crise en Lorraine.

Deux textes au « Journal officiel »

Le gouvernement prolonge l'indemnisation exceptionnelle du chômage partiel

Deux mesures relatives à l'indemnisation du chômage partiel par l'Etat sont prolongées suite à la publication, mercredi 24 février, au Journal officiel d'un décret et d'un arrêté du ministère du travail.

En précisant que « le taux horaire de l'allocation spécifique pour privation partielle d'emploi est égal à 106,7 % du minimum garanti en vigueur au 1^{er} juillet de chaque année », le décret précise que l'Etat continuera « jusqu'au 30 juin » de rembourser aux entreprises 18 francs par salarié et par heure de chômage partiel.

Un arrêté précise, d'autre part, que l'Etat continuera durant toute l'année 1993 de prendre en charge au taux maximum de 100 % les indemnités de chômage partiel versées par l'employeur.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-1-1-12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours bon rapport qualité-prix, dans le menu à 195 F, déjeuner, dîner. Pâtisseries, fruits de mer et crudités toute l'année.

12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours bon rapport qualité-prix, dans le menu à 195 F, déjeuner, dîner. Pâtisseries, fruits de mer et crudités toute l'année.

VIE DES ENTREPRISES

Après une perte record de 9,8 milliards de francs en 1992

British Aerospace mise sur ses avions de combat et sa coopération avec Taiwan

LONDRES

de notre correspondant

L'optimisme effiché, mercredi 24 février, par le président de British Aerospace (BAe), M. John Cahill, semble a priori déplacé : le montant des pertes avant impôt enregistré en 1992 par BAe - 1,3 milliard de livres, soit environ 9,8 milliards de francs - est le plus important jamais annoncé par un groupe industriel britannique. Ces chiffres tiennent compte d'une provision de 1 milliard de livres destinée à la restructuration des activités du groupe liées à l'aviation commerciale, sévèrement touchée par la récession mondiale. L'usine de Hatfield, près de Londres, a été fermée, et plus de 8 000 emplois devraient disparaître cette année, après 13 400 suppressions de postes en 1991-1992.

Mais BAe a conclu un accord de partenariat avec Taiwan Aerospace pour la production d'avions régionaux, et les affaires d'Airbus Industrie, dont British Aerospace possède 20 %, demeurent satisfaisantes, bien que les récentes critiques des subventions qui auraient été attribuées au consortium européen ne soient pas de bon augure.

Tout en jugeant les résultats « clairement insatisfaisants », M. John Cahill voit, dans l'accord avec Taiwan, le premier de trois importants motifs d'espoir : en décembre dernier, l'Allemagne a accepté un compromis pour la poursuite du programme d'avion de combat européen (EFA) et un important contrat (estimé à 4 milliards de livres) a été signé, en janvier, avec l'Arabie saoudite, portant notamment sur la vente de 48 avions Tornado.

Bref, avec des carnets de commande de quelque 12 milliards de livres et une réduction importante de ses coûts de production, BAe voit le menace d'une OPA s'éloigner. Lord Weinstock, président de

GEC (General Electric Company), à qui on prêtait l'année dernière une telle intention, aurait donné des assurances. Mais la convalescence de British Aerospace est fragile : Rover, la filiale automobile du groupe, a enregistré des pertes s'élevant à 49 millions de livres, et son chiffre a stagné aux alentours de 3,6 milliards de livres. La société a supprimé 1 277 emplois en janvier et la production a chuté de 470 000 à 421 000 véhicules en 1992.

Les activités les plus bénéficiaires de British Aerospace demeurent celles de la division défense (avions et munitions), laquelle représente 40 % des ventes totales. Les bénéfices y ont atteint 352 millions de livres en 1992, ce qui traduit cependant une baisse sur l'exercice précédent (371 millions de livres).

LAURENT ZECCHINI

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTAT

■ Natio-Vie (BNP) : résultat net en hausse de 36 %. Natio-Vie, filiale assurance-vie du groupe BNP, a annoncé un résultat net de 208 millions de francs en 1992, en hausse de 36 %. Le chiffre d'affaires du groupe BNP dans l'assurance-vie a progressé de 87 %, passant de 5,3 milliards de francs à 10 milliards de francs, alors que la progression globale des entreprises d'assurance-vie devrait atteindre 15 % pour 1992. Ce chiffre d'affaires comprend celui d'Assu-Vie (351 millions de francs), filiale du GAN et de Natio-Vie. Pour 1993, Natio-Vie compte sur un chiffre d'affaires d'au moins 10 milliards de francs et prévoit de stabiliser sa part de marché. Le groupe BNP représente 3,7 % du marché total de l'assurance-vie (270 milliards de francs environ) et 7,4 % de la part du marché occupée par les réseaux à guichets. Natio-Vie gère 35 milliards d'actifs pour 600 000 clients soit 58 000 francs environ par client.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

■ Zenith Data Systems annonce 375 suppressions d'emplois. Zenith Data Systems, filiale du groupe informatique français Bull, va supprimer 375 emplois dans les prochaines semaines en raison d'une baisse d'activité dans le secteur des ordinateurs personnels. Ces mesures toucheront l'ensemble des salariés des différents sites de la société, a indiqué mercredi 24 février son porte-parole, M. Paul Hancoc-Wheeler. Zenith, dont le siège est à Buffalo Grove (Etat-Unis), emploie 2 000 personnes dont 1 250 à son unité de St. Joseph (Michigan). Selon le porte-parole, ces suppressions d'emplois ne sont pas liées à la perte d'un marché de 740 millions de dollars par le groupe au mois de décembre 1992 pour un programme d'équipement informatique du Pentagone. Le contrat a depuis été partagé entre Zenith et Government Technology Service mais est contesté par les deux autres concurrents, Electronic Data Systems et CompuAdd Computer.

DÉMISSION

■ M. José Deduwaerder, président du comité exécutif d'Interbrew, démissionne. M. José Deduwaerder, administrateur-délégué et président du comité exécutif de la brasserie belge Interbrew et ancien président de Renault Inc. (Etats-Unis), a démissionné de ses fonctions pour raisons personnelles. La présidence du comité exécutif sera assurée provisoirement par M. Jean-Marie Des-

carpentier, qui était jusqu'à présent vice-président et directeur général de la firme française Novalliance.

RACHAT

■ Haviland et Parlon (porcelaine) repart pour les Cristalleries de Champagne. La société porcelainière de Limoges Haviland et Parlon (160 salariés, 46 millions de francs de chiffre d'affaires) vient d'être reprise par les Cristalleries de Champagne, une filiale de la holding Boregossia (Martini et Rossi) qui cherche à constituer un groupe des arts de la table. Issu de la dynastie américano-limousine qui a fait au 19^e siècle la gloire internationale de la porcelaine de Limoges, Haviland et Parlon est spécialisée dans les petites séries de collection (signatures de Jean Cocteau, Léonard Fini, Brayer, Labisse, etc.) et dans la reproduction de pièces anciennes. Elle a notamment réédité le service créé, il y a un siècle, par Claude Monet; elle a aussi travaillé pour le Metropolitan Museum de New-York. (Corresp.)

ACCORD

■ ATT signe un accord avec Taiwan. American Telephone and Telegraph (ATT) a conclu un protocole d'accord avec le gouvernement de Taiwan pour former une « alliance stratégique » en vue de pénétrer le marché régional. Selon cet accord, le ministère de l'économie de Taiwan s'efforcera d'attirer des investisseurs locaux pour la création de joint-ventures incluant des transferts de technologie et d'autres projets, a indiqué mercredi 24 février le vice-ministre taiwanais de l'économie, M. Yang Shih Chien. ATT avait annoncé, la veille, la signature d'un accord de « partenariat étendu » avec la Chine lui donnant un large accès au marché chinois du téléphone, en pleine expansion.

NOMINATION

■ Société générale : M. Jean-Paul Delacour, vice-président. M. Jean-Paul Delacour, soixante-deux ans, unique directeur général de la Société générale, a été nommé mercredi vice-président du Conseil d'administration, poste nouvellement créé aux côtés du PDG, M. Marc Viénot. M. Daniel Bouton, entré à la Société générale il y a deux ans presque jour pour jour en qualité de directeur à la présidence chargée des grands projets du groupe, a été nommé directeur général. Désormais, deux directions (développement et communication) relèvent directement du PDG, tandis que le nouveau vice-PDG prend en

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES TITRES ET DE LA BOURSE
32, rue du Champ-de-Tir, 44300 NANTES

AVIS DE TIRAGE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Les porteurs d'obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE provenant de l'indemnisation des biens transférés à l'ÉLECTRICITÉ DE FRANCE et GAZ DE FRANCE d'une part, et à l'ÉLECTRICITÉ et GAZ D'ALGÉRIE d'autre part, sont avisés que le 42^e tirage d'amortissement desdites obligations aura lieu au 32, rue du Champ-de-Tir à NANTES, le

LUNDI 26 AVRIL 1993
à 10 h 30

Les obligations sorties à ce tirage seront remboursables à partir du 1^{er} juin 1993.

Les opérations d'indemnisation et de regroupement facultatif des fractions d'obligations de 10 F, seront suspendues à compter du 15 mars 1993 et reprises le mardi 27 avril 1993.

Malgré une baisse du résultat net

Bonnes performances pour Casino en 1992

« Nous ne voyons pas de reprise de la consommation avant deux ou trois ans », M. Antoine Guichard, président du conseil de gérance de Casino, n'a pas fait de prévisions, mercredi 24 février, sur les performances qu'il espère réaliser en 1993. Malgré la baisse de 10 % du résultat net (par du groupe) à 438 millions de francs, il a néanmoins qualifié de « très satisfaisantes » les performances réalisées en 1992, expliquant leur recul par une chute des éléments exceptionnels.

Il a été également félicité de l'état du groupe breton Reliye, racheté en 1992, dont l'exploitation, a-t-il estimé, est « tout à fait saine ». Casino se donne d'ailleurs trois ans pour intégrer Reliye et « bien faire les choses ». Estimant qu'il y a « peu d'entreprises de distribution pouvant montrer une situation aussi équilibrée et aussi saine » (le crédit fournisseur du nouveau groupe est de soixante-dix jours), M. Guichard a affirmé que « Casino peut dormir sur ses deux oreilles et saisir d'éventuelles opportunités ».

Dans le contexte de morosité de la consommation, le groupe a fait un gros effort sur les prix, écartant ses coûts et son organisation pour y parvenir. Le prix de vente des produits de grande consommation a baissé de plus de 3 % dans les hypermarchés du groupe et de près de 5 % dans ses supermarchés. Cette politique va être poursuivie cette année.

Le groupe, qui mène une réflexion sur sa politique d'enseignes après l'arrivée de Reliye, s'intéresse aussi à la nécessité de se lancer dans le hard discount (1) : en effet, compte tenu de l'attachement des consommateurs français au choix offert par les magasins, les dirigeants de Casino ne sont pas persuadés de la pérennité de la formule - quelque peu éphémère - du hard discount.

F. V.

(1) Le hard discount est le système pratiqué par les chaînes de magasins qui proposent une gamme réduite de marchandises à bas prix.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANCO DE SANTANDER

BÉNÉFICE NET : + 11,8 %

DIVIDENDE : + 8,3 %

PRINCIPAUX CHIFFRES CONSOLIDÉS

(en millions de pesetas ou de dollars)

	1992	1992	1992/1991
	Pesetas	US \$	%
Revenus financiers	689 682	6 017,1	1,38
Coûts financiers	486 310	4 242,8	0,63
Marge financière	203 372	1 774,3	3,22
Résultat d'exploitation	121 907	1 063,6	12,58
Bénéfice net	66 132	577,1	11,80
Total actif	7 052 194	52 475,1	21,59
RATIOS			
Rentabilité des fonds propres		20,34 %	
Rentabilité des actifs		1,10 %	

L'Assemblée extraordinaire des actionnaires réunie sous la présidence d'Emilio Botin a annoncé les comptes de l'exercice 1992. Le résultat net atteint 66,2 milliards de pesetas, soit une hausse de 11,8 % sur l'exercice précédent.

Selon Emilio Botin, cette progression résulte de l'augmentation de 7,39 % de la marge d'exploitation qui comprend une hausse de 21,87 % de bénéfice provenant de la rémunération des services bancaires.

De plus, les résultats ont bénéficié de la mise en œuvre au cours de l'exercice de procédures de contrôle de coûts qui ont permis de réduire leur croissance annuelle de 3,52 % sur 1991. Le ratio coût sur résultat s'est amélioré pour atteindre 55,26 % contre 57,32 % en 1991.

DIVIDENDE

Le dividende global ressort à 260 pesetas par action, soit une progression de 8,33 % sur l'exercice précédent. Le dividende intermédiaire de 143 pesetas par action a été versé le 31 octobre 1992. En 1993, les dividendes seront payés trimestriellement.

Le solde de 117 pesetas sera mis en paiement à compter du 30 avril 1993.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 25 février ↓ Hésitante

La Bourse de Paris était hésitante jeudi 25 février après la petite hausse de fin de semaine observée la veille. En hausse de 0,35 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 n'offrait plus une heure plus tard qu'un gain de 0,05 %. A la mi-journée, les valeurs françaises s'étaient installées dans le rouge et abandonnant en moyenne 0,3 %. Le montant des échanges atteignait 1 milliard de francs.

Les milieux financiers avaient donné l'impression en début de journée de faire l'impasse sur les mauvaises nouvelles et pourtant elles ne manquaient pas. Mercredi, le marché apprenait que le PIB avait baissé de 0,6 % au quatrième trimestre et que la France s'acheminait à grands pas vers la récession. Les nouveaux rendements mensuels qui affectaient la lire, le peseta et le livre fragilisaient le franc français.

Une affaire comme celle du Comptoir des entrepreneurs (CDE), qui scandalise

plus d'un boursier, n'aurait pas à s'attendre des actions, déplorant l'absence de réaction du titre (voir page 10).

En fait, estiment les analystes, les investisseurs jouent actuellement une baisse des taux d'intérêt en France avant et « admettent » après les élections législatives de la fin mars, pour relancer la machine. Ce mouvement pourrait être enclenché par un nouveau geste de la Bundesbank après l'annonce mercredi d'une petite diminution de l'inflation dans deux Länder allemands, la Bavière et le Rhénanie-Westphalie.

Macrologie, qui avait déjà progressé de 20 % la veille, présentait encore 18,7 %. Le Banque Calbert progressait de 8 %, UGC de 2,3 %. Casino, qui avait cédé du terrain la veille à la suite de l'annonce d'une baisse de 10 % du bénéfice 1992, perdait encore 4 %.

NEW-YORK, 24 février ↑ Embellie

Wall Street a retrouvé le chemin de la hausse, mercredi 24 février, grâce au bas niveau des taux d'intérêt à long terme. L'annonce d'un recul moins fort que prévu (-1,7 % au lieu de -3 %) des commandes de biens durables en janvier aux Etats-Unis, a également aidé le Bourse new-yorkaise. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 358,50 points en hausse de 33,23 points, soit une progression de 1 %. Quelques 299 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de douze contre sept : 1 210 contre 694 554 titres ont été échangés.

Les gains du Dow Jones ont été enregistrés grâce principalement à la reprise des titres des secteurs pharmaceutique et du tabac qui ont fait l'objet d'importantes liquidations au cours des dernières heures. Les valeurs automobiles se sont également redressées après avoir reculé mardi en raison de l'annonce d'une nette baisse de la confiance des consommateurs américaine en janvier.

Sur le marché obligataire, le taux moyen sur les bons du Trésor à trois ans, principale référence, s'est redressé à 8,88 % contre 8,82 % mardi soir, les prix rendant une partie des gains enregistrés la veille.

VALEURS	Cours du 23 fév.	Cours du 24 fév.
Alcoa	71 1/4	71 3/4
AT&T	64 5/8	64 1/8
Bell	34 1/2	34 1/8
Boeing	30 1/8	30 1/4
Chemical Bank	47 3/4	48 1/8
Deere	59 7/8	60 3/8
Eastman Kodak	65 1/2	65 1/2
IBM	111 1/8	111 1/4
Ford	44 1/8	44 1/8
General Motors	42 1/2	42 1/8
Johnson & Johnson	38 7/8	37 7/8
Merck	51 1/8	51 1/4
Microsoft	72 3/4	74 1/8
Mobil Oil	87 3/8	87 1/4
Pfizer	57	57 1/4
Schlumberger	58 7/8	59 1/2
Texas	62 1/8	62 1/8
U.S. Steel	111 1/8	111 1/4
United Tech.	18 3/8	17 1/4
Windsor	33 1/4	33 1/4
Yale	61	62

LONDRES, 24 février ↓ Léger recul

Les valeurs ont été irrégulières mercredi 24 février au Stock Exchange et ont terminé la séance en léger recul. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a obtenu en baisse d'un point à 2 817 points, soit un repli symbolique de 0,03 %. Le volume des échanges s'est élevé à 588,1 millions de titres contre 498,7 millions la veille.

La hausse subsiste dans l'attente de la publication du budget britannique le 18 mars.

Du côté des valeurs, l'annonce d'une perte avant impôt de 1,2 milliard de dollars de la compagnie d'assurance n'a pas effacé la tendance, car elle avait été anticipée. Les groupes de consommation ont été faibles, mais les pharmaceutiques ont amorcé une reprise, CI,

qui doit publier ses résultats annuels et annoncer, jeudi, sa décision sur son projet de partition en deux entités, a terminé en hausse de 2 pence à 1 082, après avoir perdu du terrain pendant la première moitié de la séance dans la crainte d'une augmentation de capital.

VALEURS	Cours du 23 fév.	Cours du 24 fév.
Admiral	2 1/4	2 1/4
B.P.	2 1/4	2 1/4
B.T.	5 00	5 00
British	4 00	4 00
British	2 1/2	2 1/2
British	2 1/2	2 1/2
British	2 1/2	2 1/2
British	2 1/2	2 1/2
British	2 1/2	2 1/2
British	2 1/2	2 1/2
British	2 1/2	2 1/2

TOKYO, 25 février ↑ Progression

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse, jeudi 25 février, grâce à des achats opérés par des institutions publiques et des fonds d'assurance sur l'ensemble de la cote. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 108,45 points, soit 0,85 % à 12 807,38 points dans un volume de 250 millions de pièces contre 200 millions la veille. Le marché a également bénéficié d'achats liés à l'indice.

Les échanges sont restés confinés dans des marges étroites, les boursiers s'inquiétant des résultats de sociétés.

« Les achats des fonds publics se sont intensifiés, mais le marché n'est pas assez convaincu pour sortir de ses récentes mœurs », a dit M. Shigeru Masuda de Yamaichi Securities.

VALEURS	Cours du 24 fév.	Cours du 25 fév.
Aluminum	1 210	1 210
Bidgmore	1 180	1 180
Boeing	1 380	1 310
Deere	1 180	1 180
Eastman	1 280	1 280
General Motors	1 040	1 040
Johnson & Johnson	850	850
Sony Corp.	3 880	3 820
Toyota Motors	1 350	1 340

CHANGES

Dollar : 5,5220 F ↑

A Paris, le dollar regagnait en fin de matinée un peu de terrain en Europe et en Asie jeudi 25 février. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,5220 francs contre 5,4920 la veille au cours indicatif de la Banque de France.

	24 fév.	25 fév.
FRANCOFORT	24	25
Dollar (en DM)	1,695	1,638
TOKYO	24	25
Dollar (en yen)	116,93	117,53

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (25 fév.) : 11 1/4-11 5/16 %

New York (24 fév.) : 2 %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,5125	5,5145
Yen (100)	4,6906	4,6944
DM	4,6433	4,6466
Deutschmark	3,3911	3,3916
Franc suisse	3,6296	3,6334
Lire italienne (1000)	3,4711	3,4775
Livre sterling	7,8525	7,8618
Peseta (100)	4,7147	4,7246

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	3	3 1/8	3 1/16	3 1/16	3 3/16	3 5/16
Yen (100)	3 1/4	3 3/8	3 1/8	3 1/4	3 1/16	3 5/16
DM	9 9/16	9 11/16	9 1/2	9 5/8	9 3/16	9 5/16
Deutschmark	8 1/2	8 5/8	8 1/4	8 3/8	7 13/16	7 15/16
Franc suisse	5 7/16	5 9/16	5 3/8	5 1/2	5 3/16	5 5/16
Lire italienne (1000)	11 1/4	11 1/2	11 5/16	11 9/16	11 1/8	11 3/8
Livre sterling	6 3/16	6 5/16	6 1/4	6 1/2	6 7/8	6 11/8
Peseta (100)	18	20	16 1/2	17 1/2	14 3/4	16 3/4
Franc français	11 1/2	11 15/16	11 5/8	12	10 5/8	11

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

محافظ الاموال

ARCHIVES FINANCIERES

Cours relevés à 13 h 30

Comptant (sélection)**SICAV** (sélection) **24/2**

Second marché (sélection)

Marché à terme international de France MATIF
Cotation du 24 février 1993

COURS INDICATEURS				ET DEVISES			
préc.	25/2	achat	vente	préc.	25/2		
Etats Unis (1 unit.)	5 482	5 3	5 8	Or fin (à la barre).....	58400	58600	
Ect.	8 853			Or fin (en lingot).....	58800	58850	
Allemagne (100 dm.)	339 390	328	348	Napoleon (20).....	340	338	
Belgique (100 fr.)	4 453	15 9	15 9	Pièce Fl (10 fr.).....	419	401	
France (100 fr.)	301 530	280	310	Pièce Suisse (20 fr.).....	338	336	
Italie (1000 lire)	3 450	3 4	3 8	Pièce Latine (20 fr.).....	336	342	
Danemark (100 kr.)	85 330	82	81	Souverain.....	2096	2105	
Grèce (100 dr.)	8 241	7 6	8 5	Place 20 dollars.....	1102 50	1102 50	
Irlande (100 sh.)	7 919	7 6	8 4	Place 10 dollars.....	700	700	
Libé-Stamens (1 L)	2 504	355	378	Place 5 dollars.....	2180	2180	
Grèce (100 drachmes)	387 480	76	76	Place 20 francs.....	348	348	
Suisse (100 fr.)	75 70	75	84				
Canada (100 c.)	46 8	46 8	46 5				
Norvège (100 kr.)	79 370	43	48				
Autriche (100 sch.)	46 228	43	48				
Espagne (100 pes.)	4 889	43	41				
Portugal (100 esc.)	3 870	43	41				
Canada (1 \$ can.)	3 870	43	41				
Canada (1 \$ can.)	3 870	43	41				

CARNET DU Monde

Naissances

- Le 2 février 1993

AGATHE

est née, à la grande joie de

Blasine et Bruno DEVAUX.

Elle est la sixième des petits-enfants de

Jérôme et Bernadette ROSTAND

et la vingt-deuxième des arrière-petits-enfants de

Georges et Nicole ROSTAND.

- Brigitte et Jean-Paul COSTA, Fabienne, Florence, Delphine, Valentin, Oriane, Astrid et Mathias, ont la joie d'annoncer la naissance de

Octave, Paul, Daniel.

Paris, le 23 février 1993.

Décès

- M^{me} Félix Amar, M^{me} Jean-Louis Amar, Et ses enfants Gilles, Francine et Guillaume, M. et M^{me} J.-C. Lelouch, Les familles parentes et alliées ont la douleur de vous informer du décès de

M. Jean-Louis AMAR,

survenu le 23 février 1993.

L'inhumation a eu lieu ce jour au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Huguette Arbona, M. et M^{me} Patrick Arbona et leurs enfants, M. et M^{me} Philippe Arbona et leur fille, M^{me} Marguerite Arbona et ses fils, ont la douleur de vous informer du décès de

M. Barthélémy ARBONA,

ingénieur principal hors classe à la SNCF, en retraite,

officier de l'Ordre national du Mérite,

leur époux, père et frère, survenu le

23 février 1993, dans sa soixante-seizième année.

La levée du corps aura lieu en son domicile de Viroflay et l'inhumation, dans le caveau de famille, au cimetière de Rueil, à Antibes.

Pour les dates et heures, merci de contacter la famille au (1) 30-54-96-49 ou (1) 30-58-43-80 ou (1) 30-24-36-70.

Priez pour lui.

1, rue Hippolyte-Maze, 78220 Viroflay.

- Jean-Michel et Violette Boissenin, Jean-Pierre et Marie-France Debuc, ses enfants,

sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Gaston BOISSEININ

née Yvonne Malinot,

survenue à Reims, le 23 février 1993, à l'âge de quatre-vingt ans.

54521 Laxou Cedex CPN BP 1010 21, avenue Paul-Chaton, 51200 Epervain.

- Monbrison (Loire).

Pierre, Emmanuelle, Marie-Anne, François Cohendet,

Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean-Bernard COHENDET,

chirurgien,

survenu à Monbrison, le 23 février 1993.

Ses funérailles auront lieu le vendredi 26 février, à 10 h 30, en la cathédrale Notre-Dame de Monbrison.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

- Jean et Marie-Béatrix Cournot, ses parents,

M^{me} Nicole Cournot, son épouse,

Isabelle et Christian Fleuret, Nathalie et Sophie Cournot, ses enfants,

Vincent, Pierre, Victoire, Judith, ses petits-enfants,

Léon, Michel, Claude, Béatrice, Monique, Elisabeth, Jean-Pierre, Marc, ses frères et sœurs,

et leurs conjoints, enfants et petits-enfants,

M^{me} Françoise Charpentier,

ont la douleur d'annoncer que

M. Yves COUNNOT,

avocat à la cour d'appel de Paris, ancien membre de conseil de l'ordre, chevalier de la Légion d'honneur,

nous a quittés le 24 février 1993.

Le service religieux et l'inhumation auront lieu dans l'intimité.

Une cérémonie, dont la date sera prochainement annoncée, sera célébrée à Paris.

« Bienheureux les miséricordieux, car ils trouveront miséricorde. »

2, rue Joseph-Bara, 75006 Paris.

- Auguste Fouque, son père,

Maryvonne Fouque, sa femme,

Emmanuel et Jérôme Fouque, ses fils,

Christiane et Michel Eon, sa sœur et son beau-frère,

Les familles Adam, Aznavour, Cahen, Eon, Forget, Lissien et Moisselin,

Désire Marvite, Les médecins, collègues et amis qui l'ont assisté, font part du décès de

Jean-Claude FOUQUE,

conseiller à la cour d'appel de Paris, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 20 février 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Villiers-sous-Grzy (77).

2 bis, place Barthélémy, 76000 Rouen.

45, rue Blanche, 75009 Paris.

- Maxime GRANGE

s'est endormi dans la paix du Seigneur le 24 février 1993 à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 février à 13 h 45 en l'église Saint-Louis-en-l'Isle, rue Saint-Louis-en-l'Isle, Paris 4.

De la part de

Anne-Marie Grange, son épouse,

M. et M^{me} Alain Grange, ses enfants,M^{me} Hélène Grange, Et de ses petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1 bis, quai aux Fleurs, 75004 Paris.

- Paris.

M. et M^{me} Philippe Roger-Vasselin, leurs enfants et petits-enfants,M. et M^{me} John B. Golden, leurs enfants et petits-enfants,M^{me} Philippe Haour et sa fille,M^{me} Georges Morel, M. et M^{me} Patrick Comhette de Rymon et leurs enfants,

ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M. et M^{me} Philippe Haour, son frère et sa belle-sœur,M^{me} Léon Hartmann, sa belle-sœur,

Ses sœurs, ses neveux, Toute sa famille et ses amis, ont la tristesse d'annoncer la mort de

M. Pierre HAOUR,

officier de la Légion d'honneur, rappelé à Dieu, muni des sacrements de l'Eglise, le 21 février 1993, dans sa cent onzième année.

La messe d'enterrement sera célébrée en l'église de Remolins (Gard), le mardi 2 mars, à 11 heures.

Une messe sera célébrée à Paris, le mercredi 10 mars, à 9 heures, en l'église de Saint-Léon, 1, place du Cardinal-Amette, 75015 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

- Le docteur Madeleine Spire-Weill, son épouse,

Raymond et Elvy Weill, Etienne-Bertrand et Jacqueline Weill, Jacqueline Lévy-Spire, ses frères et belles-sœurs,

Guillaume et Betty Weill, Laurent et Françoise Weill, Catherine et Lionel Follet, ses enfants,

Tous ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Martine et Jacques Péguy et leurs enfants,

Hélène et Pierre-Jean Garcia et leurs enfants,

Les familles Ulmann, Spire, Jacob, Parents et alliés,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Claude WEILL,

ancien élève de l'Ecole normale supérieure, rue d'Ulm, professeur agrégé de philosophie, survenu le 20 février 1993, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Ils rappellent le souvenir de sa mère,

Jeanne ULMANN-WEILL,

morte en déportation en 1943.

L'enterrement civil a eu lieu à Ponthieu-Auxois, le 23 février.

2, boulevard de la Trémouille, 21000 Dijon.

Anniversaires

- Il y a dix ans, le 26 février 1983,

Marie-Louise BRET,

née Perret,

rejoignait son époux

André Bret

décédé le 28 novembre 1972.

Priez pour eux, vous qui les avez aimés.

- Il y a vingt ans, le 26 février 1973, disparaissait

L. S. REVAH

professeur au Collège de France, pionnier des recherches sur les parlers judéo-espagnols et l'histoire des marranes,

toujours présent à la pensée de sa famille, de ses élèves et de ses amis.

Conférence

- L'enseignement de la Kabbale accessible à tous ; séance d'information, lundi 1^{er} mars, 20 h 30, centre de la Kabbale, 20, pass. Terquetti, Paris 11. Tél. : 43-56-01-38.

Communications diverses

- Chrétiens et juifs de France (AJCF) : Jeudi 4 mars 1993, 20 h 30, Maison protestante, 27, rue de l'Association, Paris 16^e ; Le catéchisme de l'Eglise catholique dans la perspective des relations judéo-chrétiennes, par le Père Jean Dujardin.

Nos abonnés et nos lecteurs, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 23 février. Elles sont communiquées par Ski France, l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (G.L. boulevard Hansmann, 75008 Paris - Tél. : (1) 47-42-23-32), qui diffuse aussi ces renseignements sur son site Internet : <http://www.ski-france.fr> ou par Minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE

Avalanches : 60-260 ; Les Carroz-d'Aranches : 60-260 ; Chamonix : 15-330 ; La Chapelle-d'Abondance : n.c. ; Châtel : 50-150 ; La Clusaz : 25-200 ; Comblanchet : 50-100 ; Les Contamines-Montjoie : 40-180 ; Flaine : 84-260 ; Les Gets : 35-70 ; Le Grand-Bornand : 30-130 ; Les Houches : 40-155 ; Megève : 30-180 ; Morillon : n.c. ; Morzine : 20-200 ; Pralognan-Val-d'Ardèche : 60-110 ; Pralognan-Ardèche : 40-120 ; Saint-Gervais : 40-150 ; Samoëns : 15-250 ; Thollon Les Mémoires : 15-25.

SAVOIE

Les Aillons : 20-60 ; Les Arcs : 35-340 ; Arches-Beaufort : 40-235 ; Aussois : 30-100 ; Basses : 50-70 ; Bonneval-sur-Arc : 60-260 ; Le Corbier : 10-100 ; Courchevel : 30-200 ; Crest-Voland-Chevenoz : 40-80 ; Flumet : 30-120 ; Les Kaudalis : 25-240 ; Les Menuires : 25-160 ; Méribel : 35-190 ; La Norma : 20-110 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 40-100 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 15-160 ; La Plagne : 120-320 ; Pralognan-la-Valloise : 30-80 ; La Rosière : 18-50 ; 115-260 ; Saint-François-Longchamp : 60-200 ; Les Saissas : 75-125 ; Tignes : 135-375 ; La Toussuire : 40-60 ; Val-Cenis : 15-125 ; Valfrejus : 10-140 ; Val-d'Isère : 100-180 ; Valloire : 15-110 ; Valmeinier : n.c. ; Valmorel : 20-160 ; Val-Thorens : 120-330.

ISÈRE

L'Alpe d'Huez : 40-250 ; L'Alpe-du-Grand-Serre : 20-60 ; Anis-en-Oisans : 20-60 ; Atréans : 30-50 ; Chamrousse : 30-50 ; La Collette-d'Allevard : 20-110 ; Les Deux-Alpes : 20-220 ; Grasse-en-Vercors : 35-50 ; Lans-en-Vercors : 20-30 ; Méaudre : 15-25 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 40-60 ; Les Sept-Laux : 15-50 ; Villard-de-Lans : 40-50.

JURA

Métabief : 23-47 ; Mijoux-Lèlex-La-Faulx : 30-60 ; Les Rousses : 15-40.

VOGES

Le Bonhomme : 40-70 ; La Bresse-Hohneck : 50-50 ; Gérardmer : 30-45 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : 10-40 ; Ventron : 15-50.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-38 ; Autriche : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55 ; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

Auron : 10-30 ; Beuil-Les-Lanès : 0-0 ; Briançon : 20-100 ; Isola 2000 : 20-50 ; Montgenèvre : 25-120 ; Orcières-Merlette : 15-120 ; Les Orres : 30-130 ; Pra-Loup : 5-50 ; Puy-Saint-Vincent : 20-120 ; Risoul : 18-50 ; 20-80 ; La Seigne-Super-Sanne : 15-40 ; Serre-Chevalier : 30-110 ; Superdévoluy : 5-60 ; Valberg : 30-0 ; Val-d'Ai-

COMMUNICATION

L'interdiction de deux chaînes francophones en banlieue de Bruxelles

La télévision otage de la nouvelle « guerre des Flandres »

Deux chaînes de télévision francophones, Canal Plus et Télé-Bruxelles, ne pourront plus émettre dans la banlieue de Bruxelles. Ainsi en ont décidé les autorités flamandes (le Monde du 25 février).

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

M. Hugo Weeks est flamand. Il est aussi ministre de la culture et des affaires bruxelloises pour sa communauté linguistique. Sa carrière et ses lunettes métalliques ont fait un tabac, mardi 23 février, sur les écrans de télévision de Télé-Bruxelles. Toute la soirée, cette chaîne francophone d'informations locales de la région bruxelloise, brusquement exilée de diffusion dans deux communes de la périphérie de Bruxelles, Wemmel et Drogenbos a diffusé en boucle l'interview de son censeur.

Toute la soirée donc, M. Weeks n'expliquait qu'il fallait « mettre fin au désordre » que représentait cette incursion intempestive du français en territoire flamand. Les journalistes de Télé-Bruxelles n'auraient bien aimé interroger M. Weeks in situ, mais, ce jour-là, la conférence de presse du ministre était uniquement réservée aux journalistes flamands.

Alors que Bruxelles est la capitale d'une Commission qui construit l'Europe d'une truelle vigoureuse, alors que les États-majors européens des multinationales américaines et japonaises y ont installé leur siège, alors que cette ville a toujours été un carrefour international et que les principales langues d'Europe y ont droit de cité, trente chaînes au moins de télévision câblée, le conseil de la communauté flamande a décidé, samedi 20 février, d'appliquer la loi à la lettre : parce que les communes de Wemmel et Drogenbos se trouvent en Flandre, Canal Plus et Télé-Bruxelles risquent d'être évincées des télé-écrans de la région. Bien que 120 000 francophones aient installé leurs pénates dans les six communes flamandes de la périphérie de Bruxelles, deux autres localités, Wezembeek-Oppem et Kraainem sont dans le collimateur de M. Weeks.

Quel qu'en disent les francophones de Flandre, les autorités flamandes sont en droit de les priver de tout accès à des chaînes francophones ozo autorisées. Depuis 1987, un décret oblige toute station de télévision francophone à passer par un agrément administratif pour être diffusée en Flandre. Or, ni Canal Plus ni Télé-Bruxelles ne bénéficiaient d'une telle autorisation. La première

parce que, depuis août 1991, sa demande d'autorisation est... « à l'étude ». « Tous les six mois, déclare M. Patrick Bloey, responsable de la communication de Canal Plus Belgique, nous recevons une lettre très gentille de M. Weeks qui nous dit que le dossier est à l'étude... » Télé-Bruxelles, elle n'avait jamais demandé aucun agrément dans la mesure où, selon son directeur général, M. Michel Joqueux, « les Flamands n'ont jamais souhaité une télévision régionale francophone à Bruxelles ». Passant outre, Télé-Bruxelles a donc émis un émetteur au milieu des années 80 sur le réseau hertzien en profitant d'un émetteur de la RTBF (Radio télévision belge francophone), chaîne reçue en Flandre en vertu d'un accord de réciprocité.

Les problèmes ont commencé lorsque cette diffusion hertzienne a été relayée par le câble et que ce câble n'entreprend de respecter les frontières linguistiques. Les techniques modernes de diffusion câblée sont ainsi faites qu'elles autorisent un contrôle accru sur la diffusion des images.

Un débat pipé

L'exclusion annoncée de Canal Plus et de Télé-Bruxelles du paysage audiovisuel flamand provoque, en tout cas, chez les francophones, un tollé d'autant plus assourdissant que la décision est tombée, non par hasard, chacun se plaît à le souligner, en plein débat parlementaire sur la réforme fédérale. Le ministre-président de l'exécutif francophone, M. Bernard Anselme, a parlé d'un « repli sur soi » des Flamands. Le président de la commission communautaire française, M. Serge Moureaux, a stigmatisé le « mépris profond de l'exécutif flamand à l'égard des francophones ». Quant à la presse, elle s'en donne à cœur joie. Le Soir parle de « censure », la Libre Belgique de « virus communautaire ». Vers l'avenir d'épuration cathodique », la Nouvelle Gazette de « provocation flamande », la Wallonie d'« intolérance ». Les éditorialistes ne s'embarrassent pas de circonlocutions pour dire ce qu'ils pensent ; celui de D. H., Michel Marceau, traite M. Weeks de « pauvre type ». Quant aux habitants des communes concernées, si l'on en croit les télé-trottoirs qui ont occupé les écrans des journaux d'informations télévisées francophones, ils n'ont pas encore pleinement réalisé ce qui leur arrive.

Côté Télé-Bruxelles, pourtant, on jubile. Grâce à M. Weeks, cette petite chaîne d'informations locale se paye depuis la fin de la semaine dernière une formidable campagne

de publicité gratuite. Canal Plus n'est pas mécontent non plus : la polémique a pris une telle ampleur en Belgique que des négociations sont en passe de s'engager au plus haut niveau.

Négocier ? Tout le monde, ici, apparemment, le souhaite. M. Weeks a formellement invité son homologue francophone à venir discuter « réciprocité ». Sans décliner cette proposition, celui-ci a lui-même invité les Flamands à intégrer d'abord, dans leur décret de 1987, l'idée même de « réciprocité ».

En fait, le débat est pipé. Chacun sait, en Belgique, qu'« il s'agit, comme le dit M. Joqueux, d'engranger un maximum de cartouches en vue des échéances politiques ». La Belgique s'étant officiellement transformée, depuis le 6 février, en État fédéral, chaque camp linguistique stocke des munitions en vue des prochaines passes d'armes parlementaires. La télévision est ainsi devenue un otage idéal.

Ces calculs politiques ne sont pas exempts non plus d'arrière-pensées économiques. La TF1 flamande, TVM, n'est pas mécontente de la décision de M. Weeks : son bassin publicitaire en Flandre se voit ainsi protégé contre toute incursion francophone, celle d'un moustique comme Télé-Bruxelles, mais aussi celle, plus menaçante, d'une autre chaîne en français, RTL 4. Les autorités flamandes ont d'autant moins intérêt à accroître le bassin d'audience de Télé-Bruxelles qu'elles ont en chantier leur propre projet de chaîne locale en flamand sur Bruxelles, « TV Brussel ». Mais celle-ci serait-elle autorisée à déborder sur les communes flamandes de la périphérie de la capitale belge ? Il va de soi que les francophones suivent le dossier avec attention.

Pour clochemetresque qu'elle puisse paraître de loin, cette « histoire belge » n'en est cependant pas une dès lors que ce débat culturel éminemment politique se déroule à Bruxelles, dans le cœur du laboratoire de l'audiovisuel européen. Dans un univers hypermédiatisé où la télévision est devenue un marché international, elle laisse présager que les conflits pourraient bien se cristalliser, à l'avenir, sur la protection des bassins linguistiques et publicitaires. Et la France en sait elle-même déjà quelque chose si elle veut bien se souvenir de la brutalité avec laquelle ses chaînes nationales ont travaillé, en 1992, pendant l'agonie de La Cinq, à l'exclusion de la rivalité italienne incarnée par M. Silvio Berlusconi.

YVES MAMOU

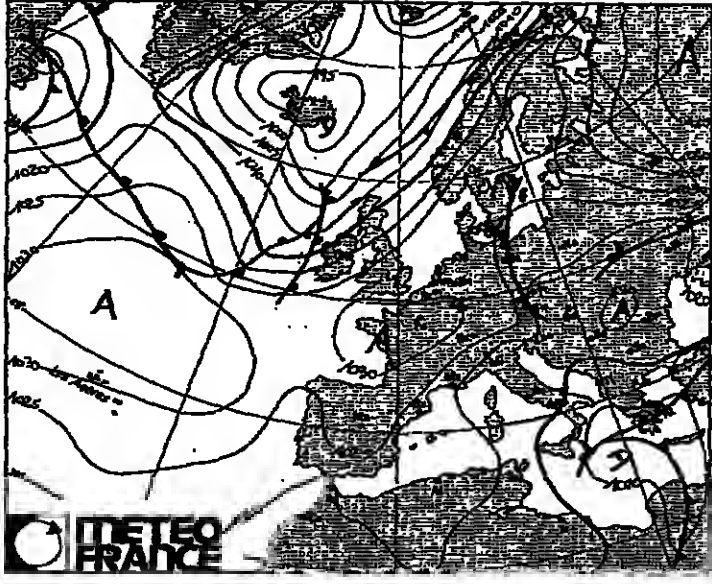
Une grève empêche la diffusion des journaux télévisés de France 3. Le journal national de France 3 et les éditions régionales de Paris-Île-de-France n'ont pas été diffusés, mercredi 24 février, à la suite d'un arrêt de travail d'une partie du personnel. Deux syndicats de techniciens, le SNA-CFTC et le SNRT-CGT, ont déposé un préavis de grève à durée illimitée pour protester contre le déménagement de France 3 Île-de-France à Vanves (Hauts-de-Seine). Selon la direction de France 3 cet arrêt de travail « ne concerne qu'une minorité de techniciens ».

MÉTÉO FRANCE											
TEMPÉRATURES											
PARIS	15	22	27	31	32	44	48	50	52	54	56
LYON	10	18	23	28	30	35	38	40	42	44	46
MONTPELLIER	12	20	25	30	32	37	40	42	44	46	48
NANTES	8	15	20	25	27	32	35	37	39	41	43
STRASBOURG	10	18	23	28	30	35	38	40	42	44	46
TOULOUSE	12	20	25	30	32	37	40	42	44	46	48
VALENCIENNES	10	18	23	28	30	35	38	40	42	44	46
VERMOREL	10	18	23	28	30	35	38	40	42	44	46
WITTENBERG	10	18	23	28	30	35	38	40	42	44	46
YVERTOY	10	18	23	28	30	35	38	40	42	44	46
ZIMMERMAN	10	18	23	28	30	35	38	40	42	44	46

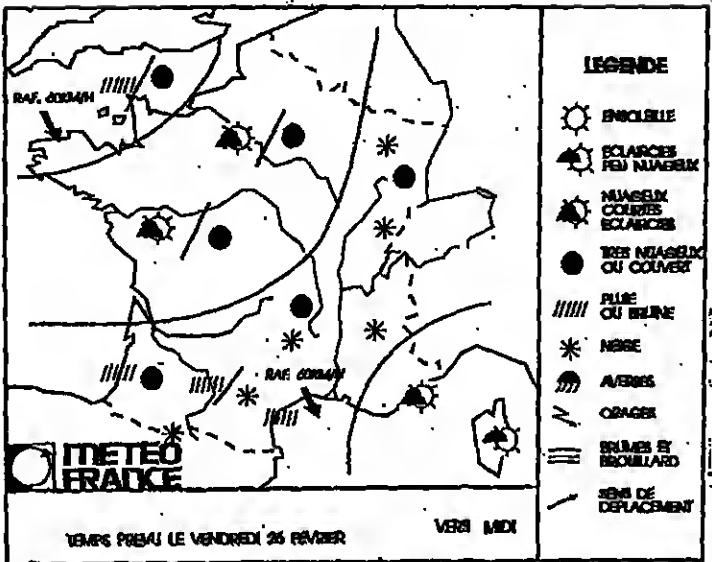
LES MENUIRES 1515-2500	VAL THORENS 2100-3400	LA PLAGNE 1500-2500	PEISEY/VALLANDRY 1500-2500	LES ARCS 1500-2500	TIGNES 1100-3200	LES GRANDS MONTETS 1200-3300
15/330	120/330	120/320	15/340	65/340	1	

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 FÉVRIER 1993 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 26 FÉVRIER 1993



Vendredi : pluie et neige par l'ouest du pays. Le matin, le ciel sera très nuageux au nord d'une ligne Bordeaux-Lille. Du Sud-Ouest au Massif Central jusqu'aux régions Nord et Nord-Est, il pleuvra ou neigera modérément. Des Pyrénées-Orientales jusqu'au Jura et aux Alpes du Nord, les nuages deviendront plus nombreux au fil des heures.

Sur les Alpes du Sud et en Corse, le soleil sera encore au rendez-vous.

L'après-midi, les chutes de neige s'intensifieront du Nord-Est au Massif Central jusqu'aux Alpes du Nord.

Il neigera sur les Pyrénées. De l'Aquitaine au Languedoc-Roussillon, il y aura de faibles chutes de pluie et neige mêlées. Sur les Alpes du Sud et le pourtour méditerranéen, le ciel se cou-

vrira avec de la neige en soirée en altitude, gagnant en cours de nuit les côtes méditerranéennes. En Corse, rumeurs et défilées attendront.

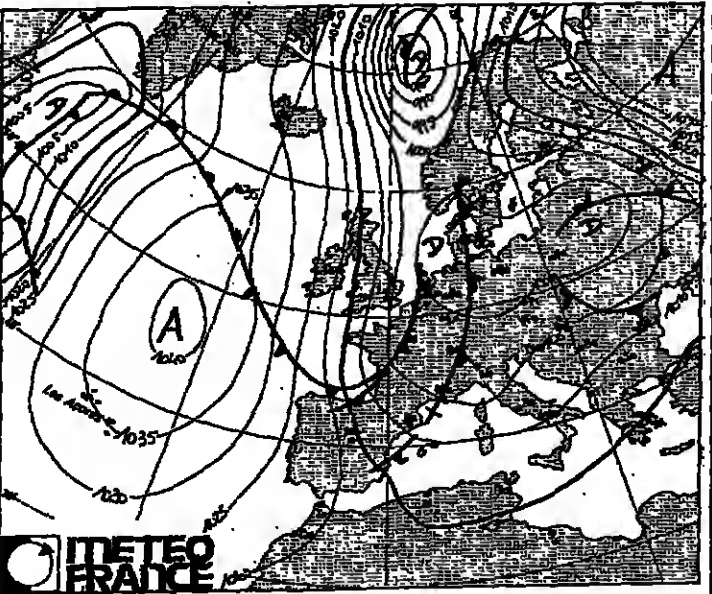
Les nuages seront encore abondants sur le nord-ouest du pays avec, à nouveau, des pluies et neige mêlées gagnant par le Brezenn. Méridien et transmanche souffleront à 80 km/h, en rafale.

Côté températures, il fera toujours froid.

Le matin : 1 à 4 degrés sur le Nord-Ouest et - 5 à 0 degrés ailleurs.

L'après-midi, 5 à 8 degrés sur les côtes de la Manche, dans l'Ouest et le Sud-Ouest, 3 à 8 degrés près de la Méditerranée, 0 à 2 degrés dans le Nord-Est et 1 à 4 degrés sur le reste du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 27 FÉVRIER 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 25-2-93											
Valeurs en degrés Celsius entre le 24-2-1993 à 18 heures TUC et le 25-2-1993 à 6 heures TUC											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALGER	10	-5	D	ALGER	10	-5	D	MADRID	12	-5	D
BARCELONE	10	-5	D	AMSTERDAM	2	0	D	MARSEILLE	13	0	D
BORDAUX	10	-5	D	ATHÈNES	3	0	C	NANTES	10	-5	D
BRENET	10	-5	D	BANGKOK	33	24	N	NIMES	10	-5	D
CARL	10	-5	D	BARCELONE	3	-1	D	ORLÉANS	10	-5	D
CHERBOURG	10	-5	D	BELGRADE	-1	3	D	PARIS	10	-5	D
CLEMONT-FR.	10	-5	D	BERLIN	1	-1	D	REIMS	10	-5	D
DUNKERQUE	10	-5	D	BRUXELLES	6	2	C	ROUEN	10	-5	D
LA ROCHELLE	10	-5	D	COPENHAGUE	9	2	C	ST-ETIENNE	10	-5	D
LILLE	10	-5	D	DAKAR	23	16	N	ST-LOUIS	10	-5	D
LIMES	10	-5	D	DELT	5	4	D	ST-PAUL	10	-5	D
LYON	10	-5	D	ESTRABUN	-6	2	P	ST-REMY	10	-5	D
MARSEILLE	10	-5	D	JERUSALEM	18	6	D	STRASBOURG	10	-5	D
NANTES	10	-5	D	LE CAIRE	26	11	N	TOULON	10	-5	D
NIMES	10	-5	D	LISSBORE	15	5	C	VALENCIENNES	10	-5	D
ORLÉANS	10	-5	D	LONDRES	9	5	C	CLERMONT	10	-5	D
REIMS	10	-5	D	LOS ANGELES	14	11	N	DIJON	10	-5	D
ROUEN	10	-5	D	LUXEMBOURG	0	0	D	LYON	10	-5	D
ST-ETIENNE	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
ST-LOUIS	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
ST-PAUL	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
ST-REMY	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DIJON	10	-5	D					STRASBOURG	10	-5	D
LYON	10	-5	D					TOULON	10	-5	D
MONTPELLIER	10	-5	D					VALENCIENNES	10	-5	D
STRASBOURG	10	-5	D					CLERMONT	10	-5	D
TOULON	10	-5	D					DIJON	10	-5	D
VALENCIENNES	10	-5	D					LYON	10	-5	D
CLERMONT	10	-5	D					MONTPELLIER	10	-5	D
DI											

Selon un document
de la police d'Asuncion

Le criminel de guerre nazi Martin Bormann est mort au Paraguay en 1959

L'ancien lieutenant d'Adolf Hitler Martin Bormann, l'un des criminels de guerre les plus recherchés depuis la fin de la seconde guerre mondiale, est mort en 1959 au Paraguay, où il s'était réfugié depuis trois ans, selon un document de la police politique datant de 1961 et publié mercredi 24 février à Asuncion. Selon ce document authentifié par un juge, Bormann, officiellement disparu depuis mai 1945, est mort d'un cancer de l'estomac le 15 février 1959 et a été enterré, de nuit et anonymement, à Ita, à 30 kilomètres au sud-est d'Asuncion.

L'ancien médecin-chef d'Auschwitz, Josef Mengele, serait venu au Paraguay en 1958 pour soigner Bormann, ajoute le document. Ce rapport policier de l'un des départements spécialisés dans l'espionnage et les opérations de répression sous la dictature du général Alfredo Stroessner (1954-1989) cite notamment comme source des informations confidentielles fournies par les services de renseignement de RFA pour l'Amérique latine. — (AFP, AP)

EN BREF

La Légion d'honneur à trois officiers français en poste à Sarajevo. — La Légion d'honneur sera décernée, vendredi 26 février, à Vannes (Morbihan), par M. Pierre Joxe, ministre de la défense, à titre exceptionnel, à trois officiers français qui n'ont participé comme «casques bleus» aux missions de l'ONU en Bosnie. Cette décision a été prise par le conseil des ministres du mercredi 24 février. Le colonel Patrice Sartre, l'ancien commandant du bataillon français de Sarajevo mis en cause pour n'avoir pas pu empêcher l'assassinat par les Serbes d'un vice-premier ministre bosniaque (*Le Monde* du 30 janvier), est promu officier de la Légion d'honneur. Le colonel Charles Beaudru, commandant le

Pour empêcher un éventuel blocage du Parlement

M. Boris Eltsine décide d'associer les régions aux privatisations

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Manœuvres politiques ou nécessités économiques? La décision, prise mercredi 24 février par M. Boris Eltsine, de modifier le calendrier du programme de privatisation des entreprises publiques, le plus important jamais envisagé au monde, dépend certainement de ces deux facteurs. Officiellement, c'est «pour donner aux régions une plus grande part de responsabilité dans le processus» que le président russe a retiré, pour l'amendement, le projet de deuxième phase de privatisation qui devait être discuté dans les semaines qui viennent par le Parlement.

Initialement, cette deuxième phase, visant à améliorer les mécanismes déjà en fonction, devait entrer en vigueur dès le début de 1993. Or le Parlement, dominé par les conservateurs, souhaitait profiter de cette discussion pour donner un droit préférentiel aux collectifs des travailleurs des entreprises privatisables. C'est, semble-t-il, pour éviter cet écueil que Boris Eltsine veut donner plus de poids aux représentants des régions, favorables dans leur ensemble à la réforme de l'économie, et qui demandent notamment de partager avec le gouverne-

ment central les fruits de la privatisation.

En attendant cette nouvelle mesure, le programme de privatisation continue donc sur les anciennes bases. Les citoyens russes peuvent ainsi acheter, souvent lors de ventes aux enchères, les actions des entreprises mises sur le marché. Pour cela, ils peuvent se servir des *vouchers*, d'une valeur initiale de 10 000 roubles, qu'ils ont reçus l'année passée. De nombreux députés reprochent à ce système de favoriser outrageusement les «nouveaux riches» qui rachètent, à des prix souvent dérisoires, des quantités impressionnantes de *vouchers* et peuvent ainsi acquérir le contrôle de nombreuses entreprises.

Le cours du *voucher* étant descendu à moins de 5 000 roubles, et la monnaie russe perdant tous les jours du terrain par rapport aux devises étrangères, la Banque centrale russe a annoncé qu'elle envisageait la mise en place d'un taux de change spécial du rouble pour les opérateurs étrangers désireux d'acquiescer des bons de privatisation. Cette mesure, permettrait, selon M. Viktor Tschernomyr, le directeur de la banque, de limiter l'accès des étrangers à ces titres.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Conséquences de la crise monétaire

L'activité bancaire internationale a connu à l'automne sa plus forte progression depuis dix ans

La crise qui a secoué le système monétaire européen en septembre n'est pas passée inaperçue dans les comptes des banques. Dans son rapport paru jeudi 25 février, la Banque des règlements internationaux (BRI) souligne qu'entre juillet et septembre «les tensions sur les marchés des changes européens et les importants mouvements de fonds transfrontaliers qui les ont accompagnés ont contribué à la plus forte expansion trimestrielle en dix ans» de l'activité bancaire internationale.

Au total, les créances internationales des grandes banques mondiales ont augmenté de 285 milliards de dollars, après s'être contractées de 110 milliards au premier semestre, et 90 % de cette très forte progression est liée à l'activité des établissements européens. En soustrayant les duplications d'écritures, les crédits bancaires nets se sont élevés à 130 milliards de dollars contre une moyenne trimestrielle habituelle de 20 milliards. La BRI met en avant que pour les deux tiers, les fonds ont été acheminés vers l'Allemagne, le Japon et les États-Unis et avaient pour origine la France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne.

La campagne du Centre d'information civique

«Chaque vote construit la France»

Comme il le fait à la veille de chaque consultation électorale, le Centre d'information civique (CIC) a mis en place une campagne d'explication et d'incitation au vote sur le thème : «Chaque vote construit la France, à nous d'être les députés». Les affiches, dossiers, publications et autres matériels préparés pour la circonstance seront à la disposition des maires, des collectivités locales, des services publics et des associations. Une campagne d'affichage, commencée le 22 février, se déroulera jusqu'au 28 mars. Un spot sera diffusé gratuitement par les chaînes de télévision et un message le sera par les radios nationales et locales. Au nombre des moyens d'information retenus

par le CIC figurent également un service de renseignements téléphoniques, Elections-Service (45-44-41-66 à Paris) et un serveur Minitel (3615 CINCFO).

Selon la CIC, le fait que les dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relatives au déroulement des campagnes électorales vont s'appliquer pour la première fois sur l'ensemble du territoire national «devrait conduire les différents partis à substituer l'action pédagogique à l'action publicitaire, ce qui, sans aucun doute, favoriserait une meilleure participation des citoyens».

► CIC, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. 45-44-41-17. Télécopieur : 45-45-37-34.

L'affaire du sang contaminé

«L'Événement du jeudi» condamné pour avoir publié une conversation téléphonique

L'Événement du jeudi, qui avait publié le contenu d'une conversation téléphonique entre M. François-Xavier Charvet, l'un des avocats du docteur Michel Garretta, et un journaliste du *Monde*, a été condamné mercredi 24 février par la 1^{re} chambre du tribunal de Paris à payer 50 000 francs de dommages et intérêts au docteur Garretta et à l'avocat. Le tribunal, présidé par M. Jacqueline Cochard, a ordonné de plus la publication de ce jugement dans deux journaux, mais il a débouté M. François Morette, autre avocat du docteur Garretta, en déclarant qu'il n'avait pas subi de préjudice.

Le 5 novembre 1992, quelques jours après la condamnation du docteur Garretta, l'Événement du jeudi avait publié, sous le titre «La contre-attaque médiatique du docteur Garretta», un extrait d'une conversation téléphonique entre l'avocat — qui se trouvait aux États-Unis auprès de son client — et notre collaborateur Franck Nouchi, qui enquêtait sur les conditions de retour en France du docteur Garretta. Le juge des référés avait refusé à l'époque de saisir l'hébergement, comme l'avait demandé

M. Charvet (*Le Monde* du 6 novembre 1992). Mercredi, le tribunal a estimé que l'Événement avait «manqué aux devoirs professionnels du journaliste (...) en n'hésitant pas à divulguer, à l'usage des intéressés et avec un écho particulier, le contenu d'une communication» sans pouvoir ignorer qu'elle avait été enregistrée dans des conditions pour le moins illicites.

► Michel Garretta demande sa mise en liberté. — La 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris doit examiner, lundi 1^{er} mars, la demande de mise en liberté présentée par le docteur Michel Garretta. Incarcéré à la Santé à Paris depuis son retour des États-Unis, le 28 octobre 1992 (*Le Monde* du 29 octobre 1992), l'ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) qui a été condamné, le 23 octobre, à quatre ans de prison et 500 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Paris dans l'affaire du sang contaminé, a déposé cette demande afin de préparer sa défense dans le procès en appel qui doit commencer le 3 mai.

SOMMAIRE

DÉBATS

Législatives : «Pour une responsabilité politique individuelle des ministres devant le Parlement», par François Lomnereux : 2
Des saint-cyriens en gants verts? : 2
Maurice Duverger : 2

ÉTRANGER

La guerre dans l'ex-Yougoslavie : 3
Géorgie : tension croissante entre Moscou et Tbilissi : 4
Le voyage de M. Major aux États-Unis : 4
Corée du Sud : la nouvelle présidence se déclare prête à rencontrer son homologue nord-coréen : 5
Canada : M. Mulroney va abandonner son poste de premier ministre : 6

POLITIQUE

La préparation des élections législatives : au Polito-Charantes, M. Monry règle ses comptes : 7
Les socialistes se félicitent de l'initiative de M. Rocard : 8
M. Weecher estime qu'il faudra «de l'année» pour que la PS et les écologistes deviennent des partenaires : 8
La cote de popularité du pouvoir est au plus bas : 8

SOCIÉTÉ

En attendant la décision de la cour d'appel dans l'affaire du sang contaminé, un sursis à statuer est requis dans la litige entre la FNTS et ses assureurs : 10
La violence raciste a diminué en France en 1992 : 12

CULTURE

Cinéma : «A fleur de mer» de Joao Cesar Monteiro : 16
M. Lang présente une quinzaine de mesures en faveur du cinéma : 16
Danse : «Orphée et Eurydice» au palais Garnier : 16

ÉCONOMIE

La baisse du PIB français au quatrième trimestre 1992 : 18
Les directeurs européens de la pêche se mettent d'accord sur des prix minima : 19
British Aerospace mise sur ses avions de combat à sa coopération avec Taiwan : 20

COMMUNICATION

Belgique : la télévision otage de la nouvelle «guerre des Flandres» : 22

LE MONDE DES LIVRES

Un antérieur avec Nathalie Sarraute : 2
Les fêtes dionysiaques d'Éminescu : 2
Le faillite de Michel Braudou : 2
Le démon du voyage : 2
Histoires littéraires par François Bott : 2
Le mystère du charme : 2
D'autres mondes par Nicole Zand : 2
La victoire de l'absurde : 25 à 38

Services

Abonnements : 2
Annonces classées : 10
Carnet : 22
Expositions : 24
Loto : 22
Marchés financiers : 20 et 21
Météorologie : 23
Mots croisés : 22
Philatélie : 17
Radio-télévision : 23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde des livres» folio 25 à 32
Le numéro du «Monde» daté 25 février 1993 a été tiré à 465 229 exemplaires

langue française et de l'image de la France à l'étranger», a déclaré Jacques Chirac au cours d'une réunion électorale dans le Val-de-Marne à laquelle assistait le chanteur-compositeur Didier Barbelivien dont M. Chirac s'est déclaré un «fan». «Actuellement, 90 % de ce que l'on entend en France est anglo-saxon. Ce serait normal si nous n'avions pas de bons artistes, mais ce n'est pas le cas», a ajouté le maire de Paris.

Le premier prix Lazare-Carnot décerné à un mathématicien. — Le prix Lazare-Carnot, doté d'un montant de 200 000 francs par le ministère de la défense, a été décerné pour la première fois, mardi 23 février, au mathématicien Pierre Raviart, cinquante-trois ans, professeur à l'École polytechnique et directeur de recherche au CNRS, pour ses travaux mathématiques et numériques dans le domaine de la mécanique des fluides.

AFRIQUE DU SUD : plus de cent morts en un mois, dans la province du Natal. — Au moins cent, sept personnes ont été tuées, durant le seul mois de février, dans la province du Natal, victimes des violences politiques, a annoncé, mercredi 24 février, à Johannesburg, la Commission sud-africaine des droits de l'homme. Selon cet organisme indépendant, les incidents les plus graves ont eu lieu dans les cités noires des faubourgs de Durban. — (Reuters)

ALGÉRIE : des déteus islamistes se sont réunis. — Une dizaine de gardiens ont été blessés, samedi 20 février, lors d'une manifestation dans un centre de détention d'islamistes à Ouarzila, à 800 km au sud d'Alger, a rapporté, mercredi, l'agence officielle APS. Les détenus ont incendié «plusieurs biens» de l'établissement et tenté de voler des armes. Les dégâts sont évalués à 8 millions de diners (2 millions de francs environ). Les forces d'intervention spéciales ont maîtrisé les mutins dont une centaine ont été déferés devant le parquet militaire. — (AFP, Reuters)

ANGOLA : un observateur de l'ONU enlevé au Cabinda. — Un observateur de l'ONU, de nationalité jordanienne, a été enlevé par des inconnus armés, dans l'enclave de Cabinda (dans le nord du pays), a déclaré, mercredi 24 février, à Luanda, un responsable des Nations unies. La représentation

de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) à Abidjan (Côte d'Ivoire) a démenti «catégoriquement» toute implication de son mouvement dans cet enlèvement. — (AFP, Reuters)

GRANDE-BRETAGNE : M. John Smith veut réduire l'influence des syndicats au sein du Labour. — M. John Smith, le leader du Parti travailliste britannique, a soutenu, mercredi 24 février, lors d'une réunion du comité exécutif du parti, un projet visant à réduire de 70 % à 50 % des voix le poids des syndicats sur les décisions majeures du Labour, en cas d'absence de majorité à main levée, lors des congrès annuels. Il a également souhaité une réduction du poids électoral des syndicats (actuellement jusqu'à 40 % des votes) pour la désignation de la direction du parti et des candidats à la députation. Ces propositions doivent à présent être débattues dans les circonscriptions, et un projet précis sera soumis en octobre à l'approbation de la conférence annuelle du parti. — (AFP)

IRLANDE DU NORD : un policier tué dans un attentat. — Un policier a été mortellement blessé dans un attentat à la voiture piégée, jeudi matin 25 février, près de Loughgall, dans le comté d'Armagh, en Irlande du Nord. L'homme, dont l'identité n'a pas été communiquée, se rendait chez un ami lorsque sa voiture a explosé. L'attentat n'a pas été revendiqué. — (Reuters)

(Publicité)

LE FRANÇAIS EN RETARD D'UNE FENÊTRE

Sens du confort et de l'économie, en RFA on change trois fois plus de fenêtres que chez nous. Pourtant, Iso-France-Fenêtres pose en une journée, sans aucune dégradation, une fenêtre en bois, alu ou PVC. Hermétique totale et gain de lumière grâce à leur procédé exclusif Garantie décaennale. Également portes blindées. Agence Vélux, 111, rue La Fayette (10^e). M. Gare-du-Nord au 26, av. Quilhou, à St-Mandé. M. St-Mandé-Thaurilla. 48.97.18.18. Grenoble, 75.41.17.47. Lyon, 05.05.16.15. Rouen, 05.04.18.18.

Le Monde ÉDITIONS

LA REPUBLIQUE MENAGÉE

Dix ans d'effet Le Pen

Edwy Plenel, Alain Rollat

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Première parution des «Dossiers et documents littéraires» du «Monde»

Les Dossiers et documents du Monde fêtent à la fois leurs vingt ans et la naissance d'une nouvelle série. Dans le numéro spécial du mars (24 pages, 10 francs) actuellement en kiosque, nos lecteurs pourront trouver les deux premiers numéros des Dossiers et documents littéraires. Ces cahiers, établis grâce à une collaboration entre des journalistes du Monde des livres et des professeurs de lettres, s'adressent à tous ceux qui s'intéressent à la littérature. Ils ont aussi pour but d'éclairer des points particuliers des programmes scolaires de français et d'aider à la préparation des examens. Le bac, d'abord, puisque le premier des dossiers porte

sur Proust et son temps. Dans une sélection d'articles parus dans «Le Monde des livres» permet de mieux comprendre le regard aigu que Marcel Proust portait sur ses contemporains.

Le second dossier est plus spécialement destiné aux classes préparatoires scientifiques, qui n'ont pour thème d'étude imposé que l'autre et l'ailleur. D'Hernès à Claude Lévi-Strauss et à Henri Michaux, des journalistes et des écrivains se penchent sur différentes formes d'écriture et d'analyses de l'écriture.

À partir de la rentrée 1993, ces Dossiers et documents littéraires seront publiés séparément, quatre fois par an.

4 derniers jours jusqu'au dimanche 28 février inclus

Pour Lui, superbes vestes

100% CACHEMIRE

valeur 6 000 F, à partir de

1.990 F

Pulls 100 % cachemire 1.490 F (3.500 F), manteau 100 % cachemire 3.990 F (9.500 F), vestes cachemire et laine 990 F, manteau cachemire et laine 2.490 F (5.500 F), costume pure laine super 100'S 1.590 F.

RAYON FEMME

Remise de 50%

lundi au dimanche, 10 h à 18 h

DAVID SHIFF

Club des Dix

13, RUE ROYALE, PARIS 8 (hôtel particulier dans la cour)
60 bis rue de Paris 75010 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE - 5, RUE DES ARCHERS (METRO)

مكتبة الانصاف

DES LIVRES

Un entretien avec Nathalie Sarraute

L'auteur de l'Usage de la parole ne s'exprime que rarement dans la presse écrite. Elle parle — et se parle — à travers ses livres. « L'écriture, dit-elle, c'est d'abord un texte que j'écoute. »

Nathalie Sarraute, plus que les mots, aime la parole. Le mot qui se fait matière, qui engendre le geste, qui se creuse de silences, qui en appelle à d'autres paroles. C'est dans cet espace entre les mots et la vie qu'elle a délimité son champ littéraire, à la fois minuscule et immense, « cette parcelle de réalité encore inconnue » qu'elle traque de livre en livre, « ces mouvements sous-jacents, contradictoires, évanescents » dans les mots, au-delà de la comédie sociale, se lisent, pour peu qu'on y prenne garde, nos rapports réels avec nous-même, avec les autres et avec le monde.

Cette extrême attention aux choses dites s'accompagne évidemment d'une grande méfiance envers tout ce qui paraît fixer la fluidité du discours, enfermer le dialogue dans un jeu mécanique de questions et de réponses, opérer un retour aux schémas conventionnels de la conversation. Nathalie Sarraute n'a jamais accordé beaucoup d'entretiens à la presse écrite. Elle préfère l'échange des discussions, des conférences, de la radio. Elle préfère surtout écrire ses livres, lentement rédigés chaque matin, mille fois refaits : dix romans à ce jour et un onzième en préparation, des essais, des pièces de théâtre, traduits, lus et joués partout dans le monde.

Il est d'usage que les écrivains les moins bavards acceptent de parler lorsqu'un de leurs livres sort en librairie. Ce n'est pas le cas ici. A quatre-vingt-onze ans, auteur d'une œuvre que chacun reconnaît comme l'une des plus importantes de la littérature de notre époque, Nathalie Sarraute ne se soucie guère de sa « promotion ». La Comédie-Française va reprendre deux de ses pièces, *Elle est là* et *le Silence*, du 7 avril au 13 juin, au théâtre du Vieux-Colombier. Jean-Yves Tadié prépare avec elle la publication de ses romans dans la « Bibliothèque de la Pléiade », mais l'édition n'en paraîtra qu'à l'automne prochain. Plutôt que l'actualité, c'est le plaisir et l'intérêt littéraire et intellectuel qui expliquent cette rencontre avec l'auteur de *l'Usage de la parole*.

P. L.

« Quels sont vos rapports avec votre Russie natale ? »

— J'ai quitté la Russie quand j'avais deux ans, avec ma mère qui s'est établie à Paris. Mes parents étant séparés, je retournais, un mois par an, chez mon père à Ivanovo, où je suis née. Je gardais donc un certain contact avec le pays. Ensuite j'ai suivi ma mère à Saint-Petersbourg où je suis restée entre six et huit ans. Pendant ce temps, mon père était



Nathalie Sarraute photographiée par François-Marie Barier.

parti en France pour des raisons politiques longues à expliquer. Le fait est qu'à l'âge de huit ans et demi je me suis retrouvée avec mon père à Paris. Et donc je ne suis plus allée en Russie même si je pratiquais couramment la langue avec ma belle-mère. Mon père, lui, ne me parlait que le français.

— Mon premier voyage d'adulte, là-bas, je l'ai fait avec la femme de mon père en 1936, c'était juste après l'assassinat de Kirov. J'en suis revenue très effrayée. J'y suis retournée vingt ans plus tard en 1956, pour un congrès de quelques jours. Là, Staline était mort. Mais c'était affreux. Ensuite, j'ai fait plusieurs autres voyages à titre d'échange avec des écrivains soviétiques. En 1967, nous avons passé un mois au bord de la mer Noire, en touristes. Mon dernier voyage remonte à 1990. J'étais invitée par la ville de Ivanovo. Ils ont retrouvé la maison de mon père où je suis née. A Moscou, j'ai rencontré de la famille, une de mes cousines, qui est morte pendant mon séjour. En fait il ne reste plus personne, juste le fils d'une cousine germane. Je gardais des souvenirs précis d'une des pièces de la maison, dont j'avais des photos. En revanche, je ne voyais pas du tout la maison en pierre, je la voyais en bois peint comme la plupart des maisons d'alors.

— On se souvient plus des livres qu'on a lus que des lieux de son enfance ?

— J'ai toujours beaucoup lu. Une vraie passion, toujours vive. Je me rappelle en Russie, avec ma mère, je lisais beaucoup de livres français car elle avait peur que j'oublie cette langue. Je devrais littéralement la bibliothèque rose, la comtesse de Ségur, *Sans famille*, Alexandre Dumas. Dumas, c'était fou, une vraie passion. Ponson du Terrail aussi. Plus tard j'ai aimé lire les auteurs qu'on lisait alors, Pierre Loti, Boylève...

— Vous ne lisez que des Français ?

— Non, des Russes aussi. Je me souviens de la *Maison de glace*, de Lagatchniko, et des romans de M^{me} Charrier lus à Saint-Petersbourg. Les enfants étaient passionnés par ses livres. J'avais essayé d'en écrire un à mon tour, inspiré par elle, je raconte ça dans *Enfance*. Lire, c'était la sécurité, l'isolement. Ça a toujours été ça pour moi. Je me jette toujours sur les livres comme sur un refuge. La nuit quand j'ai des insomnies... Quand je n'arrive pas d'écriture, je lis. Très lentement. A haute voix dans ma tête. Je lis en écoutant les mots. Quand j'écris aussi, j'entends les mots. L'écriture, c'est d'abord un texte que j'écoute. J'écris et je prononce en même temps. Il faut que je m'entende, j'espère qu'au café, les gens d'à côté ne m'entendent pas eux aussi !

Propos recueillis par Michèle Pardini
Lire la suite page 29

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Le démon du voyage

Les voyages forment-ils la vieillesse ? Gide, en tout cas, a cinquante-six ans quand il s'embarque, en juillet 1925, pour l'Afrique. « Un projet de jeunesse » qu'il réalise enfin « dans l'âge mûr » et qui donnera le *Voyage au Congo*. Dix ans plus tard, viendront le célèbre *Retour d'URSS*, puis les *Retouches à mon retour de l'URSS*, qui feront le scandale que l'on sait. Encore quelques années et ce seront les *Carnets d'Egypte*. Tous ces titres ont été rassemblés par Gallimard, dans un fort volume de la collection « Biblos ». Leur délectable lecture le confirme : pour qui sait voir et écouter, le voyage est bien une hygiène spirituelle nécessaire, une instructive mise à l'épreuve du physique et de l'imaginaire.

Page 26

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le mystère du charme

Traversant tous les régimes avec bonheur et légèreté, Dominique Vivant Denon s'attira successivement les faveurs de Louis XV, de Robespierre et de Bonaparte. Quel était donc le secret de ce baron de charme ? On dira, selon son humeur, que c'était de l'opportunisme ou de la diplomatie. D'ailleurs, Vivant Denon fit une carrière de diplomate. Mais il fut aussi graveur, dessinateur, archéologue, directeur des Musées nationaux... Et écrivain.

Page 26

Les fêtes dionysiaques d'Eminescu

Deux nouvelles d'un grand poète roumain du siècle dernier

LE PAUVRE DIONIS

(Surmanul Dionis)
suivi de *Cezara*
de Mihail Eminescu.
Traduit du roumain
par Michel Watremaz.
Actes Sud, 158 p., 100 F.

Lorsque naît Mihail Eminescu en 1850 à Ipotesti, village au nord de la Moldavie, Hölderlin, son devancier allemand, est mort depuis six ans. A l'époque, les principautés danubiennes, Moldavie et Valachie, ne sont pas encore réunies. Elles le seront, grâce à la France, seulement en 1859, mais Eminescu, arpenteur des étoiles et esprit brillant, qui devait modeler le langage de son peuple, se sentait déjà un Roumain.

Venu au monde dans une famille pléthorique de petits hobereaux, il allait s'éteindre trente-neuf ans plus tard, fou, emporté par un mal d'amour contracté lors d'une aventure passagère, à Vienne probablement. Sa vie, ponctuée de voyages entre son pays, l'empire des Habsbourg, et l'Italie, itinéraires troubles d'impossibles passions, a été marquée autant par la misère matérielle que par une quête permanente d'un absolu introuvable.

qu'il a su pourtant restituer dans la beauté d'une œuvre encore inédite en France.

Serait-il l'« homme total » de la culture roumaine, celui qui incarnerait la spiritualité d'un peuple, apparition météorique surgie après plusieurs siècles d'invasion, d'oppression et de décadence culturelle ? Rappelons qu'en ce milieu du dix-neuvième siècle un faotisme, le romantisme, hantait notre Vieux Continent. A la clarté froide des Lumières, l'*Aufklärung* des Allemands, répondant les tourments du *Sturm und Drang*, « tempête et élan », qui devait marquer alors l'esprit des plus importants écrivains européens. Avec les *Souffrances du jeune Werther*, Goethe apitoyait ses contemporains, les poèmes de Schiller, Lessing et Heine bouleversaient les lois de la prosodie, alors qu'en France les *Mémoires d'outre-tombe* et les *Méditations poétiques* assuraient la célébrité de leurs auteurs.

Parti d'Angleterre, le raz-darée de cette réaction au dix-huitième siècle français allait gagner l'Italie, l'Espagne et, bien sûr, les pays danubiens où le d'émancipation. Passéiste et novatrice, nostalgique et mobilisatrice, la vague de fond romantique, porteuse de mythes et de traditions, était également

l'expression d'une identité collective à laquelle adhéraient les peuples fascinés par le concept tout nouveau de l'Etat-nation. C'est au sein de ce courant européen qu'il convient de situer Eminescu, auteur d'une œuvre qui demeure sacrée pour les Roumains.

La plupart de ses poèmes épiques ainsi que les tentatives théâtrales du poète s'inspirent de vieilles chroniques et légendes roumaines. Ils portent l'empreinte des commencements barbares, se font l'écho du combat entre Daces et Romains, saisissent la genèse des principautés danubiennes selon les impératifs d'un sentiment national qui culminera avec des articles, souvent xénophobes, publiés par *Timputul* (le Temps), quotidien conservateur de Bucarest. Eminescu est sans doute le plus traditionnel, mais aussi le plus inventif des écrivains roumains de l'époque.

Le *Pauvre Dionis* et *Cezara* demeurent les plus importantes de ses proses. Ecartelé entre sa vision, ses passions et l'exigence de la triviale réalité, l'écrivain nous restitue un univers où les obsessions existentielles ne sont que leurs révélés par des esprits immuables, qui se cherchent, et recherchent, à travers plusieurs devenirs possibles, la félicité pré-

mière de l'Eden perdu. Ainsi, Dionis, étudiant dénué d'amour de Maria, jeune fille belle et riche qui habite dans sa rue, erre de taverne en taverne à Bucarest vers la fin du siècle dernier. Lorsqu'il regagne sa mansarde encombrée de grimoires et vieux livres, l'alcool, la faim, la fatigue, lui font perdre la conscience.

Après une opération magique, commence pour ce jeune homme un étonnant voyage à travers l'espace et le temps, qui le mène en Moldavie, au quatorzième siècle. Il s'y retrouve sous les traits d'un anachorète, Dan, épris lui aussi d'une noble Maria.

Incarnation de Zarathoustra, dépositaire pessimiste de la connaissance du bien et du mal (l'oubli des pas que Nietzsche et Schopenhauer furent les contemporains d'Eminescu), l'ascète arrive sur la Lune à la faveur d'une promenade allégorique signifiant l'abandon de la réalité apparente, ombre d'un esprit sans fin ni commencement. C'est dans la nuit sidérale que Dionis-Dan célébrera ses retrouvailles avec le bonheur absolu en compagnie de sa bien-aimée.

Edgar Reichmann
Lire la suite page 31

Gilles Barbedette

MÉMOIRES D'UN JEUNE HOMME DEVENU VIEUX

inédit

nrf

GALLIMARD

100% CACHEMIRE
1.990
50

VOYAGE AU CONGO, LE RETOUR DU TCHAD RETOUR DE L'URSS RETOUCHES À MON RETOUR DE L'URSS CARNETS D'EGYPTE

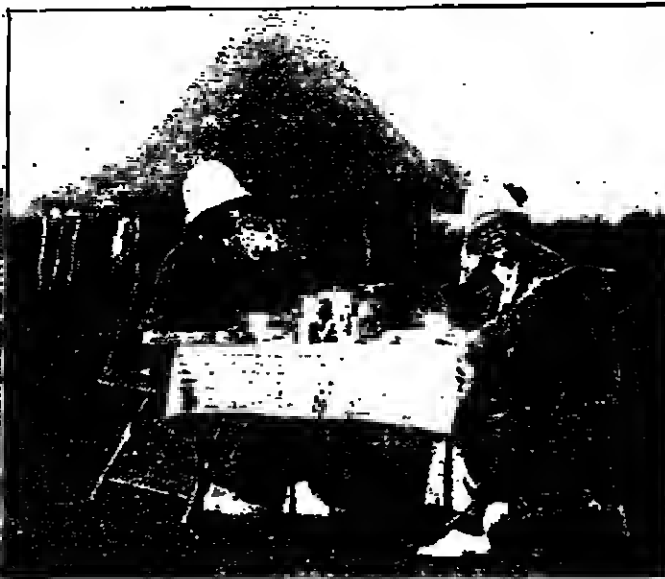
d'André Gide. Gallimard,
coll. « Biblos », 574 p., 150 F.

Q'EST-CE qui nous pousse à voyager, quel mauvais démon nous fait sortir de la chambre où, à en croire Pascal, nous serions à même de goûter la vraie sagesse à condition de n'en pas bouger ? Ne plus voir les mêmes têtes, changer de climat, d'habitudes, fuir, là-bas fuir... Il y a des gens raisonnables qui disent qu'on ne se quitte jamais, qu'on emmène avec soi ses maux, comme son ombre, ne les croyez pas. On s'en distrait et c'est déjà beaucoup. On les use, on les fane. On rencontre d'autres mœurs, d'autres visages, et c'est l'une des meilleures gymnastiques que l'on puisse pratiquer pour lutter contre la routine, et se faire une idée plus pleine du genre humain, même si cette idée n'est pas rose. Le voyage est une diététique, une hygiène spirituelle nécessaire, une mise à l'épreuve, en général, du physique et de l'imaginaire, rarement dans le sens qu'on attendait. Tout cela, on en trouve une confirmation instructive et délectable dans ce fort volume des voyages d'André Gide, qu'il faudrait, idéalement, compléter par toutes les pages consacrées, dans le *Journal* et les textes autobiographiques, aux séjours, tout aussi révélateurs, en Afrique du Nord.

LES voyages forment-ils la vieillesse ? Pourquoi pas, se dit Gide, qui a mis très longtemps à se trouver vieux, et qui ne l'a peut-être été qu'une fois mort. En tout cas, il a cinquante-six ans quand il s'embarque pour l'Afrique, en juillet 1925, sur l'Asie. Il a de l'argent, une vague mission officielle et la compagnie du jeune Merc Allégret qui va filmer l'expédition et se charger de toute l'intendance. Dès la page d'ouverture, intitulée « Les Escales-Brazzaville », en date du 21 juillet, tout Gide est là. Il estime qu'on ne bercera jamais assez les enfants dans leur prime jeunesse, « et même je serais d'avis qu'on usât, pour les calmer, les endormir, d'appareils profondément bousculatoires », puisque lui, né de mère huguenote, n'a connu que l'ennui des lits fixes, ce qui le prédispose au mal de mer, et, dans la foulée, répond à un passager du bateau qui l'interroge sur le sens de son voyage : « J'attends d'être là-bas pour le savoir. » Même s'il reconnaît, en son for intérieur, que ce voyage au Congo, il le désire depuis l'âge de vingt ans, que c'est « un projet de jeunesse réalisé dans l'âge mûr » (quelle belle définition de ce qu'on appelle réussir une vie...), il n'est pas vraiment préparé à ce qu'il va trouver.

Il a lu, et relira, quatre fois et plus, *Au cœur des ténèbres*, de Joseph Conrad, auquel ce livre est dédié, qui l'a précédé dans cette jungle. Mais il ignore tout des travaux de Lévy Bruhl et de sa *Pensée primitive*, qu'il ne découvrira qu'à son retour, trop tard. Il reconstruit ses impressions ensuite, mais en notes, au bas des pages où il e d'abord consigné des étonnements, des incompréhensions de touriste cultivé mais par trop étranger. Il n'est pas tout à fait à l'abri de quelques préjugés racistes dont la période coloniale n'est pas avariée. Il ne croit pas les Noirs capables d'un grand développement cérébral, mais note aussitôt que, s'il y a dans le carreau des indigènes quelque obscurité, c'est, avant tout, parce

LE FEUILLETON de Michel Braudeau



Au Congo...

Le démon du voyage

que les Blancs prennent soin de les y enfoncer. Ces Blancs brutaux et vulgaires pour lesquels il n'a pas assez de mépris (« Moins le Blanc est intelligent, plus le Noir lui paraît bête »), et qui reproduisent en Afrique le triangle maudit, qu'il exerce en Europe, du sabre, du tric et du goupillon : « A M'Beke, visite à M. B., représentant de la Compagnie forestière. Nous trouvons, assis sous la véranda, devant des apéritifs, deux Pères missionnaires. Que ces agents des grandes compagnies savent se faire aimables ! L'administrateur qui ne se défend pas de leur gentillesse, comment, ensuite, prendrait-il parti contre eux ? Comment, ensuite, ne point prêter la main, ou tout au moins fermer les yeux, devant les petites incorrections qu'ils commettent ? Puis devant les grosses exactions ? »

De grosses exactions, il s'en fera le témoin, au récit de divers massacres où des dizaines d'hommes, de femmes, d'enfants, sont

fusillés, égorgés, pour avoir été « fainéants », avoir refusé de faire des jours de marche, pour un salaire dérisoire, afin de récolter un peu de caoutchouc, ou traîné dans la construction d'une route à travers la forêt, les marais, une route symbolique du progrès blanc, où ne roulera jamais que la seule automobile de l'administrateur. « Quel démon m'a poussé en Afrique ? Ou alors-je donc chercher dans ce pays ? J'étais tranquille. A présent je sais : je dois parler. » Il parlera, en effet, et ce voyage au Congo fera un bruit considérable, retentissant jusqu'en URSS où il se rendra dix ans plus tard.

Le voyage de Gide en URSS, en 1936, est connu. Son enthousiasme de grand bourgeois pour la « réalité » du rêve communiste est à la mesure de sa désillusion, une fois rendu sur place. Il assiste aux funérailles de Gorki, prononce diverses allocutions, rencontre des gens pleins de chaleur, de sympathie, et même des ribambelles de petits komradniks enthousiastes, mais, en s'échappant des cortèges officiels, la réalité n'est pas aussi belle que l'affiche du parti. Il lui faut le dire : « Il arrive trop souvent que les amis de l'URSS se refusent à voir le mauvais, ou du moins à le reconnaître ; de sorte que, trop souvent, la vérité sur l'URSS est dite avec haine, et le mensonge avec amour. » Ni le Retour de l'URSS ni les Retouches n'ont la vivacité d'un journal de voyage. Ce sont des textes brefs, qui seront d'autant plus insupportables aux intellectuels de Paris, peu désireux de réviser si tôt leur religion toute neuve, que les effets de littérature y sont rares.

Au Congo, les étapes étaient longues, harassantes, des marches de 25 kilomètres par jour dans la fournaise et les mouches tsé-tsé (eh oui, le corrompu de la rue Vanneau avait plus d'énergie et de courage que ses détracteurs, globe-trotters de bistrot, tel Blaise Cendrars), la remontée des fleuves en balaière interminable, et Gide lisait ses classiques, Milton et Racine, Boétye aussi, comparant les mérites des oraisons funèbres des deux Henriette, de France et d'Angleterre. Il avait le temps, au cours d'une soirée jouée avec Dindiki, petit paresseux apprivoisé, de noter des remarques sur le *Second Faust*, de Goethe, ou le *Maître de Ballantrae*, de Stevenson, de prendre la pause et d'écouter le mot rare : « Je m'empare dans une immorale fondrière. » Et de décrire, avec un luxe de détails écorçants, le dépeçage, par ses porteurs et pirogiers, d'un hippopotame dont le viande et les viscères sont mises à boucaner sur le pont du bateau, empestant des jours d'affilée, ce qu'il supporte, pour le souvenir, la reconnaissance de ses troupes. D'où l'aspect bigarré, mélange de dénonciation au vitriol et de dentelle littéraire, du *Voyage au Congo*. Rien de tel avec le *Retour de l'URSS*. D'autant plus « impressionnable » et actuel.

LES *Carnets d'Egypte* sont plus minces. Gide a soixante-dix ans. Il ne s'occupe plus de politique, ni de littérature pour l'heure. Il pense à son *Journal* qui est en train de sortir dans la Pléiade, à Paris. A la multitude des beaux enfants qui s'offrent à lui, à la perfection du jeune Ali embrassé au fond d'une barque. « Un pays ne me plaît que si de multiples occasions de formation se présentent. Les plus beaux monuments du monde ne peuvent remplacer cela. » En Egypte, le vieux géloph avait trouvé les uns et les autres sous le même ciel. Comme quel le diable y a toujours de la chance.

* A signaler également *André Gide et le théâtre*, de Jean Claude (Cahiers de la NRF, Gallimard, 2 volumes, 592 p. et 320 F., 539 p. et 280 F.).

VOYAGE EN SICILE

de Dominique Vivant Denon.
Le Promeneur, 216 p., 130 F.

TRES aimé des femmes, Dominique Vivant Denon parvint à séduire également les hommes. Il s'attira successivement les faveurs de Louis XV, de Robespierre et de Bonaparte. Traversant tous les régimes avec bonheur et légèreté, ce baron de charme eut sans doute la plus belle collection de « protecteurs ». Mais, en apparence, il ne commit aucune bassesse pour cela. Il savait tirer parti des circonstances, voilà tout. Selon son humeur, on dira que c'était de l'opportunisme ou de la diplomatie. D'ailleurs, Vivant Denon fut une carrière de diplomate. Il fut aussi graveur, écrivain, dessinateur, archéologue, directeur des Musées nationaux et receleur des rapines de Napoléon...

Né le 4 janvier 1747, à Chalon-sur-Saône, il fit son entrée dans l'époque, juste avant le départ de Vauvenargues. Le destin fait bien les choses lorsqu'il s'applique. Vivant Denon était de la même génération que Charnfort, Laclos, Condorcet et Mirabeau. Le siècle mettait en place les acteurs de la deuxième mi-temps...

Dès l'âge de vingt-deux ans, le jeune homme de Chalon-sur-Saône réussit à se faire remarquer par Louis XV. Et celui-ci, pour le récompenser, le chargea de s'occuper du Cabinet des médailles, qui venait de la Pontpadour. Cinq ans plus tard, Vivant Denon prit la route de la Russie, pour être secrétaire d'ambassade à Saint-Petersbourg. Mais Catherine II le jugea trop indiscret. De plus, il commit une imprudence de jeunesse : il essaya d'enlever une comédienne. Réprochant sans doute les excès romanesques, l'impératrice renvoya ce Français trop remuant. Cela ne ruina pas sa

carrière, car il devint le « protégé » de Vergennes, ministre des affaires étrangères de Louis XVI. Dans quelle école avait-il appris l'art de rebondir ?

EN 1775, il profita d'une mission à Genève pour passer chez Voltaire, à Femey. Celui-ci avait d'abord refusé de le recevoir, à cause de sa fatigue et de son âge. Mais Vivant Denon sut convaincre le vieil homme. « Je ne m'aviserais point de vous faire des compliments, lui écrivit-il. Vous êtes au-dessus de mes éloges et vous n'avez pas besoin de mes humilités. » A la fin de cette lettre, Vivant Denon se disait le « camarade » de Voltaire. Etrange idée... Mais ils étaient, tous les deux, des « gentils-hommes de la Chambre du roi ». Et, dans sa réponse, le vieillard des Lumières appela Vivant Denon « Monsieur mon respectable camarade ». « Je ne dirai point, je salue un peu, lui précisa-t-il. Je vous attends donc à souper dans ma cave. » La nièce de Voltaire prépara le repas. J'ignore quel fut le menu et sur quoi porta la conversation, mais tout le monde semble très content de cette rencontre.

Dans la lettre qu'il écrivit à l'auteur de *Candide*, pour le remercier, Vivant Denon lui parla de son « existence aérienne ». Répondant à cela, Voltaire ne se montra pas moins aimable : « Je suis, Monsieur, plus édifié de votre jeunesse que vous n'êtes indulgent pour ma décrépitude. » Lequel « tournait » le mieux les compliments, comme on dit ? Hélas ! il y eut ensuite l'histoire du portrait que Vivant Denon fit

HISTOIRES LITTÉRAIRES par François Bott

Le mystère du charme



de Voltaire et qui déplut à ce dernier. « Vous m'avez dessiné en singe estropié », ronchonna le vieil homme, ajoutant que c'était « un grand malheur de chercher l'extraordinaire et de fuir le naturel ».

Vivant Denon tenta de se disculper en faisant valoir que le portrait avait beaucoup de succès à Paris, mais il ne remédia

pas longtemps ses remords. En avait-il ? Autre chose l'occupait. Le monde, les dames, la diplomatie et la littérature. En 1777, il fit paraître son petit chef-d'œuvre romanesque, *Point de lendemain*. Le livre ne portait pas de nom d'auteur. Seulement les initiales M. D. G. O. D. R. (1). Cette étrange signature (d'enseigne le menier des services secrets)

dissimulait le récit d'une éducation libertine et sentimentale. Une leçon d'amour, qui débute de cette façon : « J'ai aimé éperdument la comtesse de... j'étais vingt ans, et j'étais ingénu ; elle me trompa, je me fâchai, elle me quitta. J'étais ingénu, je la regrettais ; j'avais vingt ans, elle me pardonna : et comme j'avais vingt ans, que j'étais ingénu, toujours trompé, mais plus quid, je me croyais l'homme le mieux aimé, partant le plus heureux des hommes. » Dans notre littérature, cette œuvre se place entre les histoires de Crébillon fils et d'Adolphe de Benjamin Constant. Elle révèle les questions que l'on se pose, depuis toujours, sur le mystère du charme.

NOMMÉ conseiller d'ambassade à Naples, Vivant Denon fut à l'heure pour observer l'éruption du Vésuve, en 1778. Un autre diplomate s'intéressait à la nature des volcans. C'était l'abbé Gallani, l'ami napolitain de M^{re} d'Epiroy. Les deux hommes eurent, peut-être, l'occasion de se rencontrer... Durant cette même année, Vivant Denon visita la Sicile et Malte. Il en rapporta un récit de voyage qui se trouve pris, ensuite, dans une ténébreuse affaire de paternité. C'est le texte que l'on récite à présent...

Vivant Denon découvrit Messine en mai 1778, alors que Voltaire se mourait à Paris. Il ne manqua pas d'aller se promener sur l'Etna : il pense que cet endroit marrait le « genre aimable » et le « genre terrible ». Néanmoins, c'est Palerme qu'il préféra, à cause des fâneries

nocturnes sur le bord de mer. « Tout le monde s'y confond et s'y perd, s'y cherche et s'y retrouve, écrit-il. (...) Admis, dès le premier soir, à une de ces jolies parties, (...) je cherchais les amis et les Siciliens sans pouvoir les reconnaître ; et je commençais à mettre leur jalousie au nombre de ces choses que l'on se raconte sur parole, deux cents ans après qu'elles n'existent plus. Ce fut dans cette belle soirée que le jour me surprit. »

La révolution fut d'abord dévastatrice à Vivant Denon, mais il sut la chance de pouvoir rencontrer Robespierre. Et son charme fit l'effet. Il devint « graveur national » et dessina les costumes de la Convention... En 1797, lors d'une soirée chez Talleyrand, il donna de l'orangeade à Bonaparte et « gagna l'amitié » de celui-ci. L'année d'après, on l'emménagea dans l'expédition d'Egypte. Et, naturellement, il fit de l'égyptologie. Dans leur livre sur la Direction des Goncourt affirmant que la France était « prête pour César » (2). L'ancien jeune homme de Chalon-sur-Saône avait deviné tout le mystère, grâce au verre d'orangeade.

Écrite par le nomme directeur des musées nationaux en 1802. Et Vivant Denon s'occupa, ensuite, de gérer les rapines de la Grande Armée. Je veux dire les œuvres d'art que l'on rapportait des pays conquis. Après la chute de l'Empire, l'auteur de *Point de lendemain* s'émiettait, car il ne voulait pas restituer les œuvres volées. Il termina son existence sur le quai Voltaire. Il semblait écrit d'une tête de Watteau, comme l'écrivit Anatole France. Les rides n'avaient pas altéré son charme.

(1) *Point de lendemain* est réédité par les Bibles Lettres, suivi de la *Nuit merveilleuse* (Paris en vente le 16 mars, 144 p., 80 F.).

(2) *Histoire de la société française pendant le Directoire* d'Edmond et Jules de Goncourt, Le Promeneur, 316 p., 145 F.

In memoriam Dada

Curiosité ou nostalgie, les études sur l'éphémère mouvement se multiplient. Et mettent surtout en évidence les contradictions de ses initiateurs

DADA A PARIS

de Michel Sanouillet.
Flammarion, 732 p., 235 F.

TRISTAN TZARA

DOMPTEUR DES ACROBATES

de Marc Dachy.
Textes de Richard Huelsenbeck et Emil Stüttgen, lettres de Guillaume Apollinaire et Hugo Ball.
L'Échoppe (P. Cotensin, 30, rue Léopold-Bellan, 75002 Paris), 96 p., 84 F.

QU'EST-CE QUE DADA ?

de Theo Van Doesburg.
Préambule de Marc Dachy.
L'Échoppe, 66 p., 66 F.

Parodiant Hugo : sur le Dada défilait, l'adorateur pullule. Est-ce à ce point où l'âge propre à faire rêver, de nos jours, que ces années de guerre à Zurich, d'après-guerre à Paris ? Dans les ouvrages de ces historiens savants, parfaitement savants ! du dadaïsme, passent autant de regrets que d'exclamations admiratives. Au cabaret Voltaire, au café Certa, il y avait alors des jeunes gens de méchante humeur. Ils en voulaient à leurs parents, à leurs contemporains, aux généraux, aux chefs de gouvernement, aux littérateurs, aux marchands d'armes et aux marchands de bonne conscience — à la terre entière, à la nature humaine et à la Nature majestueuse, au ciel et au Dieu qui y logerait selon certains. Ils prétendaient imposer à leurs semblables un principe très simple : la vanité, l'absurdité de toute action, parole ou littérature. Autrement dit : ce que vous dites et écrivez ne sert à rien, ce ne sont que bruits de fond et balbutiements perdus.

Cette philosophie est assez rudimentaire et peu nuancée. Elle condamnait le poète et le peintre, elle ne tolère que dérisions et parodies. Ce serait déjà



Francis Picabia, Aello, 1930.

un reproche suffisant si les récits et documents qui reparaissent ou donnaient du dadaïsme une image peu séduisante. Que montrent-ils ? Un petit épris de publicité — Picabia — et l'obtenteur par les moyens les plus triviaux, l'insulte et l'exhibitionnisme ; un agitateur d'idées non moins théâtral — Tzara — qui organisait parades burlesques et revues bouffonnes ; et trois jeunes auteurs — Breton, Soupault et Aragon — qui travaillaient à augmenter leur réputation. Pour y réussir, ils usaient des mêmes procédés de batteurs que Picabia et déclaraient leur mépris pour tout ce qui les environnait. Ils se prétendaient, sur le ton le plus péremptoire, ennemis de la poésie et du roman et résolus à n'en publier aucun. Ils

faisaient bruyamment profession de silence littéraire. Entre 1919 et 1923, ils cajoletaient la belle idée du vide. La mettre en pratique exigeait cependant l'abnégation désespérée, le dandysme misanthropique dont furent capables que les suicidés de Dada, Vaché et Rigaut. Pour les autres, leurs admirateurs proclamés, ils se firent vite hommes de lettres. Il se peut que ce soit cela — le récit d'une trahison — le plus instructif de l'ouvrage de Michel Sanouillet, réédition revue, corrigée et complétée de l'étude qu'il avait publiée en 1965. L'auteur dépeint ses héros balançant entre le nihilisme achevé et la NRF, la retraite et la littérature, l'abstention et les tirages numérotés. Terrible tableau : Breton,

nouveau saint Antoine, hésite entre le désert et la protection de Gide et Valéry, qui l'appellent auprès d'eux avec des sourires engageants. Au fond, dans l'ombre où il se cache, Aragon corrige les épreuves d'Anicet ou le Panorama, ou « roman ». Drieu La Rochelle fume, adossé à un rocher. Gale, moderne reine de Saba, s'apaise aux bras d'Eluard et de Max Ernst. Celui-ci montre en cachette ses derniers collages — œuvres dadaïstes, si paradoxale que soit la rencontre des deux mots pour qui s'en tient à la logique. Telle est la contradiction : ces débutants de la peinture et de la poésie affectaient de les mépriser et les cultivaient cependant, admirateurs d'Apollinaire, de Reverdy, de Picasso et de Chirico. Des tableaux de ces derniers, ils faisaient du reste commerce.

Vers 1923, Breton et Tzara rompirent leur entente, ou se battront un peu lors de la soirée du « Jour à barbe » et Breton cassa d'un coup de canne le bras de Pierre de Massot qui prononçait une litanie sacrilège, « André Gide mort au champ d'honneur, Pablo Picasso mort au champ d'honneur, Francis Picabia mort au champ d'honneur... » Peu après ces rixes, Dada mourut abandonné.

Il n'y eut plus ensuite que de pauvres querelles de paternité pour déterminer qui avait prononcé le premier le mot « dada », Tzara ou Huelsenbeck. Afin de les éclairer, Marc Dachy a retrouvé et traduit quelques témoignages qui valent par leur pittoresque et l'apparition, au cabaret Voltaire, de Lénine. « Impressionnante figure mongole ». Quant à l'opuscule de Theo Van Doesburg, plus célèbre pour sa participation à la revue *De Stijl*, il illustre l'éphémère — occasionnellement éphémère — succès de Dada parmi les disciples de Mondrian.

Philippe Dagen

Rêveurs du jour

L'aventure surréaliste au quotidien
vue par Pierre Daix

LA VIE QUOTIDIENNE

DES SURRÉALISTES

de Pierre Daix.

Hachette, 448 p., 120 F.

Les surréalistes ont cultivé la « faculté merveilleuse » de percevoir dans le quotidien des signes insolites, des « rapprochements soudains, des pénétrantes coïncidences ». Peut-on, en retraçant leur existence, retrouver cette « lumière » dont parle Aragon dans *Une vague de rêves* ? Ou, du moins, montrer leur recherche d'un « style » qui figurerait leur vie quotidienne ? C'est ce qu'a voulu faire Pierre Daix, dans un ouvrage très documenté et vivant où il évoque leurs aventures pendant quinze ans, de la formation du groupe en 1917 à sa transformation puis à son éclatement, lorsque la radicalisation politique amène Aragon et Breton à placer le surréalisme « au service de la révolution ».

La couverture reproduit le fameux tableau de Max Ernst, *Au rendez-vous des amis*. Pourtant, les groupes successifs ont souvent été dispersés, d'abord par la guerre, ensuite, plus banalement, par les vacances, enfin par les amours, seul motif d'absence véritablement admis. Les réunions ne sont régulières que lorsque Breton tient table ouverte, d'entrée des médiums à la fin de la Centrale surréaliste. Soupault prend bientôt ses distances. « Le groupe reprend en 1927-1929, commente Daix, quand Aragon, Breton et Eluard sont malheureux ».

Les fondateurs de la revue *Littérature* sont de très jeunes gens, en conflit avec leurs familles. Aragon et Breton abandonnent leurs études de médecine. Libres de leur temps, ils ont la disponibilité requise pour aller au-devant de la trouvaille, de la rencontre. Autour d'eux, tous sont célibataires, sauf Eluard (la liaison de sa femme Gala avec Ernst fait de sa vie un « drame à la

Dostoïevski », selon Tzara). Peu à peu, outre d'inévitables tâches matérielles — les lettres commandées à Breton par Jacques Doucet, le travail d'Aragon au théâtre Hébertot ou celui de Desnos au journal *Paris-Soir* — ils s'imposent des règles contraignantes. Si des interdits frappent la création artistique ce n'est pas tant, on connaît la fécondité des activités collectives : expériences de parole ou d'écriture automatique, somnambulisme sous hypnose, mais aussi séances de lecture, débats, enquêtes — de « Pourquoi écrivez-vous ? » aux « Recherches sur la sexualité » publiées dans l'unique numéro de *Révolution surréaliste*.

Le surréalisme est lié à la ville, à sa géographie secrète. Les flâneurs, les noctambules — Aragon, Noll — les amateurs de bals — Masson, Leiris — s'opposent aux « ascètes » comme Arnaud ou Breton. Les lieux qu'ils hantent sont divers : de la librairie de René Hilsum, au Saos Pareil, à la galerie de Roland Tual, des boîtes comme le Zelli's à la foire du Trône. Mais tous se retrouvent chaque jour, assidus, ponctuels, à l'heure du Maudern-cu-raçao, dans les cafés : le Cyrano ou le Certa, aujourd'hui disparu, mais éternisé par le Poysan de Paris.

Le drame

d'Eluard

Les femmes sont peu nombreuses dans le groupe même si « l'unique, le confondant et l'indubitable amour » est une attention essentielle des surréalistes. Outre le portrait (peu flatteur) de Gala, ceux de Nancy Cunard et de Léopold (la vraie Noll), Pierre Daix fait une évocation très séduisante de la cousine de Simone Breton, Deoise (la Bernice d'Arlequin), remarquable traductrice de Hölderlin, qui, avant de devenir la femme de Naville, a inspiré des poèmes à Breton, Eluard et Char.

C'est un des aspects les plus passionnants du livre, qui met aussi l'accent sur le drame personnel d'Eluard, dont le départ mystérieux fascine ses amis comme celui de Rimbaud, et dont le retour — de Tabiti — les déçoit. On voit aussi la complexité des relations d'Aragon et de Breton : les contradictions de chacun, les divergences et les affinités. Enfin, Daix, qui, dans sa biographie d'Aragon, a montré la place de Drieu dans la première période du surréalisme, rappelle ici l'« attention éternelle » de celui-ci avant que les choix politiques, de part et d'autre, ne provoquent un éloignement définitif.

Le surréalisme, coelut-il, a été l'affaire d'hommes qui identifiaient leur vie et leur art. Leur engagement a pris une forme politique, mais d'abord et surtout esthétique et morale. « On ne pouvait être surréaliste à temps partiel », dit Pierre Daix. Les auteurs de *Choir de terre* (Breton), de *Capitale de la douleur* (Eluard) ou de *La Défense de l'infini* (le manuscrit d'Aragon dont ne subsistent que des fragments) ont aussi vécu en rêveurs délimités : la poésie, selon Breton, « émane d'avantage de la vie des hommes, écrivains ou non, que de ce qu'ils ont écrit ou de ce qu'on suppose qu'ils pouvaient écrire ».

Monique Pétillon

PREMIER ROMAN

Caprices du temps

LE CONTRAIRE DU COTON
de Jean-Baptiste Harang
Grasset, 177 p., 39 F.

Il y a mille façons de parler du temps qui passe ou qui tarde à passer. On peut le mesurer, le mesurer, prandre ses dimensions philosophiques ou, tout bonnement, le raconter. Jean-Baptiste Harang, lui, semble avoir décidé de le réduire à néant en l'inscrivant, par défaut, dans une histoire qui n'en est pas vraiment une. *Le Contraire du coton*, son premier roman, n'est pas l'ossature classique d'un récit avec un début et une fin. C'est, au contraire, un curieux enchevêtrement de souvenirs en trompe-l'œil et de menus renseignements. La mise en scène d'un récit mental où les pensées de trois protagonistes ramènent le lecteur à un temps circulaire.

Circulaire, ou presque, comme le visage d'Etienne Dun, le seul narrateur qui s'exprime à la première personne. « J'ai le visage ovale », répète-t-il à l'envi. Lui, c'est un mort en survis qui examine son corps de soixante-sept ans avec une froideur circulaire. Il le soumet à une espèce d'autopsie prématurée, passant en revue les carreaux de peau encore tendus, les affaissements sous la gloire, les méchantes interactions qui l'obligent à se boucher de pain pour éviter les flottements. « Je cale mes os comme je peux, écrit-il, les petits contre les grands pour que rien ne grince ». Etienne Dun a une maladresse, Odette Maillet, qui « ressemble à une grand-mère de publicité », il a un père, aussi, l'irascible Georges Dun, qu'il ne voit plus depuis trente ans et dont Odette fut la maîtresse après avoir été la sienne.

Le Contraire du coton est le tableau à trois faces de ces vieilles antécédentes. La réminiscence y est à la fois omniprésente et nulle. Elle n'a rien, en tout cas, de ces images pieuses que l'on met derrière les vitrines. Vu par Jean-Baptiste Harang, cela devient un mode de vie, un art de reconstruire des passés truqués, de transformer le présent et même un avenir imaginaire en une matière épaisse qui a déjà la consistance des souvenirs. Par l'effet d'une vertigineuse mise en perspective, les récits s'ambroient en petit bonheur, comme des poupées gigognes mal équilibrées.

Mémoires en négatif

A chacun sa méthode. Etienne Dun, qui « n'aime pas les souvenirs », rédige ce qui pourrait être un roman. Mais des mémoires en négatif, qui savent toute idée d'éternité, sauf dans la conscience de l'échec. Il se souvient de ce qu'il n'a pas dit, de ce qu'on ne lui a pas donné, il s'étourdit d'une cascade de questions sans réponses et d'affirmations qui s'annulent entre elles. Odette Maillet, de son côté, a « des souvenirs de cinéma, des souvenirs pour raconter ». Faux, bien entendu, mais plus vrais parfois que la vie elle-même. Et puis il y a Georges, le personnage auquel tout renvoie car les heures se sont arrêtées au-dessus de sa tête. Jean-Baptiste Harang peint cet individu qui a presque cent ans depuis si longtemps qu'il enterrera son fils et qui inversa les chronologies en faisant un beau pied de nez au temps.

Raphaëlle Rérolle

Chessex, le sacré et l'impur

Un trio sulfureux, nouvelle « Trinité », dans une sarabande satanique : une méditation sur la mort, le désir et l'idée de Dieu

LA TRINITÉ
de Jacques Chessex.
Grasset, 262 p., 100 F.

Judas le transparent, le Calviniste, Jonas... : souvent, chez Jacques Chessex, le titre ou l'exergue invite à décoder une dimension mystique ou métaphysique. Pour son dernier livre, *La Trinité*, c'est un fragment d'« une épître de Saint-Jacques qui fustige d'abord le lecteur inattentif ou mal intentionné : « Si quelqu'un écoute la parole et ne la met pas en pratique, il est semblable à un homme qui regarde dans un miroir son visage naturel et qui, après s'être regardé, s'en va et oublie aussitôt quel il était. » Et pour le cas où le patronage théologique ne suffirait pas, voici le patronage littéraire, le souvenir de Rilke, qui hante la

clinique de Valmont où se situe l'action. Le poète qui s'insurgeait sur le signification de l'art et de la mort et le défenseur de la parole divine moule la garde à l'épître du roman : nous voilà bien prévenus de ce pas à trouver une suite de situations scandaleuses ou morbides.

« Lumière fine, couleur dorée de l'été en montagne », beauté et mystère enveloppant la éloïque de Valmont — l'auteur, pourtant, nous interdit de penser à Thomas Mann. Fasciné par l'emprise du lieu, Bernard Rouvre, universitaire ou mal de roman, remarque un couple étrange, un homme âgé et une jeune femme, dont le comportement sera bientôt de quoi surprendre.

Les délices de la chute

Après une « illumination » du narrateur — qui voit, entre autres, l'incarnation de l'Aveugle et de la Fille de Jérusalem — dont parle Isaïe — et quelques tergiversations, Ben Gousenberg, le vieillard insouciant, offre à Rouvre d'être l'amant de sa jeune femme, Sarah. Et Chessex, toujours expert dans l'art de prévenir les critiques, ironise au passage sur son narrateur, qui « se prend pour saint Augustin », ou s'interroge, sans provocation : « D'images habituelles en assistance sainte, ne me laissez-je pas tenter par la facilité systématique qu'ont certains esprits à magnifier les situations les plus simples pour les soustraire à l'obscurité ? »

La religion chez Chessex est souvent l'anticipation de la chute imminente et des délices — à la fois peur et attirance — qui la précèdent. Dans ce trio sulfureux, nouvelle « Trinité », s'instaure une danse frénétique du désir et de la mort. Eros et Thanatos entament leur sarabande satani-

que et, à défaut de la parole divine, le miroir dont parle saint Jacques est bien là : chacun se regarde avec complaisance ou épée l'autre à travers les jeux de glace déformante des fantasmes et de la perversion.

Chessex ne craint pas les mélanges détonants : angoisses métaphysiques (« Dieu absent, mais d'autant plus visible que son absence le suppose, l'exige, l'appelle avec une urgence de chaque instant »), masochisme à coloration religieuse dans la « scène violente et grotesque » du fouet, fascination morbide pour les progrès de l'agonie et la stoïcisme désintéressé du malade... Le « bon goût » n'a pas sa place ici. On soupçonne même que Chessex, lui, est fondamentalement hostile à la démarche « spirituelle » ou « intellectuelle » supposant toutes les insolences, comme ces horribles dialogues entre Sarah et le vieux Gousenberg, dialogues justifiés sans doute par l'intensité des angoisses du moment (ou le sadisme de l'auteur ?).

« Ratiocines, passions basses, complications de scènes équivoques, triste théâtre ouïssant où trois ombres achevaient la partie dans l'apothéose du vide... » La méditation sur le mort, l'angoisse, l'idée de Dieu, la réflexion sur le destin juif, les références à la Fraase calviniste, la quasi-réhabilitation post mortem de Sarah, à la fin du livre, n'empêchent pas de penser que ce roman-fantôme — c'est-à-dire né d'un fantasme et prétexte à fantasmes — ne respecte guère la suite de l'épître de saint Jacques : « La religion pure et sans tache consiste en ceci (...) : se garder de toute la souillure du monde. »

Florence Notville

o Rectificatif. — Dans le compte-rendu d'une rencontre des clubs de livre organisée à Madrid par le groupe Bertelsmann (« Le Monde des livres » du 4 décembre 1992), plusieurs erreurs ont été commises, notamment sur les propos de M. Christian Bréguet, PDG du Groupe de la Cité, au sujet des meilleures ventes du club France-Loisirs. Celles-ci, contrairement à ce que nous écrivions, concernent en majorité des auteurs français, comme le précise M. Bréguet : « L'offre nationale éditoriale n'est pas assez variée. Elle doit souvent être complétée par une littérature importée, alors que les Français semblent, à tort ou à raison, plus attirés par les auteurs nationaux (...). Sur les vingt best-sellers historiques de France-Loisirs, seulement deux auteurs sont étrangers. » Par ailleurs, France-Loisirs n'est pas une filiale des Presses de la Cité, mais une filiale du Groupe de la Cité (détenue à parité — 50/50 — avec Bertelsmann).

93 N°2

LE CONTRE JOURNAL

malcolm X

par Marc-Edouard Nabe

une société à la dérive

L'analyse de Castoriadis

Le journal qui se lit comme un livre
so livre à vous chaque mois, 25 F.

LA MISÈRE DU MONDE

sous la direction
de Pierre Bourdieu.
Seuil, 949 p., 160 F.

Il commence à s'éloigner le temps où les gagnants occupaient la scène, où le récit des performances s'imposait à la façon d'une épopée contemporaine. La misère – et les petites misères qui corrodent les existences – semblait alors en voie de disparition; au moins dans les pays que l'on disait riches, et capables de devenir toujours plus riches. Le paysage social a changé, les malheurs et les maux ne peuvent plus être cachés par les apparences. Ils sont encore apaisables, mais l'effort de l'État-providence et les solidarités privées approchent de leur limite. La nouvelle pauvreté, l'exclusion et la marginalisation, la mise hors travail et le mal-être ne sont plus réduites à une formule générale qui en fait des abstractions, des problèmes « malaisés sociaux ».

Les politiques le savent, à qui il est reproché de rester trop loin des préoccupations et des difficultés de vie quotidienne des gens ordinaires, de les connaître surtout par des médiations – données statistiques, rapports des commissions et des experts, informations bureaucratiques. L'événement seul les met en relation directe, en situation de connaissance immédiate, et d'urgence. Ils sont régulièrement invités à être présents sur le « terrain », à accueillir la « parole » de ceux qu'ils représentent, à être attentifs à ce qui se vit d'en bas.

Les sociologues ne peuvent ignorer cet appel qui les concerne aussi en les incitant à briser la clôture du métier et à réduire la distance que leur impose l'exigence scientifique. Ils n'ont pas à être un impuissant remède des défaillances, mais des facteurs de compréhension et d'interprétation tout en préservant la rigueur de la méthode. Ils contribuent à faire apparaître, à rendre manifestes, à multiplier les points de vue qui cachent l'accoutumance à l'ordre des choses et le masque des loteries.

Aujourd'hui, parce que les situations critiques sont nombreuses, la sociologie retrouve les démarches qui ont été les siennes

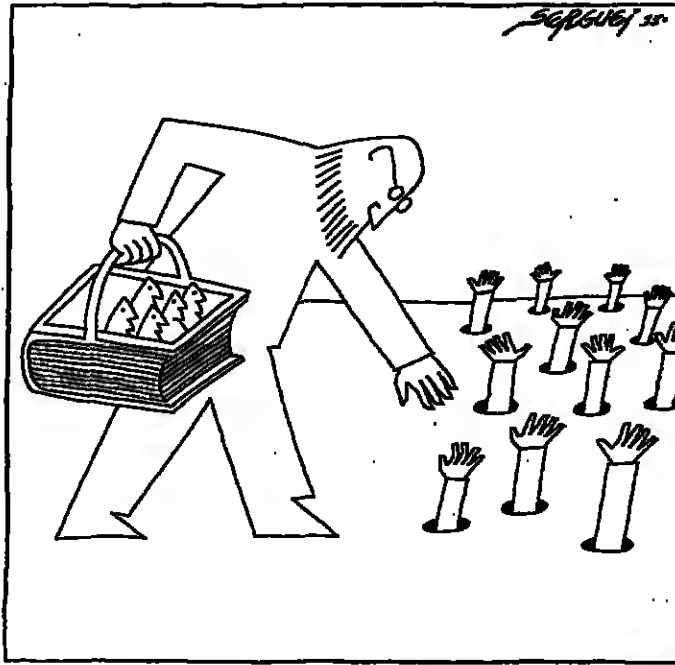
ou temps des grandes crises sociales. Au XIX^e siècle, lorsque le sociologue se faisait – selon le mot de Gérard, observateur de la condition indigente – le « visiteur du pauvre ». Au cours des années 20 et 30 de ce siècle, en Amérique, lorsque la « grande dépression » répandait par contagio les misères individuelles et les violences collectives. Alors, Chicago devenait le site d'une école sociologique influente. C'est le lieu de naissance de l'écologie urbaine, et d'une pratique qui allie la démarche sociologique et l'« observation participante » des anthropologues, qui recueille les témoignages personnels et reconstitue les « histoires de vie ».

Il s'agit de rassembler directement, par contacts et entretiens répétés, des observations multiples et de les organiser ensuite à l'aide d'une progression théorique qui en épouse le mouvement. Dans des circonstances différentes, mais sur un même fond de misère sociale, par un recours à des méthodes semblables, mais avec des moyens nouveaux et un équipement théorique élaboré lors de précédentes enquêtes, l'équipe dirigée par Pierre Bourdieu a été à la fois l'animateur et le principal acteur d'un opéré derrière « les écrans qui cachent les vraies raisons de la souffrance ».

De cette recherche collective, ouvrant nombre de perspectives, il résulte un imposant ouvrage fait pour être lu et vu. C'est un recueil d'histoires individuelles, mises en situation, construites à partir du « discours naturel » de chaque interlocuteur, éclairées par les commentaires qui démontrent la « posture herméneutique » de la tenant à propos des « récits ordinaires d'aventures ordinaires ». Ces histoires aident à comprendre pourquoi les gens sont ce qu'ils sont, et font ce

SOCIÉTÉS
par Georges Balandier

Vues d'en bas



qu'ils font. Chacune d'entre elles peut se lire comme une petite nouvelle; Bourdieu a raison de le signaler, d'évoquer à cette occasion Faulkner, Virginia Woolf, et Flaubert qui enseignent d'approcher à porter sur l'objet le regard accordé plus volontiers à Constantinople.

Le livre est aussi fait pour être vu, adapté à une culture où le visuel prévaut. Il l'est en ce qu'il propose des raisons iconographiques, mais typographiques. La mise en page se transforme en mise en scène; les récits se lient comme dans un film à personnages multiples illustrant les multiples visages des misères actuelles; le rythme lui est donné par les changements du caractère retenu pour l'impression, selon la

nature du texte, et par les citations en gros corps qui signalent les coïncidences de séquences.

Pour celles-ci, quatre titres principaux : l'espace des points de vue, les effets de lieu, la démission de l'État, les déclin, qui conduisent à l'épilogue à la fois scientifique et politique. L'ouverture se fait sur les espaces qui rapprochent, obligent à cohabiter, difficiles à vivre parce qu'ils imposent l'affrontement de « visions du monde » et d'usages mal compatibles – et que l'interaction sociale y révèle quotidiennement la « misère de position ». C'est là où les « misères de la coexistence » renforcent les « misères de chacun ».

Les étrangers, les jeunes, les chômeurs et les mal-payés, les

gardiens de cités pauvres, les travailleurs sociaux et la commerçante « pillée », animatrice d'un comité de défense, ce sont des figures illustratives. Ainsi que le sont leurs contradictions : désir d'être coté, mais « ils » n'écouteront pas; vouloir d'être intégré, mais le racisme exclut; tentatives d'effacer l'image du ghetto, mais les gens « plus ou moins bien » s'en vont ou rêvent de vivre ailleurs; tentation d'agir, de retrouver l'initiative, mais les uns sont en attente d'un populisme musclé et les autres sont cooptés par ce qui est seulement une façon de « déguiser la pauvreté ».

Les lieux dits « difficiles » sont d'abord difficiles à décrire et à penser. Dans une comparaison esquissée entre les situations américaines et françaises, il est mis en garde contre l'effet des fantasmes, des images et des émotions qui conduisent à assimiler les vues aux autres. C'est une invitation à repousser « le spectre du syndrome américain », à voir plutôt dans l'Amérique – comme dans une « utopie négative » – ce qui pourrait se produire. Comprendre ce qui s'observe sur le « terrain » requiert le détour par l'État, la reconnaissance des enchaînements qui vont de ce centre « jusqu'aux régions les plus déshéritées du monde social ».

Il faut partir de ce qui compose la « vision d'État » et de sa construction par les médias selon leur propre logique, de ce qui coexiste à transformer les problèmes personnels en problèmes de société relevant d'une responsabilité peu localisable. Ensuite, la sociologie de proximité inverse le parcours : elle découvre l'échec scolaire et les ratés de l'institution pédagogique, le malaise des juges et le double jeu institution-

nel, le « désordre chez les agents de l'ordre » et la misère de la « police des pauvres », la « double contrainte » subie par les travailleurs sociaux et l'institution placée sous l'effet de la peur des gens dans la rue.

Les « images » de la dernière séquence, les récits de vie qui leur sont associés, sont ceux qui jalonnent les étapes des déclin engendrés par les grandes transformations à l'œuvre durant les récentes décennies. Illustrations du haut coût social des mutations. Des agriculteurs qui se trouvent en difficulté de vivre, ou d'assurer leur succession en raison des désertions de la descendance. Des ouvriers de la sidérurgie que la fin de leur monde emporte dans son effacement, et tous ceux dont le travail se déqualifie, se réduit à des activités intermédiaires, dont le travail n'entretient plus la conscience ouvrière ni le militantisme. Des licenciés pour cause économique, cadres y compris, dont les carrières sont brisées et qui souffrent souvent du « désaveu de leur emménagement ». Des gens dont les métiers disparaissent, comme les petits commerçants, ou se déclassement alors que les difficultés de les exercer s'accroissent, comme les enseignants confrontés aux violences scolaires. Et tous ceux qui expriment leur certitude qu'« il y a tout qui va pas ».

Ce n'est pas l'inventaire des plaintes, mais des formes d'« appel » : être vu, entendu, compris; ne pas être abandonné et anonyme dans le four-tout des malaises sociaux. Pierre Bourdieu précise bien qu'il ne s'agit pas de considérer des « cas cliniques », mais de comprendre et d'interpréter dans un même mouvement. Il faut pouvoir se mettre en pensée à la place de l'autre, avoir le « regard compréhensif ». Bourdieu va jusqu'à entraîner la méthode dans ce qu'il qualifie d'« exercice spirituel par oubli de soi ». Ce qui est aussi une invitation à faire la politique autrement, en échappant à l'« alternative de l'arrogance technocratique » et de la « démission démocratique ».

Philosophies de la misère

GOUVERNER LA MISÈRE

La question sociale
en France 1789-1848

de Giovanna Procacci.

Le Seuil, 362 p., 180 F.

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE
ET SES PAUVRES

de Serge Pauget.

PUF, 318 p., 160 F.

A travers les paroles dites et à travers les silences, l'émotion et l'impignante anxiété dirigée par Pierre Bourdieu sur la misère du monde met en évidence l'impossibilité de réduire la souffrance sociale à l'économie. Et donc de résoudre la question de la misère par la « simple » application de mesures économiques. C'est bien le fonctionnement de la société entière qui est en jeu lorsqu'on admet que la misère fait scandale.

Deux livres, d'ambition et de facture très différentes, viennent soutenir ce propos. Celui de Giovanna Procacci est l'œuvre d'une historienne, formée aux enseignements de Michel Foucault et d'Alban Hirschman, qui examine comment le discours politique de la démocratie inauguré par la Révolution française se heurte au déni de l'extrême pauvreté et comment l'idéologie libérale, fondée sur l'individualisme, s'échoue sur l'existence du social et es trouve contrainte à substituer aux droits de l'homme une manière de charité des devoirs. Celui de Serge Pauget analyse, par une approche sociologique, les évolutions qui ont permis l'instauration, en décembre 1988, du revenu minimum d'insertion (RMI) et fait un premier bilan des effets de cette loi, qui marque, à bien des égards, une rupture avec la manière française de « penser » la misère et les moyens d'affronter les formes les plus insupportables.

On sera surpris de constater que ces deux démarches si dis-

semblables se rejoignent, au point que le livre de Pauget semble parfois une illustration contemporaine des analyses théoriques avancées par Procacci à partir des années 1789-1848. Ce qui peut passer pour une vérification de la justesse de ces théories. L'un et l'autre auteurs, il est vrai, se réfèrent à une base commune, celle des principes énoncés en 1790 par la comitologie de la manducation de l'Assemblée constituante et par son président, le duc de la Rochefoucauld-Liancourt, un ci-devant libéral et disciple de Montesquieu.

Un contrat
donnant-donnant

Pour La Rochefoucauld-Liancourt, plus tard pour Tocqueville et pour toute la tradition libérale française – qu'on retrouve dans les débats sur le RMI en 1988 –, le contrat qui lie la collectivité aux miséreux est de type donnant-donnant : je te donne les moyens de ne pas mourir de faim, tu me donnes ton travail. Ainsi est-il possible d'échapper de l'échange les « mauvais pauvres », les fainéants. Mais que se passe-t-il lorsque le travail lui-même ne parvient pas à éliminer la misère, comme dans le cas de la décadence de la révolution industrielle? Que se passe-t-il encore lorsque la collectivité se révèle incapable d'offrir le travail qu'elle réclame en échange de son aide, comme c'est le cas depuis vingt ans?

Giovanna Procacci, s'appuyant avec rigueur sur le notum de « gouvernement » telle que l'a mise au jour Foucault – « Gouverner, c'est agir en sorte de structurer le champ d'action possible d'autrui », montre comment le libéralisme, au prix de sa cohérence idéologique, s'est efforcé de « gouverner la misère » plutôt que de remettre en cause les « inégalités naturelles ». Serge

Peugem met en relief, dans les débats sur le RMI, les séquelles du donnant-donnant qui hantent encore certains discours politiques : « En aucun cas, le lien entre activité et revenu ne doit être rompu. Dans notre société, ce n'est pas le revenu qui est un droit, c'est le travail. Rien ne serait plus grave que de laisser sa développer l'idée fautive selon laquelle il serait possible en France d'être payé sans rien faire. » (Jacques Godfrin, *Journal officiel*, 5 octobre 1988).

L'ombre du duc de La Rochefoucauld-Liancourt n'est pas empêchée le projet de loi de Michel Rocard d'être adopté à l'unanimité. Pour la première fois dans la législature française, le lien se trouve rompu entre travail et assistance, tout comme se trouve contrainte l'individualisation du social qui voulait qu'il n'y ait pas de pauvreté mais seulement des pauvres. Cette rupture doit sans doute plus aux circonstances historiques – à la montée du mouvement des esprits. Elle n'intéresse pas seulement les exclus d'une société d'abondance. Serge Pauget y voit un peu vers une action du corps social tout entier pour « faire reculer la menace d'une société désintégrée et économe ». Giovanna Procacci conclut en écrivant qu'« il se peut bien que le pas à franchir aujourd'hui aille vers une démocratie fondée sur des droits inégaux », destinée à compenser les injustices économiques. Pierre Bourdieu parle, lui, d'« une autre façon de faire de la politique ». Autant de manières de se défaire de la loi-dit « autonomie du politique » à ce ne pas séparer la question de la démocratie de la « question sociale », sans laquelle la première n'est qu'abstraction.

Pierre Lepape

La kabbale et la modernité

Trois ouvrages d'un même auteur qui tente de conjuguer
richesse des textes traditionnels et pensée juive vivante

CONCERTO POUR QUATRE
CONSONNES
SANS VOYELLES

Au-delà du principe
d'identité

de Marc-Alain Ouaknin.

Balland, 374 p., 135 F.

MÉDITATIONS ÉROTiques

Essai sur Emmanuel Levinas

de Marc-Alain Ouaknin.

Balland, 185 p., 99 F.

Tsimtsoum

Introduction
à la méditation hébraïque

de Marc-Alain Ouaknin.

Albin Michel,
252 p., 55 F.

Ces trois ouvrages, dus à un jeune auteur qui a reçu une formation rabbinique et philosophique à la fois, cherchent à mieux faire connaître les richesses de la pensée juive traditionnelle en montrant ses affinités avec d'autres horizons intellectuels. Certains rapprochements, souvent fondés sur une étymologie créatrice, peuvent cependant provoquer notre perplexité tant l'auteur fait preuve de hardiesse. L'impression d'ensemble reste cependant positive puisque le but recherché est de faire coïncider une certaine connaissance des textes traditionnels avec une pensée juive vivante. Les richesses de la kabbale et de son descendant spirituel, le hassidisme, sont mises à la portée du plus grand nombre même si, parfois, l'authenticité spécialisée des études juives est un peu déformée. Il demeure que le travail effectué par l'auteur est salutaire puisqu'il tente de dénouer un legs spirituel largement tombé en désuétude.

Pourquoi avoir appelé le dernier ouvrage paru, celui sur la

méditation hébraïque, *Tsimtsoum*, terme consacré à la kabbale lourdaie qui avait cours durant le XVI^e siècle et qui a largement imprégné la spiritualité juive? Probablement parce que l'auteur fait partie de cette nouvelle classe de bons vulgarisateurs qui trouvent dans les enseignements kabbalistiques les ferment de la modernité juive. En effet, les mouvements kabbalistiques du XIII^e et du XVI^e siècles se sont vus des réflexions juives d'un type nouveau. L'esprit authentiquement juif se présentait tel qu'il était, dépourvu des oripeaux de la philosophie d'Aristote et de ses commentateurs musulmans. Mais comment résumer en peu de lignes le discours de cette kabbale qui a tenté de renouveler de fond en comble la spiritualité juive?

Isaac Louria, qui a donné son nom à la kabbale du XVI^e siècle, avait conçu une nouvelle image du monde qui s'écarterait de celle du judaïsme rabbinique sans toutefois lui tourner résolument le dos : vivant peu après l'expulsion des juifs d'Espagne, il a conçu une image du cosmos qui faisait plus appel au mythe et au symbole qu'à la pensée réellement conceptuelle. Ses catégories fondamentales étaient justes, mais au nombre de trois : le *tsimtsoum*, la brisure des vases, et le *tikkun*, qui signifie la restauration de l'harmonie cosmique.

Pourquoi l'idée de *tsimtsoum*? Ce terme signifie l'auto-contraction de l'essence divine désireuse d'évacuer un espace primordial où le monde créé pourrait prendre place. À l'origine, nous dit un midrash, n'existait que Dieu et son Nom. Dieu a donc dû opérer un retrait et lui-même alors qu'il n'est pas une réalité étendue. Ce processus est donc largement d'ordre spirituel. Pour que le monde ainsi produit pût subsister, il

fallait lui offrir des flux vivifiants qui devaient être contenus dans des vases cosmiques. Mais quel récipient aurait pu contenir sans défaut une telle puissance séminale? Il se produisit donc un drame à l'échelle cosmique : les vases, coagés recevoir l'influx divin, se brisèrent, laissant déborder le précieux liquide dans les ténèbres du néant. Ici le symbolisme de la lumière prend la relève du symbolisme axé sur le parler désormais des étincelles de lumière perdues dans un océan de ténèbres d'où il convient de les tirer. C'est l'homme juif qui assume cette tâche aux yeux de Louria coïssant sa prière correctement. L'objectif escompté est le *tikkun*, c'est-à-dire la rédemption universelle. Louria définissait ainsi une nouvelle vocation juive.

Au milieu du XVIII^e siècle, les disciples du Baalshemtov reprisent cette idée d'élévation (*haala*) des étincelles de lumière perdues dans un abîme de ténèbres. Un esprit philosophique relève immédiatement la connotation mythique, voire dualiste, mais un être plus porté à la méditation y verra l'accomplissement d'une tâche exaltante. On comprend dès lors les étonnantes quasi magiques que ce terme *tsimtsoum* n'a pas manqué d'éveiller pour des générations de penseurs juifs. Mais cette évocation ne fut pas toujours sans danger : le spectre du sabbatisme planait déjà et sa menace ne fut vraiment écartée que par le hassidisme.

Maurice-Ruben Hayoun

* De Marc-Alain Ouaknin vient également d'être réédité le *Libre hébreu*. Philosophie du Talmud, paru chez Les Éditions du Seuil, coll. « Sagesse », n° 62, 448 p.

هكذا من الرسل

مكتبة الأناضول

LE MONDE DES LIVRES
RENCONTRE

Un entretien avec Nathalie Sarraute

Suite de la page 25

- Vous écrivez régulièrement au café ?

- Oui, c'est une habitude que j'ai contractée après la guerre. Les cafés étaient alors les seuls endroits chauffés. Ici, j'ai toujours le même café depuis vingt ans. Comme on peut y jouer au tiercé, il est toujours ouvert, même le dimanche. Les clients sont pour la plupart des Libanais. Ils parlent arabe, je ne les comprends pas, ils n'interfèrent pas avec mes mots. De toute façon les conversations ne me gênent pas, c'est un bruit de fond qui m'isole bien. Je m'installe dans mon coin, je me concentre comme nulle part ailleurs. Et là, au milieu de tous ces gens, je n'éprouve pas cette solitude angoissante que j'aurais à ma table ici. Puis, j'aime bien sortir de chez moi le matin, aller faire quelque chose ailleurs. De plus comme il faut que je marche, les quelques dix minutes du trajet sont un peu d'exercice. Avant, je parlais plus tôt, vers neuf heures et quart. Désormais je ne pars plus qu'à dix heures.

- Tout le monde vous connaît là-bas, vous attend ?

- Tous ces gens du café sont très gentils avec moi, très attentifs. Il n'y a pas très longtemps que le patron a appris que j'étais un écrivain. Il l'a appris par le journal *Minute* qui avait publié un article sur son établissement après qu'il eut fait faire quelques travaux. Le commentaire était : « Que pense Madame Sarraute de son nouveau café ? ». C'est plutôt amusant.

« Ce qui est sous le monologue intérieur »

- En ce moment par exemple, vous êtes en cours de récit, vous commencez quelque chose ?

- Je viens de terminer un texte de soixante et onze pages. Je pourrais le publier, mais je ne suis pas pressée. Commencer est le plus difficile et pour moi, chaque étape d'un livre est un commencement. J'ai toujours beaucoup de mal à me lancer dans un texte. Ce qui m'intéresse dans l'écriture, ce sont ces mouvements aux limites de la conscience qui sont sous le langage, ce qui est sous le monologue intérieur. Je n'analyse pas les sentiments, je cherche à montrer des actions intérieures. Flaubert a dit quelque part dans sa Correspondance que ce l'intéressait de voir ce qui se passe avant qu'on ne sente qu'on a de la sympathie ou de l'antipathie pour quelqu'un. C'est là que je me trouve. C'est cela même, que, faute de mieux, j'ai appelé tropisme. Mais c'est difficile parce que le langage est tellement concret, tellement usé. Le signe musical, la peinture permettent d'aller beaucoup plus loin que les mots.

- Vous entretenez des rapports privilégiés avec la peinture ?

- Mon mari aimait beaucoup la peinture, et c'est lui qui m'a initiée. Je me rappelle une exposition de Picasso en 1937. J'avais été impressionnée et je m'étais dit : Quelle chance il a de pouvoir montrer un visage à la fois de face et de profil, en même temps, et sans que cela aise à la perception qu'on a de ce visage. En littérature, quand on veut exprimer la même chose, on est obligé de le faire à la suite, jamais dans la simultanéité. Lorsque j'écrivais *l'Ère du soupçon*, je pensais que la peinture avait au moins cent cinquante ans d'avance sur l'écriture.

- Vous avez toujours voulu être écrivain ?

- Comme je vous l'ai dit, j'ai toujours aimé lire. Les livres sont mon univers. J'ai fait, curieusement, comme beaucoup d'écrivains, des études de droit. Je me suis inscrite au barreau, parce que j'aime beaucoup parler. Au départ je ne me rendais pas compte que le quotidien d'un avocat c'était plus le droit que la plaidoirie. Et le droit m'ennuyait. J'ai été longtemps stagiaire. Puis j'ai abandonné. J'ai un excellent souvenir des conférences de stage. Elles m'ont appris à m'arracher à la langue écrite, à entrer dans la langue parlée, la seule à pouvoir exprimer ce frémissement des êtres qui m'intéresse dans l'écriture.

- C'est ce qui explique aussi votre goût pour le théâtre et le fait qu'on ait mis en scène même des textes de vous que vous ne destiniez pas au théâtre ?

- Quand j'écris, je ne vois pas les personnages. Sur scène, je vois toujours quelque chose de différent de ce que je voyais en écrivant. Mais cela m'intéresse. J'ai eu de grandes émotions au théâtre avec les pièces des autres. Je me souviens, en 1924 de la représentation de *Six personnages en quête d'auteur* de Pirandello. C'était merveilleux et au début nous étions dix dans la salle pour l'applaudir. *La Danse de mort* de Strindberg avec Vilar, m'a laissée une impression très profonde.

- Vous considérez-vous comme un écrivain solitaire ou avez-vous le sentiment d'appartenir à un groupe, le nouveau roman par exemple ?

- J'ai toujours été plutôt solitaire. Après la publication de *Tropismes* chez Denoël, Sartre m'avait envoyé un petit mot très gentil. Si j'écrivais un jour un roman, il voudrait le voir, me disait-il. Après la Libération, je l'ai revu au Flore. Je lui ai montré *Portrait d'un inconnu*. Il en a pris une partie pour les *Temps modernes*. Ensuite, il a écrit une préface. Nos relations ne sont jamais allées au-delà. A l'époque, Simone de Beauvoir était aussi très connue. Quand les *Mandarin* sont sortis, personne ne se serait risqué à dire qu'il n'aimait

pas ça. Les critiques craignaient de laisser passer un chef-d'œuvre. Simone de Beauvoir était entourée de femmes qui lui étaient très dévouées : Colette Audry, Violette Leduc qu'elle m'a fait connaître plus tard. Je n'avais pas du tout de relations avec Elsa Triolet. J'étais totalement seule.

- Mais il y a eu le groupe du nouveau roman.

- J'ai commencé à réfléchir sur le roman bien avant les autres écrivains du nouveau roman. J'ai vingt ans de plus qu'eux : *l'Ère du soupçon* a intéressé Alain Robbe-Grillet qui a repris *Tropismes* - que j'avais publié avant la guerre - aux Éditions de Minuit. Cette deuxième édition de *Tropismes* est sortie en même temps que son livre *le Jolouf*. C'est à ce moment-là que le critique Henriot a écrit que nous faisions du « nouveau roman ». En réalité, ma démarche, très intérieure, n'avait rien à voir avec l'extériorité revendiquée par Robbe-Grillet qui à tous les jours était le plus militant. On a dit de nous tous que nous formions « l'école du regard ». A tort, on m'a classée dedans. Nous étions tous d'accord pour dire que le personnage, l'intrigue, étaient des choses dépassées. Butor, le plus jeune d'entre nous, venait d'écrire le *Passage de Milan*. Simon, Pinget étaient là eux aussi. Mais nous n'avons jamais formé à proprement parler un groupe. En réalité je n'ai vraiment rencontré Claude Simon et Pinget qu'en 1982 à New-York. J'ai revu Simon plus tard, à Helsinki. J'ai découvert un homme modeste, d'une infinie gentillesse.

Le citron de Chardin

- Même si votre démarche est totalement solitaire et originale, vous sentez-vous des liens ou des maîtres en littérature ?

- On m'a attribué des liens privilégiés avec Dostoïevski, d'abord parce qu'il est russe, ensuite parce que je me suis attachée à montrer dans l'un de mes textes que le mouvement du père Karamazov ressemblait à un tropisme. J'aime énormément Dostoïevski, mais il écrivait à une époque où il était obligé de construire des personnages, de les montrer, de les faire agir. Ce qu'il écrit est remarquable, mais cela a peu de rapport avec mes préoccupations actuelles.

- Après la guerre, on mettait d'un côté Dostoïevski, de l'autre Kafka. J'ai tu Kafka assez tard. Proust, que j'ai découvert quand j'étais vingt-quatre ans, m'a plongé dans un monde inconnu. Je suis en train de le relire. C'est une œuvre inépuisable. Il a beaucoup fait évoluer le roman même s'il était encore de son temps attaché

aux personnages et à l'intrigue. Je crois qu'on travaille avec les contraintes de son siècle. Chardin, lorsqu'il voulait mettre du jaune sur sa toile peignait des citrons. Kandinsky ne pouvait pas peindre comme Rembrandt, et réciproquement. Joyce a fait faire un grand bond au récit et à l'écriture. Mais comprenez-moi bien, si je dis qu'on ne peut plus écrire aujourd'hui comme Balzac, ça ne veut pas dire que Balzac n'est pas un grand créateur.

- Pensez-vous que Freud et la psychanalyse ont pu avoir un rôle important sur l'écriture romanesque en général, sur la vôtre en particulier ?

- Freud montre un univers qui n'a rien de commun avec ce que je cherche à écrire. Un univers qu'on ne peut découvrir qu'à travers les catégories freudiennes toujours identiques et simples. Je trouve ses théories extrêmement réductrices et décevantes. Son mérite en tout cas est d'avoir libéré de l'idée de la folie et de déculpabilisé ses patients. C'est drôle qu'il ait pu croire ces femmes névrosées et oisives viennoises qui lui mentaient. Il a fini par s'en rendre compte.

- Vous avez élevé vos trois filles sans jamais cesser d'écrire. C'était difficile d'être femme, mère et écrivain ?

- Je n'ai jamais mêlé ma vie familiale et ma vie d'écrivain. Mais il ne faut pas dire que pour les femmes bourgeoises de ma génération, écrire était difficile. Nous étions très aidées. Pour les ouvrières, qui, la vie était dure, pas pour nous. Les femmes bourgeoises qui ont prétendu ne pas avoir pu avoir une vie de famille et une vie d'écrivain exagèrent. S'occuper d'enfants en étant secondée est tout de même moins prenant que de diriger le Quai d'Orsay comme Saint-John Perse ou être ambassadeur comme Paul Claudel.

- On dit souvent que votre œuvre, sans enfance, est d'un accès difficile, qu'en pensez-vous ?

- Je ne sais pas. Je ne crois pas. On a mis longtemps à m'éditer, on m'a refusé *Tropismes* pendant deux ans et *Portrait d'un inconnu* refusé par Sartre a aussi été refusé partout. Puis on a mis longtemps à me lire ; mes premiers livres sont

patiemment sortis sans écho dans la presse. Ça m'a permis d'acquiescer un peu dédaigneux. J'ai appris à ne rien attendre. Ce sont quelques articles et *Ce que voient les oiseaux* qui ont commencé à intéresser des lecteurs, des critiques, des écrivains.

- Mais le *Planétarium* a marqué une génération. Des générations...

- Pour le *Planétarium*, il m'est arrivé une jolie histoire. Lors d'un voyage à Moscou, nous étions avec un groupe de Français invités par les Soviétiques. Et parmi ces gens, il y avait un ouvrier français, extrêmement sympathique, qui avait voulu savoir avec qui il voyagerait. Il avait donc lu l'un de mes livres, le *Planétarium*. Il m'a dit une chose qui m'a fait un plaisir extrême. Il m'a dit : « Ce que ce livre a pu me rappeler les histoires de mon père et de mon père ! Elle s'était fait faire deux jouets en sautoir, et elle ressemblait tout à fait à votre personnage qui se lève la nuit pour vérifier que les poignées de portes vont bien avec la couleur des tentures. » J'étais aux anges. On m'avait tellement dit que j'écrivais pour un petit monde. La critique avait trouvé le *Planétarium* difficile, et voir que quelqu'un qui n'avait aucun a priori sur le roman s'y retrouvait ainsi simplement me rendait très contente. Ce que j'écrivais correspondait à ce qu'il sentait lui-même. La tante Berthe lui faisait penser à sa mère qui tenait une épicerie de village. Le fait que lui, un ouvrier, se sente chez lui dans un livre dont on avait souligné les préoccupations bourgeoises prouvait que ce livre-là avait aussi un caractère général.

- Parmi tous les étudiants que vous avez rencontrés dans vos multiples périples à travers les universités du monde, lesquels vous ont le plus étonnée ?

- Les Américains sont très charmants, décontractés, ils connaissent très bien la littérature moderne. A Moscou, les jeunes gens et filles que j'ai rencontrés me posaient exactement les mêmes questions que les Américains. Lors d'une conférence à Polytechnique, à Paris, j'ai été très surprise par le niveau des connaissances de ces étudiants qui m'ont poussée très loin. Mon souvenir le plus cocasse,

je l'ai rapporté du Japon. Là-bas, on vous demande toujours de rédiger votre conférence à l'avance afin qu'elle soit traduite. Donc en rentrant dans la salle tous les étudiants avaient mon texte. On m'a essisé près du professeur, sur l'étrade et il a commencé à lire ma conférence, en japonais. Je ne comprenais évidemment rien. Mais à un moment donné, il y avait déjà assez longtemps qu'il avait commencé, j'ai entendu le nom de Mallarmé, qui se trouvait près du début de mon exposé. J'étais affolée. En réalité, le professeur commentait au fur et à mesure qu'il lisait. Quand il a terminé, deux heures plus tard, j'ai à mon tour pris la parole. Mais nous étions en 1978, et peu d'étudiants japonais parlaient alors le français ou l'anglais. Je n'ai pas eu droit au jeu habituel des questions. On m'a juste interrogée sur la revue *Tel Quel*.

- Entrer, comme vous le faites très prochainement, dans la prestigieuse Bibliothèque de la Pléiade, c'est un bonheur ?

- Je suis ravie que mes livres puissent sortir dans la Pléiade. C'est agréable parce qu'on pourra lire tout mon travail. Je suis aussi très heureuse que ce soit Jean-Yves Tadié qui s'occupe de l'édition. Le travail qu'il a fait sur Proust est remarquable. Mais il n'y aura qu'un seul état des manuscrits. Je refuse qu'on intègre des variantes sorties de ces piles de papiers qui sont la genèse de mes livres mais qui ne valent rien pour les autres. Ce sont seulement des indications pour moi. Ça n'apporterait rien au lecteur. Je fais parfois cinquante pages pour une page, mais les quarante-neuf autres sont à jeter.

- Les autres vont pouvoir vous relire, est-ce que la Pléiade sera aussi une occasion pour vous de vous relire ?

- Sûrement pas. J'ai horreur de relire mes livres. Je ne les relis jamais.

Propos recueillis par Michèle Pardini

Académie Européenne du Livre

ÉDITEUR
17, rue Gallée - 75116 PARIS
Tél. : 47 80 11 08
Fax : 47 84 72 58

poésie contemporaine	romans, nouvelles, contes et récits	JYCECE
Patrick BÉAL "Traces lumineuses" ISBN : 2.87738.358-7 - 48 pages - 68,00 F TTC	David ALEXANDER "Octobre" ISBN : 2.87738.357-7 - 200 pages - 142,40 F TTC	"Ismaël" ISBN : 2.87738.372-0 - 104 pages - 50,00 F TTC
A.-M. BERNARDINI "Mirage" ISBN : 2.87738.359-2 - 32 pages - 68,00 F TTC	Yolande BERNARD "Le salon de la classe de première" d'après Kornel MAKUSZYNSKI (illustrations de Viviane SADARNAC) ISBN : 2.87738.363-1 - 144 pages - 73,95 F TTC	Catherine Marie KAMMERER "Nouvelles Eurasiennes" ISBN : 2.87738.361-7 - 96 pages - 54,00 F TTC
Jean-Jacques DOISY "Emotions Poétiques" ISBN : 2.87738.362-8 - 88 pages - 68,00 F TTC	Michel BLOMME "Les flammes en héritage" La poupée de paille - Tome I ISBN : 2.87738.353-6 - 102 pages - 118,20 F TTC	Christian MANAGALD "Les Solitudes" - Histoires Vraies ISBN : 2.87738.370-4 - 144 pages - 63,30 F TTC
Michel GALIANA "D'un livre d'heures" ISBN : 2.87738.374-7 - 48 pages - 63,30 F TTC	Jacques BONTEMPS "En l'An 40" Souvenirs de jeunesse ISBN : 2.87738.343-7 - 208 pages - 100,20 F TTC	Patrick MONTFORT "Mon rêve d'adolescent, de la passion à la déception, fréquence Pas-de-Calais" ISBN : 2.87738.365-4 - 144 pages - 73,10 F TTC
Claudine Colette GENTILHOMME "Vers la légende" ISBN : 2.87738.353-6 - 80 pages - 78,10 F TTC	Juliette CHOSEROT "Voyage en Espagne" du 16 au 23 mai 1961 ISBN : 2.87738.359-0 - 72 pages - 63,30 F TTC	Claire NODRAC "En portant notre croix" ISBN : 2.87738.354-2 - 92 pages - 147,70 F TTC
Colette LAPLACE LAMURE "Regard sur la vie" ISBN : 2.87738.357-4 - 32 pages - 68,00 F TTC	Nicole COISSANDEAU "Les oubliés" ISBN : 2.87738.355-1 - 320 pages - 158,30 F TTC	John F. O'SCANLAIN "Rose et Shamrock" Le roman irlandais de l'année ISBN : 2.87738.361-5 - 100 pages - 95,00 F TTC
Sabine LEROY "Il faut que je l'écrive" ISBN : 2.87738.376-0 - 32 pages - 68,00 F TTC	Thierry DEMARQUET "Les enfants rugissants" ISBN : 2.87738.364-X - 120 pages - 63,30 F TTC	René PIHÉRY "Il y a un demi siècle..." Vie et aventures d'un prisonnier outre-rhin ISBN : 2.87738.364-2 - 200 pages - 131,90 F TTC
Roger MARTINEAU "Poèmes autobiographiques" ISBN : 2.87738.375-9 - 96 pages - 84,40 F TTC	Jean DRUHEN "Riez par nous pauvres bacheliers..." ISBN : 2.87738.375-8 - 140 pages - 84,40 F TTC	John REHARDY "Le film de mes aventures sentimentales et missions chez les nazis" ISBN : 2.87738.363-4 - 176 pages - 126,00 F TTC
Brigitte NAPIERKOWSKI "La Vie du rose au noir" ISBN : 2.87738.371-2 - 32 pages - 63,30 F TTC	Claude DUFRAISSE "Une page oubliée de l'histoire de l'éducation" Le mouvement Alléluia ISBN : 2.87738.371-2 - 32 pages - 63,30 F TTC	ROCLAIR "Le roman de Tita Bourbon" ISBN : 2.87738.371-1 - 80 pages - 100,20 F TTC
Joël PERROCHON "Nomade du cœur" ISBN : 2.87738.371-2 - 32 pages - 63,30 F TTC	Envy EZAMONT "L'Image rit de Microcosm" ISBN : 2.87738.357-4 - 32 pages - 40,10 F TTC	Jean-Marc SAUTEREAU "Les sociétés : hasard, évolution ou création ?" ISBN : 2.87738.363-4 - 88 pages - 68,00 F TTC
Olivier PICCIN "Reflets d'amour" ISBN : 2.87738.373-9 - 84 pages - 63,30 F TTC	Jean-Paul GAGET "Comme une cigarette que l'on jette dans la nuit" ISBN : 2.87738.355-6 - 72 pages - 84,40 F TTC	Yvonne SERVAIS "Julien Green, violence, détresse et apaisement" ISBN : 2.87738.363-X - 208 pages - 100,20 F TTC
Françoise WAN MEENEN "Souffles de Vie" ISBN : 2.87738.353-6 - 32 pages - 58,00 F TTC		Geoffrey SUNDERLAND "Chérie sois fidèle !" Une histoire d'amour en temps de guerre "Michel" - Un mari à sculpter "Rudolphe" Les débâcles d'un "romantique" ISBN : 2.87738.361-X - 88 pages - 68,00 F TTC

Tous ces ouvrages sont disponibles.
Cette commande ou demande de mise en dépôt adressée à notre distributeur :
BAGECA-DIFFUSION
Boîte Postale 429
86, rue François Hanriot - 92004 NANTERRE
sera honorée par retour du courrier en franchise de port et d'emballage et sous remise d'usage

EN POCHES L'audacieux Maître Eckhart

On peut se figurer Maître Eckhart sous les traits d'un homme qui marche et qui parle. L'un des plus hauts représentants de la mystique occidentale chrétienne qui, au début du quatorzième siècle, donne à la théologie ses formulations négatives les plus hardies et les plus admirables, fut un voyageur et un prêcheur. Vita reconnu au sein de l'ordre dominicain comme un maître, il porta sa parole et sa pensée - spéculatives et ferventes, étrangement calmes cependant - dans les monastères, de Cologne à Toulouse, de Paris à Strasbourg. De plus, il exerça son magistère universitaire et posa les fondements de ce qu'on appellera la mystique rhénane, illustrée notamment par Suso et Tauler.

L'audace d'Eckhart ne tarda pas à effrayer l'époque, c'est vrai, est troublée, violente : en 1310, au moment de son retour à Paris, on brûle, sur la place da Grève, une béguine du Hainaut, Marguerite Porète. A côté de cette violence, la culture, qui n'a encore guère que Dieu pour objet, atteint des sommets. Les auteurs chrétiens, milia aussi les philosophes, d'Aristote à Proclus, sont étudiés, discutés, avec une intelligence et une liberté qui cadrent mal avec l'image d'un Moyen-Age obscurantiste.

C'est surtout à partir de 1325 que les thèses les plus intrépides d'Eckhart sont contestées (par exemple : « L'âme juste doit être près de Dieu à égalité avec Lui et à côté de Lui, absolument égale à Lui... ») ; un procès d'inquisition est instruit. L'accusé porte lui-même l'affaire devant le pape Jean XXII. Il meurt en 1328, quelques mois avant la condamnation de dix-sept propositions « contenant des erreurs ou entachées d'hérésie » (Bulla In agro dominico).

Mais, au-delà de ses aspects déplaisants, ce procès exprime la tension d'une pensée religieuse qui ne cesse de se chercher à l'extrémité d'elle-même. Notons enfin que l'œuvre du mystique rhénan ne fut redécouverte en Allemagne qu'au milieu du siècle dernier.

La remarquable édition d'un large choix de l'œuvre allemande de Maître Eckhart - *Trinité et sermons* - due à Alain de Libera fera date. Abondamment annotée, avec l'indication claire des passages condamnés, elle prend la suite de celle, complète, publiée par Jeanna Ancelet-Hustache (Seuil, quatre volumes, 1971-1979), elle aussi établie à partir de l'original moyen haut-allemand. Alain de Libera, responsable par ailleurs de l'édition des œuvres latines de Maître Eckhart au Cerf, explique dans son introduction ses propres options quant à la traduction. En rendant accessible, sans le vulgariser, ce chef-d'œuvre de la pensée occidentale, l'édition de poche donne la plus belle et la plus haute idée de sa vocation.

Patrick Kéchichian
► *Trinité et sermons, de Maître Eckhart, traduction d'Alain de Libera, GF-Flammarion, 546 p.*

• Signalons également, dans le même domaine, la réédition d'une anthologie des *Philosophes médiévaux des XIII^e et XIV^e siècles*, dirigée par Ruedi Imach et Maryse-Hélène Médard ; on y retrouvera, aux côtés de saint Thomas d'Aquin, saint Bonaventure, Dante et Guillaume d'Ockham, un sermon de Maître Eckhart traduit par A. de Libera (10/18, n° 1760).

LETTRES ÉTRANGÈRES

Couleurs noires

Ni réquisitoire ni plaidoyer, l'autobiographie romancée de Darryl Pinckney raconte, avec une séduction corrosive, l'histoire du peuple noir aux États-Unis

NOIR, MARRON, BEIGE

(High Cotton)
de Darryl Pinckney.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Michèle Albaret.
Rivages, 336 p., 149 F.

Black, Brown and Beige est le titre d'un célèbre morceau de jazz de Duke Ellington. Les éditions Rivages l'ont choisi pour le livre de Darryl Pinckney, le préférant au titre original *High Cotton* (la saison du coton), sans équivalent en français. *Noir, marron, beige* a le mérite de décliner d'emblée le propos central de l'autobiographie romancée de ce jeune écrivain américain. En douze chroniques douces-amères, il raconte ses années de jeunesse au sein de la communauté noire dans les années 60 et 70.

C'est l'aventure d'un jeune homme en quête d'identité, moins préoccupé de s'intégrer et de réussir son ascension sociale que de s'affirmer parmi ses frères de couleur. Chaque famille résume les divergences entre trois générations de Noirs. Les vieux, témoins de l'ancienne ségrégation, se mêlent à leurs enfants obsédés par le pouvoir et la réussite. Mais se heurtent à leurs petits-enfants qui rient dans les brancards, avides de liberté et soucieux de récupérer la culture noire que les Blancs se sont appropriée.

Le titre français souligne les répercussions paradoxales de la ségrégation à l'intérieur de la communauté noire, divisée en castes qui reproduisent, inversées, les ostracismes liés à la couleur plus ou moins foncée de la peau. Le *black*, moralement correct, bannit ceux qui n'ont pas la conscience de leur négritude. Mais

le titre français limite aussi les perspectives romanesques de ce très beau livre qui, à partir d'un thème social et politique, décrit avec un humour féroce les comportements paroxystiques qu'engendre toute révolution. Darryl Pinckney pratique aussi l'autodérision. Nostalgique d'une enfance surprotégée, il veut se libérer de la fidélité obligatoire à des ancêtres dont on ressasse les sacrifices et les victoires. Pinckney parle peu de ses parents, acteurs fades d'une transino sans élat, qui se contentent d'être affiliés à la NAACP (Association nationale pour le progrès des gens de couleur).

Le narrateur est davantage obnubilé par son grand-père, pasteur excentrique déchiré entre ses aspirations individuelles et le sens d'une liberté collective dont un dieu blanc a défini avec trop de rigueur les frontières décentes. Ce grand-père, l'enfant en a honte parce qu'il porte dans son corps raide de dignité une trop visible reconnaissance envers ceux qui ont aboli l'esclavage et lui ont octroyé les droits civiques.

Mais l'enfant l'aime pourtant parce qu'il incarne la longue marche de l'émancipation des Noirs : « La façon dont ils appréhendaient leur condition d'homme de couleur, de Nègre, de Noir, d'Afro-Américain, la vie qu'ils avaient menée à cause de cet état de fait et celle qu'ils avaient menée en dépit de ce même état de fait me hantait, comme on battoit pour rejeter ou accepter la religion acquise à la naissance. Je regardais mes vieux parents comme des textes révélateurs, des guides capables de me conduire à travers cette grande débâcle, et de me dire, le moment venu, que ressentir face à



Darryl Pinckney : truculent, mais pudique

cette ode enfermée dans un coquillage, cette ode du nom de négritude. » Ce grand-père pasteur régate ses ouailles avec la ferveur coléreuse d'un chef accablé par la turbulence suicidaire de sa troupe. Il est l'interlocuteur privilégié du narrateur enfant, aimé et haï par l'adolescent comme le père qu'un doit tuer pour naître.

Le roman de Darryl Pinckney n'est ni un réquisitoire ni un plaidoyer. Les Blancs sont rarement pris à partie. Ils restent une présence, obstinée, certes, mais rarement hostile. Ils sont racistes par légèreté et parfois au plus fort de leur dévouement. Les pages qui relatent la brève amitié entre l'auteur, occasionnellement homme de ménage, et l'écrivain Djuna Barnes sont un régal d'ironie chaleureuse. Pinckney n'oppose jamais deux mondes antagonistes. C'est le secret de la séduction corrosive d'un conteur qui décrit des individus mais nous laisse tirer la leçon de leurs gesticulations.

Par la narration directe de destins particuliers et la mise en scène de personnages disparus — une centaine de portraits au total — Pinckney raconte à sa manière subversive l'histoire du peuple noir : une grand-tante mulâtre coiffée en commérages, enfermée depuis son veuvage dans une immense demeure en Alabama, souveraine despotique d'un musée de souvenirs ; un oncle errant, mégalomane et trqueur ; des copains de classe snobs ; plus tard, une beauté noire affolée de passion pour un jeune photographe parisien, blanc-bec aux flancs blêmes qui confond ses rêves d'exotisme et d'érotisme avec l'amour ; un jeune couple gauche noir-caviar ; des travestis ; des putains et « Sœur Egba », passionaria cinglée

et jusqu'au-boutiste des Héritiers de Malcolm, qui veulent succéder aux Panthères noires déjà moribondes.

L'originalité de *Noir, marron, beige* est de nous confronter à une évidence qui traverse l'aventure de la liberté. Les classes des Noirs copient ceux des Blancs. Seuls les bourgeois changent de bord. Le jeune Noir qui ne souhaite rien d'autre qu'un bon travail et de bons amis se trouve immolé à une double tyrannie : celle des Noirs qui lui interdisent toute compassion pour ses frères blancs, celle des Blancs qui lui dévalent le rôle du révolté intransigent qu'ils n'ont plus de raison d'être eux-mêmes.

Noir, marron, beige est un livre truculent mais pudique. Un livre tendre sur ceux que la vie gruge en douceur et dont le refuge est la famille déjà rompue à l'usage de la défaite. L'auteur charrie avec bonheur une surabondance de mots qui disent l'effacement de l'innocence jamais vaincue par l'échec. *Noir, marron, beige* est aussi un roman de l'amertume qui, au-delà des hiérarchies sociales, réunit tous les laissés-pour-compte. Le grand-père voulait dédommager ses frères des rejets de leur servitude en leur vantant un paradis où les anges sont noirs. Le petit-fils a compris qu'ils aspirent à manger leur pain blanc sur cette terre. Le combat pour l'égalité est souvent désespéré, nécessaire de toute façon : « S'il m'avait fallu rester assis à l'endroit où les vieux de la vieille étaient restés assis, j'aurais eu l'impression d'avoir été ficelé sur la chaise électrique. »

Hugo Marsan

Les paradoxes de Dinesh D'Souza

Les campus américains théâtre d'un racisme inversé au détriment des étudiants blancs ? C'est la thèse d'un ouvrage qui fait grand bruit outre-Atlantique. Et que conteste, ici, un universitaire français enseignant à New-York

Robert Solé a rendu compte, dans le Monde du 9 janvier, du livre de Dinesh D'Souza, *L'éducation contre les libertés* (1). Eric Fassin, qui enseigne à l'Institut d'études françaises de l'université de New-York, apporte le point de vue d'un observateur de la vie intellectuelle et universitaire américaine sur le double débat que ce livre suscite : sur le mouvement de *political correctness*, mais aussi sur la campagne anti-universitaire dont ce mouvement a été l'occasion — ou le prétexte.

La politisation des campus américains est bien moins bruyante que dans les années 60 ; elle n'en inquiète pas moins. Le philosophe conservateur Allan Bloom, dans son best-seller *L'âme désemparée* (2), et William Bennett, secrétaire à l'éducation sous Ronald Reagan, avaient donné le ton de la campagne anti-universitaire, et depuis, les pamphlets se sont succédés, incriminant étudiants, administrateurs, et surtout professeurs, ces « radicaux de la chaire » qu'attaque un Roger Kimball. Chez Dinesh D'Souza, l'offensive contre les idéologies universitaires est redoublée par la dénonciation des périls communautaristes. Comme l'historien Arthur Schlesinger Jr, il s'inquiète de la balkanisation de la société américaine, fragmentée en groupes ethniques refermés sur leur identité : « Le melting-pot cède la place à la tour de Babel. » Deux polémiques brûlantes se croisent donc dans son livre. On comprend qu'il ait déclenché les passions.

Pour D'Souza, les universités américaines sont aujourd'hui « des îlots de répression dans un océan de liberté ». Au fil de son enquête, menée sur six campus prestigieux, composant le sottisier des idéologies en vogue, il brosse le portrait inquiétant d'institutions captives subissant la « tyrannie des minorités » : l'éducation se dresse contre les

libertés. Ainsi, pour telle enseignante, « il n'est pas question de déterminer si tel étudiant blanc est raciste ou tel étudiant mâle sexiste. Il ou elle l'est, incontestablement. » La politisation universitaire trouve à son expression la plus pure, ou, du moins, la plus dure. La « révolution des victimes », Noirs, femmes ou homosexuels, D'Souza en voit partout l'effet désastreux : dans les programmes des « humanités », où, comme à Stanford, l'activiste Rigoberta Menchú, récent prix Nobel de la paix, aurait remplacé Shakespeare ; dans le recrutement des étudiants, comme à Berkeley, où même des professeurs, comme à Duke, où la justice et le mérite seraient bafoués par le traitement préférentiel accordé aux Noirs ; et, plus généralement, dans les mœurs universitaires, où prévaudrait la plus farouche intolérance, l'orthodoxie de gauche, le multiculturalisme et le féminisme, censurant tout écart de langage, comme à l'université du Michigan ou à Harvard.

Le premier, Dinesh D'Souza a pris la peine de faire un véritable travail de journaliste : à partir de documents et d'entretiens, il accumule les citations, les anecdotes et les chiffres. Pour autant, le portrait est-il fidèle ? On peut douter, avec le sociologue Nathan Glazer, de la représentativité de l'échantillon : la radicalisation se rencontre surtout sur les campus d'élite, ceux-là mêmes qu'étudie D'Souza. Que les minorités y soient justement sous-représentées n'est pas sans doute pas le meilleur lieu pour étudier le problème ethnique aux États-Unis : ce n'est pas sur le campus presque uniformément blanc de Duke que se joue l'avenir du melting-pot.

Surtout, la volonté d'exagération est manifeste. Ainsi, il est absurde de demander : « Pourquoi les universités chassent-elles Hamlet, Aristote, Shakespeare et autres « mâles blancs » de leurs programmes obligatoires ? » A Duke et ailleurs, on continue fort

heureusement d'enseigner les classiques. Les théories à la mode comme la déconstruction, importée de France, peuvent s'abandonner au relativisme des valeurs sans, bico au contraire, brader, au profit des minorités, la valeur des enseignements et des enseignants. A Stanford, l'ouverture des programmes, finalement modérée, ne saurait être résumée par la formule polémique de l'auteur : « Leur menu intellectuel se réduit maintenant largement à quelques slogans politiques occidentaux caricaturaux présentés comme la pointe de la pensée du tiers-monde. »

Le « juste milieu » ?

De même, d'un sondage selon lequel « 75 % des Blancs déclarent qu'il était « très probable » ou « assez probable » qu'ils se verraient refuser un emploi en faveur d'un Noir aussi ou moins qualifié », il serait trompeur de

déduire que la menace est à la hauteur de leur peur : celle-ci est plus réelle que celle-là. Comment expliquer, sinon, que les Noirs restent si peu représentés dans les positions les plus convoitées, et jusque sur les campus les plus politiquement corrects ? Enfin, sans nier la réalité d'une intolérance dont aucun camp n'a le monopole, on pourra tout au moins suggérer que la liberté de parole n'a peut-être pas totalement disparu des campus, puisque Dinesh D'Souza y est, depuis la parution de son livre, fréquemment invité à prix d'or. Nous voici loin du macabre et de ses brutales exclusions.

Ce biais systématique a de quoi surprendre chez un auteur qui affirme, sur un ton modéré, rechercher le « juste milieu ». D'Souza, ce n'est pas un préluce autobiographique, confesse ainsi que, originaire d'Inde, il « sympathise tout particulièrement avec les étudiants des minorités ». Il néglige pourtant d'inclure dans son récit son rôle d'agitateur à Dartmouth College, dont il dirigeait la revue étudiante ultraconservatrice au début des années 80 : il y dénonçait, déjà, les actions antidiscriminatoires (*affirmative action*) en publiant, par exemple, une satire en petit-nègre ou un entretien avec un ancien dirigeant du Ku Klux Klan. Après avoir écrit une biographie du télévangéliste fundamentaliste Jerry Falwell, il a ensuite travaillé, très jeune, à la Maison Blanche comme conseiller de Ronald Reagan, avant d'être financé par une fondation conservatrice pour préparer son ouvrage.

Cet éclairage politique n'est peut-être pas inutile pour comprendre les prises de position de l'auteur sur les questions raciales (la « politique du sexe » retient beaucoup moins son attention). Selon lui, si les incidents racistes se multiplient sur les campus, c'est en raison de l'exaspération que soulève l'antiracisme dogmatique. Bref, avec la « nouvelle

censure », on devient raciste parce qu'on n'a plus le droit de l'être. Mais il y a mieux (ou pis) : les incidents racistes sont souvent exagérés par les antiracistes, ce qui « donne la fausse impression d'une épidémie notionnelle de racisme ». Le racisme est donc démentement une création des démagogues. Enfin, derrière le verbatim du racisme d'est pas où on l'aide, témoin cette étudiante noire : « Le seul racisme flagrant dont elle ait été témoin à Columbia est celui dirigé contre les Blancs. » On retrouve là des paradoxes chers aux néoconservateurs. De même la Maison Blanche a-t-elle attribué les émeutes de Los Angeles aux programmes de lutte contre la pauvreté.

Crise de l'Université

Si le tableau que nous offre D'Souza n'est pas un portrait ressemblant, mais une caricature de son succès ? Sans doute la radicalisation idéologique, théorique et rhétorique d'universitaires enfermés dans leur profession y est-elle pour quelque chose. Et la controverse entourant la *political correctness* aura du moins eu le mérite d'arracher certains aux facilités de la démagogie et de la provocation pour entrer dans l'arène de la discussion publique. Surtout, ce succès reflète une crise de l'Université dont témoignent maintes affaires. Les études coûtent de plus en plus cher, et elles garantissent de moins en moins sûrement l'accès à la classe moyenne. D'où un mécontentement diffus et profond. Enfin, l'impact du livre repose sur la prise de conscience nationale d'une désintégration ethnique, signalant la fin du modèle américain. Tous ces problèmes, Dinesh D'Souza les ramène à un seul : il désigne un coupable, l'idéologie universitaire (elle serait même

responsable de la baisse du niveau), et beaucoup ne demandent qu'à le croire : c'est la faute des intellectuels.

On peut regretter que la polémique fasse obstacle à la lecture sereine des propositions plus modérées avancées en conclusion. Même si une part de la bourgeoisie noire doit aux mesures antidiscriminatoires son existence sociale, il est vrai qu'en son sein des intellectuels en ont mis en cause l'efficacité, et non pas seulement le principe. Il ne faudrait pourtant pas oublier que les traitements préférentiels ont été conçus en réaction contre l'inegalité des chancas, et même des droits, qu'ils n'ont donc pas créée entre les races. De même, le problème de la liberté d'expression sur les campus, dans un pays où l'incitation au racisme est légale, la Cour suprême l'a récemment rappelé, demanderait-il une analyse plus équilibrée : le racisme n'est pas un fantasme de Noirs. Enfin, les tentations communautaristes ne peuvent être réduites à l'effet d'idéologies pernicieuses propagées par des intellectuels nihilistes : il ne faudrait pas prendre les symptômes pour la cause du mal. Mais pareilles réflexions n'ont pas lieu d'être dans ce livre : il s'agit d'un pamphlet. Aussi bien ne faut-il pas prendre au pied de la lettre les slogans sur la « tyrannie des minorités » et le nouveau macabre. Car ne nous y trompons pas : le fardeau de l'homme blanc reste, aux États-Unis, et jusque dans les universités, le moins lourd à porter.

Eric Fassin

(1) *L'éducation contre les libertés. Politique de la race et du sexe sur les campus américains*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Philippe Delamare, Gallimard, coll. « Le messager », 427 p., 150 F.
(2) Julliard, 1987

93 N°2
L'AUTRE JOURNAL

christian bobin
rencontre
charles juliet

et un inédit de Charles Juliet

Le journal qui se lit comme un livre
se livre à vous chaque mois, 25F.

مكتبة الأنجلو

مكتبة الأصيل

LE MONDE DES LIVRES
LETTRES ÉTRANGÈRES

Le labyrinthe des désenchantements

LE MATIN D'UN MIRACLE
(*Dimineața unui miracol*)
de Bujor Nedelcovici.
Traduit du roumain
par Alain Paruit.
Actes Sud, 250 p., 128 F.

La ciel n'est pas vide et l'espoir demeure, pour ceux qui sont privés de repères, frappés par la dépression, ou bien enlisés dans les projets les plus fous : telle se dessine la philosophie tonique de Bujor Nedelcovici, à travers son troisième roman paru en français, toujours aussi bien traduit par Alain Paruit.

En 1986, le Prix de la liberté du Pen Club récompensait l'écrivain pour le *Second Messenger*, allégorie qui démontait les rouages infernaux d'une métamorphose, celle de l'utopie en cauchemar. Avec *Crima de sabie*, faux roman policier, Nedelcovici décrivait d'une manière prémonitrice la mécanique complexe par laquelle l'injustice des uns et l'indifférence des autres aboutissent à cette violence qui allait ensanglanter la Roumanie, son pays, peu après (1). Aujourd'hui, lorsque le désenchantement gagne chaque jour davantage les populations respectées d'une dictature implacable, les notes de ce romanier contraint à l'exil depuis 1987 nous apportent enfin une bouffée d'air frais.

Tels les personnages de Kundera, ceux de Nedelcovici se promènent entre la capitale esservie de leur pays et Paris, Maria, jeune femme peintre qui a dû abandonner la peinture, devenue devenue décoratrice de films, sans travail, et courtisée de ses amis, aime l'osier fabovici, écrivain réfugié en France. Elle le rejoint mais, pous-

sée par la nostalgie du passé, de sa langue, écrasée sous l'insupportable poids d'être, Maria regagne son terroir malgré l'horreur qu'elle éprouve à vivre dans une ville où règnent la mensonge et le désespoir.

Le miracle qu'attend Maria demeure celui d'un amour total, sans rive, accompli. Elle recevra Erasme, messager et ami de l'osier, porteur du roman, enfin publié, auquel ce dernier travaillait à Paris. Nous plongeons ici dans un étonnant jeu de miroirs, où la réalité vécue par la jeune femme se mélange avec celle qui restait le livre de son ancien amant. Nedelcovici, ou son double, nous promène à travers une fascinante galerie d'exilés d'intérieurs, ou bien partis en France, lettrés, compositeurs mystiques, faux cyniques et vrais déracinés, travailleurs immigrés, diseuses de bonne aventure et vieilles dames juives, slaves, portugaises, hongroises, saisies par l'auteur avec une tendresse infinie.

Un beau matin pourtant, le miracle surgit : il impose ses joyeuses corruptions, et sa gravité, au sein d'un monde prisonnier d'une profonde léthargie. Maria «ressuscite» lorsqu'elle apprend que l'osier est revenu au pays pour la retrouver. Le beau roman de Bujor Nedelcovici, situé dans un pays «de nulle part», probablement cette Roumanie sans foi ni repères, conduit son lecteur sur les traces de ces femmes et de ces hommes en quête de leur vérité, parmi les ruines d'un passé ravagé.

E. R.

(1) Alain Michel. Voir «Le Monde des livres» du 25 avril 1986 et du 15 décembre 1989.

Les fêtes dionysiaques d'Eminescu

Suite de la page 25

Réveillé de son évanouissement, l'étudiant bucaréstois tente de trouver l'explication de ses aventures dans une lettre de Théophile Gautier, dont l'existence de «beauté pure» et la fascination pour le fantastique avaient profondément marqué Mihail Eminescu : «On n'est pas toujours du pays qui vous a vu naître, et alors on cherche à travers tout sa vraie patrie. Ceux qui sont faits de la sorte se sentent exilés dans leur ville, étrangers dans leur foyer et tourmentés... Il serait facile d'assigner non seulement le pays, mais aussi le siècle où aurait dû se passer leur existence véritable.»

Romantisme crépusculaire

Ce sont encore les amours entre un moine, Hiéronim, et une jeune fille de l'aristocratie, c'est encore la tentation érotique sublimée par la fuite vers l'espace éternel, qui nous sont racontées dans *Cezara*. C'est de ce terreau romantique crépusculaire que viennent les racines du pessimisme de Cioran et l'obsession de l'éternel retour si éber à Eliade, sans doute aussi le fatalisme existentiel que pratiquent encore un grand nombre de Roumains.

L'enténébrement d'Eminescu était-il réel ? Selon Carol Iancu, universitaire qui fait autorité dans l'étude du judaïsme roumain, une recherche approfondie sur Eminescu et les juifs reste à faire : «Ses attitudes furent souvent ambiguës, et l'antisémitisme qui se dégage de ses écrits polémiques devrait être considéré plutôt comme une composante importante certes, de son idéologie nationaliste, mais non comme une réaction instinctive atavique (1).»

Revendiqué par l'ensemble de la classe intellectuelle communiste même de toute création poétique, récupéré, hélas ! en raison de ses articles par les pires chauvins, demeure-t-il «le»

«poète national», «le» «plus grand des écrivains roumains», comme l'affirment certains de ses exégètes ainsi que la quatrième de couverture des deux textes magnifiques qui paraissent aujourd'hui dans une excellente traduction, peut-être trop respectueuse du texte initial ?

Poète dans l'acception la plus noble du mot, qui ne supporte ni adjectif ni carcan réducteur, porté par une langue colorée, raffinée et sauvage à la fois, mais de faible circulation, Mihail Eminescu est poursuivi par son destin tragique même après sa disparition : les difficultés immenses auxquelles se heurtent la plupart de ses traducteurs (2) l'empêchent toujours d'accéder à l'audience universelle qui lui est due.

Edgar Reichmann

(1) *Les Juifs de Roumanie*, de Carol Iancu, éditions de l'université de Provence.

(2) Parmi les rares traductions, rappelons l'*Anthologie de la création poétique d'Eminescu*, réalisée sous la direction de Valeriu Rusea (Publications de l'université de Provence, 1990), et celle parue dans l'anthologie intitulée *Les Grands Poètes roumains des dix-neuvième et vingtième siècles*, collection «Poésie vivante et Poétique», Le Théron, 84110 Paymènes.

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice
10 h - 12 h / 14 h - 19 h

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Beaux livres

Le catalogue 510 vient de paraître
Envoi sur simple demande

REOUVERTURE
DE NOTRE MAGASIN
RENOVÉ

VINGT-QUATRE HEURES AVANT LA RENCONTRE AVEC LE DIEU DE LA MORT
de Ma Desheng.
Traduit du chinois
par Emmanuelle Pechenart.
Actes Sud, 127 p., 128 F.

CHRONIQUES
de A Cheng.
Traduit du chinois
par Noël Dutrait.
Ed. de l'Aube, 141 p., 92 F.

FEU ET GLACE
de Whang Shuo.
Traduit du chinois
par Patricia Batto.
Ed. Philippe Picquier, 140 p., 100 F.

Ma Desheng, née en 1952, est une des figures essentielles de la première dissidence chinoise post-maoïste : il était le principal animateur du groupe d'avant-garde artistique Les Étoiles, qui donna bien du fil à retordre aux apparatchiks chinois de la culture, au tout début des années 80. Installé en France depuis 1986, il est surtout connu pour ses peintures, gravures et calligraphies, souvent exposées à Paris, New-York, Lausanne ou Stockholm. On le savait aussi poète, et ceux qui ont eu l'occasion de l'entendre déclamer lui-même ses textes ont déjà pu apprécier la puissance tourmentée de ses créations. Avec ce long poème allégorique et prose, *Vingt-quatre heures avant la rencontre avec le dieu de la mort*, il s'impose aujourd'hui comme un des meilleurs poètes de sa génération.

L'approche de la mort, c'est bien connu, est propice aux évocations du passé, aux bilans : surgissent alors toutes sortes de souvenirs, fugitifs et incohérents, ou bien agencés, c'est selon. C'est cet accélération d'images que Ma Desheng a voulu retenir.

Son œuvre est divisée en vingt-quatre tableaux, qui répondent au cycle des heures d'une journée. Chaque heure s'enroule autour d'un thème principal : la vieillesse, la guerre, l'hypocrisie, l'éros, la peinture, la solitude, etc. La postface de la traductrice fournit les principales clés d'interprétation, sur la symbolique des chiffres ou des couleurs, qui s'intègrent dans la tradition chinoise, dans un système de correspondances visant à organiser l'univers.

Traduire de la poésie chinoise, fût-elle contemporaine, est une gageure presque impossible. Comment rendre, en effet, les contrastes musicaux et graphiques, sans parler des oppositions de tons ? La version française d'Emmanuelle Pechenart confine pourtant à la perfection. Elle a remarquablement bien gardé le rythme, la sonorité, les allitérations et même souvent le parallélisme.

Burlesque suisse

LE PARADIS DE L'OUBLI
(*Das Paradies der Vergeßens*)
d'Urs Widmer.
Traduit de l'allemand (Suisse)
par Jean-Claude Capelle.
Fayard, 117 p., 89 F.

Voici un nouveau mythe littéraire mis à mal : celui du manuscrit disparu, du chef-d'œuvre qui échappe à jamais à la commission des mortels. Le narrateur du *Paradis de l'oubli* a toujours admiré ces «écrivains décontractés qui prennent le métro ou organisent des buvettes dans des bars de banlieue en emportant les manuscrits de leurs chefs-d'œuvre dont ils ne possèdent pas de copie. Après, bien entendu, les manuscrits ont disparu... Afin de goûter à ce frisson inédit, Urs Widmer écrit un livre de cinq cents pages, puis fait tout pour le perdre.

C'est le début d'un petit thriller mi-cocasse mi-angoissant à la manière du film de Scorsese, *After Hours*. Hélas ! Ses tentatives pour égarer le manuscrit se sol-

lisme, qui font la force de l'écriture poétique de Ma Desheng. Enfin, pour le plaisir visuel que procurent aussi les caractères chinois, le lecteur peut toujours se plonger dans le texte original, publié en fin de volume, et régulièrement calligraphié de la main même de Ma Desheng. Un livre à ne pas manquer (1).

Portraitiste talentueux

A Cheng, né en 1949, a aussi commencé à écrire dans les revues littéraires contestataires nées du premier «printemps de Pékin» (1978-1981). La publication d'un excellent recueil de nouvelles en 1985, les *Trois Rois* (2), l'a fait reconnaître d'emblée comme un des jeunes écrivains les plus prometteurs. Depuis son installation aux États-Unis en 1987, il continue à écrire, certes, mais ses textes ont quelque peu déçu. Les récits regroupés dans le volume *Perdre son chemin* étaient souvent ternes (3). Aujourd'hui, Noël Dutrait, traducteur attitré d'A Cheng, nous présente les «chroniques» qu'il confie régulièrement, depuis 1989, au mensuel de Hongkong, les *Années 90*.

Ce bloc-notes évoque des comportements, des détails apparemment anodins de la vie quotidienne pendant la révolution culturelle et les années qui ont suivi. L'auteur y tourne en dérision l'attitude postillanienne de ses contemporains. Le style est toujours alerte, incisif, parfois caustique, et A Cheng fait la preuve qu'il est aussi un portraitiste talentueux. Mais ces historiettes à la Tallend des Réaux ne sont pas toutes intéressantes, loin s'en faut. Si certaines d'entre elles sont drôles et singulières (celle sur les cabinets d'aisance dans l'enceinte de la Cité interdite, par exemple), d'autres, une bonne majorité à dire vrai, sont insipides. On attend aujourd'hui d'A Cheng qu'il revienne à la fiction, qu'il écrive un roman.

En cent vingt pages, Urs Widmer fait entrer les Marx Brothers dans la grande maison de la littérature, où ils se livrent au blanchiment des idées sérieuses. Leur philosophie est simple : la véritable génie est un gâteau, le chef-d'œuvre un canular.

Roland Jaccard

Trio chinois

Ma Desheng, poète, A Cheng, nouvelliste, Whang Shuo, romancier : trois jeunes auteurs de l'ère post-maoïste



Ma Desheng : une puissance tourmentée

par dépit et finit par se suicider, le jour même où le réseau est démantelé par la police. Les apprentis proxénètes sont alors déportés dans des camps de travail. Le héros, libéré au bout de deux ans pour raisons médicales, erre un moment sans but, affaibli et asthénique ; au cours d'un voyage dans une île du Sud, il fait la connaissance d'une nymphe dont il tombe amoureux. Las ! cette dernière, qui se veut affranchie, le trouve trop timoré et prisonnier des traditions, et elle lui préfère la compagnie de deux «écrivains» qui s'avèrent être en fait des voyous qui la violeront.

Mais on aurait sans doute tort d'expliquer le succès réel rencontré par Wang Shuo ces dernières années par la seule originalité de ses scénarios. La qualité littéraire de ses compositions y est aussi pour beaucoup : les personnages sont bien vivants, le style est lisse et familier, sans être simple ou naïf. Ce jeune auteur de trente-quatre ans, que la critique du *New York Times* a déjà surnommé le «Jack Kerouac chinois», est assurément sensible à la langue ; il puise largement dans le stock lexical du pékinois populaire, ce qui enrichit son vocabulaire. L'utilisation de différents registres à des fins stylistiques n'est cependant pas encore parfaitement maîtrisée. Le lecteur peut ainsi avoir l'impression que la traduction française est parfois maladroite. Il n'en est rien. Elle est bien conforme à l'original chinois.

Alain Peyrache

(1) Ma Desheng participera à un débat animé par Jean-Pierre Rosnay - suivi par un récit des œuvres de l'écrivain - mardi 2 mars à partir de 19 heures au Club des poètes, 30, rue de Bourgogne, 75007 Paris (tél. : 47-05-06-03).

(2) Traduit, en 1988, aux éditions Allées. Voir le *Monde* du 3 juin 1988.

(3) Editions de l'Aube, 1991. Voir le *Monde* du 28 février 1992.

Cloties

Clarisse Nicoïdski

SOUTINE

ou la profanation

1993

L'ANNÉE SOUTINE

Le «roman» d'un écorché... l'épopée de l'exil artistique.

Françoise Ducout, Elle

Clarisse Nicoïdski

Soutine

ou la profanation

Photo : Jérémy Jung

ÉCRITS

de Danil Harms.
Publiés, préfacés et traduits
du russe par Jean-Philippe Jaccard,
Christian Bourgois, 584 p., 190 F.

L'ABSURDE n'a pas de frontières. Et n'a jamais connu de loi. Seulement la prison, parfois. Ou le silence. Ou la détention psychiatrique. Le troupeau des gens normaux — c'est-à-dire ceux qui sont dans la norme de l'époque — se défend, se vit, croit se débarrasser pour toujours de l'absurdité qui perce sous l'absurde. Ainsi le découvre, depuis une quinzaine d'années, du poète Danil Harms (1905-1942), le méconnu, le censuré, l'oublié, apparaît-elle comme une victoire de l'écriture absurdiste sur l'absurdité de l'histoire. Ce passionnant recueil d'écrits, qui comporte un choix important des proses de Danil Harms, permettra au lecteur français de se familiariser avec l'œuvre époustouflante de ce personnage singulier qu'on découvre tardivement en français (un volume de ses textes, intitulé *Sommer et voler*, avait paru cependant chez Gallimard, dans la collection « Littératures soviétiques », en 1976).

Circulant dès les années 50 en samizdat, mais publié en Russie seulement en 1988, Harms est devenu un des auteurs préférés des générations nouvelles, qui se sentent proches de lui. « Cet engagement, écrit Jean-Philippe Jaccard, qui est l'auteur de la première thèse en français sur lui (1), s'explique par le fait que la réalité décrite dans ses textes en prose n'avait pas beaucoup changé à l'époque brejnévienne : le même désordre insensé dont l'individu ne peut que rire, de ce rire tragique qui permet de ne pas sombrer dans le désespoir. » Et qu'elle n'a pas vraiment changé depuis. « A la lire aujourd'hui, conclut le préfacier, on se rend compte qu'il est une figure de première importance, et ce pas seulement dans la littérature russe : exemple vivant des difficultés dans lesquelles se sont trouvées les avant-gardes face à des régimes totalitaires, il a fini par s'inscrire de manière organique à la fois dans la tradition de la prose russe telle que l'avait inaugurée Gogol au XIX^e siècle et dans le vaste courant existentialiste qui a pris toutes les littératures européennes au XX^e siècle. »

Né le 17 décembre 1905 à Saint-Petersbourg, mort le 2 février 1942, réhabilité en 1956, entré officiellement dans l'Encyclopédie littéraire en 1975, Danil Harms (de son nom d'artiste, cet excentrique, dans sa manière

d'être, de se vêtir comme dans son écriture, fait ses débuts en littérature en 1925, alors qu'Esseoina vient de se suicider, que Khleboikov est mort depuis trois ans, que le pouvoir a déjà commencé à mettre au pas la vie artistique et à liquider les mauvais esprits. Il se choisit un pseudonyme (qu'il n'orthographe pas toujours de la même manière) tiré à la fois de l'anglais *harm* (le mal) et du mot « charme ». Admis à l'Union des poètes comme poète *zavoum* (la poésie transrationnelle héritée des futuristes), il en est exclu en 1929, en même temps qu'Ossip Mandelstam et d'autres. Il devient le chef de file du groupe Obériou (Union de l'unique et réel), la dernière organisation littéraire « de gauche » fondée en 1927 et dont les interventions publiques seront interdites dès 1930. Le groupe, qui se définit comme « une nouvelle avant-garde de la gauche révolutionnaire dans les beaux-arts, le théâtre, le cinéma et la littérature », s'est donné comme mot d'ordre : « L'art comme une armoire ». Peut-on y mettre d'importe quoi ?

Les critiques officiels prolétaires partent en guerre contre cette « abomination contre laquelle il faut lutter » ; les obérioutes sont bientôt dénoncés comme des « ennemis de classe » et leur poésie comme un « acte de protestation contre la dictature du prolétariat ». Fin 1931, Harms est arrêté, exilé à Kourk (« Kourk est une ville très désagréable », écrit-il à un ami en août 1932. Je préfère la prison préventive. Ici, je passe pour un idiot auprès de la population locale »). Lorsque naît, en 1932, l'Union des écrivains, l'avant-garde est muselée. Elle sera bientôt décimée. En août 1941, Harms est arrêté et interné dans un asile psychiatrique où il meurt le 2 février 1942, à trente-six ans. Il laisse derrière lui une œuvre considérable sauvée grâce à un ami, le philosophe et musicologue Drouskine, qui transmettra ces archives en 1980.

Une œuvre, que nous découvrons dans ce volume, très variée, faite de miniatures et de courtes pièces de

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

La victoire de l'absurde

НОТЫ ВИЖУ
ВИЖУ МРАК
ВИЖУ АМАНУ ДУРАК
СЕРДЕ ЖОУС
ВПРОЧЕМ НЕ
МИР НЕ ТЮКУС
В РОЧЕ ДА

Danil Harms en 1939
et l'une de ses
compositions poétiques
des années 30.



théâtre, presque essentiellement des sonnets 30, composées par cet héritier de l'avant-garde pour qui « le mot est plus large que le sens », et qui n'aura pas le temps de publier avant d'être réduit au silence. Au début de sa carrière, Harms s'était surtout consacré à la poésie et au théâtre, comme en témoigne sa pièce de 1927, *Elizavéta Bam*, un cauchemar en forme de mélodrame avec la menace d'arrestation d'Elizavéta (« Maintenant tu vas voir, la porte va s'ouvrir et ils entreront... A coup sûr, ils vont entrer pour me prendre et m'effacer de la surface de la terre. Qu'est-ce que j'ai fait ! Mais qu'est-ce que j'ai fait ! Si seulement je savais... Fuir ? Mais où ? »), tandis que Piotr Nikolaïevitch affirme que l'héroïne l'a tué quand il était jeune !

C'est après la représentation de la pièce que Marchak, directeur des Editions pour enfants, proposera à Harms

et aux obérioutes de collaborer à ses revues : *le Hérisson* et *le Serin*. La littérature pour enfants sera désormais la seule source de revenus de Harms et ses textes deviendront des classiques que les petits Soviétiques apprendront par cœur. Ces textes ne font, hélas ! pas partie du recueil. On pourrait, à les lire, constater une chose importante : c'est qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre la poésie de Harms pour adultes et celle pour enfants. « Mais, écrit Jean-Philippe Jaccard, si la première était perdue par la critique officielle comme un « absurdiste » dangereux face à l'idéologie, la seconde en revanche répondait aux exigences budgétaires des enfants dans la ligne des thèmes développés par Kornel Tchoukovski et soutenues par Samouïl Marchak. »

On trouve dans l'ensemble fascinant de proses réunies par Jean-Philippe Jaccard un regard angoissé, l'incohé-

rence du monde : une situation dramatique qui se répète sans fin comme dans *Elizavéta Bam*, des oppositions qui se neutralisent (« Cela est devenu ceci, et ceci, cela. Cela est ceci. Ceci est cela. Ici il y a cela et ceci. L'ici est devenu cela, cela, ceci, et ceci, ici »), le temps qui échappe à l'homme. Et l'homme qui s'efface dans un monde où il n'y a plus de raison à rien. Qui n'est même plus un monde. Où l'on ne sait plus si on est vivant ou mort. Où Gogol n'est pas loin : « C'est une procession qui passe. Pourquoi cette procession passe-t-elle ? Elle transporte la narine arrachée à Piatipalov. On porte cette narine au Jardin d'été pour l'y enterrer. »

Le mot est libéré de sa signification, le sujet se disloque, le verbe devient chaos de sons et de sens, le texte se détruit de lui-même : « Il était une fois un homme roux, qui n'avait d'yeux ni d'oreilles. Il n'avait pas non plus de cheveux et c'est par convention qu'on le disait roux. Il ne pouvait pas parler car il n'avait pas de bouche. Il n'avait pas de nez non plus. Il n'avait même ni bras ni jambes. Il n'avait pas de ventre non plus, ni de colonne, il n'avait pas d'entrailles non plus. Il n'avait rien du tout ! De sorte qu'on se demande de qui on parle. Il est donc préférable de ne rien ajouter à son sujet. » Ou encore : « Je veux être dans la vie ce que Lobatchevski a été dans la géométrie. »

Ce qui défie le sens apparaît toujours comme dangereux. Ainsi le *Monde* du 16 mai 1984 nous apprendait-il la sentence d'un universitaire de Léningrad, Mikhaïl Melakh, « condamné le 27 avril à sept ans de camp et cinq ans de rélegation, soit la peine maximale prévue au titre de l'article 70 du code pénal (agitation et propagande antisoviétique) ». Il avait fait éditer en Allemagne les trois premiers tomes d'une édition scientifique en russe de Danil Harms !

« Nous avons faim », écrit Harms à chaque page de son journal intime. Et, le 12 janvier 1938 : « Rares sont ceux qui sont tombés aussi bas que je suis tombé. Une chose est sûre : je suis tombé si bas que je ne pourrai jamais plus me relever. » Enfin, une note. Qui fait redoubler l'angoisse : « Aujourd'hui, je n'ai rien écrit. Ce n'est pas grave... »

(1) Danil Harms et la fin de l'avant-garde russe, de Jean-Philippe Jaccard (avec une bibliographie complète de l'auteur), Peter Lang, 1991.

LISEZ AUSSI LES LIVRES DE VOS ENFANTS

Les fantômes de Faulkner

LES FANTÔMES DE ROWAN OAK

Histoires de William Faulkner pour les enfants, racontées par Dean Faulkner Wells. Traduites et présentées par Marc Saporta. Seghers, 142 p., 98 F.

« La maison s'appelle Rowan Oak. C'est Pappy, le dernier des propriétaires, qui lui a donné ce nom qui signifie « cochéna ». Il connaissait une légende écossaise sur les pouvoirs magiques de cet arbre qui l'on appelle aussi le « sorbier aux oiseaux », et il y croyait ; on dit qu'il faut clouer une branche de cochéna sur la porte de la grange pour écarter les fantômes, les sorcières et les mauvais esprits. » Ce « Pappy » du Mississippi, qui raconte des histoires de fantômes à des enfants émerveillés, s'appelle William Faulkner ; et, pour le bonheur des parents et des enfants, ce sont ces contes-là, c'est la voix de l'écrivain, que nous entendons dans ce précieux petit livre, très joliment édité, où le monde de l'enfance envahit le monde des adultes. Et réciproquement. Où l'on peut deviner ce que sera la triste déchéance des grandes familles sudistes que la guerre de Sécession a ruinées et déclinées. Ce qui fut le sujet de toute son œuvre.

C'est la nièce de Faulkner, Dean Faulkner Wells, la fille de son frère (qui se prénomme aussi Dean), qui a reconstitué ces histoires perdues que « Pappy » racontait aux enfants. Son père étant mort avant sa naissance, elle a vécu son enfance près de Rowan Oak, la grande maison blanche à colonnes. Et elle se souvient...

Trois contes tragiques et touchants pour se faire peur avec délicatesse : l'histoire du loup-garou et du jeune homme qui ne veut pas y croire ; celle du chien



Faulkner devant Rowan Oak.

fidèle qui saura dénoncer l'assassin de son maître ; surtout, la très belle histoire de Judith, la petite Sudiste qui attend le retour du soldat yankee qu'elle a soigné en cachette. Et cela se passe justement à Rowan Oak, près de la tombe de cette Judith, sous la magnolia... « Si vous étiez alors enfant et si vous grandissiez à Oxford, dans le Mississippi, votre imagination et vos songeries seraient pleines de Judith. Chaque fois que vous passiez la nuit à Rowan Oak, vous demandiez à Pappy de vous raconter l'histoire de Judith — spécialement la nuit de la Toussaint, car c'était la nuit où les druides se réunissaient, irrésistibles avec leur visage peint en bleu, dans la lumière des feux de joie, sa sœur Dean Faulkner Wells. Dans cette nuit surmaternelle, Pappy s'asseyait sur les marches, avec vous et les autres enfants costumés, serrés autour de lui, les yeux écarquillés, dans la lumière clignotante des chandelles. »

Un livre à lire tout seul ou en famille. A raconter. A relire.

N. Z.

L'HONNEUR DE SAINT-ARNAUD

de François Maspero.

Plon, 434 p., 130 F.

François Maspero n'a pas quitté l'Algérie et sans doute ne la quittera-t-il jamais tout à fait. A la pointe, en son temps, de la lutte contre le colonialisme et pour les droits de l'homme, il y revient aujourd'hui par le chemin de l'Histoire. Celle de la conquête, bien sûr, c'est-à-dire de l'oubli de la colonisation, qui jeta sur les côtes sud de la Méditerranée une armée orpheline de l'Empire et des « bonnes » guerres européennes. Ce n'est pas un épisode particulièrement riant de notre histoire et,

pour faire bonne mesure, c'est le destin d'un « massacreur exemplaire » que François Maspero a choisi de nous faire suivre.

Celui qui mourra, un jour d'automne 1854, maréchal de France et comte Achille Le Roy de Saint-Arnaud est né, en l'an VI du calendrier révolutionnaire, sous le pseudonyme moins flamboyant de Arnaud Jacques Leroy. C'est un aventurier. Il trouve très tôt dans le métier militaire la voie d'une ascension sociale et l'espoir de la fortune. Récidive de fulgurant, au moins dans les premiers temps. Il a déjà près de quarante ans lorsqu'il débarque pour la première fois en Algérie, simple lieutenant dans le régiment de Bugaud, l'homme à la célèbre casquette. Il ne sera pas de toutes les batailles (il se remet mal d'avoir manqué, en particulier, la prise de la smala d'Abd El Kader en 1843), mais il « fait » l'Ouarsenis, Blida, d'incroyables razzias et, surtout, la prise de Constantine en 1837 où il est l'un des tout premiers à lancer à ses hommes le cri désormais fameux de « A moi la Légion, à la baïonnette ! »

Beaucoup plus que ses pairs — les Castellane, les La Moricière, mieux nés ou plus cultivés — c'est à la pointe de l'épée et sous le feu qu'il conquiert ses grades. Le portrait qui nous est ici donné est celui d'un exécutant brillant, dévoré par une « boulimie d'action », qu'aucun scrupule humanitaire ne retient devant la méthode des « enfumades » et les missions d'extermination dans lesquelles succombent femmes, vieillards, enfants, en sus des combattants qu'on a pu attraper. Il est périodiquement malade, douloureusement, mais il en faut plus pour l'arrêter. Il croit très médiocrement — à la différence de son contempo-

rain Tocqueville — à l'instauration d'un pouvoir colonial civil. C'est le sabre et ce qui va avec qui comptent seuls en définitive. A cela près — qui n'est pas contradictoire — que Saint-Arnaud nourrit un fantasme appétit de la vie, de l'argent, des femmes, du luxe.

Rêve de guerre

Un bretteur en somme, doublé d'un joueur. L'un et l'autre sûrement, mais aussi — cela tient peut-être à l'époque — un homme de plume. Il ne cesse d'entretenir de ses aventures, de ses exploits, de ses états d'âme (pas au sens qu'a aujourd'hui cette expression) une foule de correspondants, sa mère, des amis, sa femme plus tard, mais surtout son frère Adolphe. C'est cette correspondance, publiée par la suite, qui mettra François Maspero sur la piste de son « héros ».

L'histoire se termine avec la sanglante répression, à Paris — où Saint-Arnaud est devenu ministre de la guerre — des adversaires du coup d'Etat de 1851 et la campagne de Crimée, où l'ex-lieutenant en Algérie connaît enfin, avec le titre de commandant en chef, la guerre européenne dont il rêve depuis sa jeunesse. Les honneurs, les promotions, l'amitié du nouvel empereur auront tout juste permis, en temps utile, d'effacer à peu près les dettes considérables accumulées au cours de ces années d'aventures.

François Maspero, recoupant sans cesse ses sources, relatant les événements avec toute la rigueur que celles-ci autorisent, a fait un remarquable travail d'historien, et son style alerte accompagne sa réflexion sur les origines ou les suites politiques des faits relatés.

Ainsi à propos des méthodes de conquête — prévarication, pillages, représailles, contre-représailles — qui ont « gangrené irrémédiablement la suite ».

Réquisitoire ? Certes, et d'autant plus sévère que fortement documenté. Est-ce pourtant une illusion si l'on sent au fil de ces pages une sorte d'attirance de l'auteur pour son personnage ? C'est à Victor Hugo qu'il laisse le soin de le traiter de « chacal », réservant pour sa part ses formules les plus dures aux actes militaires ou politiques plutôt qu'à l'homme. Et bref, en traçant le portrait de Saint-Arnaud, François Maspero a cherché à comprendre plus qu'à dénoncer. Il l'a fait avec autant de talent que de sincérité.

Alain Jacob

○ Débats autour du livre. — La Maison des écrivains organise, lundi 1^{er} mars à 18 h 30, un débat sur le thème « L'écriture et l'image », avec de nombreux participants, notamment Stella Baruk, Michel Chaillet, Viviane Forrester, Richard Joffe, Dominique Noguère, Maurice Pons, Raphaël Sorin... La même institution propose, vendredi 5 mars à 18 h 30, une rencontre autour de Jacques Anquet, prix Nelly Sachs 1992 de la traduction, avec José Angel Valente et Claude Eschen.

D'autre part, à l'occasion de l'opération « Collection capitale », organisée par la ville de Paris du 12 au 16 mars, un débat sur le thème « Qui exerce le droit de vie ou de mort sur un livre ? » réunira l'éditeur Antoine Gallimard, les écrivains Jean d'Ormesson, Jean-Marie Rouart et Philippe Labro. Jeudi 11 mars, Bibliothèque historique de la ville de Paris, 12, rue Pavée, à 14 h 30 (rens. : 40-93-96-47).

L'AUTRE JOURNAL

affaire grégory

La terrible histoire de betty page

Le Journal de Claude-Jean Philippe

Le journal qui se lit comme un livre, le livre à vous chaque mois, 25 F.

هكذا من النظم